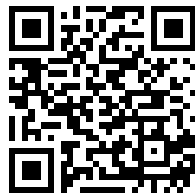

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

GoogleTM books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

BULLETIN

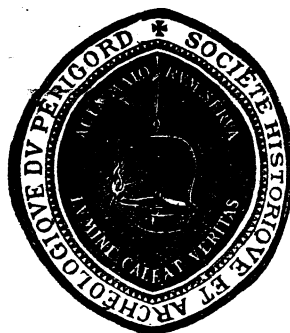
DE LA SOCIÉTÉ

HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

DU PÉRIGORD

PARAISANT TOUS LES DEUX MOIS

TOME XLIX.



PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE RIBES ET C^{ie}, RUE ANTOINE-GADAUD, 14

1922

1922

BULLETIN

B 512381

DUPL

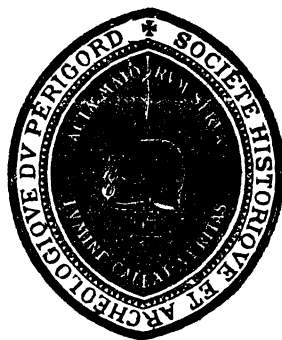
DE LA SOCIÉTÉ

HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

DU PÉRIGORD

PARAISANT TOUS LES DEUX MOIS

TOME XLIX. — PREMIÈRE LIVRAISON



PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE RIBES ET C^{ie}, RUE ANTOINE-GADAUD, 14.

Janvier-Février 1922

SOMMAIRE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LA 1^{re} LIVRAISON

	Pages
Statuts de la Société.....	5.
Règlement intérieur.....	9.
Membres de la Société morts pour la Patrie pendant la guerre 1914-1918.....	10.
Liste des Membres.....	11
Sociétés correspondantes.....	31
Séance mensuelle du jeudi 1 ^{er} décembre 1921.....	33.
— du jeudi 5 janvier 1922.....	40
Compte de gestion du trésorier pour l'année 1921 (M. FÉAUX).....	50
Le Périgord militaire : Gardes du corps du Roi au xviii ^e siècle (<i>suite et fin</i>) (Joseph DURIEUX).....	53.
NÉCROLOGIE. — Le colonel marquis de Malet le marquis DE FAYOLLE).....	68.
ERRATUM.....	72.

BULLETIN
DE
LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE
DU PÉRIGORD.

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

DU PÉRIGORD

PARAISANT TOUS LES DEUX MOIS



TOME XLIX



PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE BIBES ET C^{ie}, RUE ANTOINE-GADAUD, 14.

1922

STATUTS

DE

LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

DU PÉRIGORD,

RECONNUE COMME ÉTABLISSEMENT D'UTILITÉ PUBLIQUE

Par décret du 19 Avril 1886.

ARTICLE PREMIER.

La *Société historique et archéologique du Périgord* a pour but : la recherche, l'étude et la conservation des documents anciens, de tous les âges, qui intéressent l'histoire de notre province et l'histoire générale du pays.

ART. 2.

Le siège de la Société est fixé à Périgueux.

ART. 3.

La Société se compose .

- 1° De Membres Titulaires ;
- 2° De Membres Associés ;
- 3° De Membres Honoraires ;
- 4° De Membres Correspondants.

Le nombre des Membres de ces différentes catégories n'est pas limité.

ART. 4.

Les Membres Titulaires et Associés ne sont admis que s'ils en font la demande par écrit au Président et s'ils sont présentés par deux Membres Titulaires ou Associés.

ART. 5.

Les Membres Honoraires et les Membres Correspondants sont nommés en assemblée générale sur la présentation du Bureau ; lorsqu'ils assisteront aux séances, ils pourront siéger avec les administrateurs de la Société.

ART. 6.

Les Membres Titulaires et Associés doivent, annuellement, une cotisation de quinze francs, et les Membres Titulaires seuls, le jour de leur réception, un *Droit de Diplôme* de dix francs.

ART. 7.

La Société est administrée par un Bureau composé de dix membres :

Un Président ;
Cinq Vice-Présidents (un par arrondissement) ;
Un Secrétaire-Général ;
Un Secrétaire-Adjoint ;
Un Trésorier.

ART. 8.

Le Bureau est nommé pour un an, en *Assemblée générale*, au scrutin de liste, et il doit être renouvelé chaque année, le 27 mai, le lendemain de la fête dite de la St-Mémoire. Les mêmes administrateurs sont rééligibles. Le Bureau ne peut prendre de décision qu'en présence de cinq de ses Membres, le Président, deux Vice-Présidents, le Secrétaire-Général et le Trésorier. Les procès-verbaux des séances sont rédigés par le Secrétaire-Général, signés de lui et du Président.

ART. 9.

Le Président propose les questions à résoudre, qui sont adoptées ou rejetées à la majorité des votes des Membres Titulaires ou Associés présents. Mais, pour qu'une décision soit valable,

il sera nécessaire que quatorze de ces Membres assistent à la séance. En cas de partage égal des votes, la voix du Président est prépondérante.

ART. 10.

Le Trésorier est dépositaire des fonds de la Société ; il est chargé du recouvrement des cotisations et de toutes les sommes dues ou données ; il débat tous marchés, revise les mémoires de fournitures et travaux faits pour le compte de la Société ; il acquitte, après contrôle du Bureau et approbation du Président, les dépenses votées en assemblée générale ou en séance mensuelle. Chaque année, dans la séance du premier jeudi de janvier, il rend compte de sa gestion.

ART. 11.

Le Trésorier représente la Société en justice et dans les actes de la vie civile.

ART. 12.

Les ressources de la Société se composent : 1° des cotisations annuelles des Membres Titulaires et des Membres Associés ; 2° des dons et legs ; 3° des subventions qui peuvent lui être allouées ; 4° et du revenu de ses biens et valeurs de toute nature.

ART. 13.

Les délibérations relatives à l'acceptation des dons et legs, aux acquisitions, aliénations ou échanges d'immeubles, seront soumises à l'approbation du Gouvernement.

ART. 14.

Les excédents de recettes, qui ne sont pas indispensables aux besoins ou au développement de la Société, seront placés en fonds publics français, en actions de la Banque de France, en obligations du Crédit Foncier de France, ou en obligations de chemins de fer français, émises par des compagnies auxquelles un minimum d'intérêt est garanti par l'Etat.

ART. 15.

La Société se réunit dans la salle du Château-Barrière : 1° en *Séance mensuelle*, tous les premiers jeudis du mois, excepté en juin ; 2° en *Assemblée générale*, le 27 mai, le lendemain de la fête de la Saint-Mémoire.

ART. 16.

Un règlement intérieur, adopté par l'Assemblée générale et approuvé par le Préfet, déterminera les dispositions accessoires propres à assurer l'exécution des présents Statuts ; il pourra être modifié dans la même forme.

ART. 17.

En cas de dissolution de la Société, la dévolution et l'emploi de son avoir, tant mobilier qu'immobilier, feront l'objet d'une délibération prise en Assemblée générale, qui sera soumise à l'approbation du Gouvernement. L'Assemblée générale doit compter vingt-cinq Membres Titulaires ou Associés au moins pour que ses décisions soient valables.

ART. 18.

Les présents Statuts ne pourront être modifiés qu'en vertu d'une délibération de l'Assemblée générale et de l'approbation du Gouvernement. L'Assemblée générale, saisie du projet de modification par le Bureau ou par vingt-cinq de ses Membres, ne peut prononcer qu'à la majorité des deux tiers des Membres présents. Cette même Assemblée doit être formée du quart au moins des Membres en exercice.

Périgueux, le 4 Mars 1886.

RÈGLEMENT INTÉRIEUR

ART. 1^{er}. — Les manuscrits inédits, apportés à la Société, seront soumis à l'examen d'un comité d'impression, qui en décidera la publication ; mais, avant de la commencer, le manuscrit devra être entièrement communiqué.

ART. 2. — Ce comité de publication se composera de trois membres, outre le Président et le Secrétaire général ; il se réunira toutes les fois qu'il sera nécessaire sur la convocation du Président. Ses décisions seront prises à la majorité des membres présents. La voix du Président est prépondérante en cas de partage. Sont nommés de ce comité : MM. Dujarric-Descombes et Féaux.

ART. 3. — Les auteurs sont seuls responsables des articles qu'ils signent et des idées qu'ils émettent.

ART. 4. — Aucune généalogie de famille ne sera admise, ce genre de travail étant d'un intérêt trop restreint ; pas plus que les mémoires sur des sujets d'histoire contemporaine qui pourraient froisser des susceptibilités.

ART. 5. — Les auteurs feront exécuter à leurs frais les tirages à part des travaux insérés dans le *Bulletin* de la Société. Tout tirage à part portera la mention du volume d'où il est extrait.

ART. 6. — Les volumes publiés par la Société, et non retirés dans les délais prescrits par les Membres Titulaires et Associés, qui y ont droit, seront vendus au prix que fixera chaque année l'Assemblée générale du 27 mai.

ART. 7. — Pour être élu Membre Titulaire de la Société, il faut ou être originaire du Périgord, ou l'habiter, ou y avoir des intérêts. Les Membres Associés ne sont pas tenus de remplir ces conditions ; ils peuvent être étrangers au département, mais les uns et les autres doivent être présentés par deux membres.

Délibéré à Périgueux en Assemblée générale, le 28 mai 1907.

MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ

MORTS POUR LA PATRIE

Pendant la Guerre de 1914-1918

RENÉ DE FRÉMONT, sous-lieutenant au 250^e de ligne.

L'abbé CLODER, curé de Cognac-sur-l'Isle.

L'abbé CHANTELOUBE, curé de Doissac.

CHARLES DEVIN, lieutenant du génie, pilote aviateur, chevalier de la Légion d'honneur.

Le capitaine adjudant-major CAIEZ d'EPINAY, chevalier de la Légion d'honneur, du 234^e d'infanterie.

LOUIS SIMON, sous-lieutenant au 308^e d'infanterie.

GABRIEL LASSAIGNE, lieutenant à l'Etat-major divisionnaire.

LISTE DES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ.

BUREAU.

Président.

M. le marquis DE FAYOLLE, inspecteur général de la Société française d'Archéologie.

Vice-président honoraire.

M. le chanoine BRUGIÈRE.

Vice-Présidents.

M. DUJARRIC-DESCOMBES, * I.

M. ...

M. Élie GONTIER MAINE DE BIRAN, *, I.

M. Joseph DURIEUX, *, I.

M. VIGIÉ, *, I.

Secrétaire-Général.

M. VILLEPELET, *, I, archiviste honoraire.

Secrétaire-Adjoint.

M. Charles AUBLANT, * I.

Trésorier.

M. Maurice FÉAUX, *, I.

Bibliothécaire

M. le chanoine Joseph Roux.

MEMBRES TITULAIRES

MM.

L'abbé ACHARD, professeur, rue de la Bourse, 28, à Saint-Etienne (Loire).

AMADIEU (Marie-Antoine-Ernest), *, chef de bataillon de réserve au 108^e R. I., à Verteillac.

M^{lle} ANDRIEU DE LILLE, à Rouffignac.

Le comte E. D'ARGY, ancien officier, à la Clôserie, commune d'Antonne, par Trélissac.

Le comte D'ARLOT DE SAINT SAUD, * I, chevalier de l'Ordre de Léopold, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, inspecteur de la Société française d'Archéologie, président de la Commission internationale pyrénéenne de Toponymie-Topographie, au château de la Valouze, par La Roche-Chalais.

AUBLANT (Charles), * I, trésorier de l'Ecole félibréenne du Périgord, dessinateur à la C^e du chemin de fer d'Orléans, rue de Strasbourg, 26, à Périgueux.

AUCHÉ (Achille), chevalier du Mérite agricole, chirurgien-dentiste, allée de Tourny, 31, à Périgueux.

AUGIÉRAS (Léonce-Silvio), au castel de Montanceix, par Razac-sur-l'Isle, et avenue de Breteuil, 20, à Paris, VII^e.

Le docteur BARBANCEY (Robert), à Montpon-sur-l'Isle.

BARRIÈRE (Fernand), agrégé des lettres, professeur au lycée de Rochefort (Charente-Inférieure).

BARRET (Jean-Gaston-Louis), licencié en droit, notaire, place du Palais, 4, à Périgueux.

BEAUCHAMPS (Georges), ancien externe de médecine des hôpitaux de Paris, maire de Pontours, à Pontours-Haut, par Lalinde.

~ Le marquis Georges DE BEAUMONT, à Saint-Cyprien.

Le marquis DE BEAUMONT-BEYNAC, commandeur de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, au château de la Roque, par Saint-Cyprien.

BELVÈS, instituteur public, Les Eyzies de Tayac.

BENOÎT (Robert),  I, célibataire majeur, président du conseil du *Bournat*, maître en gay savoir, coiffeur, cours Montaigne, 16, à Périgueux.

BESSON (Georges), avoué-licencié près le tribunal de première instance, cours Georges Clémenceau, 3, à Bordeaux.

BESSON (Jean-Emmanuel), O. ✱, directeur honoraire de l'Enregistrement de la Seine, lauréat de l'Institut, boulevard de Vésone, 8, à Périgueux, et à Bussière-Badil (Dordogne).

BEYNEY (Maurice), licencié ès sciences, professeur de physique, rue Taillefer, 12, à Périgueux.

BIBLIOTHÈQUE DES ARCHIVES DÉPARTEMENTALES, à Périgueux.

BIBLIOTHÈQUE DE L'ÉVÊCHÉ, rue de la Clarté, 3, à Périgueux.
(Abonnement)

BIBLIOTHÈQUE DE L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DE THÉOLOGIE, avenue de Paris, 38, à Périgueux. (Abonnement.)

BIBLIOTHÈQUE DE LA VILLE, à Périgueux.

BINGER (E.), C. ✱, gouverneur général honoraire des Colonies, allée de la Robertsau, 14, à Strasbourg (Bas-Rhin).

BLANCHARD (Louis), ingénieur des arts et métiers, inspecteur du Matériel et de la Traction à la C^{ie} d'Orléans, rue Miraubeau, 9, à Périgueux.

BONFILS-LASCAMINADE (Georges), notaire, à Belvès.

Le comte DE BOUILHAC DE BOURZAC, au château de la Richardie, près Champagne-Fontaine.

Le marquis DE BOURDEILLE, membre titulaire du Conseil héraldique de France, au château de Bourdeille, et rue Mignard, 11, à Paris, XVI^e.

BOURDEILLETTE (Adolphe),  I, conseiller à la Cour d'Appel, boulevard Charles V, 18, à Nancy (Meurthe).

L'abbé BOUSSION, chanoine honoraire de la cathédrale de Saint-Front, curé-doyen, à Terrasson.

L'abbé BOUYNE (Alfred-Pierre), curé de Creysse, par Mouleydier.

Le marquis DE BOYSSEULH, au château de Boreau, commune de Cornille, par Périgueux, et au château d'Oléon, par Rognonas (Bouches-du-Rhône).

DE BOYSSON (Richard), commandeur de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, chevalier de l'ordre de Malte, ancien receveur des finances, à Cénac.

DE BOYSSON (Bernard), *, décoré de la Croix de guerre, ancien capitaine de réserve de cavalerie, au château d'Argentonnesse, par Saint-Cyprien.

Le docteur DE BROU DE LAURIÈRE (Paulin), O. *,  I, conseiller général de la Dordogne, vice-président de l'Association médicale de la Dordogne, médecin du lycée, avenue de Paris, 7, à Périgueux.

DE BROU DE LAURIÈRE (Pierre), licencié en droit, Chemin Genestat, 8, Caudéran-Bordeaux.

Le comte DE BRUC DE CHABANS, *, au château de La Chapelle-Faucher, par Saint-Pierre-de-Côle.

BUFFETEAU (Eugène), avoué licencié, ancien président de la Chambre des avoués, rue du Palais, 5, à Périgueux.

L'abbé BUGEAT (Alfred), curé de Château-l'Evêque.

L'abbé CALÈS, curé de Doissac, par Belvès.

CARVÈS (Bertrand), à Beynac (Dordogne).

CARVÈS (Jean-Baptiste), à Bézenac, par Saint-Cyprien.

Le général CAZALAS (Eutrope), O. *,  A, commandant le génie de la XI^e Région, rue d'Erdre, 9, à Nantes (Loire-Inférieure), et à Ribérac.

CERCLE DAUMESNIL, à Périgueux. (Abonnement.)

CERCLE DE MM. LES OFFICIERS du 108^e R. I., à Bergerac (Abonnement).

Le comte DE CHALUP, licencié en droit, au château du Granger, par Mensignac, et au château Darricaud, par Landiras (Gironde).

L'abbé CHASTAING, curé de Bourniquel, par Lalinde.

CHATAIGNON (Emile), ancien négociant, rue du Châtelou, 1, à Périgueux.

Le docteur CHAUME, *, ancien interne des hôpitaux de Paris,

président de l'Association médicale de la Dordogne, médecin inspecteur de la Compagnie d'Orléans, rue Victor-Hugo, 12, à Périgueux.

L'Intendant CHAYROU, C. ✱, rue Rosa-Bonheur, 6, à Paris, XV^e, et au château du Roi, à Domme.

Du CHEYRON DU PAVILLON (Xavier), au château de la Gauthertie, par Douville.

Le lieutenant-colonel CHOLET, O. ✱, du 50^e régiment d'infanterie, décoré de la Croix de guerre, rue Carnot, 5, à Périgueux.

CLÉDAT (Jean), égyptologue, ancien membre de l'Institut français d'archéologie orientale du Caire, conservateur du Musée d'Ismaïliah, rue Nouvelle-Clos-Chassaing, 26, à Périgueux; au château de Bouch, par Condat-Bersac, et à la Résidence, à Ismaïliah (Egypte).

CLÉDAT (Léon), O. ✱, I, professeur à l'Université de Lyon, doyen de la Faculté des lettres, rue Molière, 29, à Lyon (Rhône).

COCULA (Paul), A, architecte diplômé par le Gouvernement, architecte de la Banque de France, rue Bodin, 17, à Périgueux.

Le marquis DE COMMARQUE, au château de la Bourlie, commune d'Urval, par Le Buisson.

L'abbé COMTE, curé de Ménesplet.

M^{me} Gaston CORDIER, rue du Tribunal, 23, à Fougères (Ille-et-Vilaine).

COUV RAT-DESVERGNES (Roger), chef de District à la C^e du chemin de fer de Paris à Orléans, à Terrasson.

Le docteur CROZET (Claude), ✱, décoré de la Croix de guerre, rue du Quatre-Septembre, 4, à Périgueux.

Le marquis DE CUMOND, au château du Lieu-Dieu, par Périgueux.

DANNERY (Maxime), A, chevalier du Mérite agricole, architecte ordinaire des Monuments historiques et des Cultes de la Dordogne, rue des Mòbiles de Coulmiers, 10, à Périgueux.

DAURIAC (André), étudiant en droit, boulevard Victor-Hugo, 11, à Limoges.

DÉCÈUX-LAGOUTTE (Edouard),  A, ancien magistrat, membre de la Chambre de commerce, maire de Trélissac, rue de Bordeaux, 31, à Périgueux.

DEJEAN (André), O. , maître des Requêtes honoraire au Conseil d'Etat, directeur des chemins de fer de l'Etat, maire de la ville de Belvès, rue Tronchet, 23, à Paris, VIII^e.

Le docteur DELBÈS, membre de la Société d'ophtalmologie, médecin de la clinique ophtalmologique de l'hôpital, rue Bourdeille, 5, à Périgueux.

DELPECH (Lucien),  A, archiviste adjoint du département, rue Cité-Champeaux, 16, à Périgueux.

L'abbé DELTHEIL, curé de Saint-Rabier.

DELTHEIL-CLUZEAU (Joseph), avocat, ancien magistrat, à Couze.

DÉLUGIN (Antony), ancien pharmacien, rue La Boétie, 26, à Périgueux.

DEMARTIAL (Pierre), propriétaire, cours Gay-Lussac, 48, à Limoges.

DÉROULÈDE (Maxime), docteur en droit, rue d'Assas, 22, à Paris, VI^e.

DESCHAMPS (Charles), architecte, mainteneur du *Bournat*, rue de Metz, 29, à Périgueux.

DESNOYERS (Gabriel), notaire, à Beaumont-du-Périgord.

DESPLANCHES (Rémi), négociant, lauréat de l'Académie des Jeux Floraux de Toulouse, lauréat de l'Académie française, maître en *gay savoir* et lauréat du *Bournat* du Périgord, rue des Conférences, à Bergerac.

DIDON (Louis), membre de la Chambre de commerce, secrétaire général de l'A.C.P., place du Quatre-Septembre, à Périgueux.

DROUILH (Henri), , agent-voyer en chef honoraire du département de la Dordogne, conseiller municipal, rue des Jacobins, à Périgueux.

DUBET (Gaston),^v maire de Vaunac, par Thiviers.

DUBUT (Annet),  A, officier du Mérite agricole, ancien pro-

fesseur spécial d'agriculture, instituteur public à Saint-Antoine-de-Cumond, par Saint-Privat-des-Prés.

DUFOURG (Jean-Paul), propriétaire, à Saint-Laurent-des-Hommes.

DUJARRIC-DESCOMBES (Albert),  I, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, président d'honneur de l'Ecole félibréenne du Périgord, licencié en droit, ancien notaire, au Maine, près Celles.

Le docteur DUMONT, *, trésorier de l'Association médicale de la Dordogne, président de la Croix Rouge, médecin de l'Ecole normale des instituteurs, place du Palais, 14, à Périgueux.

Le chanoine DUPIN DE SAINT-CYR DU BASTIMENT, vicaire général du diocèse, rue de la Clarte, 3, à Périgueux.

DUPUIS (Jean), ancien notaire, cours Montaigne, 23, à Périgueux.

DURAND DE CORBIAC (Adrien), maire de Lembras, au château de Corbiac, par Bergerac.

DURAND DE RAMEFORT, ancien avoué, boulevard des Arènes, à Périgueux.

Le docteur DURIEUX (Jean), *, décoré de la Croix de guerre, rue Lamy, à Thiviers.

DURIEUX (Joseph), *,  I, chevalier du Mérite agricole, commandeur de l'Ordre de l'Etoile noire, chevalier de l'ordre royal du Cambodge, docteur en droit, lauréat de l'Institut, chef du bureau du Secrétariat général de la Grande Chancellerie de la Légion d'honneur, secrétaire du Conseil de l'Ordre, rue Notre-Dame-des-Champs, 66, à Paris, VI^e.

Le docteur DUSOLIER (Emile), *, médecin en chef du Centre de réforme de Ste-Ursule, cours Fénelon, 31, à Périgueux.

M^{lle} DUVERNEUIL (Gabrielle), institutrice publique à Ménestérol, par Montpon-sur-l'Isle.

ESCANDE (J.-J.),  A, publiciste, secrétaire en chef de la Sous-Préfecture, place du Peyrou, à Sarlat.

D'ESCATHA (Ferdinand), propriétaire, au château de Boisset, commune de Saint-Aquilin, par Saint-Astier.

D'ESCODECA DE BOISSE, ancien receveur des postes et télégraphes, à Ville-Verneix, par Neuvic.

ÉYMA (Albert), propriétaire, à Labrie, près Bergerac.

FABRE (Raymond), directeur honoraire de la Banque de France, rue Lamarline, 19, à Périgueux.

Le docteur Charles FAGUET,  I, ancien interne, lauréat des hôpitaux de Bordeaux, ancien chef de clinique chirurgicale à la Faculté de médecine, chirurgien de l'hôpital, rue Maleville, 9, à Périgueux.

L'abbé FARNIER, curé de Piégut-Pluviers.

M^{lle} Irène FAURE, professeur de piano, rue de la République, à Ribérac.

Le docteur FAURE, médecin de l'asile des vieillards Jay de Beaufort, rue Victor-Hugo, 4, à Périgueux.

Le docteur FAURE (Maurice),  I, ancien interne des hôpitaux de Paris, ancien assistant à la Clinique des Maladies nerveuses de la Faculté de Paris, à La Malou-les-Bains (Hérault), et rue Verdi, 24, à Nice (Alpes-Maritimes).

L'abbé FAURE-MURET (Arthur), , ancien maître de chapelle à la cathédrale, rue Saint-Front, 4, à Périgueux.

Le marquis DE FAYOLLE, licencié en droit, attaché honoraire à la Direction des musées nationaux, associé correspondant de la Société nationale des Antiquaires de France, conservateur des antiquités et des objets d'art de la Dordogne, membre non résidant du Comité des Travaux historiques, inspecteur général de la Société française d'Archéologie, président de la Société des Beaux-Arts de la Dordogne, conservateur du Musée du Périgord, au château de Fayolle, par Tocane-Saint-Apre, et rue du Plantier, 18, à Périgueux.

FÉAUX (Maurice), ,  I, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, conservateur-adjoint du Musée du Périgord, agent-voyer principal honoraire, rue Combedes Dames, 50, à Périgueux.

Le comte Alphonse DE FLEURIEU, au château de Marzac, par les Eyzies, et avenue Kléber, 26, à Paris, XVI^e.

FORESTIER (Raymond), conseiller référendaire à la Cour des Comptes, à La Motte, par Hautefort, et avenue de Villiers, 76, à Paris, XVII^e.

FOULCON DE LA BORIE (Louis), publiciste, au château de Cap del Roc, commune de Manaurie, par Le Bugue, et cours Clémenceau, 45, à Bordeaux.

FOURGEAUD (Antoine), ancien pharmacien, à Tocane-Saint-Apre.

FOURNIER DE LAURIÈRE (Roger), dessinateur attaché au Service des travaux municipaux, allée du Port, 24, à Périgueux.

FRAPIN (Joseph), avoué-licencié, rue de l'Hospice, 2, à Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne).

M^{lle} DE FROIDEFOND DE BOULAZAC, cours Tourny, 28, à Périgueux.

La comtesse DE GALARD-BÉARN, au château de Vauriac, par Coulaures et rue Géricault, 11, à Paris, XVI^e.

M^{me} GARGAUD-PASQUET, au château de Puy-Boissier, par Thenon.

Le docteur GARGAUD (Pol), rue Fournier-Lacharmie, 25, à Périgueux.

DE GAULEJAC (Henri), médecin principal de l'armée, boulevard Carnot, 17, à Toulouse (Haute-Garonne).

GENDRAUD (Pierre), notaire, à Verteillac.

Le comte DE GÉRARD DU BARRY (Armand), cité Vaneau, 12, à Paris, VII^e.

GILLES-LAGRANGE (Pierre), *, sous-lieutenant au 20^e escadron du train, décoré de la Croix de guerre, Ermitage du Vivier, à Niort (Deux-Sèvres).

Le comte Théodore DE GONTAUT-BIRON, rue de Varenne, 45, à Paris, VII^e.

GONTIER MAINE DE BIRAN (Elie), *,  I, chef de bureau honoraire du Ministère de l'Intérieur, aux Guichards, par Mouleydier.

GONTIER MAINE DE BIRAN (Albert), décoré de la Croix de guerre, ingénieur principal, Service des Mines de la Sarre, secteur postal 219, à Louisenthal (Sarre).

L'abbé GOULARD, ancien professeur de sciences, curé-doyen de Mareuil-sur-Belle.

Le marquis DE GOURGUE, ancien officier, au château de Lanquais, par Couze-Saint-Front.

DE GRAILLY (François), *,  A, chevalier du Mérite agricole, inspecteur général honoraire du Crédit foncier de France, à Lorient, par St-Philippe-d'Aiguilhe (Gironde) et rue de la Sablière, 51, à Libourne.

GRENIER (Amédée), ancien notaire, villa Barbeyrolle, près Le Fleix.

L'abbé GROS (Jean-Joseph), curé de Montbazillac.

L'abbé GROS DE BÉLER (Charles), vicaire de Notre-Dame, chalet Sainte-Elisabeth, avenue Sainte-Marie, à Arcachon (Gironde).

HERMENT (G), négociant, rue Gambetta, 18, à Périgueux.

L'abbé JARRY,  A, aumônier du lycée, rue des Visitandines, 3, à Périgueux.

JOUANEL (André),  I, avoué licencié, conservateur des archives municipales, boulevard Victor-Hugo, 7, à Bergerac.

LABROUSSE (Maurice), pharmacien, à Montmoreau (Charente).

DE LA CHAPELLE (Gabriel), agent général de la C^{ie} d'assurances l'*Abeille*, boulevard Victor-Hugo, 5, à Bergerac.

LACÔMBE (Maurice), *, premier secrétaire d'ambassade, boulevard Malesherbes, 20, à Paris, VIII^e.

M^{me} Edouard LACOSTE, rue Lamartine, 23, à Périgueux.

DE LA CROIX DE SAINT-CYPRIEN (Charles), à Sorges (Dordogne).

DE LACROUSILLE (Amédée), bâtonnier de l'ordre des avocats, vice-président du Conseil du *Bournat*, place du Palais, 6, à Périgueux.

DE LAFILOLIE (Charles), à Tocane-Saint-Apre.

Le docteur LAFON (Charles), médecin oculiste, rue du Quatre-Septembre, 6, à Périgueux.

LAFON (Gabriel),  A, ancien notaire, avocat, médaillé mutualiste, aux Eyzies-de-Tayac (Dordogne).

Le marquis DE LA GARDE SAINT-ANGEL, *, ancien conseiller général de la Dordogne, au château de Lapouyade, par Nontron.

DE LAJUGIE DE LACHAPELLE (André), avocat à la Cour d'appel de Paris, membre de l'Association des journalistes parisiens, rue Lecourbe, 45, à Paris, XV^e.

M^{me} DE LAMENUZE, au château de la Côte, par Saint-Pierre-de-Chignac.

LAPEYRE (Fernand), avocat, à La Roche-Chalais.

L'abbé LARGE, curé-doyen, à Laforce.

M^{me} Gabriel LASSAIGNE, à Ribeyrolles, par Le Change (Dordogne).

Le marquis DU LAU D'ALLEMANS (Ludovic-Emmanuel), rue de l'Université, 41, à Paris, VII^e, et au château de Montardy, par Montagnier.

DE LAULANIÉ DE SAINTE-CROIX (René), au château de S^{te}-Croix, par Montferrand (Dordogne.)

LAVERGNE (Géraud), archiviste du département de la Dordogne, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, vice-président du Conseil du *Bournat*, rue Romaine, 5, à Périgueux.

La comtesse DE LA VERRIE DE VIVANS, au château de Gageac, par Gardonne.

LAVIGNÉ, instituteur public à Monsac, par Beaumont-du-Périgord.

LESCA (Georges), *, rue du Palais-Gallien, 130, à Bordeaux.

Le comte DE LESTRADE DE CONTI, chevalier de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, président de la Société d'horticulture de la Dordogne, ancien bâtonnier de l'ordre des avocats, rue Romaine, 5, à Périgueux.

LEYMONNERIE (Jean), décoré de la Croix de guerre et de la Médaille militaire, receveur de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre, à Villeneuve-de-Marsan (Landes).

L'abbé LIFFORT, chanoine titulaire de la cathédrale de Saint-Front, rue Lammarie, 7, à Périgueux.

M^{me} DE LOMÉNIE, au château de Puyraseau, par Piégut-Pluviers.

MAGNE (Napoléon), ancien officier de cavalerie, ancien député, ancien conseiller général de la Dordogne, avenue Montaigne, 31, à Paris, VIII^e, et au château de Trélissac (Dordogne).

MAGUEUR (Georges), pharmacien, à Sainte-Livrade (Lot-et-Garonne).

MAISONNEUVE-LACOSTE (André), à Bel-Air, près Thiviers.

MALLAT (Joseph), chevalier du Mérite agricole, officier de Takowo (Serbie), professeur d'Economie, rédacteur à l'*Argus du Périgord*, rue Gambetta, 43, à Périgueux.

MANHÈS, ✱, ancien capitaine, ancien président de la Société de Secours aux blessés militaires, rue Antoine-Gadaud, 28, à Périgueux.

MARCHE, receveur municipal, place Belleyme, à Périgueux.

DE MARCILLAC marquis DE CAYRO (André DE COMBRET), membre du Conseil de la Société d'Economie sociale, correspondant de l'Académie d'agriculture de France, président de l'Union des Syndicats agricoles du Périgord et du Limousin, membre du Conseil de la Société des Agriculteurs de France, président du Syndicat agricole et des mutualités rurales de Beauregard, au château de Mellet, par Beauregard-de-Terrasson.

MAREY, propriétaire, à Marsac.

MARGAT (Raoul), ☼ I, professeur à la Faculté de droit, à Bordeaux.

M^{me} MARTIN DU THEIL, rue Cyrano, 9, à Bergerac.

Le vicomte Maxence DE MASSAGRÉ, propriétaire à Saint-Geniès (Dordogne) et rue de Grenelle, 22, à Paris, VII^e.

MAZEAU (Paul), négociant, rue Combe-des-Dames, n^{os} 11 et 13, à Périgueux.

L'amiral baron MERCIER DE LOSTENDE, C. ✱, conseiller général de la Dordogne, au château de Montaigne, par La Mothe-Montravel.

MILLET (Henri), avocat, maire de Saint-Crépin, au château de Saint-Crépin, par Brantôme.

M^{lle} DE MONTAIGUT (Germaine), rue Fournier-Lacharmie, 43, à Périgueux.

M^{me} Henri DE MONTÉGUT, née de Saint-Romain, au château des Ombrais, près La Rochefoucauld (Charente).

DE MONTARDY (Elie), chevalier du Mérite agricole, propriétaire, rue Victor-Hugo, 8, à Périgueux.

DE MONTCHEUIL (Henri), conseiller référendaire à la Cour des Comptes, au château des Ages, commune de Monsec, par Mareuil-sur-Belle, et rue St-Dominique, 31, à Paris, VII^e.

DE MONTEIL (Xavier), licencié en droit, au château de Fayolle, commune de Villeteureix, par Ribérac.

MONTET (Fernand), licencié en droit, notaire à Meyrals, par Saint-Cyprien.

Le comte Charles DE MONTFERRAND, *, directeur de la C^{ie} d'assurances l'*Union*, quai d'Orsay, 11, à Paris, VII^e.

Le docteur MOREAUD, *, médecin-major de première classe en retraite, rue des Poilus, 55, à Nantes (Loire-Inférieure).

M^{me} Georges MOULINIÉ, propriétaire, au château de la Gaubertie, commune de Saint-Paul-Lizonne, par Saint-Séverin (Charente).

Le docteur MOUSSON-LANAUZE,  I, ancien interne des hôpitaux, place de la Tourelle, 3 bis, à Saint-Mandé (Seine).

NAINFA (Révérend John-Abel), prêtre de Saint-Sulpice, docteur en droit canonique, licencié en théologie, professeur d'histoire ecclésiastique, Saint-Mary's Seminary, Baltimore, Maryland. (Etats-Unis.)

NÉGRIER (Paul), ingénieur des arts et manufactures, boulevard Richard-Lenoir, 42 bis, Paris, XI^e.

Le baron DE NERVAUX-LOYS, licencié en droit, vice-président de la Société des Beaux-Arts de la Dordogne, au château des Bories, par Trélissac, et rue du Plantier, 14, à Périgueux.

Le comte Raoul DE NULLY, officier de l'ordre royal du Cambodge, chevalier du Dragon d'Annam, rue du Pont-Saint-Jean, 20, à Bergerac.

PARADOL (Raoul), *,  I, président du tribunal civil, président de la Société de gymnastique *Les Enfants de la Dordogne*, boulevard de Vésone, 7, à Périgueux.

PASQUET (Gabriel),  A, pharmacien de première classe, secrétaire général du *Bournat*, secrétaire général du Musée militaire du Périgord, secrétaire général de l'Union syndicale des pharmaciens de la Dordogne, place de la Mairie, 5, à Périgueux.

Le docteur PAULHIAC (Pierre), décoré de la Croix de guerre, place de la Gendarmerie, à Ribérac.

PAUTAUBERGE (Léon), *, , I., industriel, maire de Montignac-sur-Vézère, boulevard Péreire, 31, à Paris, XVII^e, et au château de Montignac-sur-Vézère.

PÉCOU (Gabriel), négociant, rue Louis-Blanc, 13, à Périgueux.

PETITHOMME-LAFAYE (Joseph), , A, percepteur des finances, à Saint-Vallier-sur-Rhône (Drôme).

PEYNAUD (Charles-Emile), licencié ès-lettres et en droit, administrateur secrétaire-général de l'Ecole Universelle par correspondance de Paris, rue de la Glacière, 4, à Paris, XIII^e.

PEYRONY (Denis), , I, membre non résidant du Comité des Travaux historiques, correspondant de l'Académie des Sciences, Arts et Belles-Lettres de Bordeaux, instituteur public en congé, aux Eyzies-de-Tayac.

PROLLET (Paul), docteur en droit, au château de Montanceix, par Razac-sur-l'Isle.

M^{me} POUPLET LA GAUTERIE, propriétaire, au château de la Gauterie, commune de Saint-Paul-Lizonne, par Saint-Séverin (Charente).

DE POURQUERY DE BOISSERIN, chevalier de l'ordre royal d'Isabelle la Catholique, président de la Chambre de commerce, négociant, à Bergerac.

POURQUIÉ, ancien avoué, à Saint-Aignan d'Hautefort.

POUYADON-LATOUP (René), docteur en droit, président de la Chambre des notaires, rue Gambetta, 25, à Périgueux.

Le docteur POUYAUD, décoré de la Croix de guerre, docteur en pharmacie de l'Université de Bordeaux, docteur en médecine, pharmacien de 1^{re} classe, ancien chef de laboratoire à la Faculté de Médecine, lauréat *bis* du Prix Godard, vice-président de l'Union syndicale des pharmaciens de la Dordogne, place du Coderc, 15, à Périgueux.

PRAT-DUMAS (Edmond), conseiller du commerce extérieur de la France, industriel, maire, à Couze.

DE PRESLE (Henry), *, de l'ordre de Sainte-Anne de Russie, titulaire de la Croix de guerre, à Saint-Martial-la-Borie, par Cherveix-Cubas.

Le chanoine PRIEUR, curé-archiprêtre de la cathédrale, rue du Plantier, 12, à Périgueux.

RAMOND (Philippe),  A, docteur en droit, conseiller à la Cour d'Appel, à Agen (Lot-et-Garonne).

Lé chanoine REBIÈRE, docteur en théologie, ancien curé de la Cité, à Périgueux.

RECOQUILLON,  A, mainteneur de l'École félibréenne du Périgord, notaire, à Bouniagues (Dordogne.)

DE RÉMONDIAS, au château de la Borde, par Le Change.

RIBETTE, ancien chef de section de la C^{ie} du chemin de fer d'Orléans, rue du Plantier, 17, à Périgueux.

S. G. Monseigneur RIVIÈRE (Maurice), archevêque d'Aix, hôtel de l'Archevêché, à Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône).

ROBERT (Marc), à Monsec, par Mareuil-sur-Belle.

RONTEIX (Henri), juge titulaire du Tribunal de commerce, imprimeur, rue Gambetta, 7, à Périgueux.

Le marquis DE ROQUEMAUREL (Henri-François-Marie), décoré de la Croix de guerre, au château de la Rigale, commune de Villeteureix, par Ribérac (Dordogne), et boulevard Saint-Germain, 199, à Paris, VII^e.

Le capitaine Robert DE ROTON, , décoré de la Croix de guerre, au château de Berbiguière, par Saint-Cyprien (Dordogne).

ROUDEAU (Henri), rue Victor-Hugo, 16, à Périgueux.

M^{me} DE ROUMEJOUX, au château de Rossignol, par Chalançac.

ROUSSEL (Jean-Emile), greffier du tribunal correctionnel, à Montmédy (Meuse).

ROUSSELET (J.), expert en immeubles, place du Palais, 2, à Périgueux.

Roux (Eugène), publiciste, boulevard de Vésone, 26, à Périgueux.

L'abbé Roux (Joseph), lauréat de l'Institut, chanoine titulaire de la Cathédrale Saint-Front, président de la Commission diocésaine, archéologique et artistique, rue Clos-Chassaing, 25, à Périgueux.

Le comte DE ROYÈRE, , ancien officier de cavalerie, au château de Monsec, par Saint-Cyprien.

Le comte Aymar DE SAINT-AULAIRE, au château de Momplaisir, par Champagnac-de-Bel-Air.

Le comte DE SAINT-EXUPÉRY, au château du Fraysse, par Terrasson.

M^{me} la comtesse DE SAINT-LÉGIER, au château de Richemont, par Brantôme.

- L'abbé SAINT-MARTIN (André), chevalier de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, licencié en droit, vice-président honoraire de la Société d'horticulture, place Francheville, 22, à Périgueux.

DE SAINT-SERNIN (Fernand), au château de Nontron.

SAUVO-DESVERSANNES (Louis),  I, chevalier du Mérite agricole, avocat, à Bussière-Badil.

Le docteur SECRESTAT-ESCANDE (Georges), ancien député de la Dordogne, à Sorlut, par Caudéran (Gironde).

L'abbé SIGALA (Jean), *, docteur en théologie, licencié ès-philosophie, ancien aumônier militaire, professeur au Petit Séminaire, à Bergerac.

SIMONET (Jean), O *, chef de bataillon, major au dépôt du 50^e régiment d'infanterie, rue Victor-Hugo, 29, à Périgueux.

L'abbé SOULLAC, chanoine honoraire de la cathédrale Saint-Front, secrétaire particulier de M^{sr} Rivière, à Aix-en-Provence et au Pontet, près Sarlat.

DE TARDE (Alfred), *, docteur en droit, avocat à la Cour d'Appel, maire de La Roque-Gajac, par Sarlat, et rue Guy de Maupassant, 5, à Paris, XVI^e.

TAREL (Raphaël), place du Port, à Bergerac.

TAUZIAC (Jean), négociant, à Moncaret.

Le professeur Léo TESTUT, C. *,  I, chevalier de l'ordre de la Couronne d'Italie, associé national de l'Académie de médecine, ancien professeur d'anatomie à la Faculté de médecine de Lyon, à Beaumont-du-Périgord.

Le capitaine TEYSSANDIÈRE (Hippolyte), *, docteur en droit, officier d'administration de 1^{re} classe, chef des bureaux de l'Intendance, à Oran.

Le général DE TEYSSIÈRE (Edouard) C. *, à la Guérinchie, près Thiviers. *

Le baron DE LA TOMBELLE,  I, commandeur de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, président honoraire de la Société

des Beaux-Arts de la Dordogne, au château de Feyrac, par Castelnau, et avenue de Breteuil, 73, à Paris, VII^e.

Le docteur VERLIAC, avenue Hoche, 4, à Paris, VIII^e, et Le Breuil, par Thenon (Dordogne).

VIGIÉ (Albert), *,  I, doyen honoraire de la Faculté de droit de Montpellier, membre non résidant du Comité des Travaux historiques, rue Foy, 16, à Perpignan (Pyrénées-Orientales), et à Lascaminades, près Belvès.

Le marquis DE VIGNET, au château de Longua, par Mussidan.
VILLEPELET (Ferdinand), *,  I, archiviste honoraire du département de la Dordogne, membre non résidant du Comité des Travaux historiques, boulevard Lakanal, 21, à Périgueux.

VILLEPELET (Robert),  I, docteur ès lettres, lauréat de l'Institut, archiviste principal aux Archives nationales, avenue du Maine, 7, à Paris, XV^e.

MEMBRES ASSOCIES

MM.

ALARET-TAILLEFER, à Louan, par Menestreau-en-Villette (Loiret).

BERTHELÉ (Joseph),  I, archiviste du département de l'Hérault, membre non résidant du Comité des Travaux historiques, inspecteur divisionnaire de la Société française d'Archéologie, rue des Patriotes, 36, à Montpellier (Hérault).

L'abbé DUBOIS, membre et ancien président de la Société des sciences et arts d'Agen, curé de Calignac, par Nérac, (Lot-et-Garonne).

DU CHEYRON DU PAVILLON (Joseph), licencié en droit, boulevard Péreire, 233, à Paris, XVII^e.

HARVARD UNIVERSITY OF CAMBRIDGE, près Boston (Etats-Unis d'Amérique), représentée par M. A. Picard, éditeur, rue Bonaparte, 82, Paris, VI^e.

HUET (Paul), , ingénieur des arts et manufactures, rue de l'Université, 8, à Paris, VII^e.

Le baron DE LANAUZE-MOLINES, au château de Lescaut, par Lauzun (Lot-et-Garonne).

LE SOUDIER, libraire, boulevard Saint-Germain, 174-176, à Paris, VI^e.

DE MONTARDY (Jean), rue Daniel-Lamazière, 4, à Limoges.

NEW-YORK PUBLIC LIBRARY, représentée par M. Terquem, rue Scribe, 19, à Paris, IX^e.

DU PAYRAT (Armand), officier de cavalerie, rue Franklin, 21, à Paris, XVI^e.

TAMIZEY DE LARROQUE (Henry), au Pavillon Peiresc, par Gontaud (Lot-et-Garonne).

R. P. Geoffroy T'ENANT DE LA TOUR, , ancien aumônier militaire de la 24^e division, square de La Tour-Maubourg, 6, à Paris, VII^e.

MEMBRES CORRESPONDANTS.

MM.

L'abbé H. BREUIL,  I, professeur à l'Institut de paléontologie humaine, docteur de l'Université de Cambridge, rue Demoures, 110, à Paris, XVII^e.

Le docteur CAPITAN,  , membre de l'Académie de médecine, professeur à l'École d'Anthropologie et au Collège de France, membre titulaire du Comité des Travaux historiques, rue des Ursulines, 5, à Paris, V^e.

CHAUVET (Gustave),  ,  I, membre non résidant du Comité des Travaux historiques, président de la Société des Antiquaires de l'Ouest, à Poitiers (Vienne).

COURTEAULT (Paul),  ,  I, professeur à la Faculté des lettres, membre non résidant du Comité des Travaux historiques, rue de Strasbourg, 23, à Bordeaux.

CURZON (Henri PARENT DE),  ,  I, docteur ès lettres, conservateur-adjoint de la Section historique aux Archives nationales, rue Saint-Dominique, 7, à Paris, VII^e.

Le commandant ESPÉRANDIEU (Émile),  ,  I, lauréat de l'Institut, membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, conservateur du Musée archéologique à Nîmes (Gard), et avenue Victor-Hugo, 208, à Clamart (Seine).

FAGE (René),  I, membre honoraire du Comité des Travaux historiques, inspecteur divisionnaire de la Société française d'Archéologie, ancien président de la Société archéologique et historique du Limousin, rue de l'École de Mars, 10, à Neuilly-sur-Seine, et au Mas du Puy, par Verneuil-sur Vienne (Haute-Vienne).

Le docteur LALANNE, au Castel d'Andorte, Le Bouscat (Gironde).

LEFÈVRE-PONTALIS (Eugène),  ,  I, professeur à l'École des Chartes, directeur de la Société française d'Archéologie, rue de Phalsbourg, 13, à Paris, XVII^e.

MARION (Marcel), *,  A, correspondant de l'Institut, professeur au Collège de France, rue Claude-Bernard, 79, à Paris, V°.

Le chanoine POTTIER, *,  I, membre non résidant du Comité des Travaux historiques, président de la Société archéologique de Tarn-et-Garonne, faubourg du Moustier, 59, à Montauban.

SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES.

Ministère de l'Instruction publique.

- *Bulletin du Comité des Travaux historiques et scientifiques.*
- *Bulletin et Mémoires de la Société de l'Histoire de Paris et de l'Ile de France.*
- *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes.*
- *Bibliothèque de l'Université de France, à la Sorbonne, à Paris, V^e.*
- *Bibliothèque de la Commission des Monuments historiques, à la direction des Beaux-Arts, rue de Valois, 3, à Paris, I^{er}.*

Allier	<i>Société d'Émulation, des lettres, sciences et arts du Bourbonnais, à Moulins.</i>
Bouches-du-Rhône	<i>Bibliothèque de l'Université d'Aix en Provence.</i>
Charente.	<i>Société historique et archéologique de la Charente, à Angoulême.</i>
Charente-Inférieure	<i>Société des Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis, rue Saint-Michel, 16, à Saintes.</i>
Cher.	<i>Société des Antiquaires du Centre, à Bourges.</i>
Corrèze.	<i>Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze, à Brive.</i>
Id.	<i>Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze, à Tulle.</i>
Creuse.	<i>Société des sciences naturelles et archéologiques de la Creuse, à Guéret.</i>
Haute-Garonne	<i>Société archéologique du Midi de la France, hôtel d'Assézat, à Toulouse.</i>
id.	<i>Bibliothèque de l'Université, rue du Taur, 56, à Toulouse.</i>
Gironde.	<i>Société archéologique de la Gironde, rue des Trois-Conils, 53, à Bordeaux.</i>
Id.	<i>Union historique et archéologique du Sud-Ouest, rue de Strasbourg, 23, à Bordeaux.</i>
Hérault.	<i>Société archéologique de Montpellier.</i>
Ille-et-Vilaine.	<i>Société archéologique d'Ille-et-Vilaine, à Rennes.</i>
Loire-Inférieure.	<i>Société archéologique de Nantes et de la Loire-Inférieure, à Nantes.</i>
Loiret.	<i>Société archéologique et historique de l'Orléanais, à Orléans.</i>
Id.	<i>Société historique et archéologique du Gâtinais, rue Gay-Lussac, 38, à Paris, V^e.</i>

Lot.	<i>Société des Études littéraires, scientifiques et artistiques du Lot</i> , à Cahors.
Lot-et-Garonne.	<i>Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen</i> , à Agen.
Meurthe-et-Moselle.	<i>Société d'archéologie lorraine</i> , Palais Ducal, Grande-Rue (Ville Vieille), à Nancy.
Nièvre.	<i>Société Nivernaise des lettres, sciences et arts</i> , à Nevers.
Basses-Pyrénées.	<i>Société des sciences, belles-lettres et arts</i> , à Pau.
Id.	<i>Biarritz-Association.</i>
Saône-et-Loire.	<i>Société Eduenne</i> , hôtel Rolin, à Autun.
Sarthe.	<i>Société historique et archéologique du Maine</i> , maison dite de la reine Bérengère, Grande-Rue, 11, Le Mans.
Seine.	<i>Académie des Inscriptions et Belles-Lettres</i> , au palais de l'Institut, à Paris, VI ^e .
Id.	<i>Société nationale des Antiquaires de France</i> , au palais du Louvre, à Paris, I ^{er} .
Id.	<i>Société française d'Archéologie</i> , rue Châteaubriand, 8, à Paris, VIII ^e .
Id.	<i>Répertoire d'Art et d'Archéologie</i> , rue Spontini, 19, à Paris, XVI ^e .
Somme.	<i>Société des Antiquaires de la Picardie</i> , au musée de Picardie, à Amiens.
Tarn-et-Garonne.	<i>Société archéologique de Tarn-et-Garonne</i> , faubourg du Moustier, 59, à Montauban.
Vienne.	<i>Société des Antiquaires de l'Ouest</i> , rue des Grandes-Ecoles, à Poitiers.
Haute-Vienne.	<i>Société archéologique et historique du Limousin</i> , à Limoges.

SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

Belgique.	<i>Académie royale d'Archéologie de Belgique</i> , rue du Transvaal, 45, à Anvers.
Id.	<i>Société royale d'Archéologie de Bruxelles</i> , rue Ravenstein, 11, à Bruxelles.
États-Unis de l'Amérique du Nord.	<i>Smithsonian Institution</i> , à Washington.
Suède.	<i>Académie des Antiquités</i> , à Stockholm.

SÉANCES MENSUELLES
DE LA
SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD
du jeudi 1^{er} décembre 1921

Présidence de M. le marquis de FAYOLLE,
président

La séance est ouverte à une heure, dans la salle ordinaire.

Sont présents : MM. Aublant, Didon, Dupuis, le docteur Dusolier, Fabre, l'abbé Faure-Muret, le marquis de Fayolle, Féaux, Ribette, Eugène Roux et Villepelet.

S'excuse : M. Dujarric-Descombes.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

M. le Président souhaite la bienvenue à notre nouveau confrère M. FABRE qui le remercie et qui à défaut d'autre mérite, promet d'être assidu à nos séances.

M. le docteur DE GAULEJAC et M. DELTHEIL-CLUZEAU, élus membres titulaires dans la dernière réunion, adressent leurs remerciements à la Société.

M. le Président a de tristes nouvelles à nous annoncer.

« Depuis notre dernière séance la Société a fait une grande perte en la personne de son vice-président pour l'arrondissement de Périgueux M. Charles DURAND. Quoique sa santé le tint éloigné depuis plusieurs années de nos réunions, nul plus que lui ne s'intéressait à nos travaux et n'y prenait une part active. Il a travaillé jusqu'à la dernière heure.

» M. Durand, qui fut des nôtres dès notre origine, n'a pas profité de ses fonctions dans l'administration des Ponts et Chaussées, pour étudier notre Département seulement au point de vue géologique et de dresser la carte des terrains qui le composent ; mais il l'a exploré en photographie et en archéo-

logué, tout en recherchant dans les dépôts d'archives les pièces qui lui permettaient de rédiger des notes d'une précision et d'une sûreté de documentation qui peuvent compter parmi les meilleures qu'aient publiées nos *Bulletins*.

» Lorsque l'Etat et la ville de Périgueux décidèrent d'entreprendre des fouilles méthodiques dans les restes de la Cité romaine de Vésone, c'est M. Durand qui en reçut la Direction et les poursuivit pendant six campagnes consécutives avec un zèle et une méthode auxquels il a été rendu justice dans le dernier Concours des antiquités nationales par le rapporteur, qui accorda une mention des plus honorables à la série de ses comptes rendus auxquels notre Société a participé en aidant à la publication du dernier fascicule.

» Je n'ai pas l'intention de vous parler ici des travaux de M. Durand ni de vous tracer un portrait de ce qu'il fut comme administrateur et comme technicien. L'un de nos plus érudits confrères M. Dujarric-Descombes veut bien consacrer à notre regretté vice-président une notice nécrologique dans laquelle il traitera les questions qui le rattachaient à notre Société comme archéologue et historien avec sa compétence habituelle ; mais je ne veux pas terminer sans vous rappeler tout ce que la Société doit à M. Durand en dehors de l'éclat que ses travaux ont fait rejaillir sur elle. C'est à son intervention lorsqu'il était premier adjoint de la ville que nous devons d'être installés dans ce beau local du Château-Barrière qui semble créé pour abriter une Société comme la nôtre. La question des réparations par l'Etat, de la location par l'hospice furent préparées par lui et menées à terme avec un dévouement auquel je ne saurais trop rendre hommage et que je suis heureux de rappeler ici.

» Ses dons au Musée et à la Bibliothèque de notre Société furent nombreux : il y a quelques jours seulement, je vous en présentais de récents et précieux spécimens ; par son testament il a voulu les compléter en léguant au Musée une mosaïque représentant un chien d'un grand caractère provenant d'un jardin de M. de Lestrade à Vésone et quatre chapiteaux romans fort beaux provenant d'une église de la Corrèze, et il a offert à la Société tous les clichés photographiques qu'il a

pris pendant ses nombreux voyages dans le département. C'est une source inestimable de documentation à laquelle j'ai puisé plus d'une fois et qui formera une mine précieuse pour les illustrations de nos *Bulletins*. Il y a joint la totalité des dossiers et des notes qu'il a rassemblés pendant de longues années et dont un grand nombre seront utilement publiés ou au moins consultés par les travailleurs.

» Tels sont, Messieurs, en quelques mots, tous les droits à notre reconnaissance qu'a notre regretté vice-président. Par la droiture de son caractère, sa serviabilité, son ardeur au travail, il s'était acquis l'estime et la sympathie de ses confrères, son souvenir restera parmi nous comme celui d'un des membres de la Société qui a fait le plus pour elle et dont la mémoire doit lui être la plus chère. »

« J'ai également le regret de vous faire part d'un nouveau deuil qui frappe la Société. M. Maurice Doursout, ancien bâtonnier du barreau de Périgueux, est décédé avant-hier après une longue maladie. Esprit très fin et très cultivé doué d'une mémoire imperturbable, M. Doursout avait beaucoup voyagé et il avait bien su voyager. Membre de la Société Française d'Archéologie, il assistait souvent à ses Congrès, comme il suivait jadis les excursions de notre Société dans le Département et les Départements voisins. Il aimait les beaux monuments, les beaux sites et les Beaux-Arts. Malheureusement il ne nous a jamais fourni de travaux qui eussent permis d'apprécier ses multiples connaissances ; mais il laissera parmi nous le souvenir d'un lettré dont la belle langue était proverbiale au Palais, qui connaissait à fond le passé de notre ville et avait pour elle cette affection qui caractérisait jadis les enfants du même terroir. »

« J'ai encore à vous annoncer une autre perte ; celle de M^{me} DE MONTIFAUT dont les obsèques se faisaient hier, qui avait tenu à remplacer son mari dans nos rangs. Elle suivait nos travaux avec un grand intérêt. »

Enfin M. Didon nous rappelle la mort subite d'un de nos savants membres correspondants M. CARTAILHAC, officier de la Légion d'honneur, correspondant de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, mort subitement à Genève,

sans avoir repris connaissance, en sortant d'une conférence qu'il venait de faire. Il était le doyen des préhistoriens français. A l'âge de vingt-cinq ans, il acheta la revue intitulée *Matériaux pour l'histoire naturelle et primitive de l'homme* qu'il fonda, vingt ans plus tard, avec la *Revue d'anthropologie* du docteur Broca et la *Revue d'ethnographie* du docteur Hamy. Tout en dirigeant ces recueils scientifiques, Emile Cartailhac publiait les résultats de ses curieuses explorations à la recherche de documents préhistoriques : en 1886, *les Ages préhistoriques de l'Espagne et du Portugal* ; en 1889, *la France préhistorique d'après les sépultures et les monuments* ; en 1892, *les Monuments primitifs des îles Baléares*, etc. Il venait souvent dans notre Périgord qui l'intéressait vivement.

✓ L'assemblée exprime d'unanimes regrets.

Notre bibliothèque a reçu, dans le courant du mois dernier, les publications suivantes :

Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze, siège à Brive, tome 43, 2^e livraison, mai-juin-juillet-août 1921, in-8°, Brive, Imprimerie de « la République » ;

Lou Bournat, bulletin mensuel de l'Ecole félibréenne du Périgord, tome VIII, 9^e, 10^e, 11^e, 12^e livraisons, septembre-décembre 1921, un fascicule in-8° avec planches, Périgueux, typographie Ronteix ; contenant le compte rendu de la Félibrée de Bourdeille par M. Gabriel Pasquet ; l'intéressant *Discours* de M. Géraud Lavergne, de nombreux toasts, une fable et une revue du président majoral M. Robert Benoît ; deux jolies poésies du regretté Louis Simon, etc. ;

Revue de Saintonge et d'Aunis, bulletin de la Société des Archives historiques, 39^e volume, 8^e livraison, in-8°, Saintes, librairie Delavaud, 1921, contenant une discussion entre M. Depoin et Mgr Barthe au sujet de saint Eutrope ;

Revue de l'Agenais, bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen, 48^e année, juillet-août 1921, in-8°, avec une planche, Agen, Imprimerie Moderne ;

Et de M. Fauré-Fremiet, secrétaire général de la confédération des Sociétés scientifiques françaises, sa brochure *Le*

mouvement actuel pour la réorganisation des recherches scientifiques en France, in-8°, Angers, imprimerie Gaultier et Thébert, 1921.

Par sa lettre du 18 novembre dernier, M. le Préfet de la Dordogne veut bien remercier la Société, au nom de M. le Ministre de l'Instruction publique, des dons de documents qu'elle a faits aux Archives départementales dans le courant de l'année 1920-1921.

Notre vice-président M. Joseph DURIEUX nous mande « qu'à la séance publique annuelle du 18 novembre 1921, M. Edouard Cuq, président de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, a proclamé les résultats du Concours des antiquités de la France. La troisième médaille a été décernée à notre confrère M. le chanoine Joseph Roux dans les termes suivants :

« Le livre de M. le chanoine Roux sur *la Basilique Saint-Front* de Périgueux nous ramène à l'histoire de l'architecture religieuse. La tâche qui s'imposait à l'auteur était difficile : il s'agissait d'étudier dans ses origines et de décrire un monument disparu. L'église du moyen-âge a été détruite au milieu du siècle dernier par l'architecte chargé de la restaurer. En la reconstruisant il en a modifié l'appareil, il a refait la sculpture ancienne sans s'appliquer à ne reproduire que des motifs préexistants. Le plan de la monographie écrite par M. Roux est excellent. L'auteur fait l'histoire du monument d'abord d'après les textes, puis d'après les constructions elles-mêmes.

Les *Gesta* des évêques de Périgueux nous apprennent qu'une église dédiée à saint Front en 1047 et couverte de planches de bois fut presque entièrement détruite en 1120 par un incendie, où périrent un grand nombre de fidèles, puis reconstruite dans le style d'une église à coupoles pour parer au danger d'incendie. On a discuté autrefois si c'était une copie de l'église Saint-Marc de Venise, si elle était du XII^e ou du XI^e siècle. Le débat semblait clos par les arguments si précis de notre regretté confrère R. de Lasteyrie : l'église à coupoles est une construction du XII^e siècle. M. Roux pense, au contraire, qu'elle est du XI^e ; mais un défaut de méthode nuit à sa démonstration. L'auteur a prétendu étudier l'édifice sans le replacer dans son milieu, sans le comparer à d'autres églises, notamment à la cathédrale Saint-Etienne dans la cité de Vésone ; de là des hypothèses qui ne sauraient tenir lieu de preuves.

Le livre n'est pas cependant inutile : M. Roux a réuni un grand nombre de textes concernant la sépulture de saint Front ; il a appelé l'attention des archéologues sur des difficultés qui leur avaient échappé, sur les remaniements opérés sous le clocher, sur la jonction de l'église à coupoles à l'église antérieure, sur l'âge de la vieille église. »

Parmi les travaux envoyés au concours et qui obtiennent une mention M. Cuq signale en première ligne les Rapports de notre regretté vice-président, M. Charles Durand, sur les *Fouilles de Vésone*.

De son côté, M. Robert VILLEPELET nous envoie aussi un extrait du Rapport sur le Concours des Antiquités de la France en 1921, par M. Ch. V. Langlois, membre de l'Académie ; lu dans la séance du 17 juin 1921. (*Académie des Inscriptions et Belles-lettres, Comptes rendus... 1921*, Bulletin de mars-juin, p. 191-197.)

La troisième médaille est pour M. l'abbé ROUX, auteur d'un grand travail sur *La Basilique Saint-Front de Périgueux*. Il est difficile d'analyser un monument disparu. C'est cependant ce que M. Roux a entrepris. L'ancienne église Saint-Front de Périgueux, si célèbre, a été en effet détruite et reconstruite de fond en comble au siècle dernier par l'architecte Abadie, chargé de la restaurer. Or la basilique actuelle d'Abadie n'est pas une copie fidèle de l'ancienne. L'architecture moderne en a modifié plusieurs dispositions, notamment l'appareil, l'ornementation sculpturale, etc. Mais on a des renseignements sur l'état ancien : et ces renseignements ont été depuis longtemps interprétés en sens divers. Les uns ont cru que l'ancien Saint-Front était une imitation de Saint-Marc de Venise, et du XI^e siècle ; les autres ne reconnaissaient qu'une influence byzantine et dataient l'édifice du XII^e siècle. Les archéologues les plus autorisés ont pris part à ce débat : Vitet, Parker, Ramé, Anthyme Saint-Paul, Brutails, Spiers, Robert de Lasteyrie. Tous, sauf M. Corroyer, ont opté pour la seconde des deux thèses. On croyait le débat clos. M. l'abbé Roux l'a rouvert, l'étude des textes et des vestiges conservés l'ayant convaincu de la vérité de la thèse condamnée : l'église à coupoles, refaite au XIX^e siècle, sous prétexte de restauration, est, à son avis, celle qui, consacrée en 1047, avait été achevée trente ans plus tard. La méthode de l'auteur est défectueuse en ce qu'il a négligé des comparaisons avec d'autres monuments, qui

auraient replacé Saint-Front dans son milieu : la méthode comparative, dont M. Aubert a tiré un si heureux parti pour Notre-Dame, M. Roux s'en est délibérément privé pour Saint-Front ; et c'est dommage. Son livre n'est cependant pas inutile. et tant s'en faut ; il appelle l'attention des archéologues sur des difficultés qui leur avaient échappé, remaniements sous le clocher, jonction des deux églises, âge de la plus ancienne, etc.) ; et il place sous leurs yeux, d'après les photographies prises avant la restauration, des données très précieuses. La Commission a jugé que, quelle fut la valeur des conclusions auxquelles il aboutit, un labeur si considérable et si honnête méritait une récompense élevée.

.

M. le Président a reçu de notre confrère M. MAISONNEUFVE-LACOSTE une suite à son premier mémoire des *Notes historiques et archéologiques sur Thiviers*. Pour les questions philologiques, les deux mémoires seront soumis à l'examen de M. Lavergne.

M. le docteur DUSOLIER nous lit ensuite une étude sur les auberges du vieux Ribérac depuis le XVII^e siècle jusqu'à nos jours, où sont indiqués les noms des tenanciers, la situation de ces hôtelleries dans la ville, la catégorie des clients qui les fréquentaient, etc.

Cette étude dont lecture est donnée sera publiée.

M. Aublant nous présente de la part de M. DUJARRIC-DESCOMBES une ancienne terrine à pâté, en poterie de Thiviers, portant le nom du fameux traiteur périgourdin Foucaud. Elle a figuré dans *l'Avenir illustré de la Dordogne* du 14 juin 1900.

M. Dujarric accompagne la terrine d'une notice intéressante qui est lue et sera publiée sur ce fabricant de pâtés truffés et sur son fils Georges Foucaud, qui a été un artiste d'une certaine valeur.

La séance est levée à quatre heures moins un quart.

Le Secrétaire général,
FERD. VILLEPELET.

Le Président,
M^{rs} DE FAYOLLE.

Séance du jeudi 5 janvier 1922

Présidence de M. marquis de FAYOLLE
président.

La séance est ouverte à une heure, dans la salle habituelle du Château-Barrière.

Sont présents : MM. Aublant, le marquis de Bourdeille, Jean Dupuis, Fabre, le marquis de Fayolle, Féaux, Fournier de Laurière, Lavergne, Eugène Roux, le chanoine Roux et Villepelet.

S'excusent : MM. Dujarric-Descombes et le docteur Dusolier.
Le procès-verbal de la dernière réunion est lu et adopté.

Tout d'abord, M. LE PRÉSIDENT tient à nous exprimer ses vœux de bonne année pour nous et les nôtres. Il désire que nos jeunes confrères se mettent dorénavant au travail, nous apportent des communications bien étudiées et procurent ainsi de la vitalité à notre association.

Les membres présents remercient le Président.

Comme elle en a l'habitude, la Société Archéologique de Tarn-et-Garonne nous adresse aussi ses vœux pour l'année 1922 en vers latins :

1922

« Tabida consumit ferrum lapidemque vetustas » (1)
Lento tempus edax rerum vorat omnia letho.
Nam monumenta ruunt ubivis, pereuntque ruinæ.
Nos quidquid redolet veteres servamus amanter :
Reliquias, tabulas, annales, templa, sepulcra,
Necnon nostrorum patrum inclyta dicta vel acta !
Sic soror, ergo sumus custodes temporis acti,
Historiæ famulæ vigiles, fidiq̃ue ministri

(1) Ovide.

Hic labor est igitur tuus, hoc opus utile nostrum !
In regione tua, si sint, monumenta celebra.
Fabellas etiam studiose collige priscas,
Hoc faciens patriam parvam decorabis honore,
Sicque tibi celeres horæ, suavesque volabunt,
Musarum cultus menti fit semper amœnus ;
Si meminisse juvat narrare est dulce levamen,
Narra, scribe, legent avide tua scripta sorores.

Le Président et les Membres de la Société historique et archéologique du Périgord remercient la Société Archéologique de Tarn-et-Garonne de ses vœux de nouvelle année et prient son vénéré Président et ses membres d'agréer l'expression de leurs meilleurs souhaits pour 1922.

Notre bibliothèque a reçu, dans le courant du mois dernier, les publications suivantes :

Bulletin trimestriel de la Société des Antiquaires de Picardie, année 1921, n^{os} 1 et 2, in-8°, avec une illustration, Amiens, imprimerie Yvert et Tellier ; contenant une intéressante étude de M. de Franqueville sur *Les Heurtoirs* ;

Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, comptes-rendus des séances de l'année 1921, bulletin de mars-juin, in-8°, Paris, Auguste Picard, éditeur ; où, p. 194, est publié le Rapport de M. Langlois sur le livre de M. le chanoine Roux, au Concours des Antiquités de la France ;

Bulletin de la Société nationale des Antiquaires de la France, 1920, un vol. broché in-8° avec illustrations, Paris, Klincksieck, libraire ; contenant dans le discours de M. Stein, président sortant, de longs passages concernant les biographies de M. Antoine Héron de Villefosse, notre correspondant, et de notre confrère M. le comte Charles de la Bonninière de Beaumont, de regrettées mémoires ;

Revue de l'Agenais, bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen, 48^e année, septembre-octobre 1921, in-8° avec une planche, Agen, Imprimerie Moderne ;

Annales du Midi, 32^e année, n^{os} 125 et 126, janvier-avril 1920, avec une planche, contenant p. 387 la *Chronique du Périgord*

par M. Géraud Lavergne ; — n^{os} 127 et 128, juillet-octobre 1920 ; — n^{os} 129 et 130, janvier-avril 1921, in-8° avec une planche, trois fascicules, Toulouse, imprimerie et librairie Edouard Privat ;

Et de M. Georges Rocal, son intéressant ouvrage sur *Les vieilles coutumes dévotieuses et magiques du Périgord* avec une préface de M. Géraud Lavergne, archiviste de la Dordogne, volume broché in-12 acheté, Toulouse, librairie Marqueste, 1922.

Le Conseil d'administration de l'*Union historique et archéologique du Sud-Ouest* nous informe que dans sa séance du 5 décembre, il a élu Délégué central M. le marquis DE FAYOLLE, notre président. Sur la question du Congrès, il a paru souhaitable au Conseil, pour affirmer la reprise effective de la vie normale de l'Union, qu'il y eut un Congrès en 1922. Le Secrétaire général, M. Paul Courteault, nous communique ce vœu et nous prie de lui faire savoir le plus tôt possible, si notre Société serait disposée à accueillir ce congrès de l'Union l'an prochain.

M. le Président a répondu verbalement que le congrès du Sud-Ouest avait eu lieu à Périgueux en 1913.

Au sujet d'un petit monument dont la photographie a été mise sous les yeux des membres de notre Société (Compte-rendu de la séance du 1^{er} septembre 1921), M. le commandant AMADIEU est heureux de communiquer à notre Société l'extrait d'un acte de 1760 qui lui semble établir clairement l'origine et la destination du monument en question.

Voici la copie du passage :

« Extrait du titre de Reconnaissance de la Tenance de Fosses, Peyrelevade, située en la paroisse de Saint-Pardoux-de-Fayx, confrontant des quatre différents aspects du soleil levant, Midy, Occident et Septentrion, au fleuve de Dronne et à la juridiction de Condat, et à la combe appelée Combe Pouyou et au pré de Jean Mège, plus le Maynement appelé de Peyrelevade et du Petit Maine, joignant ensemble et confrontant au claud de Vaureyx, un petit chemin descendant vers les prés entre deux, et au pré des hoirs de M. Hélie Pindray et au pré des héritiers de Jean Bodin, et au fleuve de Dronne et au pré ap-

pelé Gasquet et aux appartenances de la Justice de Condat et à un tarte où soulait être les Fourchades de Vaure appelées de La Coupelle au côté d'en haut, et à un chemin allant de la dite Peyrelevade vers le haut du Pey de la Coupelle et vers Verneuil, réserve toutefois et excepté le *Coulombier* du seigneur abbé avec layzine et chemin pour aller et venir, où il est deub pour'chacun an des rentes foncière, directe et solidaires : Froment 45 boisseaux, etc. Suivant la reconnaissance du sixième février mil cinq cent six reçue par Couche, notaire royal, faite en faveur de Monsieur le cardinal Dalbret, lors abbé de Brantôme »

Signé : COULAUD, sergent royal.

D'après cet extrait, ce point d'histoire locale lui paraît éclairci ; à savoir que ce petit monument était le colombier ou la fuie du seigneur abbé de Brantôme dès 1506.

Le commandant Amadiou doit avoir raison.

A propos des anciennes tapisseries du château de Laxion, M. MAISONNEUFVE-LACOSTE écrit à M. Dujarric-Descombes « qu'il y en avait une dans la chambre d'honneur qui a été vendue par feu le baron Curial à Lafon, bijoutier à Périgueux, vers 1883. Cette tapisserie d'Aubusson pouvait avoir 2 m. 50 de hauteur sur 2 mètres de largeur ; elle représentait des canards, chassés par des chiens dans un petit étang, ombragé par de grands arbres. Ce panneau était d'un très bel effet tant par son dessin bien correct que par la vive couleur de la laine. Le fond paraissait clair. Une grande bordure entourait cette scène de chasse. Les chiens (des épagneuls) étaient de leur couleur naturelle, les canards aussi ; les roseaux et l'étang étaient verts ; l'eau et le ciel étaient comme on les représentait à l'époque, dans le genre Aubusson d'alors ; mais les arbres étaient bien de ce bleu particulier à Aubusson.

« Les derniers de Chapt de Rastignac avaient bien orné leur château de Laxion ; les parquets du salon, de la chambre d'honneur et ceux des appartements qui précédaient la dite chambre étaient à lanvelles avec des dessins en carrés ou à ailes de fougères. Les cheminées indiquent que c'est sous Louis XV qu'eut lieu la restauration de cette partie du château. Une bibliothèque existait au rez-de-chaussée près

de la vaste cuisine et de la salle à manger, et les boiseries étaient peintes en gris blanc avec des filets bleus.

« La famille de Bellussière, en quittant Laxion, en 1863, après la vente du château au baron Curial, a emporté pas mal de tapisseries.

« Sur la plaque de cheminée de la cuisine aux armes des Chapt de Rastignac, j'ai relevé la date de 1598, et sur le haut d'une porte de la cour intérieure, celle de 1602. C'est durant ces années qu'a dû être construit le château actuel qui, en somme, n'est qu'une très grosse construction, d'apparence très féodale, avec ses quatre tours et son grand donjon, mais où on ne trouve aucune de ces sculptures dont on était si prodigue aux ^{xv}e et ^{xvi}e siècles. »

M. le marquis DE BOURDEILLE nous communique ensuite une petite charte de 1284 dans laquelle sont mentionnés des droits de *tourne-bourse*, qu'aucun de nous ne connaît, dans la région d'Aubeterre. Il nous montre en même temps un gros volume manuscrit, en parfait état de conservation, avec frontispice orné à la main, contenant des lettres des Bourdeille écrites aux rois de France en 1575 et 1576, pendant les guerres de religion. On y voit que Brantôme consent à son frère des ventes de biens les moins utiles à l'abbaye. Ces actes sont relatés dans les minutes de Lombraud.

M. Géraud LAVERGNE nous communique aussi une notice intéressante sur la situation du prieuré de la Daurade, qu'on ne connaissait guère, aux portes de Périgueux et qui dépendait de l'abbaye de Cadouin. D'après un acte du fonds Lespine, l'église de la Daurade était à deux ou trois cents pas de la Fontaine des Malades. Lespine le confronte « au chemin qui va de la Fontaine de Saint Georges vers le grand chemin allant du Pont des *Menudes* à Vergt, du côté de l'Orient et au chemin public du Pont des *Menudes* vers Saint-Georges. « Le recours aux actes concernant la fondation de ce prieuré en 1207 précisera définitivement son emplacement sur la rive gauche de l'Isle, près du pont de Périgueux, le long de la chaussée de Saint-Jacques. Cette dernière indication est du

plus haut intérêt puisqu'elle permet d'identifier cette route avec le grand chemin de Vergt et confirme la situation de Périgueux comme étape des pèlerins de Galice, déjà connue par le livre des pèlerins de Compostelle. »

La notice de M. Lavergne, qui nous est lue en partie, sera publiée.

Le Secrétaire général a reçu de M. PETIT, receveur des Domaines et de l'Enregistrement à Thiviers, une « liève des rentes nobles, foncières, directes dues annuellement à M. l'abbé de Peyrouze, à cause de l'abbaye royale dud. Peyrouse, sur les paroisses de Thiviers, d'Ezerac, Saint-Romain, Saint-Clément, Vaunac, Négronde, Nanteuil, Corgnac, Lempzour ».

Ce document, qui date de quelques années avant la Révolution, sera versé aux Archives départementales.

L'assemblée remercie M. Petit de sa générosité.

En s'excusant de son absence, M. le docteur DUSOLIER nous adresse une notice qui est lue sur *Les ravages de l'inondation de 1783 dans la seigneurie de Ribérac*. Elle paraîtra dans le *Bulletin*.

De son côté, M. le professeur TESTUT nous envoie une étude de démographie du canton de Beaumont au début de la Révolution : l'année 1789 et l'année 1792, dont lecture est également donnée et qui sera insérée au *Bulletin*.

Notre zélé vice-président M. DURIEUX nous transmet, par l'intermédiaire de M. Dujarric-Descombes, une copie authentique, délivrée par l'archiviste de la Seine, de l'acte de décès de Nicolas-Joseph Lidonne, dont il a été parlé dans plusieurs de nos séances.

Voici le texte de cet acte, dont la production résout définitivement la question de la dualité des Lidonne ; de mêmes prénoms, l'un procureur du Roi pour la sénéchaussée de Périgueux, en 1772, et décédé l'année même de sa nomination, l'autre chef de division au Ministère de la Justice pendant la Terreur, mort en 1830.

« L'an mil huit cent trente, le cinquième jour du mois de février,
« onze heures du matin,

« Par devant nous Marie Guillaume de Bure, adjoint à M. le Maire
« du onzième arrondissement de Paris, faisant les fonctions d'officier
« public de l'état-civil, sont comparus : MM. Jean Baptiste Benou,
« ancien avocat, commissaire priseur honoraire, âgé de soixante-
« cinq ans, demeurant Grande rue Taranne, n° 11, et Joseph Mettem-
« berg, ancien chirurgien major, propriétaire, âgé de cinquante-sept
« ans, demeurant rue Saint-Thomas d'Enfer, n° 5, amis,

« Lesquels nous ont déclaré que, le quatre de ce mois, une heure
« du matin, M. Nicolas Joseph Lidonne, homme de lettres, âgé de
« soixante-douze ans, natif de Périgueux, département de la Dordo-
« gne, demeurant à Paris, rue Sainte-Hyacinthe, n° 6, quartier de la
« Sorbonne, est décédé en ladite demeure, veuf de Mme Louise Le-
« baron.

« Et ont les déclarans signé avec nous le présent acte de décès,
« après qu'il leur en a été fait lecture, le décès ayant été dûment
« constaté.

« Signé au registre : BENOU, BETTEMBERG et DE BURE.

« Pour extrait conforme au registre délivré par nous, Maire,
« Paris le quinze février mil huit cent trente,

« Signé : DE BURE, adj^t.

« Admis par la Commission (Loi du 12 février 1872).

« Le membre de la Commission,

Signé : L. SCIOU. »

Cet acte confirme l'exactitude des renseignements apportés par notre Président (*Bulletin*, tome XLVII, p. 276). Il nous apprend, en outre, que Lidonne n'était pas uniquement mathématicien, y étant qualifié homme de lettres, et qu'il avait été marié avec une dame Louise Lebaron. Il est regrettable que sa filiation n'ait pas été indiquée. A défaut de l'acte de baptême, qui doit nécessairement se trouver dans un des registres paroissiaux de Périgueux, de l'année 1757, il faut s'en tenir à la supposition, d'ailleurs très vraisemblable de M. le marquis de Fayolle qui, pour expliquer la similitude des prénoms, cause de la confusion, admettrait que le mathématicien homme de lettres Lidonne a pu avoir pour parrain le procureur du Roi, son aîné de treize ans.

M. Joseph DURIEUX nous apprend qu'un ancien membre de notre Société, M. l'abbé A. de la Valette-Montbrun, vient d'obtenir une récompense de l'Académie des Sciences morales et politiques, pour le mémoire qu'il avait présenté sur ce sujet mis au concours par la Section de morale : *La science des mœurs et la morale impérative*.

« Le mémoire de M. de la Valette-Montbrun est, selon le Président M. Imbart de la Tour, une défense de la morale impérative qui fut celle de nos pères :

« L'auteur constate le fléchissement actuel de cette morale ; mais il ne croit pas qu'elle ait été remplacée, qu'elle puisse être remplacée. Et dans cet interrègne du devoir, ce qu'il perçoit encore, c'est le déclin des mœurs, la rupture du lien de famille, le progrès de l'alcoolisme, le dégoût du travail, l'âpreté à poursuivre la richesse et la jouissance. Ce n'est point qu'il n'accepte la sociologie comme l'auxiliaire de la morale. Mais il ne pense pas que la volonté collective puisse formuler et inspirer une règle du devoir, ni la conscience sociale remplacer la conscience individuelle. »

M. DURIEUX nous signale en même temps « un volume récemment publié sur le *Centenaire de la Société de Géographie de Paris, 1821-1921*, historique fort intéressant pour l'expansion économique et coloniale de la France au cours du siècle écoulé. Parmi les lauréats de la Grande Médaille d'or figurent en 1890 M. le capitaine Binger pour son exploration du Haut-Niger au golfe de Guinée, et en 1918 M. le commandant Tilho pour sa mission en Afrique Centrale. M. le Gouverneur honoraire Binger est membre de notre Société. Le commandant Jean Tilho, originaire de Domme, est également titulaire du prix Charles Maunoir (1903) et du prix Jean Duchesne-Fournet (1920) pour ses travaux géographiques de la région dahoméenne du Niger et des régions Borkou-Tibesti-Ennedi.

« Nous avons le plaisir de noter également sur le palmarès notre distingué confrère M. le comte d'Arlot de Saint-Saud, à qui fut décerné en 1893, le prix Charles Grad, pour ses très intéressantes études sur les Pyrénées.

« Enfin on y relève le nom du capitaine d'artillerie Ernest-

Marcel Augiéras, qui obtint en 1918 le prix Duchesne-Fournet pour ses explorations dans le Sahara Occidental.

« Indépendamment de la Société parisienne, il existe une Société de géographie à Bordeaux (Groupe géographique du Sud-Ouest) qui compte deux sections à Périgueux et à Bergerac.

« Brive possède une Société de géographie commerciale, dont le secrétaire général, M. J.-B. Ruffin, ancien collaborateur de Brazza, dans l'Ouest Africain, nommé chevalier de la Légion d'honneur à l'occasion du centenaire de la Société de Paris, est un compatriote du Sarladais. »

Puis M. FÉAUX nous donne connaissance de son compte de gestion pour l'année 1921. Ce compte ne se solde pas, comme celui de l'an dernier, par un déficit, mais bien par un petit excédent de recettes.

Les recettes se sont élevées à la somme de . . .	5.683 31
et les dépenses à celle de	5.675 10
de sorte qu'il y a un excédent de la somme de . . .	8 21

L'assemblée loue son trésorier du zèle qu'il apporte chaque année à équilibrer son budget et l'en remercie.

Aussi notre honoré confrère M. PASQUET, profitant de cet heureux résultat, nous présente deux propositions :

1° Actuellement que la reliure est très chère et que beaucoup de nos confrères se contentent de faire brocher leurs *Bulletins* de l'année, ne pourrait-on pas joindre, comme cela se faisait autrefois, au dernier fascicule de l'année une couverture annuelle ?

La proposition est favorablement accueillie.

2° Pour le paiement des cotisations, il serait bon que la Société ait un compte courant postal, ce qui réduirait considérablement les frais à la charge des membres de la Société.

« Un sociétaire, habitant hors Périgueux, a les frais suivants pour payer sa cotisation, s'il veut avoir un reçu :

Une lettre.	0.25
Mandat du 15 fr.	0.40
Timbre du reçu.	0.25
Envoi de reçu	0.25
Total :	<u>1.15</u>

Par chèque postal il n'aura à payer que 0 fr. 15 s'il n'a pas de compte courant, et 0 fr. 10 s'il a lui-même un compte courant.

Sur le talon du chèque il peut écrire ce qu'il veut, et comme sûrement ce chèque arrive au destinataire, le reçu de la poste lui sert de récépissé.

Sur cette seconde proposition s'élève une discussion un peu confuse, de laquelle il paraît cependant résulter qu'on fera l'essai de ce mode de recouvrement. »

Il reste à procéder à l'élection de deux membres qui demandent à entrer dans notre compagnie.

Après deux votes à main levée, M. le Président déclare admis membres titulaires de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. HERMENT, négociant, rue Gambetta, 18, à Périgueux, présenté par M. Roudeau et M. Féaux ;

Et M. MARCHÉ, receveur municipal, place Belleyne, à Périgueux, présenté par M. le professeur Testut et M. Féaux.

La séance est levée à quatre heures et demie.

Le Secrétaire général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
M^{rs} DE FAYOLLE.

COMPTE DE GESTION DU TRÉSORIER
POUR L'ANNÉE 1921.

Messieurs,

J'ai l'honneur de vous soumettre, en vous en demandant l'approbation, mon compte de gestion pour l'année 1921.

Ce compte se solde, non comme celui de 1920 par un déficit inquiétant, mais par un excédent de recettes qui ne s'élève, il est vrai, qu'à la faible somme de 8 fr. 21.

Si l'augmentation du chiffre de la cotisation annuelle, que vous avez sagement décidée l'an dernier, n'avait eu d'autre résultat que d'équilibrer aussi exactement nos recettes et nos dépenses, notre situation financière serait encore très précaire; mais fort heureusement, il n'en est pas ainsi et cette augmentation, en mettant dans notre budget un peu d'élasticité, a permis d'effectuer quelques dépenses, sinon absolument obligatoires, du moins très utiles; c'est ainsi que j'ai pu faciliter à notre dévoué bibliothécaire le classement de nos livres, en faisant faire des cartons et des reliures pour lesquels j'ai payé une somme de 265 francs, et qu'il a été possible d'augmenter un peu le nombre de feuilles du *Bulletin* pour lequel nous avons dépensé de ce chef, ainsi que pour les planches, 532 fr. 70 de plus en 1921 qu'en 1920. Au cours de l'année 1922 le tirage de notre publication pourra, je l'espère, être encore amélioré.

Vous voyez, Messieurs, que la mesure prise en 1920 se trouve pleinement justifiée et que nous ne devons pas la regretter.

La lecture des chiffres ci-dessous vous montrera que la plupart des autres éléments de notre budget n'ont guère varié d'une année à l'autre.

1° Recettes

Cotisations.....	3.810 »
Droits de diplômes.....	130 »
Subvention du département.....	1.000 »
A REPORTER.....	4.940 »

REPORT.....	4.940 »
Vente de la bibliothèque.....	92 »
Remboursement de frais de tirage à part de dessins.....	8 50
Intérêts du capital placé.....	642.81
TOTAL.....	5.683.31

2° Dépenses

Payé à l'imprimerie Ribes, impression du <i>Bulletin</i> et autres	3.675 25
— à la maison Richer, planches du <i>Bulletin</i> ...	396.70
— à la maison Ronteix, planches et carnet à souches.....	85 »
— à M. Lavène, relieur, cartons pour la biblio- thèque.....	125 »
— à M. Vincent, relieur, reliures des <i>Bulletins</i> et autres.....	140 »
Loyer de la salle.....	375 »
Affranchissement du <i>Bulletin</i>	56 74
Frais de bureau du Secrétaire général	300 »
— du Trésorier.....	200 »
Payé au Concierge.....	90 »
Prime d'assurance.....	16 95
Réparation du poêle et chauffage de la salle.....	43 75
Abonnement à l' <i>Union historique et archéologique du</i> <i>Sud-Ouest</i>	20 »
Abonnement aux <i>Archives historiques de la Gironde</i>	12 »
Cotisation à la Société du Musée militaire.....	2 »
Souscription à l'ouvrage de M. l'abbé Julien.....	6 75
Timbres-poste, colis postaux, confection de diplô- mes, étrennes et autres dépenses dont le détail est porté au livre de caisse.....	129 96
TOTAL.....	5.675 10

Récapitulation

Recettes	5.683 31
Dépenses	5.675 10
Excédent de recettes.....	8 21

L'avoir de la Société étant, au 31 décembre 1920, de 18.156 70

s'élève, au 31 décembre 1921, en comptant les
valeurs au prix d'achat, à la somme de..... 18.164 91

Cette somme est représentée par :

1° Un certificat nominatif n° 88.814, de 35 obligations du Crédit foncier de 1883, achetées.....	13.153 20
2° Un titre nominatif de 45 francs de rente 3 %, n° 12.121, vol. 7, acheté.....	1.456 90
3° Un autre titre nominatif, de 30 francs de rente, 3 %, n° 0018.656, vol. 8, acheté	992 »
4° Un autre titre nominatif, de 30 francs de rente 3 %, n° 0673.756, acheté.....	936 »
5° Deux bons de la Défense nationale, de 500 fr. et 100 francs.....	600 »
6° Argent placé à la Caisse d'épargne, intérêts compris	145 50
7° Argent en caisse.....	881 31

TOTAL égal..... 18.164 91

Périgueux, le 31 décembre 1921.

Le Trésorier, M. FÉAUX.

LE PERIGORD MILITAIRE

GARDES DU CORPS DU ROI AU XVIII^e SIECLE

(Suite et Fin).

12 octobre 1750

Jean-Baptiste *de Constantin*, de Monpazier.

Issu de la branche de Roussille, il fut baptisé le 1^{er} avril 1729 dans l'église Notre-Dame de Capdrot, servit deux ans dans le regiment de Dauphiné comme officier, avant d'entrer aux Gardes du Corps, qu'il quitta le 18 décembre 1764 pour se retirer à Beaumont.

Il épousa, le 15 mai 1758, Charlotte de Constantin de Perrou. D'où deux fils : Jean-Jacques (1760-1825), ayant émigré en 1791, chevalier de Saint-Louis, célibataire ; et Pierre, également émigré, mort à l'étranger.

Il se remaria en 1779 avec Françoise Delpit de Belerd. Il eut du second lit une fille Marguerite-Anne, qui épousa Joseph Valette de Saint-Georgè, et trois fils : 1^o Marc, mort à l'âge de 17 ans ; 2^o Félix-Jean-Jacques, qui périt dans la campagne de Russie en 1812 ; 3^o Pierre, né à Beaumont en 1786, militaire.

Les renseignements qui composent cette notice sont extraits de l'ouvrage de notre distingué collègue, le professeur L. Testut, sur *La Bastide de Beaumont en Périgord*, II, 491-492.

6 décembre 1750

Jean *de Tessières*, du bourg de Saint-Orse, fils de Pierre et de Catherine de Goursac.

Jean de Teyssieras de Mirmont ou de Teyssières, écuyer, seigneur de Miremont, Redon et Burée, baptisé le 10 mars 1725, mais qui, d'après les Archives de la Guerre, ne serait né que le 18 avril 1730, servit comme cornette le 1^{er} août 1743 avant d'entrer aux Gardes du corps du Roi. Cornette au régiment de dragons d'Harcourt (devenu Flamarens) le 1^{er} février 1757, il fut promu lieutenant le 22 juillet 1758. Passé au régiment de dragons de Coigny (devenu Damas) en 1762, il eut rang de capitaine le 15 juillet de la même année et fut retraité

le 3 mars 1774. Chevalier de l'Ordre de Saint-Louis le 13 mars 1771.

Epousa le 19 juin 1758 Marguerite-Hélène de Chabans, fille de Jean Chevalier, seigneur de la Courberie, et de Charlotte de Galard Béarn.

Il décéda à Burée le 11 septembre 1804.

Notre érudit collègue M. Paul Huet nous a très aimablement documenté sur tous les membres de la famille de Tessières à laquelle il est apparenté du côté maternel. C'est pour nous un plaisir de le remercier ici de son amicale obligeance.

15 avril 1751

Pierre de *La Brousse*, de Cahuzac, diocèse de Sarlat, né le 15 novembre 1734.

Chevalier de l'Ordre de Saint-Louis, 31 mars 1776.

Sous-brigadier, 15 mars 1778.

Maréchal des logis, 1^{er} janvier 1787. Au traitement de 1900 livres en 1791.

Adresse : à Bergerac.

8 septembre 1752

De Bars (Joseph), de Saint-Vincent (Sarladais).

Mort à Cologne, 1761.

25 août 1755

De La Vinière de Grenier (Guillaume), de Pomport, âgé de dix-huit ans.

Peut-être François-Guillaume de Grenier (de Sanxet), de Pomport, fils de François-Hélié et de Gratiane de Bonsol, qui reçut, en 1770, une commission de capitaine.

15 septembre 1755

Bernard de *Mèredieu*, né à Périgueux.

Messire Bernard de Mèredieu, écuyer, seigneur de Saint-Geyrac, ancien garde du corps du Roi, acheta au marquis d'Aloigny, en 1781, le château de la Rolphie, paroisse de Coulounieix, qu'il légua, en 1808, à François-Marie de Froidefond de Boulazac (1).

(1) *Bulletin* de la Société hist. et arch. du Périgord, 1890, p. 312.

4 avril 1756

De Fayolle (Pierre), de Périgueux, paroisse Saint-Silain, présenté par M. de la Chosedie, garde du corps.

2 octobre 1756

Jean de Valbrune de Belair, de Belair, paroisse de Léquillac de Lauche (1).

Retiré, 1765. Il épousa Catherine D'Aulède, d'où un fils : Joseph, marié en juillet 1802 avec Sophie de Schuller de Dusseldorf.

18 avril 1757

De Lascous (Pierre), d'Agonac, écuyer, seigneur de Servole. Chevalier de Saint-Louis, 18 avril 1783.

Brigadier, 1^{er} février 1784.

Retraité après trente années de service le 29 avril 1787, avec la commission de capitaine de cavalerie et une pension. Au repaire noble de Sanet, paroisse Saint-Martin d'Agonac.

Epoux de Marie-Catherine-Victoire de Guérard, il eut plusieurs enfants : Mathurin, garde du corps en 1784 ; Pierre-François-Bruno, garde du corps en 1791 ; Pierre-Louis-Léon, garde du corps en 1789 ; Jean-Baptiste-Damien-Henry, né le 31 mars 1778, à Amiens, paroisse de Saint-Firmin le Martyr, et retraits en 1829, comme chef de bataillon ; Pierre-Victor, né le 20 juin 1781, à Sanet, officier de la Grande Armée (2).

2 octobre 1757

De Lydonne (Nicolas), né le 25 février 1735, à la Motte, paroisse de Saint-Aignan d'Hautefort.

Brigadier, 31 décembre 1785. Au traitement de 1600 livres en 1791.

Chevalier de l'Ordre de Saint-Louis, 2 octobre 1783.

Adresse : à Vaunac.

Il épousa Marie de Montozon.

Pierre de Beauvieux de Lidonne, de la Motte, paroisse de Saint-Aignan d'Hautefort.

(1) Canton de Saint-Astier, arrondissement de Périgueux.

(2) J. Durieux, *La Dordogne militaire, Généraux et Soldats de la Révolution et de l'Empire*, p. 479.

Commission de capitaine et fourrier, 31 décembre 1780.

Il fut l'oncle maternel et le parrain, en 1778, de Pierre Monégier Sorbier, plus tard chef de bataillon.

Prévost du Repaire (Jean), du repaire noble de la Barbinie, paroisse de Villars, né le 23 avril 1734.

Marié en 1761 à Jeanne demoiselle de Lapeyronnie, du village de Fauquetie, paroisse Saint-Pierre d'Eyvirat.

Chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, 2 octobre 1783. Sous-brigadier, 31 décembre 1785. Brigadier. Retraité, 1^{er} avril 1788.

Joseph de Valbrune, de Belair, paroisse de Léguaillac de Lauche.

Chevalier de l'Ordre de Saint-Louis, 2 octobre 1783. Brigadier, 14 mai 1786. Au traitement de 1600 livres en 1791.

26 novembre 1757.

Letellier Derville Desessart (Philibert), né à Périgueux, âgé de dix-huit ans.

8 septembre 1758

De Jehan (Desgean) de Montignac (Jean), de Borie-Porte, paroisse de Trélissac.

Certainement un des trois fils de Bernard, ci-dessus, de Jehan sgr de Borie-Porte et de Montignac et d'Anne de Foucauld, lequel eut : Henry, mort sans hoirs au service d'Espagne, et Bernard, garde du corps, non marié non plus.

18 mars 1759

De Latour de Dufaulx (Jean-Baptiste), de Périgueux.

6 mai 1759

De Maleville (Antoine), de Villeréal.

30 mai 1759

De Roux (Louis-Bertrand), de Saint-Germain des Prés.

Epoux de dame Marie de Lageard de la Chapelle, d'où un fils né à Excideuil 1772.

De Puylasserve (Marc), de Saint-Orse.

1^{er} octobre 1759

De la Cour de Tessières (François), né à Lanouaille, baptisé

le 13 février 1741, fils de François, écuyer, S^r de la Cour de Beaulieu, et de Marie de la Romagère de Roncessy.

Chevalier de l'Ordre de Saint-Louis, 1^{er} octobre 1785.

Brigadier, 1^{er} janvier 1788. Au traitement de 1600 livres en 1791. Licencié, 12 septembre 1791.

Pensionné en décembre 1792. Emigra.

Retiré à Rivière, commune de Château-l'Evêque, y mourut le 17 mars 1807.

Il avait épousé, par contrat du 5 octobre 1772, Anne-Marie de Tessières, fille de Claude et de Marie-Anne de Léger.

5 avril 1761

De Barrier de la Sicardie (Guillaume-Joseph), de Cendrieux.
Rayé sans être en pied.

De la Farge D'Artenset (Jean), né à La Forie près Le Bugue.
Au traitement de 800 livres en 1791.

Fils de Joseph d'Artenset sieur de la Farge et de Marguerite de La Faye.

Barrier Dumas (Pierre-Louis), de Cendrieux.

29 mars 1762

Bonneau (Jean-Baptiste), de Saint-Front de Mussidan.

Il était qualifié de sieur de la Cailhade, fils de Jean, sieur de Beaufort, capitaine au régiment de Champagne, et de Suzanne Bruneau.

21 février 1764

De La Salle (Etienne), d'Agonac.

Commission de capitaine, 21 février 1779.

Au traitement de 750 livres en 1791.

Chevalier de l'Ordre de Saint-Louis, 15 janvier 1791.

14 ou 24 juin 1767

Faurichon (Pierre), Mailhac, à Croze par Thiviers.

Commission de capitaine, 14 juin 1782.

Au traitement de 650 livres en 1791.

Chevalier de l'Ordre de Saint-Louis, 1791.

Un Pierre-François Fourichon, sieur de la Bardonnie et de Croze, eut une fille mariée en 1764, à Milhac, à Martial de Morelon, ancien garde du Corps ; il doit être le père de Pierre.

On trouve un Jean Faurichon, écuyer, garde du corps du Roi, marié en 1784 à la paroisse Saint-Martial de Villars, avec Suzanne Prévôt, du noble village de la Barbinie.

28 mai 1768

De Larroque de Lisle (Alexandre), de Grives.

25 novembre 1769

Du Chassaing de Fontbressin (Simon-Joseph), natif de Gouts. Rang de capitaine, 21 novembre 1784.

Au traitement de 610 livres en 1791.

23 décembre 1769

De Vincent (Jean-Pierre), de Vélignes.

12 février 1770

De Tessières II^e (Charles), de Beaulieu, né à Beaulieu en 1742, frère de François et de François-Antoine, baptisé à Lanouaille le 9 juin 1742.

Avait servi deux ans comme volontaire dans les cuirassiers.

Rang de capitaine, 12 février 1785.

Au traitement de 610 livres en 1791. Licencié, 12 septembre 1791.

Il épousa à Beaulieu-Cloulas le 14 mai 1782, Mlle Marie Le Roy de Lanchère.

12 mars 1770

Plagne de Lansade (Yrieix-Jean-Baptiste), d'Excideuil. Il naquit à Excideuil en 1752, du mariage de Pierre de Lansade de Plagne, sgr de Lanouaille et de Marguerite de Château, demoiselle de Clermont.

21 décembre 1770

Felets (Dominique), de Felets par Montignac.

31 mars 1771

De Jouvelle ou *De Jovelle* (Jean-Baptiste), né à La Tour-Blanche.

Réformé, 1788.

Emigré, 27 août 1791. Rejoignit à Coblentz l'armée des Princes.

Rentra en France, 1802.

20 septembre 1772

Du Cheyron de Beaumont (Joseph), né à Ribeyrole, paroisse du Change, le 8 décembre 1752, fils de Pierre et de Marguerite de Gravier.

Commission de capitaine, 20 septembre 1787.

Au traitement de 610 livres en 1791.

Chevalier de l'Ordre de Saint-Louis, 3 juin 1796, à Ettenheim (Brisgau).

Resta près de Louis XVIII à Mittau, de 1797 à 1801 où il se fit *iardinier*. Lieutenant-colonel retraité. Maire du Change.

Il épousa en 1789 Marthe Durieux ou du Rieu de Marsaguet. D'où un fils François-Jules, né à Ribeyrole, paroisse du Change, le 14 juillet 1790, et devenu garde du corps le 4 juillet 1814. Il mourut en 1844.

14 février 1773

De Tessières III^e (François-Antoine), né à Lanouaille, le 7 septembre 1751 (frère de François le brigadier).

Il eut rang de capitaine de cavalerie le 4 février 1788 et fut licencié le 18 septembre 1791.

Au traitement de 610 livres en 1791.

Emigra. Fit à l'armée des Princes la campagne de 1792 et à l'armée de Condé celles de 1793 à 1796.

Brigadier aux Gardes du Corps (C^{ie} de Luxembourg) le 1^{er} juin 1814, maréchal des logis le 1^{er} juillet suivant, il partit le 1^{er} septembre de la même année en attendant la liquidation de sa retraite. Il fut retraité pour ancienneté de service par décision du 31 octobre 1815.

Chevalier de Saint-Louis, 1^{er} août 1814.

Il mourut à Excideuil le 18 mars 1838. Célibataire.

24 mars 1773

De Jehan de Montignac (Bernard), de Borie-Porte, paroisse de Trélissac.

30 décembre 1774

De Montauson (Augustin), de Léguilhac de Lauche, peut-être fils de Pierre, sgr de Léguilhac de l'Auche, et de Marie de Valbrune.

25 février 1775

Arnaud du Trimont ou du Trimoul (Jean-Pierre), né à Ribérac.

30 avril 1775

François *de Campniac*, de Beaussac (1).

Adresse à Montegry [Montagrier] par Bourdeille.

25 novembre 1777

Nicolas *de Lidonne* III^e, né paroisse Saint-Aignan d'Hautefort.

Mort, décembre 1780.

12 décembre 1778

Martin de la Chosedie (Louis), né à Saint-Léon, diocèse de Périgueux, présenté par M. de Lascous.

Adresse : à Coulaures par Thiviers.

Au traitement de 610 livres en 1791.

1^{er} ou 8 octobre 1780

De Montauzon II^e (Joseph), de Mensignac, présenté par son frère.

Au traitement de 610 livres en 1791.

31 décembre 1780

Le Blanc de Saint-Just II^e (Pierre-Antoine), né à Vige en Périgord, présenté par M. de Lidonne.

Au traitement de 610 livres en 1791.

Jean Le Blanc de Saint-Just, cheveu-léger de la Garde eut : Pierre-Nicolas, baptisé en 1759, cheveu-léger de la Garde 1773 à 1778, puis entré aux Gardes du corps, mort à Quiberon avec son père ; puis Pierre-Antoine, baptisé en 1763, mort en émigration. Les états de service d'un troisième frère, Nicolas, ne mentionnent qu'un frère aîné Garde du corps, mort à Quiberon.

19 décembre 1781

De Bonhore de La Mothe (Louis), natif de Périgueux, paroisse Saint-Martin.

(1) Canton de Mareuil, arrondissement de Nontron.

Présenté par Saint-Just, Garde du corps.

Au traitement de 610 livres en 1791.

4 avril 1782

Léonard-Louis *d'Artensec*, né paroisse Saint-Martin d'Agnac, présenté par M. de Lidonne.

Il naquit le 25 juillet 1759, il était fils de François, seigneur de Gourjou, et de Françoise de Roger.

Réformé, 30 mars 1788.

15 décembre 1782

De La Marthonie (Pierre), de Saint-Martin-Fressengeas, ayant servi dans la marine royale pendant quatre ans. Amérique.

Présenté par M. de Tessières.

Au traitement de 610 livres en 1791.

25 décembre 1782

De Guesdon (Jean), de Périgueux, paroisse Saint-Jean de la Cité, présenté par M. de Tessières.

Au traitement de 610 livres en 1791.

Probablement Jean Gueydon, fils de Daniel, sieur de Gueyrassou, baptisé en la paroisse de la Cité le 21 mars 1766.

25 mars 1783

Renaud de La Rochette 1^{er} (Pierre), d'Excideuil, présenté par M. de Tessières.

Au traitement de 610 livres en 1791.

27 juin 1783.

Gros de Béler (François), de Périgueux.

29 juin 1783

Joseph *de Montardy de la Palurie*, de Montardy, paroisse de Goûts, âgé de dix-sept ans, présenté par Fontbressin.

Né à Montardy le 21 octobre 1766, de Joseph, garde du corps à la 2^e compagnie française (Voir ci-dessus), et de Catherine Dubois de Morniac.

Réformé, 30 mars 1788. Rentré, 1^{er} janvier 1789. Au traitement de 610 livres au 1^{er} juillet 1791. Emigra en septembre

de la même année et servit à l'armée des Princes, où il reçut un certificat élogieux du maréchal de Broglie.

Il rentra à la Compagnie de Luxembourg des Gardes du corps, sous la Restauration, fut reçu chevalier de Saint-Louis le 1^{er} août 1814 et se retira, l'année suivante, titulaire du grade de capitaine de cavalerie.

Mort à Angoulême le 27 septembre 1842.

Il avait épousé, le 13 septembre 1786, Louise-Rose de Monteil, fille de René de Monteil, chevalier, sgr de Fayolle, Maville, Douzillac, et de Marie de Grailly (contrat du 5 septembre, Labrugière, notaire royal). De ce mariage il avait eu trois enfants, dont deux fils, Louis-René et Henry, qui furent, l'un et l'autre, gardes du corps de Louis XVIII et de Charles X, compagnie de Luxembourg (1).

1^{er} avril 1784

De Tessière II^e (Jacques), de Sarlande, présenté par M. de Tessière son parent.

Né et baptisé à Sarlande le 27 décembre 1766, Jacques de Tessière de Bellecize, écuyer, S^r du Masmoreau, était fils de Pierre, écuyer, seigneur de Bellecize et des Bories, et de Andrive Montet.

Licencié le 10 septembre 1791.

Emigra. Servit à l'armée des Princes en 1792 et à l'armée de Condé de 1793 à 1801.

Garde du corps à la C^{ie} de Luxembourg, 1^{er} juin 1814, il fut promu brigadier le 1^{er} septembre suivant, avec rang de capitaine de cavalerie, et retraité par décision du 31 octobre 1815, puis breveté chef d'escadron de cavalerie honoraire le même jour.

Chevalier de Saint-Louis, 1^{er} septembre 1814.

Il mourut célibataire à Bellecize le 2 mai 1835.

(1) Communication de M. Jean de Montardy. — La femme de Joseph, Louise-Rose de Monteil, née à Villeteureix en 1762, fut emprisonnée à Ribérac pendant la Révolution, puis remise en liberté à la demande du Conseil général de la commune de Góúts. Cf. *Notice géneal. sur la Famille de Monteil* (1902).

2 juillet 1784

Nugon (Jean), de Bergerac.

Au traitement de 610 livres en 1791.

24 septembre 1784

Du Roux de Luçon (Joseph), de Saint-Front-La-Rivière, âgé de dix-sept ans, présenté par M. de Brachet.

1^{er} octobre 1784

De Lidonne (Pierre-Bernard-Aignan), natif de Saint-Aignan d'Hautefort, présenté par M. de Lidonne.

Au traitement de 610 livres en 1791.

Renault de La Rochette (Pierre-Bernard), d'Excideuil, âgé de dix-huit ans, présenté par M. de Lidonne.

27 décembre 1784

De Lascous fils (Mathurin), âgé de seize ans et demi, natif de Saint-Martin d'Agonac, présenté par son père.

11 décembre 1785

De La Salle neveu (Pierre-Etienne), natif de Lorrière, paroisse d'Antonne, âgé de quinze ans, présenté par son oncle La Salle.

Etienne de la Salle, fils de François et Magdeleine Lascoux (?), né au village de Laurière le 14 février 1770, avait été baptisé le 18 du même mois en l'église d'Antonne par le curé, M. Gouyou. Il eut pour parrain et marraine Pierre de la Salle, garde du corps, et demoiselle Anne de la Salle de Glane, ses oncle et tante (1).

A cette époque vivait Jean-Baptiste Martin de La Salle, garde du corps de la C^{ie} de Villeroy, marié à Marguerite-Rose d'Alby en 1777.

24 juin 1787

De Pourquery de La Bigotie (2) (Léon-Jean-Charles), natif de Bergerac, présenté par Bonsol.

(1) Note de M. le chanoine Joseph Roux, membre titulaire de la Société historique et archéologique du Périgord.

(2) La Bigotie ou Labigoutye, paroisse de Marsalès, juridiction de Monpazier.

Né le 12 décembre 1770' du mariage de Léon Pourquery de la Bigotie, sgr de La Roche, ancien mousquetaire, et de Jeanne-Eléonore de Grenier de Monlong.

Il émigra en 1791, devint maréchal des logis aux Gardes du corps de Louis XVIII, chevalier de Saint-Louis. Il mourut à Ferrare, pays de sa femme Taddea della Pellegrina, le 7 avril 1849.

15 juillet 1789

De Lascous (Pierre-Louis-Léon), né le 13 mars 1773, à Sanet, paroisse de Saint-Martin d'Agonac, fils de Pierre, garde du corps du Roi, et de Marie-Catherine-Victoire de Guérard. Il avait eu pour marraine Françoise Fronti de la Cotte, « veuve de Messire Martial Dalby du Maine, en son vivant ancien brigadier des Gardes du Roi et habitant du bourg d'Agonac ».

Emigra. Rejoignit à Coblenz la compagnie de Luxembourg, le 30 septembre 1791. Fit les campagnes de l'armée des Princes et de l'armée de Condé.

Rentré en France, fut vérificateur des comptabilités de subsistances de l'administration de la Guerre, 1809-1814.

Brigadier des gardes-du-corps (C^{ie} de Raguse), 19 juin 1814.

Chevalier de l'Ordre de Saint-Louis, 1^{er} juillet 1814.

Suivit le Roi à Gand. Chef d'escadron de gendarmerie, officier de la Légion d'honneur le 25 avril 1821.

Décédé, 11 juin 1854.

Son frère, Pierre-François-Bruno *de Lascous*, né à Sanet le 19 mai 1770, fut également garde du corps en 1791, puis passa, le 13 mars 1793, au service d'Autriche, dans le génie. Il servit au régiment d'Hompesch comme volontaire, ensuite dans les îles de Sainte-Lucie et de Saint-Domingue jusqu'en 1804. Il devint brigadier des gardes du corps (C^{ie} Raguse) en 1814, chevalier de l'Ordre de Saint-Louis, chevalier de la Légion d'honneur (15 juillet 1815), capitaine de gendarmerie à Tours et à Montpellier. Il épousa Louise-Augustine Normand. Il mourut dans cette dernière ville le 3 septembre 1828.

On croit, d'ordinaire, que les gardes du corps étaient simplement une troupe d'apparat, chargée de protéger la per-

sonne royale, uniquement préposée à la garde du Corps de Sa Majesté. C'était aussi, il ne faut pas l'oublier, une troupe combattante qui fit ses preuves dans maintes campagnes guerrières et sur de nombreux champs de bataille. Citons-en deux exemples. Au xvii^e siècle, *Frédéric Du Monteil* du Claud (de Ribérac), garde de la Compagnie de Luxembourg, s'acquittait « pleinement de son devoir » aux sièges d'Épinal, Chatry-Orsoy, Rinberghes, Augsburg, Maestricht, Besançon et Dôle ; il n'oublia rien « pour signaler sa valeur dans toutes les occasions où la gloire l'appelait » (1) et succomba aux blessures glorieuses qu'il reçut à Senef, dans cette bataille où les gardes du corps restèrent cinq heures immobiles sous le feu de l'artillerie. En portant la fascine au siège de Mons, *M. de Lostange*, enseigne des gardes du corps de la Compagnie de Noailles, reçut une blessure, le 5 avril 1691, d'un coup de mousquet à la tête dont il mourut deux heures après (2). Au xviii^e siècle, notamment à Dettingen, à Menin, à Ypres, à Furnes, à Fribourg, à Fontenoy, à Lawfeld, à Berg-op-Zoom, les gardes du corps se couvrirent de gloire par leur courage et leur intrépidité.

Aux heures de péril grave, quand l'émeute de la capitale gronda, Messieurs les Gardes du Corps affirmèrent leur dévouement au Roi et à la Famille royale ; ils remplirent leur devoir et justifièrent leur titre. Ils montrèrent aussi de la modération envers la foule. Rappelons-nous le comte de Sainte-Aulaire, Lachaux de Loqueyssie, Vaquier de La Mothe. Ajoutons-y deux autres noms périgourdins. Martin de La Chosedie se laissa maltraiter, on le dépouilla de tout, on lui laissa seulement sa chemise, on lui arracha les cheveux (3). Au cours des mêmes événements, le plus ancien des gardes de la Compagnie de Luxembourg, M. de la Salle fit, à pied, la route de Versailles à Paris, en tenant continuellement la

(1) Né en 1643, il était le 5^e enfant de Jean et de Marguerite du Burguet. Cf. *Notice général. sur la Famille de Monteil*.

(2) Quinci, *Hist. de Louis XIV* ; Le Thueux, *Essais hist.*, I, 103.

(3) *Reine Audu*, par Marc de Villiers, p. 229.

main appuyée sur le bouton d'une portière du carrosse (1). Et la postérité peut confirmer, croyons-nous, le jugement que porta sur les gardes du corps Madame Elisabeth : « Il est impossible d'avoir une conduite plus parfaite. Ce sont vraiment des anges (2) ». De véritables anges gardiens !

Un décret du 25 juin 1791, mis à exécution le 12 septembre suivant, prononça leur dissolution. Ils reparurent sous la Restauration, grâce aux Ordonnances des 15 juin 1814 et 1^{er} septembre 1815. Il y eut, dès lors, les *fiers* Ecossais de la Compagnie Havré-Croy à la bandoulière blanche, les *riches* Gramont à la bandoulière verte, les *beaux* Mouchy-Noailles à la bandoulière bleue, les *pauvres* Luxembourg à la bandoulière jaune (3). On vit encore une Compagnie de gardes à pied ordinaires du corps du Roi, sous le commandement du duc de Mortemart. Toutes ces Compagnies, dont le total dépassa 1200 hommes, furent licenciées le 11 août 1830. Au Roi de France venait de succéder le roi bourgeois, le roi citoyen, *roi des Français*.

Dans cette galerie militaire nous avons rencontré, entre beaucoup de physionomies obscures, quelques visages très attachants comme le chevalier d'Aydie et le philosophe Maine de Biran. D'autres personnages comme Peyssard et Roux-Fazillac, deux futurs conventionnels et... Régicides (ce qui est bien un comble pour d'anciens gardes du corps du Roi), ne jouissent pas d'autant de sympathies. Un trait digne de remarque, c'est l'hérédité familiale, en quelque sorte, du métier militaire et du service à la Maison du Roi. Il y a eu plusieurs Chancel, plusieurs Du Chassaing, plusieurs Labrousse, plusieurs Lascous, plusieurs Lortal, plusieurs Montardy, plusieurs Montozon, plusieurs Tessières, plusieurs Vidal, etc. ; on ne compte pas moins de six Gontier de Biran. Quoi-

(1) D'après le témoignage de Hue.

(2) Lettre du 13 octobre 1789 à Mme de Bombelles. Feuillet de Conches, *Louis XVI, Marie-Antoinette et Mme Elisabeth*, I, 262.

(3) Edouard Dechy, *Mémoires d'un garde du corps de la Compagnie de Noailles* ; Eug. Titeux, *Hist. de la Maison militaire du Roi de 1814 à 1830* (2 vol., 1890). Cf. la collection de l'*Almanach royal*.

que limitées au XVIII^e siècle, et même à une partie du XVIII^e siècle, la seule période que permettent d'étudier les documents du Dépôt de la Guerre, nos listes font apparaître un total de plus de trois cents gardes originaires du Périgord. Notre province ainsi fut une pépinière en son genre. Dans ses *Souvenirs d'un page à la Cour de Louis XVI*, le comte d'Hézecques a noté que la Maison du Roi était devenue le refuge de la petite noblesse, de celle surtout des provinces pauvres ou des provinces méridionales.

Une pareille constatation était formulée, le 3 février 1813, par le préfet baron Maurice en ces termes(1) : « Le département de la Dordogne, qui constitue tout l'ancien Périgord, était célèbre autrefois par son dévouement à la Couronne et l'esprit militaire de ses habitants. Les anciens gardes du corps étaient, *du tiers au quart*, composés de Périgourdins. »

La proportion dut être un peu moins élevée, pensons-nous. Quoi qu'il en soit, les Périgourdins ont brillé aux Gardes du Corps du Roi par leur quantité et aussi, sans doute, par la qualité.

Joseph DURIEUX.

(1) Arch. Nat., F 1 C 5, Dordogne, I.

NÉCROLOGIE

LE COLONEL MARQUIS DE MALET

Le marquis de Malet, ancien colonel d'artillerie, officier de la Légion d'honneur, décédé à Paris le 1^{er} février dernier, était une personnalité trop considérable de notre Société, quoiqu'il se soit contenté d'en être un des membres les plus anciens et les plus affectionnés, pour qu'il ne convienne pas de conserver dans nos *Bulletins* la mémoire de ce grand homme de bien. En lui disparaît un des caractères les plus nobles et les plus élevés qui l'aient honorée.

Jean de Malet était né le 27 octobre 1848. Elevé avec un soin jaloux par une mère distinguée et par un père de haute figure, grand défenseur des intérêts agricoles de son canton dont il était conseiller général, il reçut d'eux une formation qui tenait à la fois des principes auxquels était attachée sa famille et des idées les plus largement ouvertes à toutes les manifestations des œuvres sociales. Ses premières années influèrent sur toute sa vie et c'est à leur empreinte qu'il dû cette hauteur d'idées, cette droiture dans le conseil, cette rectitude dans le jugement qui lui donnaient une si grande autorité.

Il vint terminer brillamment ses études à Poitiers, au collège des Jésuites, où il gagna bien vite, comme plus tard à l'école de la rue des Postes, l'estime de ses professeurs et l'affection de ses camarades. Entré dans un bon rang à l'Ecole Polytechnique il en sortit comme sous-lieutenant d'artillerie et prit part à la guerre de 1870 pendant laquelle il fut blessé à l'armée de Bourbaki. A peine sorti de l'école d'application de Fontainebleau il épousait sa cousine Mademoiselle de Rougé qui apporta dans le jeune ménage tout le charme de sa grâce et de son esprit et dont la perte prématurée devait laisser sur son mari un voile de deuil que rien n'est venu soulever.

Jean de Malet était militaire dans l'âme, artilleur peut-être plus encore, et il ne voulait rien ignorer de son métier. Il se présenta à l'Ecole de Guerre et en sortit officier breveté d'état-major. Dès lors il remplit soit au Ministère de la Guerre, soit dans des situations spéciales les fonctions les plus recherchées, toujours hautement apprécié de ses chefs. Mais à ces fonctions plutôt intellectuelles, il préférait le service actif dans les régiments qui lui permettait de mettre en évidence ses qualités de conducteur d'hommes, ses connaissances techniques et son activité.

Bienveillant et juste à l'égard de ses inférieurs, il avait leur confiance et leur affection, aussi la batterie du capitaine de Malet était elle considérée comme une batterie modèle au 21^e d'artillerie à Angoulême, où il devait revenir comme colonel. Il me souvient de son profond chagrin lorsqu'il dut quitter ce commandement pour celui des côtes de l'Océan à Brest. C'était l'époque des fiches, le colonel de Malet, qui passait pour l'un des officiers les plus distingués de l'arme, comprit que sa carrière était finie et après de longues réflexions il se décida à prendre une retraite anticipée afin de rentrer dans sa terre de Puycharnaud, avec encore assez de jeunesse et d'activité pour pouvoir s'y employer utilement au bien du pays.

Mais il montra bien qu'il avait conservé son âme de militaire et son patriotisme ardent, lorsqu'au début de la dernière guerre, malgré son âge, il demanda à reprendre du service. Il reçut un commandement dans l'un des secteurs de Paris, qu'il exerça pendant presque toute la guerre à Versailles, au prix de telles fatigues que sa santé en fut gravement altérée et qu'il fut contraint de prendre un repos qui devait hélas ! être insuffisant pour lui rendre ses forces épuisées. Comme l'a écrit à l'une de ses filles, sa fidèle compagne, le général Pau, bon juge en la matière, « c'était un soldat ! il est mort comme tant d'autres, de la guerre, en soldat !.. »

Entrant sur le tard dans la vie civile avec des idées de militaire, peu fait aux ambitions et aux luttes vulgaires, le colonel de Malet eut sans doute bien des désillusions qui ne l'empêchèrent cependant ni de continuer à rendre des services à tous, ni à s'intéresser à ce qui l'entourait et à s'employer avec une ardeur juvénile, à côté d'amis dont il aimait à consulter l'expérience, aux œuvres charitables et au développement agricole du pays. L'assurance contre la mortalité du bétail, les patronages, les écoles libres étaient l'objet de toute sa sollicitude.

D'une piété haute et éclairée, il jugeait que la religion devait se manifester par des actes et par l'exemple, aussi il n'y faillit jamais et il voulut que la messe fut célébrée chaque dimanche dans la chapelle du château pour les habitants du voisinage très éloignés de leur église. Si le marquis de Malet aimait le pays du Nontronnais où les souvenirs de sa famille se pressaient autour de lui, il affectionnait avant tout ce vieux château de Puycharnaud, dont, avec des idées peut-être un peu parisiennes, il crut la conservation difficile et incompatible au confort moderne. Puycharnaud fut reconstruit sur ses anciennes fondations ; mais à part le plan, rien dans cette magnifique construction qui semble, en la clarté de ses tons de pierres blanches et de

briques roses, transportée des bords de la Loire au milieu des châtaigniers et des granits du Limousin, ne rappelle la sévère demeure des La Ramière, dont un parc savamment dessiné a seulement conservé quelques restes des anciennes fortifications. C'est ici que nous pouvons revendiquer le marquis le Malet comme l'un de ces constructeurs d'autrefois dont on vante les habiles travaux. Personne, en effet, plus que lui, n'a apporté un soin méticuleux dans le choix des matériaux, dans les détails du décor ou de l'ornementation : pavage, ferronnerie, boiseries. La place de chaque objet était étudiée d'avance ; la couleur d'une draperie, la moulure d'un meuble examinée, discutée et confiée à des spécialistes. Avec son entente des choses pratiques, son goût et son sentiment de la mesure, il dirigeait les architectes, et faisait modifier leurs plans jusqu'à ce qu'il en fût satisfait ; on exécuta même un premier modèle complet de la bibliothèque, avec ses escalier et galerie, afin de pouvoir le rectifier par l'usage. Il ne faut pas s'étonner que dans ces conditions Puycharnaud soit un des châteaux modernes les mieux réussis, entouré d'un cadre qui le complète admirablement. En effet, le marquis de Malet possédait la science de la sylviculture, il aimait les beaux arbres et savait les diriger, les transformer et les faire valoir par des éclaircies ou des fonds appropriés. Avec ses étangs superposés, ses vastes prairies, ses horizons aux tons changeants, le parc de Puycharnaud est, par les beaux jours d'automne, un spectacle à la fois reposant et plein d'art, car si la nature y est belle, la main de l'homme l'a magnifiquement façonnée. Ce sont ces vastes pelouses qui le portèrent sans doute à créer autour de lui, en dehors de ses domaines, une importante exploitation agricole où les vacherie, laiterie, porcherie sont installées avec luxe et avec un esprit pratique qui manque à bien des agriculteurs de profession.

Le marquis de Malet ne se contenta pas de reconstruire Puycharnaud. Possesseur par héritage de famille du vieux donjon de Piégut qui du haut de son rocher domine toute la contrée de sa fière silhouette, il entreprit, aidé par son gendre le comte de Beaumont, qui y apporta sa pratique archéologique, d'en dégager les alentours et d'en consolider les ruines. Ce travail permit de retrouver sous les terres et les broussailles qui les recouvraient l'escalier d'accès taillé dans le rocher, des défenses de plusieurs époques et les restes des habitations successives qui s'étaient élevées sous la protection de la vieille tour. En tout ceci il fit œuvre d'archéologue et s'il n'écrivit pas dans nos *Bulletins* dont la lecture lui était familière, il fit mieux puisqu'il nous conserva un des plus intéressants monuments de notre

architecture militaire et qu'il tint à faire bon accueil à la Société lorsqu'elle lui rendit visite dans sa dernière excursion.

Je n'ai pas encore parlé de l'homme d'intérieur qu'était le marquis de Malet et cependant il en est peu qui autant que lui aient eu le goût de la famille et de l'intimité. Lisant énormément, au courant de tous les problèmes qui agitent notre société moderne, il était heureux de se sentir entouré de ses enfants, de les grouper autour de lui, de réunir ses amis, et nul n'en a compté de plus nombreux et de plus sûrs. S'il ne pouvait se défaire du sentiment de l'autorité et du chef de famille, quelle n'était pas sa tendresse pour les petits et son affection pour les grands qu'exprimaient si bien son sourire et la douceur de son regard ? Après les grandes douleurs qui attristèrent sa vie, on peut dire que la dernière, la mort tragique d'un gendre qu'il aimait comme un fils brisa en lui des forces de résistance que d'heureux événements de famille furent impuissants à lui faire retrouver.

Le marquis de Malet aimait à rendre service et les situations qu'il avait occupées lui avaient permis d'en rendre beaucoup. S'il n'était pas familier il était respecté de tous et aimé de ceux qui l'approchaient, cet hommage d'affection et de reconnaissance lui a été rendu par la population, par le clergé, par les parents et les amis qui en foule émue l'ont accompagné jusqu'à sa tombe, suprême consolation pour ses enfants qui pleurent un père chéri.

Marquis DE FAYOLLE.

Le gérant responsable, H. ETourneau.

ERRATUM. — *Livraison de novembre-décembre.* — Afin de remettre dans l'ordre l'article des Varia et la Notice nécrologique de M. Charles Durand, il est utile que les deux lignes qui se trouvent en tête de la page 333 soient reportées au bas de ladite page.

AVIS IMPORTANT

Messieurs les membres de la Société sont avisés qu'elle a un compte-courant aux chèques postaux sous le n° 545, bureau de Bordeaux.

Chaque année, le premier numéro du *Bulletin* renfermera un mandat qui facilitera le paiement de la cotisation et rendra inutile les frais de l'envoi d'une quittance.

Ceux des membres de la Société qui auraient versé leur cotisation avant la réception de ce mandat ne devront pas, naturellement, en tenir compte.

Si, *fin avril*, la cotisation n'a pas été payée, le recouvrement en sera fait par la poste à partir du *1^{er} mai* et le montant en sera majoré de 0 fr. 60 pour les membres habitant Périgueux et de 1 fr. 10 pour les autres.

Dans le cas de retour de la quittance non payée, la taxe de 0 fr. 30 pour non recouvrement et les frais d'une deuxième présentation seront à la charge du sociétaire.

LE BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD paraît tous les deux mois, par livraisons de 64 pages, et forme un volume à la fin de l'année. Chaque livraison est accompagnée de deux dessins.

Le Bulletin est envoyé gratuitement à MM. les membres de la Société.

Il ne contient que des documents inédits.

TIRAGES A PART.

La Société autorise le tirage à part des articles, mémoires et documents insérés dans le *Bulletin*, sous la condition expresse qu'au verso du titre figurera cette mention : « Extrait du *Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord*. »

MM. les membres de la Société qui désireront profiter de cette faculté devront prévenir le Secrétaire Général au moment de la remise de leur manuscrit, ou, au plus tard, en rendant les épreuves du *bon à tirer*.

Nous croyons devoir donner ici le tarif de l'imprimeur pour ces tirages à part :

8 pages de texte réimprimées jusqu'à 50 exemplaires coûteront 12 fr.			
8	—	100	— 15
12 pages	—	50	— 16
12	—	100	— 23
16 pages	—	50	— 20
16	—	100	— 30

Chaque page de texte dépassant 8 pages jusqu'à 12 pages, ou dépassant 12 pages jusqu'à 16 pages, sera facturée 2 fr. par page en sus des prix établis ci-dessus.

La couverture imprimée, sorte de celle du *Bulletin*, comptera pour 4 pages.

La couverture non imprimée, sorte de celle du *Bulletin*, sera facturée 3 fr. 50 pour 50 exemplaires et 6 fr. 50 pour 100 exemplaires.

Il s'agit, bien entendu, d'extraits imprimés tels quels; en cas de corrections et de changements, corrections et changements seraient payés en sus.

Les Sociétés savantes auxquelles le BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD est adressé sont priées de vouloir bien nous faire parvenir leurs publications en échange

DC
611
T441
867

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

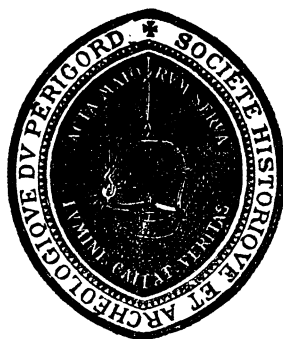
HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

DU PÉRIGORD

PARAISANT TOUS LES DEUX MOIS



TOME XLIX. — DEUXIÈME LIVRAISON



PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE RIBES ET C^{ie}, RUE ANTOINE-GAUD, 14.

Mars-Avril 1922

SOMMAIRE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LA 2^e LIVRAISON

	Pages
Séance mensuelle du jeudi 2 février.....	73
— du jeudi 2 mars.....	77
La Commanderie générale d'Aubeterre de l'ordre de Saint-Antoine en Périgord (1100-1838) (M ^{is} DE CUMOND)...	85
Le prieuré du Chalard de Ribérac (D ^r Emile DUSOLIER)...	94
L'ancien service paroissial dans le quartier de la Cité à Périgueux (E. Roux).....	108
Démographie à Beaumont au début de la Révolution : l'année 1789 et l'année 1792 (le professeur L. TESTUT).	115
Archives et archivistes de la Dordogne : Notes et documents (R. VILLEPELET).....	118
Georges Foucaud (A. DUJARRIC DESCOMBES).....	139
BIBLIOGRAPHIE. — Géraud Lavergne. <i>Un vieux texte périgourdin. Statuts des consuls de Sarlat</i> sur l'entrée du vin (1292) (R. VILLEPELET).....	142
VARIA. — Un mémoire du traiteur Courtoy (Joseph DURIEUX).....	142

SÉANCES MENSUELLES
DE LA
SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

Séance du 2 février 1922.

Présidence de M. le marquis de FAYOLLE,
président.

La séance est ouverte à une heure, dans la salle accoutumée.

Sont présents : MM. Fabre, l'abbé Faure-Muret, le marquis de Fayolle, Féaux, Fournier de Laurière, Eugène Roux, le chanoine Roux et Villepelet.

Se font excuser : MM. Dujarric-Descombes et le docteur Dusolier.

Le procès-verbal de la séance de janvier est lu et adopté.

M. le Président nous annonce la mort de notre honoré confrère le colonel marquis DE MALET, l'un de nos très brillants officiers d'artillerie, ayant commandé assez longtemps le 21^e régiment et qui reprit du service pendant la dernière guerre quoique son âge l'en dispensât. Habitant Paris une partie de l'année, il aimait à venir se reposer en Périgord, dans son beau château de Puycharnaud, près Bussière-Badil. Touché par la maladie depuis quelques années, il ne pouvait plus suivre avec autant d'intérêt les progrès agricoles dans notre province.

M. le Président nous apprend également une autre perte pour notre Société, celle de M. Emile RIVIÈRE, l'un de nos correspondants, membre fondateur de la Société préhistorique de France, qui venait souvent explorer nos grottes des Eyzies et qui le premier sut y voir des peintures murales.

L'assemblée exprime de sympathiques regrets.

Notre bibliothèque a reçu, dans le courant du mois dernier, les publications suivantes :

Bulletin et Mémoires de la Société archéologique du département d'Ille-et-Vilaine, tome XLVIII, un fascicule in-8° avec un plan, Rennes, imprimerie de Vatar, 1921 ;

Bulletin de la Société d'Emulation du Bourbonnais, Lettres, sciences et arts, n^{os} 7-8, 3^e trimestre 1921 ; — n^{os} 10-12, 4^e trimestre 1921, deux fascicules in-8° en feuilles avec illustrations, Moulins, les Imprimeries réunies ;

Mémoires de la Société des Sciences naturelles et archéologiques de la Creuse, tome XXI, 6^e fascicule in 8°, avec une planche, juillet 1921, Guéret, imprimerie Lecante ; où p. CXVII, M. Louis Lacrocq analyse un document du fonds de Cessac, relatif à la corvée appelée la *vinade* que réglementaient les articles 136 à 140 de la Coutume de la Marche : cette corvée consistait pour le tenancier à aller chercher dans les pays vignobles, voisins de la Marche, la provision annuelle de vin du seigneur ;

Bulletin de la Société des Etudes littéraires, scientifiques et artistiques du Lot, tome XLII, année 1921, in-8°, Cahors, imprimerie Coueslant ;

Bulletin de l'Union historique et archéologique du Sud-Ouest, n^{os} 3 et 4, juillet-octobre 1921, un fascicule in-8°, Bordeaux, Feret et fils ; contenant, p. 32 la parfaite analyse de nos procès-verbaux de séances du 1^{er} décembre 1920 au 7 juillet 1921 ;

Bulletin périodique de la Société Ariégeoise des sciences, lettres et arts et de la Société des Etudes du Couserans, 15^e volume, n^o 10, in-8°, Foix, typographie Gadrat aîné, 1921 ; contenant p. 279, un mémoire du comte Begouen sur les *Découvertes dans la caverne de Montesquieu-Avantès en 1921* ;

De M. Gustave Chauvet, son intéressante brochure sur des *Monnaies Gauloises, la Cachette de la Meilleraye-Tillay (Vendée)*, in-8°, Poitiers, Antiquaires de l'Ouest, 1922 ;

Et de M. Dujarric-Descombes, deux numéros de l'*Argus du Périgord*, l'un du 7 janvier 1922, contenant son article *A propos du centenaire de Flaubert*, et l'autre du 22 janvier où M. Geor-

ges Bonnet a publié son article sur *La formation historique du département de la Dordogne*.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M. FOURNIER DE LAURIÈRE fait passer sous nos yeux deux volumes de Sociétés de Belgique qui étaient adressés à son regretté beau-père M. Charles Durand, et qui contiennent des figures de monuments, des murs d'enceintes, des plans de l'époque gallo-romaine, ayant beaucoup d'analogie avec ceux de Vésone. Nos confrères constatent en effet qu'ils ont une grande ressemblance avec les nôtres.

M. Eugène Roux nous rappelle à ce propos les anciennes églises ou paroisses qui étaient placées sur le territoire de la Cité, dans la plaine l'église de Saint-Pierre Laneyx entourée de son cimetière, qui plus tard fut annexée à la paroisse de Notre-Dame-de-Sanilhac ; une chapelle Saint-Pierre-ès-liens fort ancienne, située à l'entrée de la rue actuelle de Saint-Pierre-ès-liens ; non loin de là, l'église Saint-Jean ; l'église Saint-Etienne, cathédrale jusqu'en 1669, époque de sa réunion à la collégiale de Saint-Front ; la chapelle épiscopale de Guy de Castelnau, dont on voit encore les beaux restes.

Nos confrères prient M. Eugène Roux de nous fournir pour le *Bulletin* une note avec des indications précises sur tous ces monuments.

M. Eugène Roux continue en faisant appel aux connaissances de topographie périgourdine de nos confrères. Il voudrait savoir où était situé le Pont de la Fougère qu'on ne trouve ni dans le *Dictionnaire* de de Gourgue, ni dans les vieilles cartes. C'est là que se réunissaient les armées de la Fronde pour se diriger ensuite de divers côtés.

Nos confrères sont priés de répondre s'ils le peuvent.

M. le docteur Emile DUSOLIER nous adresse un mémoire dont lecture est donnée en partie sur l'ancienne église de la Trinité de Ribérac. L'église de la Trinité était une annexe de l'église Saint-Martin ; elle était de fondation récente, et quand la

Révolution arriva, elle n'avait pas 60 années d'existence. Sa construction est due à messire de Crémoux, curé de Saint-Martin, qui acquit le terrain en 1725 par acte passé devant M^e Devillefumade, notaire royal. Cette étude sera publiée dans le *Bulletin*.

Notre érudit vice-président, M. DUJARRIC-DESCOMBES complète la note bibliographique, qu'il a donnée à la séance du 4 août 1921, sur notre concitoyen le R. P. de Scorailles, décédé le 14 juillet précédent, par les lignes suivantes, placées au-dessous du portrait de ce père de la Compagnie de Jésus, dans l'*Almanach catholique français pour 1922*, page 272 :

« Il fut longtemps le collaborateur des *Etudes*, et en devint le directeur de 1887 à 1895, son livre : *François Suarez trahit la grande préoccupation de sa vie, la passion de l'apostolat intellectuel* ».

M. Dujarric ajoute que la publication, signalée par M. Durieux à la même séance d'août, de l'étude, alors en cours dans la *Revue de la Semaine*, de M. E. Seillière sur le littérateur sarladais La Calprenède : *Le romancier du grand Condé ; Gauthier de Coste, sieur de La Calprenède*, a été tirée en brochure, in-8°. Dans ce livre d'histoire littéraire revivent les héros et les héroïnes de notre roman classique, mis en scène par La Calprenède, avec un aperçu sur ses devanciers et sa rivale Madeleine de Scudéry.

M. Dujarric termine sa communication par la mention d'un autre ouvrage, nouvellement édité, à Paris, par Plon ; *La dernière ambassade de France en Autriche*, par M. Dumaine. L'auteur de cette relation, destinée à éclairer l'histoire des préliminaires de la guerre, est un de nos anciens confrères, qui était ambassadeur à Vienne lors de l'ouverture des hostilités, M. Alfred Chilhaud-Dumaine, originaire de La Tour-Blanche.

Enfin notre zélé vice-président M. Joseph DURIEUX veut bien nous rappeler que « le 7^e centenaire de la Faculté de médecine de Montpellier a été commémoré naguère avec éclat. C'est à Montpellier que furent créés le premier amphithéâtre d'anatomie et le premier jardin botanique de France. La

Faculté compta notamment parmi ses élèves Rabelais et Pecquet, qui découvrit la circulation lymphatique ; nous y voyons figurer aussi *Jean Rey*, reçu docteur en 1609 et qui a été le précurseur de Lavoisier ; on y trouve également *Boyer de la Prébandie*.

« Comme on l'a dit, Montpellier fit jusqu'à la Révolution un grand nombre de médecins habiles tandis que Paris consacrait plutôt des rhéteurs diserts. Sa réputation continua brillante. Elle attira beaucoup d'étudiants. C'est ainsi que sur vingt-neuf docteurs médecins exerçant dans le département de la Dordogne et légalement reçus, d'après le *Dictionnaire des médecins* paru en 1802, nous n'en comptons pas moins de vingt-trois qui avaient été reçus dans leur grade par l'antique Faculté de Montpellier.

« Les autres Facultés de la ville contribuèrent de tout temps, elles aussi, au renom de l'Université. Bornons-nous à citer deux exemples contemporains. Le Périgord s'honore de compter dans le corps professoral montpelliérain le savant Camille *Chabaneau*, qui enseigna plus de vingt ans la langue et la philologie romanes avant de présider le Bournat périgourdin, et notre distingué vice-président, M. Albert *Vigié*, doyen honoraire de la Faculté de droit, auteur d'ouvrages particulièrement appréciés. »

Rien n'étant plus à l'ordre du jour, la séance est levée à quatre heures moins un quart.

Le Secrétaire général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
M^{re} DE FAYOLLE.

Séance du jeudi 2 mars 1922.

Présidence de M. le marquis de FAYOLLE,
président.

La séance est ouverte à une heure, dans la salle habituelle.

Sont présents : MM. Aublant, Fabre, l'abbé Faure-Muret, le marquis de Fayolle, Féaux, Fournier de Laurière, l'abbé Jarry, Eugène Roux et Villepelet.

S'excusent : MM. Dujarric-Descombes, le marquis de Bourdeille et le docteur Dusolier.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT énumère rapidement les publications que notre bibliothèque a reçues dans le courant du mois dernier :

Bulletin de l'Académie Royale d'Archéologie de Belgique, 1921, II, in-8°, Anvers, imprimerie Secelle ;

Œuvre Internationale de Louvain, Bulletin publié par le Commissariat général, n^{os} 7, 8, 9, décembre 1921, un fascicule in-8°, avec planches, Louvain, rue des Flamands, 1 ; contenant la relation de la bénédiction et pose de la première pierre de la nouvelle bibliothèque le 28 juillet 1921 ;

« *Pro Alesia* », nouvelle série, n^o 26, novembre 1920, in-8°, avec trois planches hors texte, tome VI, éditions Ernest Leroux, Paris, rue Bonaparte, 28 ;

Revue des Etudes grecques, tome XXXIV, n^o 156, janvier-mars 1921, in-8°, Paris, éditions Ernest Leroux ;

Bulletin de la Société archéologique et historique de l'Orléanais, tome XIX, n^o 219, 1^{er} et 2^e trimestres de 1921, in-8°, Orléans, imprimerie Paul Pigelet et fils ;

Annales de la Société historique et archéologique du Gâtinais, tome XXXV, in-8° en feuilles, Fontainebleau, Maurice Bourges, imprimeur breveté, 1920-1921 ;

Société des Antiquaires de l'Ouest, Bulletin des 2^e et 3^e trimestres de 1921, un fascicule in-8°, Poitiers, Société française d'Imprimerie ;

Lou Bournat, bulletin mensuel de l'école félibréenne du Périgord, tome VIII, 13^e-14^e livraisons, janvier-février 1922, un fascicule in-8°, Périgueux, typographie Ronteix ; contenant une biographie de *Jean Vézère* par M. Dujarric-Descombes, un conte de M. Durand de Ramefort, *Lous perdrijaus* et un discours sur la tombe du regretté *Louis Simon*, par M. Robert Benoît ;

Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze, siège à Brive, tome XLIII, 3^e livraison, septembre-octobre-novembre-décembre 1921, un fascicule in-8°, avec

portraits ; contenant une notice de M. Martial de Lamase sur *Un curé de Sarlat, l'abbé de Bétou* ;

Annales de la Faculté des lettres d'Aix, tome XI, nos 1-4, années 1917-1918, un fascicule in-8°, Marseille, imprimerie Barlatier ;

Salaire minimum et Industrie à domicile par Maurice Costes, chargé de cours à la Faculté de Droit d'Aix, in-8°, Aix, imprimerie Nicollet, 1921 ;

La Répression de la propagande contre la natalité par Pierre Garraud et Marcel Laborde-Lacoste, in-8°, nouvelle série n° 8, Aix, imprimerie Nicollet, 1921 ;

Bulletin de la Société d'Archéologie et de Statistique de la Drôme, année 1922 (janvier), 213^e livraison, 2^e série, tome V, in-8°, Valence, imprimerie de Jules Céas et fils ;

Et de M. Dujarric-Descombes le n° de l'*Argus du Périgord*, du 14 février 1922, contenant son article qui relate le passage de *Molière à Périgueux*.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

Tout d'abord M. le marquis DE FAYOLLE fait examiner deux objets que notre aimable confrère M^{lle} Germaine de Montaigut a bien voulu lui confier pour les présenter à la Société.

« Ce sont : une sorte de galet ovale, à peu près de la grosseur d'un œuf, formé par les couches concentriques d'une concrétion de teinte brune de différents tons, polie et onctueuse au toucher ; et un petit tronc de pyramide polygonal en lave noire de 0,20^e de hauteur environ dont la partie supérieure est creusée en forme de cupule.

» Ce galet, dit-il, n'est pas, comme on pourrait le croire, une pierre dure naturelle, mais un bézoard, concrétion pierreuse qui se forme dans l'estomac de certains animaux, très recherché au Moyen-Age pour les grandes vertus qu'on lui attribuait. Le bézoard servait d'amulette contre les contagions et d'antidote contre les poisons ; sa puissance était telle qu'elle se communiquait à un breuvage dans lequel on l'avait trempé, suspendu à une chaîne d'or, et il était si recherché qu'en certains cas des bézoards se louaient à la

journée à un prix élevé. Leur grosseur allait de celle d'un pois à celle d'un œuf et les plus estimés venaient d'Orient.

» L'origine de celui qui est sous nos yeux n'est pas moins curieuse que la belle qualité de ses concrétions. Il appartenait à une sorte de sorcier du département de la Haute-Loire qui fut condamné dans un procès où il avait été compromis pour des pratiques médicales mystérieuses.

» Ce guérisseur s'en servait en le plongeant dans un liquide, contenu dans une petite cuve taillée dans de la lave, que buvait ensuite le malade, puis il le déposait pour le faire sécher dans la cavité creusée au sommet de la pyramide dont le fond était rempli de menues branches. Ces récipients de forme insolite, mais d'une matière commune en Auvergne, se transmettaient peut-être avec le secret des opérations auxquelles ils servaient, et le bézoard, qui aurait, dit-on, figuré pour un prix élevé dans un partage de famille, était utilisé de nos jours par un sorcier, de la même façon qu'au Moyen-Age, pour la guérison de clients ignorants, qui, par une singulière survivance, lui attribuaient les mêmes vertus que leurs pères. »

Notre érudit vice-président M. DUJARRIC-DESCOMBES nous mande qu'en lisant, dans le dernier *Bulletin philologique et historique*, l'importante communication de M. J. Depoin : *Chronologie des évêques de Saintes de 268 à 1918*, son attention s'est arrêtée sur la notice, consacrée sous le numéro 77, à *Pierre VIII Laud*.

« Les auteurs de la *Gallia Christiana* mentionnent ainsi cet évêque : *Petrus V Cognomento Laudis*. Ils avaient placé son épiscopat après celui de Ponce III. Grâce à la découverte de certains actes, leurs assertions ont été rectifiées par M. Depoin, qui fait remarquer qu'« ils ne produisent aucun renseignement sur ce *Pierre Laudis* ».

» Mais nul n'a été encore en mesure de faire connaître ce Pierre Laud, qui fut évêque de Saintes, en 1267.

» Or, des papiers de la maison du Lau, déposés aujourd'hui aux Archives de la Dordogne, il résulte que ce prélat sortait

de cette famille du Lau qui, avant de passer en Armagnac et finalement en Périgord, était fixée dans le Béarn.

» Pierre du Lau était le deuxième enfant de Ponce du Lau, possesseur de la seigneurie du Lau, dans un faubourg de la ville de Lescar, bienfaiteur du chapitre collégial de Saint-Nicolas de Nogaro en Armagnac, et de Jeanne de Corneilhan.

» Il est regrettable que les documents mis autrefois à la disposition de notre vice-président par notre regretté confrère M. le marquis du Lau d'Allemans, n'aient apporté aucune lumière sur les actes de l'épiscopat de Pierre VIII Laud, dont ils établissent l'identité ».

M. Robert VILLEPELET nous signale un article publié par M. le duc de La Force dans *La Revue de France* (n° du 15 février 1922, p. 720-747), sous le titre : *Un étonnant épisode de la Saint-Barthélemy*, d'après les riches archives de sa famille.

« L'épisode en question, bien connu des historiens et même des anecdotiers, est l'étonnante aventure de Jacques-Nompar de Caumont-La Force, âgé de moins de quatorze ans, échappant par miracle au massacre de la Saint-Barthélemy, où succombèrent son père François, seigneur de La Force, et son fils aîné, Armand. On trouvera dans cet article, avec un récit détaillé et authentique des circonstances de l'événement, des précisions utiles sur les divers membres de l'importante maison féodale de Caumont à cette époque : le chef de la famille, Geoffroy, protonotaire apostolique, abbé de Clairac (quoique marié), propriétaire du château de Caumont, en Agenais, et de ceux de Castelnaud et des Milandes, en Périgord, royaliste bien que huguenot, qui devait mourir empoisonné par un plat de champignons, en avril 1574 ; son frère François, seigneur de La Force, résidant au château de ce nom, que nous citons tout à l'heure, mariés, le premier à Marguerite de Lustrac, veuve du maréchal de Saint-André, le second, à Philippe de Beaupoil, veuve de La Châtaigneraie, fameux par son duel avec Jarnac ; — et surtout le héros de l'épisode, Jacques-Nompar, né le 30 octobre 1558, dont la carrière fut aussi longue que fameuse. « L'enfant, miraculeusement sauvé à la Saint-Barthélemy, épousa, le 5 février 1577, Charlotte

de Gontaut, fille du maréchal de Biron, en eut huit fils et deux filles. Né au temps de François II, mort au temps de Louis XIV, il vécut sous sept rois. Charles IX et Henri III (comme duc d'Anjou) voulurent le faire tuer. Il fut le compagnon et l'ami d'Henri IV, qui le nomma capitaine de ses gardes, vice-roi de Navarre et gouverneur du Béarn. Il eut la triste fortune de se trouver, le 14 mai 1610, dans le carrosse du Roi, rue de la Ferronnerie, quand Henri IV fut assassiné par Ravaillac. Plus tard, défenseur de la cause protestante, il s'enferma dans Montauban et obligea Louis XIII, qui l'avait fait décapiter en effigie, à lever le siège. La Force cependant rendit la ville par accommodement, et, pour l'en récompenser, le Roi le fit maréchal de France en 1622. Le nouveau maréchal s'illustra pendant la guerre de Trente Ans, fut créé duc et pair en 1637. Sous Louis XIV, il écrivit ses *Mémoires*, se remaria, pour la seconde fois, à quatre-vingt-deux ans, pour la troisième fois à quatre-vingt-neuf, et mourut à quatre-vingt-treize, à Bergerac, le 10 mai 1652. »

En s'excusant de ne pas assister à la réunion, M. le docteur DUSOLIER nous envoie une notice biographique sur *Messire François de Crémoux, curé de Saint-Martin de Ribérac*, qui avait fait bâtir l'église de la Trinité dans la ville de Ribérac et avait d'autres projets avant de mourir. Par son testament du 19 janvier 1743, il consacra la part principale de ses biens à l'éducation des jeunes filles. Il avait une nièce Elisabeth de Crémoux, religieuse des Filles de la Foi de Périgueux, et c'est à elle qu'il pensa pour réaliser ses volontés. Elle devait s'adjoindre telle autre Fille de la Foi que bon lui semblerait pour faire la classe aux jeunes personnes de Ribérac.

« Pour quelles causes ce projet ne réussit-il pas ? Difficultés, impossibilité d'installation, dotation insuffisante, autorisation refusée par l'évêque ? On l'ignore. »

Cette notice, qui est lue en séance, sera publiée dans le *Bulletin*.

De son côté, notre zélé vice-président, M. Joseph DURIEUX, qui ne nous oublie pas, nous envoie le texte d'une épitaphe latine que composa pour le général Daumesnil un de ses amis

les plus dévoués. Il s'agit de M. Jean-Baptiste Chabru, né à Lyon, le 8 avril 1769 et décoré de la Légion d'honneur le 23 mai 1825 comme mandataire du Ministère des Finances et de l'Ordre de la Légion d'honneur pour le recouvrement des ar-rérages d'anciennes dotations en Italie.

« Voici cette inscription telle que me l'a communiquée M. le vicomte Pierre de Clairval, l'aimable arrière-petit-fils de Daumesnil :

Memoriæ perpetuæ
Petri Daumesnil
Eq. honestæ Legionis Coronæq. ferreæ
E primoribus Galliarum strategi clarissimi
Quem
Armis. fortitudine. fide
in Hispanis, Italia, Aegypto, Germania
Strenue belligerantem
Napoleo maximus imperator
duces copiarum omnes
Virtute cognita commandabilem coluere.
Vixit annis LVI
Pius comis integer festivus.
Non crure amputato, non XXIII vulnerib. fractus
proef. tertium præsidiorum arcis. Vincennes
quamplurimis tormentis bellicis muniminibus
animo semper invicto Galliæ servatis
ereptis quoque ab ira populari
Karoli X regis. moderatoribus.
Decessit XVI Kalend. septemb. an MDCCCXXXII.
Joannes Baptista Chabus ✕
In solatium Léonie Garat uxoris ejus
titulum fecit
Amico optim. incomparabili benemerenti
honoris causa.

« Cette inscription se traduit de la manière suivante :

« A la mémoire éternelle de Pierre Daumesnil, officier de la Légion d'honneur et chevalier de la Couronne de fer, l'un des plus illustres stratèges français. Napoléon le Grand, empereur, et tous les chefs d'armées l'eurent en haute estime pour sa noble conduite en Espagne,

en Italie, en Egypte, en Allemagne, où il fit preuve de fidélité et de courage sur les champs de bataille. Il vécut 56 ans toujours pieux, aimable, intègre et de bonne humeur. L'amputation d'une jambe et 23 blessures ne purent briser son énergie. Il fut gouverneur du château de Vincennes et chargé de la garde d'un grand nombre de canons et de quantité de munitions de guerre qu'il sut toujours, avec un courage invincible, conserver à la France. Il arracha encore à la fureur populaire les ministres de Charles X. Il mourut le 16 des calendes de septembre de l'année 1822. Jean-Baptiste Chabus fit cet épitaphe pour la consolation de Léonie Garat, son épouse, et pour l'honneur de son excellent, incomparable et très méritant ami. »

Il reste à procéder à l'élection de cinq candidats qui demandent à entrer dans notre compagnie.

Après cinq votes à main levée, M. le Président déclare admis membres titulaires de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. VERGNIAUD, à Bars, par Thenon, présenté par M. Lavergne et M. Villepelet ;

M. RABOIS BOUSQUET, directeur du *Périgourdin de Paris*, présenté par M. le docteur Mousson-Lanauze et M. Joseph Durieux, rue Bertrand, 12, à Paris, VII^e ;

M. JOSSELIN, notaire à Bourdeille, présenté par le marquis de Bourdeille et M. Féaux ;

M. le marquis DE MALET, au château de Puycharnaud, par Bussière-Badil, présenté par le marquis de Bourdeille et M. de Saint-Sernin ;

Et M^{lle} Geneviève ROUGIER, rue de l'Hôtel de Ville, à Ribérac, présentée par M. Gondraud et le commandant Amadiou.

La séance est levée à trois heures un quart.

Le Secrétaire général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
M^{le} DE FAYOLLE.

LA COMMANDERIE GÉNÉRALE D'AUBETERRE

DE L'ORDRE DE SAINT-ANTOINE EN PÉRIGORD

(1100-1838)

Parmi les ruines du passé, en Périgord, il en est une dont on retrouve à peine quelques vestiges, mais dont l'histoire peu connue n'est cependant pas sans intérêt, un de ces nombreux hôpitaux fondés au moyen-âge pour l'accomplissement de toutes les œuvres de miséricorde : la *Maison de l'Aumône*, ou la *Commanderie générale d'Aubeterre*, de l'ordre hospitalier de Saint-Antoine, située dans l'ancienne paroisse de Mirand, du diocèse de Périgueux et de l'archiprêtré de Pillac.

En la faisant revivre, je n'ai point eu la prétention de donner une histoire générale de l'ordre de Saint-Antoine ; quelques aperçus toutefois m'ont paru indispensables au cours du récit pour faire connaître les liens qui rattachaient cette maison au chef d'ordre, son origine et les phases diverses qui ont marqué son existence.

Et d'abord je dois un respectueux hommage de reconnaissance au savant religieux dom Germain Maillot-Guy, l'éminent historien du chef d'ordre, dont l'inépuisable obligeance m'a fourni d'utiles renseignements, et, en rectifiant certains points historiques, m'a évité la répétition d'erreurs communément admises jusqu'à ce jour.

LE FEU SAINT-ANTOINE

En 855-869, au temps de Lothaire II, d'après Vincent de Beauvais ; en 945, est-il dit dans la *Chronique* de Froissard ; en 993 d'après Rodolphe dans son livre *De Incendiis* ; vers le milieu du x^e siècle, dit dom Dijon dans son magnifique ouvrage *l'Eglise abbatiale de Saint-Antoine en Dauphiné* ; dans la seconde moitié du xi^e siècle dans nos provinces, un fléau redoutable avait subitement envahi l'Europe. Il s'étendit rapidement et ne sévit jamais avec plus d'intensité qu'au xi^e siècle.

Les auteurs anciens abondent en descriptions sur les terribles effets de cette maladie. Un feu caché, *ignis ignotus*,

dès qu'il avait atteint quelque membre, le détachait du corps après l'avoir brûlé et causait une mortalité effrayante (1).

Les membres devenaient noirs comme des charbons. La peau devenait livide, les chairs se consumaient, les os se détachaient (2).

Ce feu agissait d'abord par une sensation de froid intense, puis survenait une chaleur intolérable à laquelle le malade ne tardait pas à succomber (3).

« Nous avons vu, disait Pic-de-la-Mirandole en son poème à l'honneur de saint Antoine, nous avons vu des membres brûlés et leurs ossements appendus aux portes du temple comme un monument effrayant (4). »

« Vidimus ambustos artus atque ossa perenni

« Exemplo, ad postes sacri pendentia templi.

« Vidimus integrum consumpta cadaver quæ subito exarsit...

« Subito quæ imis incendia venis traxit. »

Les savants modernes, dans leurs recherches sur le *Feu sacré*, ou *Feu Saint-Antoine*, prétendent établir que cette maladie, qui ne doit pas être confondue avec le *mal-des-ardents*, ou *peste-noire*, était une sorte d'ergotisme gangréneux ; maladie endémique, dont le développement aurait été favorisé par l'humidité et toutes les causes qui tendent à altérer la qualité du grain... la gangrène sèche (5)... ayant pour cause prédisposante la misère, une alimentation insuffisante, et, pour cause occasionnelle, la présence de l'ergot de seigle dans le pain ; maladie chronique entraînant la perte d'un membre plus souvent que la mort du malade.

Quoi qu'il en soit, il n'existait contre ce mal aucun spéci-

(1) Rodolphe : *De Incendiis* — Arch. de Cumond : *Mémoire historique sur l'Ordre de Saint-Antoine-de-Viennois*, Paris. Simon. V. Saint-André-des-Arts, 1775.

(2) *Chronique de Sigebert*. — *Chronique de Hugues de Fleury*.

(3) *Ibid*.

(4) *Mémoire historique de 1775*.

(5) *Recherches historiques et nosologiques sur les maladies désignées sous le nom de Feu sacré, Feu Saint-Antoine : Herpes estiomenus*, du grec : ulcère croissant toujours.

Voir aussi la vieille hymne de saint Antoine.

fique connu et, comme il résistait à tous les remèdes humains, les peuples l'appelèrent le *Feu d'enfer*.

Levant alors les yeux vers le ciel, ils se mirent à invoquer Dieu et ses saints.

Bientôt ils reconnurent que la seule invocation du grand saint Antoine, le patriarche des cénobites, adoucissait les douloureuses angoisses des malades. Ils l'invoquèrent avec une foi ardente. Un nombre considérable de guérisons miraculeuses opérées par ses mérites accrut la confiance. De toutes parts, les foules accoururent implorer son intercession auprès des saintes reliques, vers l'église où elles étaient déposées et le *Feu d'enfer* fut appelé *Feu Saint-Antoine*.

De nos jours encore, dans nos campagnes du Périgord, devant un mal qu'on ne peut déterminer par ses symptômes, ou qui résiste aux remèdes, les bonnes femmes, dans leur foi naïve, vont demander à leur curé une messe *contre le mal des saints* ; c'est-à-dire dont les saints seuls peuvent obtenir la guérison par leurs mérites.

Cette invocation aux saints ne se serait-elle pas transmise dans le peuple, mais déformée, en souvenir du *Feu Saint-Antoine* ?

LE PRIEURÉ DE SAINT-ANTOINE DE LA MOTTE EN VIENNOIS

Les reliques du saint anachorète, qui auraient été apportées de Constantinople par le chevalier *Geilin*, deuxième du nom, des comtes de Valentinois (1), dont la tradition fixe le retour d'Orient vers l'an 1070, étaient alors déposées dans la petite église d'une bourgade obscure du Dauphiné, la *Motte aux Bois* (2), et celle-ci avait alors changé son nom en celui de *Saint-Antoine*.

Gontard, évêque de Valence, de la famille de *Geilin*, administrateur du diocèse de Vienne par la mort de l'évêque Varmond, en avait confié la garde, en 1083, aux moines de *Montmajour-lès-Arles*, en donnant à cette illustre abbaye

(1) Fils de *Guillaume*, petit-fils de *Geilin* 1^{er}, comte de Valentinois.

(2) *La Motte-aux-Bois*, la *Motte-Forestière*, *Motta nemorosa*, au diocèse de Vienne en Dauphiné.

bénédictine les cinq églises de *Saint-Antoine, Saint-Didier, N. D. de Montagne, Saint-Hilaire* et *Saint-Marcelin*, voulant que ce lieu fût en plus grand honneur et vénération publique à cause des reliques d'un si grand saint.

« Ut isdem locus maximo honori et reverentiæ pro reliquis

« tanti Patroni habeatur ab omnibus... »

L'autorité apostolique et l'archevêque de Vienne, Guy de Bourgogne, avaient confirmé cette donation. Le *prieuré de Saint-Antoine* était fondé.

Bientôt la série des miracles, des prodiges, des guérisons opérées sur le tombeau du saint accrut la multitude des pèlerins et des malades. L'ancienne et petite église du *prieuré de la Motte-aux-Bois*, ou de *Saint-Antoine*, devint insuffisante. Les Bénédictins la remplacèrent par une plus grande.

Mais c'est en vain que le *Prieur* et ses vingt moines, aidés de quelques prêtres séculiers, se multipliaient dans le service des malades. Dans le petit bourg de *Saint-Antoine*, le logement faisait défaut. Les pèlerins y passaient les nuits sur la place publique, ou aux champs, exposés à toutes les injures du temps et à l'inclémence des saisons.

L'ORDRE HOSPITALIER DE SAINT-ANTOINE

C'est alors, vers 1095 (1), d'après les historiens de l'ordre, que deux nobles seigneurs, Gaston et son fils Girin, guéris eux-mêmes miraculeusement du terrible mal et que la reconnaissance avait attirés à Saint-Antoine, furent frappés du lamentable abandon dont les malades étaient l'objet. Ils résolurent, l'un et l'autre, de leur consacrer leurs personnes et leurs biens. Ils demandèrent aux Bénédictins de Montmajour l'autorisation de fonder auprès de leur église de Saint-Antoine, sur le territoire et dans les dépendances de leur prieuré, un *hôpital* ou *maison de l'aumône*, où ils pourraient se dévouer aux soins des pèlerins et les recueillir ; ce qui leur

(1) Le 15 juin (man. v. 866 de 1648). 27 juin ou 27 octobre 1095 (man. v. 917 de 1705). Bibl. de la ville de Grenoble.

fut accordé avec empressement. Huit autres gentilshommes se joignirent à eux (1), puis d'autres, en si grand nombre, qu'il fallut bientôt multiplier les *maisons de l'aumône* (2).

Telle fut l'origine de l'*Ordre hospitalier de Saint-Antoine* appelé d'abord des *Frères de l'aumône*, le berceau d'un grand ordre, d'une corporation puissante.

Leur règle était fort austère :

« Les Frères, disait-elle, ne doivent jamais se plaindre ni de l'excès de travail, ni des peines qu'il procure. Il faut qu'ils combattent comme des ennemis odieux l'impatience et la mauvaise humeur. Forts de la grâce du seigneur invincible, ils seront disposés, martyrs volontaires de leurs devoirs, à accepter de rudes souffrances et la mort même, en union avec le Fils de Dieu crucifié pour le salut du monde. »

Ils ne sollicitaient pas seulement l'intercession de leur saint patron pour la guérison des malades, ils recouraient aussi aux ressources de la médecine.

Sous la forme d'un vin béni, sanctifié par le contact des reliques de saint Antoine et connu sous le nom de *Saint-Vinage*, ils administraient un remède dont l'efficacité fut plus d'une fois reconnue (3).

Le *Saint-Vinage* était béni solennellement lors de la grande procession annuelle de l'Ascension et conservé ensuite pour l'usage dans des vases précieux.

Gaston, comme chef de l'entreprise, s'était mis à la tête de l'établissement. A sa mort, ainsi que dans la plupart des autres ordres de chevalerie au Moyen-Age, les Hospitaliers de Saint-Antoine se donnèrent un nouveau chef dans une élection canonique.

Ils eurent de la sorte, successivement, jusqu'en 1297, dix-sept grands Maîtres.

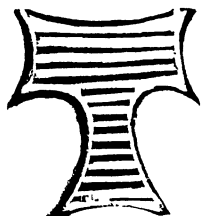
(1) « Gastonis voto, societatis fratribus octo ».

« Ordo est hic cœptum, ad pietatis opus ».
dit un poème du temps.

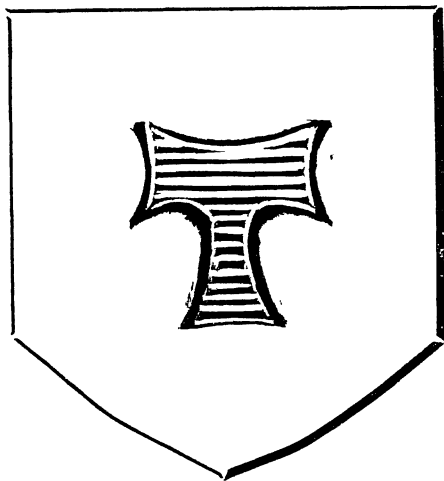
(2) Le grand hôpital de la maison mère aurait été construit en 1131 sous le successeur de Gaston.

(3) *Recherches historiques et nosologiques sur le Feu-Sacré, Feu Saint-Antoine*. Dom Dijon.

Les Frères hospitaliers portaient, comme signe de distinction sur leur habit, du côté du cœur, une croix bleue en forme de T, appelée croix d’Égypte, en mémoire peut-être de la patrie du saint (1).



Cette marque distinctive leur avait été donnée par le grand Maître Guillaume Le Roux, qui exerçait le haut magistère vers 1160. Ils en firent aussi la principale pièce de leurs armoiries et en multiplièrent partout la figure et l’empreinte.



(1) *Antonianæ sectæ Preceptores idcirco præferunt signum T ut Antonii instar anachoretæ secernantur ipsi ab reliquo mortalium genere ac distinguantur.*

Les principaux de l’ordre portent sur leur manteau deux Tau TT de satin bleu l’un sur l’autre qui signifient *Tanatos-Tanatos, Mors-Mors*. Les moindres n’en portaient qu’un.

(*De la vraie et parfaite science des armoiries*, par Gelliot, avocat au Parlement de Bourgogne, 1664). Dom Dijon.

Le sceau du grand Maître était de cire blanche représentant un prêtre revêtu de ses ornements sacerdotaux et tenant un livre à la main.

Cette œuvre se développa avec une rapidité extraordinaire. Dès avant l'année 1200 elle comptait des établissements dans la plupart des provinces de France, aussi bien que dans les contrées les plus lointaines.

LES MAISONS DE L'AUMÔNE
OU COMMANDERIES DE SAINT-ANTOINE

Leurs maisons se nommaient : *Maisons de l'aumône, Preceptorie, commanderies*. On les divisa en *générales* et *subalternes*. Les premières relevaient du *Grand Maître*, les secondes des *Commandeurs généraux*.

D'après la liste des *commanderies générales* dressée au chapitre de 1477, l'ordre en possédait alors *quarante-deux* dans tout le monde chrétien. Moréri en porte le nombre à *quarante*, d'où dépendaient un nombre de *commanderies subalternes* très considérable.

LA COMMANDERIE GÉNÉRALE D'AUBETERRE.

La *commanderie d'Aubeterre* une des *quarante-deux commanderies générales* de l'Ordre, située en Périgord, primitivement sur le territoire du prieuré et paroisse de Saint-Privat, puis sur la paroisse de Mirand (1), filiale de Saint-Privat, à trois quarts de lieue environ de la ville d'Aubeterre, sur le grand chemin de Saintonge, de Périgueux et Bergerac à La Rochelle (2), doit être rangée parmi les plus anciennes.

Elle fut fondée durant l'épiscopat de l'évêque de Périgueux *Rainaud de Thiviers* (3) et peut-être par ses soins, avant son départ pour la Terre-Sainte, où il mourut le 18 octobre 1101 (4).

(1) Aujourd'hui réunie à Cumond depuis 1790.

(2) Par Ribérac, Aubeterre, Chalais, Barbezieux ; aujourd'hui de Saint-Astier à Aubeterre. Voir la carte de Cassini.

(3) Dessalles, *Histoire du Périgord*.

(4) M. Arbelot.

Elle aurait été *générale* dès sa fondation, et l'on pourrait se demander d'où lui venait sa désignation de *commanderie d'Aubeterre* puisqu'elle était assez éloignée de cette petite ville, où il n'y avait ni église, ni maison de Saint-Antoine. C'est que, tout en étant pour le spirituel du diocèse de Périgueux et de l'archiprêtré de Pillac (1), du même diocèse, le territoire de Mirand sur lequel elle était assise ressortissait au civil de la sénéchaussée d'Angoumois et de la ville et châellenie d'Aubeterre, siège de la judicature et du sceau établi aux contrats.

L'ordre de Saint-Antoine n'ayant au début d'autre source de revenus que le produit des quêtes, la *commanderie*, en prenant la qualification de *Générale d'Aubeterre*, s'assurait par là le droit de quêter sur toute l'étendue de la juridiction de l'importante vicomté et le droit de primauté sur toutes les *commanderies* qui pourraient être fondées dans son ressort et, par extension, dans le diocèse dont elle faisait partie (2).

C'est ainsi que la *commanderie de Bourgoïn* dans le petit bourg de ce nom, en Dauphiné, était aussi appelée *Générale de La Tour-du-Pin*, l'importante châellenie et ville de son voisinage (3) ; celle de *Castroixeris*, petit bourg de Castille, près Burgos, *Générale d'Espagne*, qui eut pour subalternes toutes les *commanderies* du royaume de Castille ; celle d'*Olite*, *générale de Navarre* et ainsi de plusieurs autres (4).

(1) Aujourd'hui en Angoumois.

(2) « L'ordre de Saint-Antoine s'étant d'abord merveilleusement étendu par toutes les provinces de l'Europe et ses principaux revenus consistants pour lors dans les questes : afin qu'il y eut quelque ordre, on assigna à chaque *commanderie générale* ses limites, hors desquelles elle ne pouvoit estendre ses questes et jusqu'où le commandeur estoit obligé de conduire et deffrayer le visiteur général de l'ordre. »

(Le père Guillaume Autin, religieux de Saint-Antoine. xvii^e siècle).

(3) « La principale ville où estoit la judicature et siège de la justice, afin d'estendre sa juridiction sur toutes les autres *commanderies* qui pourroient estre basties dans son district. » Le père Autin.

(4) « Il fut pareillement ordonné qu'on pourroit fonder et ériger de nouvelles *commanderies* dans l'estendue des anciennes baillives, mais qu'elles seroient subalternes et dépendantes des anciennes, à moins qu'elles ne fussent érigées en générales par décret du chapitre général de l'ordre et soustraites à la dépendance des premières. » *Ibid.*

La commanderie d'Aubeterre fut donc *générale* dès sa fondation et non pas seulement à partir du *xvii^e* siècle, ainsi qu'il est dit dans le *Pouillé historique du diocèse d'Angoulême* de l'abbé Nanglard, et l'on verra par la suite qu'elle ne fut jamais déplacée, pas plus en 1572 qu'à une autre époque, pour être transportée de la rive droite sur la rive gauche de la Dronne, comme le prétend le même auteur.

SES BATIMENTS, SA CHAPELLE, SES DÉPENDANCES

Nous n'avons aucun document qui nous fasse connaître l'état et l'importance des bâtiments de cette commanderie aux premiers siècles de son existence, mais il est possible et même probable que leurs fondations ont servi aux bâtiments qui subsistent et, par deux procès-verbaux de 1562 (1) et de 1789 (2), nous savons que le bâtiment servant aux hospitaliers et aux malades était déjà fort ancien en 1562 ; qu'il consistait alors en un vaste corps de logis orienté de l'est à l'ouest, avec rez-de-chaussée, premier étage et grenier par dessus. Il existe encore, avec les restes d'une porte monumentale du *xvii^e* siècle encastrée dans la muraille, mais il a subi, depuis la révolution tant de mutilations et de remaniements à l'extérieur et à l'intérieur qu'il serait difficile d'en reconstituer l'aménagement primitif.

A l'ouest, orientée comme lui, s'élevait la chapelle affectée aux hospitaliers. A l'est était la cour, d'un journal (40 ares) d'étendue, entourée de vastes communs, la grange aux rentes, les écuries, le cuvier, le cellier, le four à pain, la fuie ou le colombier seigneurial, *les souterrains* ; toutes ces constructions formant une enceinte autour de la cour.

Au nord était le jardin clos de murs.

« *Des plus beaux*, dit le procès-verbal de 1789 ; au midi, un *beau pré* sur le devant du logis ; aux alentours, trois pièces de bois taillis *très conséquents*, douze journaux, ou 4 hectares 80 ares de vignes de réserve, trois grandes métairies, *toutes bien en prés* (3) ».

(1) Arch. de la Gironde

(2) Reg. paroissiaux de Mirand. — Cahiers de 1789.

(3) *Ibid.*

A l'ouest, bordant le grand chemin de Saintonge, s'était formée peu à peu l'agglomération importante qui constitue aujourd'hui *le village de Saint-Antoine*.

De la petite colline où elle était assise, *la commanderie* dominait la vallée de la Dronne, belle et large en cet endroit, les clochers et villages de *Mirand*, de *Nabinaud*, de *Laprade* et de *Bonnes*, les moulins et papeteries de *Mirand*, de *Moulin-neuf*, de *Porcheyrat*, les moulins de *Ragot* et de *Poltrou*, le manoir de *Sallebauf* fort et ancien, entouré de murs et de fossés, demeure successive des Brémond, des La Place et des La Cropte ; celui de *Bonnes* aux Lambert et aux Talleyrand ; enfin la coquette petite ville d'*Aubeterre* avec ses vieilles maisons aux toits rouges, de toute époque et de tout style, accrochées aux flancs de la colline d'en face, ses nombreux couvents aux flèches élancées, aux tours crénelées et son imposante forteresse, dont le fier donjon, tour à tour incendié, rasé et rebâti, se dressait sur sa motte féodale et sur la voûte même de l'église paroissiale, vieille église monolithe, taillée dans le rocher, tandis que, tout en haut, flottait au vent la bannière de ses changeants et turbulents vicomtes, les Brémond, les Raymond, les Bouchard, les Esparbès.

Situation à la fois hygiénique et riante pour un *hôpital*.

(*A suivre*).

M^{is} DE CUMOND.

LE PRIEURÉ DU CHALARD DE RIBÉRAC

Le Chalard, de Ribérac « ainsi nommé par les modernes, parce qu'il fut longtemps défendu par un fort appelé *Castellarium*, dans le haut Moyen-Age, » (1) nous apparaît ainsi singulièrement plus ancien que Ribérac lui-même qui, d'après Léon Dessalles, ne remonte pas au-delà du x^e siècle.

D'après le même auteur, le Chalard et la Ferrière, autre petit village situé près et au Sud-Ouest de Ribérac, consti-

(1) Léon Dessalles, *Ribeyrac* in *l'Echo de Vézère*, 1865 : 21-25 Juillet.

tuaient à l'époque de l'occupation romaine, de ces stations ou mansions échelonnées sur leurs voies de communications. Par ces deux stations, deux routes importantes passaient, l'une allant de Vésone à Bordeaux et l'autre de Vergn à Saintes. Cette double voie donnait une singulière importance à ces deux localités, mais moins à la Ferrière qu'au Chalard qui, situé sur la Dronne, en commandait le gué et, plus tard, les ponts qui y furent construits.

L'importance de ces lieux n'avait point échappé aux premiers comtes du Périgord. Et Wlgrin, quand il fut comte de Périgord et d'Angoumois (866), y plaça un représentant de son autorité, un vicomte, qui fit probablement son centre de résistance du *Castellarium*.

Approchant le commencement du x^e siècle, ce vicomte qui s'appelait, alors, Alchier, ayant, peut-être, éprouvé les ennuis qui résultaient des débordements de la Dronne, pensa, probablement, qu'il aurait tout autant d'avantages et moins d'inconvénients, en se déplaçant vers la hauteur qui domine la ville actuelle. Quoi qu'il en soit, c'est à lui qu'on attribue la fondation, vers l'an 1000, du château de Ribérac.

Le comte Alchier ou un de ses successeurs immédiats aurait-il appelé au *Castellarium*, désormais libre, des moines qui, tout en apportant aux habitants de la petite garnison les secours religieux de leur ministère, auraient contribué à assurer, par leur prieuré, une défense et une protection sur la Dronne ? Cela est possible, mais n'est qu'hypothèse. Ce qui est vrai, c'est qu'un pouillé du xiii^e siècle mentionne l'*Ecclesia del Chalar* (1) et qu'en 1304, Bertrand de Got, archevêque de Bordeaux, dans sa visite du diocèse de Périgueux, s'il ne s'arrêta pas personnellement au prieuré du Chalard, y envoya ses mandataires, pendant qu'il séjournait à Saint-Privat.

« Saint-Privat..... Et ledit jour (7 Septembre) aurait envoyé ses visiteurs aux prieurés de Sainte-Aulaye et d'Eschornac pour les visiter et, le lendemain, aurait envoyé sesdits visiteurs au prieuré de

(1) *Dictionnaire* de Gourgues : Chalard.

Chalard près Ribérac.... et séjourné avec son train au bourg de Saint-Privat, aux dépens du prieur du Chalard » (1).

Placé sous l'invocation de Saint-Robert (2), le prieuré du Chalard obéissait à la règle de Saint-Benoit et, comme on voit, jouissait, en 1304, d'une prospérité telle que Bertrand de Got n'hésitait pas à l'imposer de la somme nécessaire pour vivre une journée, lui et son train, à Saint-Privat. Et l'on sait par l'anecdote du prieur de Cénac, rapportée dans la même relation, qui, non seulement, refusa de le recevoir, mais usa de violences envers des personnes de sa suite, qu'une telle dépense était loin d'être mince.

Les seigneurs de Ribérac se plurent à favoriser la communauté. Située au passage de la Dronne, elle comptait parmi ses principaux revenus les droits de traversée du pont. Un document, fort instructif, mentionne longuement une convention intervenue à ce sujet entre le prieur du Chalard et le comte de Ribérac. J'en signalerai les principaux points.

« Convenu au lieu de Ribérac, le septiesme jour du mois de Septembre de l'an du Seigneur 1496, présens et en l'auditoire de vénérable personne M^{re} François Barré, prestre, noble homme M^{re} Martial Germain, licencié es loix, père Pierre de Martroy, prieur d'Ardan et Estienne de Renoncenac, témoins connus et, personnellement présens et constituez, noble et puissant seigneur Odet Desdye, chevalier, vicomte, d'Espeluche, seigneur de Ribérac et dame Anne Despont, son épouse... avoir concédé par eux et leurs héritiers et leurs successeurs à l'avenir d'une part, et vénérable et religieuse personne père Poncet de Juessaye, prieur du prieuré de Chalard, ordre de Saint-Benoit, proche Ribérac... membre dépendant immédiatement du sacré monastère de la Maison Dieu (3), aussy pour luy et ses successeurs audit prieuré, lesquelles parties ont confessé que cy-devant, les seigneurs successeurs prédécesseurs dudit seigneur de Ribérac ont, en augmentation du prieuré de Chaslard, donné et conféré au même prieuré tous les domaines, dixmes dudit lieu de Chaslard, tant en bled que grain situés sur la

(1) *Visite de Clément V.* Trad. de l'orig. en latin. Arch. dép. de la Gironde.

(2) Arch. dép. de la Dordogne. L. 776 F^o 58.

(3) Traduction de *Casa Dei*. L'abbaye gothique de la Chaise Dieu (Haute-Loire) la plus belle de l'Auvergne après Notre-Dame de Clermont-Ferrand fut bâtie de 1344 à 1352 aux frais du pape Clément VI.

rivière de Dronne entre les moulins vulgairement appelés des Vigoyaux (1) et un bras de ruisseaux avec ses rives, engagements, chaussées, aqueducs et généralement ce qui en dépend, comme aussi les droits et émoluments de pesche dans les mesmes moulins et leur appartenace et, encore, les droits et émoluments des ponts et passages du même lieu de Chaslard, sur lad. rivière de Dronne, exceptez et réservez à soy et lesdits donateurs vingt sols tournois de redevance chacun an, à lever et percevoir par lesdits seigneurs donateurs sur lesd. moulins. »....

Et quoique, par le présent, les revenus du prieuré soient presque réduits à rien, tant à cause des grandes inondations qui ont renversé les ponts, que d'un nouveau moulin qu'a fait construire ledit seigneur à proximité du prieuré et qui concurrence fâcheusement celui des pères,

« le procureur de notre Roy poursuit vertement led. prieur de refaire et réparer lesd. ponts réparation qu'il ne saurait faire sans une grosse somme de deniers. Par ces raisons, led. prieur auroit requis lesd. seigneurs de Ribérac de faire lesdites réparations de pont et passage et obliger ses vasseaux à moudre au moulin du prieuré..... cela mis en considération que ces mêmes seigneurs et leurs prédécesseurs ont été les fondateurs ou ont doté led. prieuré desdites choses et que ce même prieuré continue de faire le service divin dans l'église. »

Lesdits seigneurs de Ribérac répondirent qu'ils n'étaient point tenus à ces réparations et ne pouvaient obliger leurs sujets à moudre au moulin du prieuré. Les choses en étaient là, quand, par l'intervention « de personnes nobles circonvoisines et autres honnestes gens qui savent vouloir bien faire, » un accord fut proposé.

« Ledit prieur de Jussaye a associé et appersonné lesd. seigneurs vicomte et vicomtesse d'Espeluche et les seigneurs de Ribérac dans les droits et émoluments des ponts et passages et droits de pesche audit lieu de Chaslard et, avec ce, ledit seigneur sera tenu de faire et réparer les ponts et faire faire et tenir en bon état les ponts et passages et bien réparés en perpétuel temps et, avec ce, les émoluments, droits

(1) Il faut lire Vigeyreau. Nom d'un ancien moulin sur la Dronne à proximité du Chalard.

et devoirs desdits ponts et passages et pesche seront communs entre jceux seigneurs de Ribérac et led. prieur..... Plus..... led. prieur..... a ceddé... aud. Desdye, chevalier, seigneur dudit lieu, son dit moulin avec ses logements, rives aqueducs et autres ses appartenances, les émoluments annuels duquel montent à six ou sept pipes de blé, moyennant ce, lesd. seigneurs comtes et vicomtes ont, maintenant, assigné... au même seigneur prieur et ses successeurs neuf pipes de bled, savoir six de froment et trois de méteil, à la mesure de Ribérac, à lever et percevoir, chaque année, pour en payer led. seigneur prieur et ses successeurs, au pardessus la moitié des dixmes de la paroisse de Saint-Martin-Point du même seigneur, appartenances de Ribérac et que ce même seigneur tient inféodées du seigneur évêque de Périgueux..... et led. prieur percevra sur le moulin délaissé soixante dix sols tournois.... à lever tous les ans à la feste de la Nativité du Seigneur et le prieur aura le droit de faire moudre son bled et celui de ses gens dans le moulin sans qu'il soit prélevé de mouture par le meunier. Enfin, les religieux demeurent exempts du droit de passage sur le pont, eux, leurs biens et leurs animaux » (1).

Il est curieux qu'après une si minutieuse convention, il ne soit plus trouvé trace des Bénédictins du Chalard.

J'en ai cherché la cause et j'imagine, sans toutefois pouvoir le prouver, que l'engagement pris par le comte de Ribérac de pourvoir aux réparations du pont s'étant trouvé bien au dessus de ses prévisions, il dut résilier un contrat par trop onéreux.

Les deux parties convinrent définitivement que c'était là dépense supérieure à leurs ressources. Mais privés, désormais, de leur principal revenu, les religieux quittèrent, vraisemblablement, des lieux où les conditions de leur existence s'étaient si modifiées à leur désavantage. Ils durent réintégrer le monastère de la Maison-Dieu.

Et, sans doute, est-ce pour suppléer au départ des moines du Chalard que, moins de quatre ans plus tard, le comte de Ribérac fonda la collégiale qui devait subsister jusqu'à la Révolution. Ainsi, aux causes que développe l'auteur anonyme de « La Collégiale de Ribérac » dans le journal de Ribérac (2)

(1) Arch. dép. de la Dordogne. Fonds d'Aydie E. 7 Traduction de l'original en latin.

(2) La Collégiale de Ribérac. Journal de Ribérac 1913.

pour expliquer la fondation de cette collégiale, convient-il, peut-être, d'ajouter le désir du comte de Ribérac de remplacer les religieux du Chalard, partis de leur propre gré. Et je me demande si, tout compte fait, cette raison ne fut pas la plus importante, je n'ose pas dire la seule, que firent valoir en Cour de Rome les seigneurs de Ribérac, pour obtenir d'Alexandre VI la bulle d'érection qui leur donna satisfaction.

Cette hypothèse me paraît d'autant plus plausible que l'on voit, plus tard, les chanoines de la Collégiale être possesseurs d'une partie des des dîmes de Saint-Martin et jouir d'une rente sur le moulin du Chalard. Le 29 mars 1792, le procureur syndic du directoire de Ribérac écrit au chanoine Dusolier des Granges :

« A Monsieur l'abbé Dégranges. Le receveur du droit d'enregistrement me demande le titre qui assurait aux ci-devant chapelains de Ribérac une rente sur le moulin du Chalard. Nous ne trouvons point trace de ce titre parmi les papiers que vous nous avez donnés. Veuillez bien, Monsieur, nous le faire passer... Signé : Borac » (1).

On s'est demandé où existait exactement le prieuré du Chalard. Il est certain qu'il n'en reste pas la moindre trace aujourd'hui. Mais les textes permettent de le situer avec une suffisante approximation. Le Chalard désigne encore, de nos jours, une petite agglomération de maisons située dans l'angle formé par la rive gauche de la Dronne et la rive gauche du Ribéraguët, lequel Ribéraguët ne peut être que le ruisseau mentionné dans la convention plus haut rapportée. Le prieuré ne pouvait être que là, dans cet angle. Sur la rive droite de la Dronne, il eût été de la paroisse de Villetoureix ; sur la rive droite du Ribéraguët, il eût été de la paroisse de Saint-Martin. Or, il était de la paroisse de Faye qui était précisément limitée en ce point par la rivière et le ruisseau.

Le prieuré du Chalard persista, quoique désaffecté, jusqu'à la Révolution. Sa chapelle devint église annexe de Faye. Entre bien d'autres, je citerai les deux documents suivants :

(1) Arch. dép. de la Dordogne. L. 823 F° 12.

(2) Arch. dép. de la Dordogne. Geoffroi Pineau, notaire.

Faisant son testament à la date du 20 avril 1673, au lieu du Chalard, paroisse de Faye....

« maison du prieuré dudit lieu, Jeanne Nadal, veufve de Guillaume Lachèze, dit le Petit, et, à présent, femme de Jourdy Ouloubat, habitante de la présente maison, » veut « que quand son âme sera séparée de son corps... icelluy estre porté et ensevely dans l'esglize du présent lieu, soubz le bon plaisir du sieur prieur d'icelle et sieur curé de la présente paroisse » (2).

« Le vingt septiesme mars mil six cents septante et six est décédé François du Burguet, maitre de poste du Chalard, après avoir receu les saints sacrements de l'esglize et ensevely dans l'esglize du Chalard, par moy soubz signé.

DAOUGST, *curé de Faye* » (1).

Sans doute, à partir de 1500, il n'y eut plus de prieur résidant au Chalard, puisqu'il n'y avait plus de Bénédictins ; mais il ne cessa, pendant toute la durée de l'ancien régime, d'y avoir un prieur possesseur des fonds et créancier des revenus et redevances dûs à la fondation. En cela, le Chalard ne fit point exception à une règle devenue générale. Le plus souvent même, sinon toujours, les prieurs donnèrent en ferme à des particuliers toutes les ressources mouvant de leur fief et nous connaissons plusieurs de ces fermiers.

Le « rôle de la paroisse de Faye » mentionne en 1662 à l'article « Le Chalard » François Pradier, bordier au prieuré comme devant six sols de taille (2).

Le 17 janvier 1676, Jean Banizette, marchand, habitant du lieu du Chalard, sous-afferme pour les deux années à venir, à Pierre du Burguet, maître maréchal, habitant dudit lieu,

« sçavoir est les biens du prioré d'ud. lieu du Chaslard, lesquels dicts biens, led. du Burguet sera tenu de régir et gouverner en bon père de famille et laisser la terre de haut l'esglize semée de froment comme elle est de présent, et de tenir quitte led. Banizette envers le sieur prieur à raison de soixante livres par an » (3).

(1) Registres paroissiaux de Faye (Mairie de Ribérac) G.G. f° 13.

(2) Arch. de M° Léonardon à Ribérac. Geoffroi Pineau, notaire.

(3) Arch. dép. de la Dordogne. Geoffroi Pineau, notaire.

Le 5 octobre 1706

« Laurent Suchier, s^r de Peyrebrune, et M^r Léonard Lavaud, praticien, habitans du bourg de Saint Aquilin.... ont sous affermé.... à Léonard Pointeau, musnier, habitant de présent au bourg de Saint Martial de Dronne... la maison, jardin, ayzines, terres et preys despendans du prioré du Chalard, le tout se tenant ensemble et le chemin entre deux, pour soixante livres par an » (1).

Le 23 décembre 1721, Sicaire Robert Maynard, s^r de Javerdat, en vertu de la procuration du prieur, afferme

« pour trois ans à Barthou et Jean Pointeaud, laboureurs, habitans du lieu du Puy, paroisse de Saint Martial.... le prieuré du Chalard, c'est à dire les maisons, jardin, chenevière, terres et près en despendant pour 75 livres par an » (2).

Le 4 décembre 1722

« au lieu de Ribérac, Annet Arnaud, bourgeois et marchand dud. Ribérac faisant tant pour luy que pour s^r Jean Duverg, bourgeois et marchand de la ville de Bordeaux, et comme ayant, tous deux, affermé les fruits et revenus du prioré du Chalard de M^e Jean Morel, conseiller du Roy, receveur général des tailles de l'élection de Condom et comme procureur de messire Alexandre de Pontac, aumosnier de défunte madame la Dauphine et prieur du prioré du Chalard, par contrat du huitiesme avril dernier, déclare et confesse avoir reçu auparavant ces présentes de M^r Pierre Dusolier sr de Fonjoumard, notaire royal, faisant pour et au nom d'Eustache Clermont, bourgeois de Paris, fermier judiciaire de la terre et seigneurie de Ribérac, habitant dud. Ribérac, sçavoir est la quantité de neuf pipes de bled à trente boisseaux la pipe, mesure dudit Ribérac, dont il y en a six pipes blé froment et trois pipes de métal, lesdites neuf pipes de blé étant dûes annuellement aud. prieuré sur les moulins du Chalard dépendant de ladite seigneurie de Ribérac, et ce pour la redevance de la présente année » (3).

Cette redevance de neuf pipes de blé de la part de la seigneurie de Ribérac, et qui paraît bien avoir été la portion principale des revenus du prieur, est payée, le 23 juillet 1724, au même Annet Arnaud par Jean Brossard « procureur de

(1) Arch. de M^e Gendraud à Verteillac. Pierre Constantin, notaire.

(2) Arch. de M^e Gendraud à Verteillac. Pierre Constantin, notaire.

(3) Arch. de M^e Gendraud à Verteillac. Pierre Constantin, notaire.

Claude Mansard, bourgeois de Paris, fermier judiciaire de la terre de Ribérac » (1).

Les chanoines de la Collégiale ne percevaient, tous réunis, que six pipes de blé tiercé sur ce même moulin du Chalard. Le 16 mars 1725, Jean Brossard, retire les quittances des deux parties au nom du même Claude Mansard » (2).

A cette redevance annuelle de neuf pipes de blé tiercé, il convient d'ajouter celle de 3 livres 10 sols en argent (3).

Le 28 juin 1745, à Ribérac, maison de Guillaume Louvigeou, sr de Lavaure, Pierre Peyricaud, marchand, habitant du bourg et moulin d'Epeluche, afferme à François Saigne, sr de Petitbois, marchand, habitant au lieu du Chalard.....

« les maisons et bastimens despandans dud. prieuré, ensemble le jardin, chenevière, terres et prés, le tout sis et situé dans led. lieu du Chalard »,

pour cinq ans et cinq récoltes et cent onze livres par an (4).

On voit par ces exemples que, bien que le revenu des fonds et bâtiments du prieuré du Chalard eût presque doublé de 1676 à 1745, il ne laissait pas d'être médiocre et, vraiment, il n'eût pas valu la peine d'être prieur du Chalard pour un si mince profit ; mais la rente seigneuriale dûe, par la terre de Ribérac, formait un appoint des plus intéressants, auquel il convenait encore d'ajouter certaines rentes foncières dûes par des particuliers.

La tenance du Chizet, paroisse de Festalemps, mouvait du prieuré du Chalard et, le 20 février 1725, le prieur n'hésitait pas à en réclamer les arrérages en justice, demandant en l'ordinaire de Ribérac

« la condamnation de froment XV boisseaux, avoine VIII boisseaux, mesure du présent lieu, gélins 4, argent 14 sols, de rente foncière ét directe pour l'année 1724, contre Frédéric de Layemonery et Charles Courcelle, laboureurs » (4).

(1) Arch. dép. de la Dordogne. Pierre Dusolier de Fonjeumard, not.

(2) Arch. dép. de la Dordogne. Pierre Dusolier de Fonjeumard, not. (13 novembre 1725).

(3) Arch. dép. de la Dordogne. Pierre Dusolier de Fonjeumard, not.

4) Arch. dép. de la Dordogne. Juridiction de Ribérac.

Un acte de 1728 nous fait aussi connaître que d'autres fonds mouvaient de la fondalité du seigneur prieur dans les appartenances du village de Rodesol, paroisse d'Allemans (1).

Les seules rentes formaient bel et bien en l'an 1785 un total de 1100 livres au moins. C'est à ce prix que Jean de Fonteneuil, le prieur de l'époque et chanoine du chapitre de Bordeaux, les donna en ferme au sieur Antoine Perrogon pour neuf années, à quoi led. s^r Perrogon devait ajouter, par convention expresse, six paires de perdrix et trois dindes truffées.

Il est certain qu'Antoine Perrogon n'eût pas pris la ferme à ce prix là s'il n'eût eu que la certitude de rentrer purement et simplement dans son argent. Et c'est bien ainsi que l'entendait la municipalité de Faye auprès de laquelle il réclamait contre l'augmentation de ses contributions, quand elle déclara son revenu supérieur à 1300 livres (2).

La rente ainsi affermée comportait le prélèvement de 99 boisseaux de froment, 49 boisseaux et demi d'avoine, 17 gélines et 9 journées d'homme (3).

Mais quelle était l'importance des bâtiments et des fonds du prieuré lui-même ? Sans doute, nous pouvons la déduire du faible prix que les fermiers en donnaient, mais encore convient-il de faire la part du délabrement des bâtiments sur lequel l'acte suivant nous donne des détails rigoureux en même temps qu'il nous donne des précisions d'aménagement qui ne sont point sans valeur.

C'est un verbal du prieuré du Chalard, établi à la date du 16 janvier 1722.

«..... Au lieu du Chalard, paroisse de Faye, en Périgord, et dans la maison du prioré dudit lieu..... Sicaire Robert Meynard, sieur de Javerdat, habitant du bourg de Vanxains..... en vertu de son pouvoir à luy envoyé de la part de M. l'abbé de Pontac, prieur du Chalard, nous auroit requis de vouloir nous transporter dans les maison et batimens dudit prioré du Chalard pour en faire la visite et ensuite le verbal des réparations qu'il convient d'y faire..... Pour cet effet,

(1) Arch. de M^e Léonardon, à Ribérac. Léonard Chanard, notaire (25 novembre 1728).

(2) Arch. dép. de la Dordogne. L. 773 f^o 37.

(3) Arch. dép. de la Dordogne. L. 776 f^o 58.

après avoir visité tous lesd. batimens, ensemble l'esglise dud. prioré, nous avons remarqué le tout être en ruines et menassant de tomber par terre et les maisons être pour ainsi dire inhabitables, les degrés pour monter dans les chambres et les planchers desd. chambres et greniers étant tous rompus, aussy bien que les portes et fenêtres et le foyer de la cheminée aussy, le fourg étant tout démolly, le coing de la maison du costé de la Dronne ayant besoin de refaire à neuf jusques à la fenêtre, la petite antichambre ou appentif qui y est à costé du degré pour monter dans la chambre et qui est basti sur des bois pillottis estant tout en ruines et s'en allant par terre, et pour en conserver quelques matteriaux qui pourront servir à quelques réparations, il a esté jugé à propos d'achever de démollir et mettre à bas la dite appentif. De plus avons remarqué que sur la voute de l'esglise, il y faut remettre incessamment un bois appelé asnier, une fillière de la longueur de neuf pieds et trois chevrons de neuf à dix pieds chacun, et que tous les bords de la charpante sont tout gastés et particulièrement ceux de devant, un grand nombre de tuiles sur la voute et sur les bords de lad. esglise estant tout rompus et quantité de lattefeuilles qui sont rompues et pourries, laquelle église et batimens ont besoin de recouvrir, où il faudra, du moins, un millier de tuiles neuves, une pipe de chaux..... Led. Meynard auroit convenu avec Jean Reyjaud, maçon, demeurant au village de Leygounie, de la somme de 54 livres pour qu'il fit actuellement les réparations ci après nommées, savoir le degré pour entrer dans lad. maison, refaire le fourg à neuf et refaire aussy le coin de la muraille de la chambre de devant du costé de la Dronne, depuis le fondement jusques à la fenestre, plus refaire d'un costé la pille de la porte du milieu dans la bas et au dessous de lad. chambre du costé gauche en entrant, fermer les trous des murailles et fermer de muraille une porte d'en bas, de plus fermer une fenestre de la grande chambre du costé du couchant, refaire partie des planchers de lad. chambre et du grenier, raccommoder le foyer de la cheminée. De plus, il faut remettre sur la voute de l'esglise un bois appelé asnier et trois chevrons de neuf à dix pieds de longueur et une fillière de neuf pieds, recouvrir lad. esglise etc.... » (1).

A la suite de ce verbal, les réparations impliquées durent être vraisemblablement entreprises, mais, vraisemblablement aussi, inachevées, puisque, le 20 mai 1729,

(1) Arch. de M^e Gendraud à Verteillac. Pierre Constantin, notaire.

« en la ville de Ribérac et dans la maison où pend pour enseigne le *Chapeau rouge* »

M. M^e Jean Morel, docteur en théologie, et prieur à cette date

« étant de présent logé dans la présente maison »

convient avec Jean Boudet, dit Lanauve, m^e charpentier, habitant au lieu de Bréchou, du prix que lui coûtera la réfection de la charpente de l'église. Ils demeurent d'accord du prix de 105 livres et led. Boudet s'engage à avoir terminé le travail pour le 15 août 1729 (1).

Soixante ans plus tard, la ruine s'abattait de nouveau sur les murailles des bâtiments du prieuré. Les lignes qui suivent en nous l'affirmant, nous renseignent, en même temps, sur l'exacte étendue des terres du prieuré. Le 10 novembre 1790, le Directoire de Ribérac

« a nommé Lachaume Chanard, notaire, habitant de la paroisse d'Allemands, pour expert, à l'effet de procéder avec le sr Jean Guionie, sergent, habitant du bourg de Faye, expert nommé par le s^r Perrogon obergiste à Ribérac, soumissionnaire pour l'acquisition des domaines nationaux dont la désignation suit : savoir deux pièces de terre de l'étendue de trois journaux et demy avec une mesure de maison et une chapelle, le tout situé au village du Chalard, le tout affermé par un bail authentique passé devant Dusolier, notaire à Ribérac » (2).

Une vieille maison, trois journaux et demi de terre et une chapelle, voici donc, ce qui, en 1790, représentait le vieux prieuré mentionné par Bertrand de Got ! En vérité ce n'était pas grand'chose. Il se trouva, pourtant, un acquéreur « Monsieur l'abbé Bardeur, ci-devant chapelain de la présente ville » pour en offrir 7295 livres, lors de l'adjudication qui en fut faite le 26 mai 1791 (3).

Le prieur du Chalard était, en même temps, prieur de Notre-Dame de Verteillac qui était annexe du Chalard.

Je n'ai pu relever le nom que de quelques-uns de ces prieurs. Encore, ceux que nous aimerions le mieux connaître, c'est-à-dire ceux antérieurs à 1500, nous sont-ils totalement

(1) Arch. dép. de la Dordogne. Jean Dusolier, notaire.

(2) Arch. dép. de la Dordogne. L. 773 f^o 30.

(3) Arch. dép. de la Dordogne. Q. 754 f^o 95.

inconnus à l'exception de « vénérable et religieuse personne père Poncet de Juessaye » plus haut cité.

Bertrand Pasquet de Savignac figure dans les archives que j'ai dépouillées le 20 décembre 1687.

«... Au bourg du Challard, paroisse de Faye, Bertrand Pasquet de Savignac, escuyer, chevalier de Paullac, chanoine de Saint Astier et prieur dud. bourg et prioré du Chaslard, habitant du faux bourg de Saint Astier.... et M^e Jean Fayolle, praticien, habitant du village de Fayolle, paroisse de Villeteureix, ont dit que feu M^e Jean Fayolle, vivant notaire royal, auroit affermé les rantes et moitié des ventes deues aud. sr prieur sur le present prioré.... pour cinq années etc... (1).

A Bertrand Pasquet de Savignac dut succéder Messire *Léon Chateau de Lestang*. Ce dernier était, en tout cas, prieur du Chalard à la date du 14 janvier 1700 (2) et l'était encore le 12 août 1709 (3). En effet, dans une procuration établie le 8 mars 1730, à Périgueux, par Messire du Mazeaud, on peut lire que le constituant donne à Valentin de Crémoux

« plein pouvoir de, pour luy.... se transporter en la ville de Ribérac... pour toucher des fermiers conventionnels baillistes.... les arresrages.... deubs aud. sr constituant, en lad. qualité de prieur du Chalard, -pendant tout le temps qu'il en a été titulaire et ce, suivant les mercuriales du siège de la présente sénéchaussée, conformément au résultat de l'arrest de la Cour de parlement de Paris, en datte du 12 août 1709, rendu entre Messire Léon Chasteau de Lestang, prestre de l'eglise collégiale de Saint-Astier, lors prieur dud. prieuré du Chalard et Messire Joseph Henry d'Aydie, comte de Ribérac » (4).

Jean du Mazeaud, prêtre et chanoine, grand chantre de l'église cathédrale Saint-Etienne Saint-Front de la ville de

(1) Arch. de M^e Gendraud à Verteillac. Pierre Constantin, notaire.

(2) Inventaire du château de Ribérac, Guillaume Pourteiron, not. Manuscrit d'environ 200 pages relié en parchemin. Bibliothèque de la ville de Périgueux. (Don de M. A. Dujarric-Descombes). Cf. la partie concernant les papiers de famille : n^o 7.

(3) Arch. de M^e Gendraud à Verteillac. Pierre Constantin, notaire.

(4) Arch. de M^e Gendraud à Verteillac. Pierre Constantin, notaire.

Périgueux, fut prieur du Chalard pendant la moitié de l'année 1710 et les années 1711, 1712, 1713 et 1714. Le 12 mars 1730

« au chateau de Ribérac.... très haut et très puissant seigneur Messire Charles Antoine, Armand Odet d'Aydie d'Armaignac, comte de Ribérac et de Benauges vicomte d'Epeluches, seigneur de Montagnier Bernardières Montcheuil et autres places, mestre de camp d'infanterie... habitant de sond. chateau... et Valantin de Crémoux, escuyer, seigneur de Borie Pettit, demeurant dans la ville de Périgueux, fondé de procuration de la part de messire Jean du Mazeaud, ci-devant prieur du Chaslard de Ribérac et de son annexe Notre Dame de Verteillac... » (1).

transigent sur des différends qui allaient aboutir à un procès dispendieux au sujet des redevances dûes par le feu comte Joseph-Henry d'Aydie mort criblé de dettes.

Alexandre de Pontac, déjà mentionné, succéda à Jean du Mazeaud. Il avait été aumônier de feu madame la Dauphine. Il était abbé de Combelongue (2).

Jean de Morel, prieur du Chalard, en même temps que curé de Bazas, d'abord, et, plus tard, de Saint Vincent de Preignac en Bordelais, arrive en 1725. Le 2 juin 1733, M^e Martial Goumondie, avocat en parlement de Bordeaux, bourgeois de Périgueux, afferme en son nom, comme étant pourvu de sa procuration, les rentes du prieuré à Jean Vallade s^r du Peyrat pour 600 livres (3). Il était encore prieur en 1746 (4).

Il est vraisemblable qu'il n'y eut point d'intermédiaire entre Messire Jean de Morel et Messire *Jean de Fonteneuil* dont j'ai déjà cité le nom et qui fut le dernier titulaire du prieuré comme Antoine Perrogon en fut le dernier fermier.

Si la nation avait le droit de dépouiller le prieur, quand la Révolution intervint, Perrogon n'admettait point qu'elle ruinât le fermier. Ce n'était ni un ci-devant ni un homme d'église le sieur Perrogon, mais un honnête cabaretier tenant

(1) Arch. de M^e Gendraud à Verteillac. Pierre Constantin, notaire.

(2) Arch. de M^e Gendraud à Verteillac. Pierre Constantin, not., 23 décembre 1721.

(3) Arch. de M^e Gendraud à Verteillac. Pierre Constantin, not.

(4) Arch. dép. de la Dordogne. Pierre Dusolier de Fonjoumard, not.

boutique à l'enseigne des *Trois Marchands* au faubourg de l'Auzille, et, quoique son civisme fût du meilleur aloi, il n'entendait pas le manifester aux dépens de son portemonnaie. Il protesta bien haut et n'eut point de peine à persuader ses concitoyens qu'ayant affermé des rentes dont la loi ne lui permettait plus de poursuivre le paiement, il devait être dédommagé par l'autorité qui se les adjudgeait en son lieu et place, c'est-à-dire l'Etat. Il en fut ainsi ordonné(1). Perregon fut indemnisé. En 1793, les quelques murailles encore debout du vieux prieuré furent abattues et les matériaux livrés aux entrepreneurs du pont du Chalard(2).

D^r Emile DUSOLIER.

L'ANCIEN SERVICE PAROISSIAL

DANS LE QUARTIER DE LA CITÉ A PÉRIGUEUX

Dans sa savante étude sur *Les Réparations de l'église de la Cité de Périgueux au xvii^e siècle*, M. Géraud Lavergne cite un mémoire manuscrit composé pour les Pénitents et conservé aux Archives départementales de la Dordogne.

Ayant eu la curiosité d'aller parcourir ce document, j'y ai glané quelques précisions qui me paraissent intéressantes. Je les relève ci-après sans commentaires.

Les Huguenots durant leur occupation de Périgueux vers la fin du xvi^e siècle avaient considérablement dégradé l'église cathédrale Saint-Etienne de la Cité. Quand la ville fut reprise sur eux, le Chapitre de Saint-Etienne fut obligé de se réunir à celui de Saint-Front pour la célébration de leurs offices dans l'église collégiale. Cet état de choses se prolongea jusqu'au jour où le cardinal de Sourdis, archevêque de Bordeaux, s'étant rendu dans nos murs, prescrivit au Chapitre cathédral de revenir dans son église.

(1) Arch. dép. de la Dordogne. L. 776. f^o 58. 19 septembre 1793.

(2) Arch. dép. de la Dordogne. L. 775 f^o 218 (23 juin 1793).

Un certain nombre d'années plus tard, Philibert de Brandon fut nommé évêque de Périgueux. Presque dès son installation, il conçut le projet de fusionner définitivement les deux Chapitres. A sa requête, le Roi, en son conseil privé, ordonna, le *18 juillet 1651*, que l'archevêque de Bordeaux, et le premier maître des requêtes, ou un conseiller au Parlement, se transporteraient sur les lieux « pour faire procès-verbal de l'état d'iceux ».

Cet arrêt demeura pour le moment sans aucune suite, probablement parceque, sur cette entrefaite, les Frondeurs occupèrent Périgueux et convertirent l'église Saint-Etienne en caserne, si bien que le Chapitre cathédral fut de nouveau dans la nécessité de se joindre au Chapitre collégial pour l'accomplissement à Saint-Front de toutes cérémonies religieuses capitulaires. La fusion demandée par Philibert de Brandon était ainsi réalisée en fait. On ne jugea pas urgent de la réaliser en droit.

Cependant, quelque temps après la Fronde, le chanoine Dureclus, arguant de la fin de la guerre civile, requit la réintégration du Chapitre cathédral dans l'église Saint-Etienne. On lui objecta l'état de délabrement dans lequel les Frondeurs avaient mis cet édifice, et on fit valoir l'opportunité qu'il y aurait, au contraire, à poursuivre la réalisation du projet conçu par Philibert de Brandon.

Gulllaume Leboux, alors évêque de Périgueux, abonda dans ce sens, et le *15 avril 1667* il obtint du conseil privé du Roi un nouvel arrêt conforme à celui du 18 juillet 1651.

Il s'ensuivit toute une série d'actes d'exécution. Les voici :

24 août 1667. Enquête ouverte à Périgueux par le sieur Pelot, maître des requêtes et intendant de la Généralité de Bordeaux. Audition des bourgeois Jean Jove et Jean Dupuis. Leurs dépositions roulent sur les précédents qu'avaient créés l'occupation de Périgueux par les Huguenots et les Frondeurs. Audition aussi de huit membres du Chapitre cathédral, l'abbé de Peyrouse entr'autres. Ils font connaître qu'anciennement le clocher de l'église Saint-Etienne était au-dessus de la porte d'entrée principale. L'espace entre cette porte et le chœur avait 13 toises de longueur. Quand on voulut restaurer l'église,

la muraille du côté gauche s'écroula, et l'on dut suspendre sa reconstruction faute de ressources.

Même jour. Rapport de l'intendant Pelot. Il conclut dans un sens favorable à la translation du Chapitre cathédral à la collégiale de Saint-Front.

27 août 1667. Même avis émis par le Présidial, au vu des conclusions de l'intendant Pelot, qui lui ont été communiquées par Moreau, prêtre de l'Oratoire, vicaire-général de M^{sr} Leboux.

5 avril 1668. L'évêque de Sarlat, Salignac-Fénelon, est désigné par l'archevêque de Bordeaux pour le suppléer dans la visite des lieux.

12 juin 1668. Accomplissement de cette visite par l'évêque de Sarlat. Conclusions de son procès-verbal conformes à celles de l'intendant Pelot.

13 juin 1668. Opposition à la translation, faite par François de Jay, grand archidiacre de la cathédrale, et signifiée par M^e Palisse, notaire royal.

Même jour. Le corps municipal est saisi par Jean d'Abzac de Ladouze, autre vicaire général de M^{sr} Leboux, des deux arrêts susmentionnés du Conseil privé du Roi.

11 janvier 1669. Concordat passé entre les deux Chapitres.

9 avril 1669. Arrêt du Conseil privé homologuant ce concordat.

18 mai 1669. Ordonnance de Mgr Leboux décrétant l'union des deux Chapitres.

Décembre 1672. Lettres royales confirmatives de cette union, sous la réserve d'une enquête de *commodo et incommodo*.

6 février 1673. Enquête de *commodo et incommodo* dirigée par François du Chesne, seigneur de Montréal. Audition de Nicolas de Montozon, avocat. Il dépose qu'étant revenu dans sa maison après la Fronde, il constata qu'on avait démoli, durant les troubles, le parapet en pierres de taille qui surmontait l'église Saint-Etienne.

29 avril 1673. Au requis de Nicolas du Puy de la Forêt (de la maison noble de Barrière), de Mathurin Duchars, de Nicolas du Mazeau, et autres bourgeois et habitants, arrêt du

Grand Conseil prescrivant que l'église Saint-Etienne servira désormais d'église paroissiale au quartier de la Cité.

24 février 1674. Transaction entre Jean Fayolle, chanoine de la cathédrale, agissant en vertu d'une procuration de Michel Dufaux, syndic, et Antoine Courgent, bourgeois de la paroisse Saint-Eustache de Paris, faisant pour son frère; Simon Courgent, curé de la Cité.

24 mai 1674. Collation à Simon Courgent du titre d'archiprêtre de la Quinte.

Le mémoire que j'analyse, revenant ensuite en arrière, cite parmi les églises abattues par les Huguenots durant les guerres de religion, celle de Saint-Pey-Lanez, qui était située dans le grand cimetière de la Cité, et servait d'église paroissiale au quartier de ce nom.

Le mémoire ajoute qu'après la destruction de l'église Saint-Pey-Lanez, le service divin fut transféré dans la nef de la cathédrale, jusqu'au jour où les troupes de Chanslost, — qu'il qualifie d'huguenotes, je ne sais pourquoi — démolirent la nef et le clocher de la dite cathédrale (1), avec le parapet en pierres de tailles dont il a été parlé plus haut.

Alors le curé de la paroisse utilisa, pour la célébration des offices paroissiaux, la *petite chapelle du cloître* (chapelle de l'ancien évêché, aujourd'hui comprise dans les bâtiments de Sainte-Marthe), dont la construction avait été commencée le 22 avril 1523 sous l'épiscopat de Guy de Châteauneuf, et qui, depuis, avait principalement servi de vestiaire aux évêques, quand ils allaient officier à la cathédrale.

Tel est, dans son ensemble, le contenu du mémoire. L'église de Saint-Pey-Lanez, ou Saint-Pierre l'Ancien, qu'il mentionne, soulève une première question. Pourquoi cette épithète « l'ancien » donné au Prince des Apôtres ? C'est, apparemment, pour le distinguer de la multitude de saints qui, après lui, portèrent le nom de Pierre.

(1) Par « démolirent » l'auteur du mémoire a sans doute voulu dire seulement « dégradèrent ». S'il y eut « démolition » de la nef et du clocher, ce ne fut, je crois, qu'au temps de l'occupation protestante.

Dans les plus anciens titres, l'église Saint-Pey-Lanez est qualifiée *parochialis*. Mais ce n'est pas à dire qu'elle eût été affectée de tout temps au service du culte pour l'entier quartier de la Cité. L'église Saint-Jean, avait, semble-t-il, avant elle, cette destination. Cela peut, tout au moins, s'induire d'un rôle de fouage imposé sur le Périgord par le prince de Galles en 1365. Cette pièce incorpore ensemble la Cité et la paroisse Saint-Jean « *Civitas cum parochiâ sancti Joannis* », et leur attribue 125 feux et demi (1).

Peut-être le déplacement du service paroissial correspondait-il à un déplacement, opéré par le temps, du centre de la population.

Un mouvement un peu différent put se constater au xviii^e siècle. La paroisse de Saint-Etienne de la Cité, créée, comme on vient de le voir, en 1673, prit sans doute une telle extension qu'il fallut la démembrer ; c'est d'où vient, je suppose, que, dans des actes notariés conservés aux Archives départementales de la Dordogne, il est souvent question d'une « paroisse Sainte-Marie de la Cité ». Il existait, en effet, une église Sainte-Marie, dans le prolongement de l'église Saint-Etienne, mais sur une largeur sensiblement moindre. Elle avait son seuil à quelques mètres en avant du porche de ladite église Saint-Etienne. Elle occupait une portion importante de la place actuelle de la Cité. Elle a donné son nom à une petite rue qui passe en zig-zag derrière un pâté de maisons dont est bordée le côté droit de l'avenue Cavaignac, c'est-à-dire de l'avenue qui, de la place de la Cité, va rejoindre l'avenue des Casernes et la rue Chanzy.

Pour en revenir à l'église Saint-Pey-Lanez, c'était un monument d'une très haute antiquité. Dans le cimetière établi tout autour d'elle — suivant un vieil usage très fréquent, quand il s'agissait d'églises paroissiales — il fut pratiqué, des fouilles au siècle dernier, au moment de la construction des nouvelles casernes. Ces fouilles firent découvrir un ou plusieurs tombeaux de l'époque mérovingienne, à palmettes

(1) *Bull. hist. et arch. du Périg.* t. II, p. 275.

et à croix, sans préjudice de quantité de débris d'âge antérieur.

Les historiens de Saint-Front font remonter la construction de l'église Saint-Pey-Lanez à cet apôtre. Ils racontent qu'au retour d'un voyage dans le Languedoc et le Bordelais, le saint réunit ses fidèles dans un lieu riant hors Périgueux, *in amœno extra urbem loco*, et se mit à leur faire entendre la parole évangélique. Tout-à-coup il s'interrompit, et pendant un long moment resta muet, les yeux fixés dans le lointain. Quand il revint à lui, il expliqua à son auditoire qu'il venait d'avoir, par la permission de Dieu, la vision du crucifiement de saint Pierre et de la décollation de saint Paul. Séance tenante, il prescrivit l'érection, en mémoire de ce prodige, et dans le lieu même où il s'était accompli, d'une église sous le vocable de Saint-Pierre. Sébalde et Bernard Guidonis placent cet événement en la quatorzième et dernière année du règne de Nézon. Ils ajoutent que l'église ainsi bâtie par ordre de Saint-Front est celle qui, du temps de ces auteurs, était dite l'église de Saint-Pierre l'Ancien : *ecclesia sancti Petri senioris*.

Dans cette origine, à la supposer exacte, peut se trouver l'explication d'un usage suivi par nos évêques quand ils venaient prendre possession de leur siège : ils allaient visiter l'église de Saint-Pey-Lanez avant de se rendre à leur cathédrale. Cet usage est constaté dans les procès-verbaux que nous possédons de l'installation d'Hélie de Bourdeille, à la date du 30 août 1447 ; de Geoffroy de Pompadour, à la date du 16 avril 1480 ; de Gabriel Dumas, à la date du 20 janvier 1498, et de Geoffroy II de Pompadour, à la date du 5 janvier 1503.

Il existait à Périgueux une autre église de Saint-Pierre, celle de Saint-Pierre-ès-liens. Elle était bâtie près le cimetière des Pendus, sur l'emplacement qu'occupe aujourd'hui la cour de la maison portant le numéro 31 du boulevard de Vésone. Elle était orientée du sud au nord. Son chevet affleurait la rue Saint-Pierre-ès-Liens, à l'endroit où celle-ci débouche actuellement du boulevard de Vésone pour aller rejoindre la rue Ledru-Rollin.

Elle servit d'église paroissiale, jusqu'à la Révolution, à la paroisse Saint-Pierre-ès-Liens dont le territoire, outre qu'il

embrassait sans doute l'espace compris longitudinalement entre l'église et l'Isle, s'étendait par delà la rivière, partie sur la commune de Coulounieix, partie sur celle d'Atur, et partie sur celle de Boulazac.

Ainsi d'un côté de la rue Saint-Pierre-ès-Liens était l'église de ce nom, et de l'autre se trouvait l'église Saint-Jean. Taillefer a mesuré la distance qui séparait les deux églises. Elle était de 54 pieds 8 pouces, soit environ de 18 mètres. La maison qui porte le n° 33 du boulevard de Vésone tient maintenant la place de l'église Saint-Jean, qui était tournée de l'ouest à l'est, et qui, par conséquent était perpendiculaire au boulevard de Vésone, tandis que l'église Saint-Pierre-ès-Liens lui était parallèle.

Cette dernière ne pouvait pas remonter plus haut que le v^e siècle, car le culte de saint Pierre-ès-Liens n'a commencé qu'en 438. A cette date, rapporte l'histoire ecclésiastique, l'impératrice Eudoxie envoya sa fille porter au pape les chaînes qui avaient lié saint Pierre, à Jérusalem, dans la prison où l'avait fait enfermer Hérode. Le pape, ayant voulu, devant la messagère de l'impératrice, rapprocher ces chaînes de celles auxquelles le même Saint-Pierre avait été attaché dans la prison Mamertine à Rome, les unes et les autres se soudèrent ensemble instantanément. En commémoration de cet événement prodigieux s'élevèrent de nombreuses églises sous le vocable de Saint-Pierre-ès-liens. Si la nôtre ne fut pas des premières, il s'en faut certainement de peu, car on a la preuve que notre évêque Saint-Léons, *Leo papa*, y fut enseveli. On ne peut, pas, il est vrai, préciser d'une façon absolue l'époque à laquelle saint Léons occupa le siège de Périgueux, mais il est hors de doute que ce fut durant la période haut-moyennageuse, où la chronologie de nos évêques reste particulièrement obscure.

La coexistence à Périgueux de deux églises Saint-Pierre résulte d'un ancien pouillé du diocèse que l'abbé Lespine a cru pouvoir dater de 1300. On y énumère une douzaine d'églises de notre ville, et dans cette énumération figurent d'une part *ecclesia sancti Petri quæ est in cimiterio Civitatis*; et d'autre part *ecclesia sancti Petri alta, et ecclesia sancti Joan-*

nis juxta ipsam (1). La qualification *alta* marque, évidemment, la situation plus septentrionale de l'église Saint-Pierre-ès-liens, par rapport à l'église Saint-Pierre-l'Ancien.

Parlant de cette seconde église, Taillefer se déclare hors d'état de la décrire, attendu sa démolition trop ancienne. Par contre, il s'étend longuement sur la première (2). Audierne en fait autant. Il constate que, de son temps, l'église Saint-Pierre-ès-liens servait d'orangerie aux jardins Vidal (3), plus tard les jardins Daussel-Montardy.

Quand l'abbé Carles rédigeait pour la *Semaine religieuse de Périgueux* les notices qu'il a réunies en volume, en 1883, sous le titre « Titulaires et patrons », il n'existait plus qu'une partie de l'église Saint-Pierre-ès-liens. On acheva de démolir cet édifice vers la fin du dernier siècle, et cette démolition ne précéda que de quelques années celle de l'église Saint-Jean.

Ces deux églises n'avaient peut-être rien de très monumental. Mais elles avaient été les témoins séculaires de la piété de nos pères. A ce titre, elles méritaient notre vénération, et par conséquent leur disparition ne peut que nous inspirer des regrets, comme nous en inspirent, et de plus vifs encore, celle de l'église Saint-Pey-Lanez, dont il importerait tant de connaître les formes architecturales pour la solution de l'attachant problème de l'époque de sa construction.

E. Roux.

DÉMOGRAPHIE A BEAUMONT

AU DÉBUT DE LA RÉVOLUTION :

L'année 1789 et l'année 1792.

C'est un fait bien connu des statisticiens en démographie que, dans les années de crise, de guerre, de disette, le nombre des mariages et des naissances diminue, en même temps qu'augmente celui des décès. Nous venons une fois encore,

(1) *Bulletin hist. et arch. du Périgard*, t. I^{er}, p. 275.

(2) *Antiquités de Vésone*, t. II p. 582.

(3) *Périgord illustré*, p. 354.

au cours de cette dernière guerre, qui a duré près de cinq ans, d'en faire la triste constatation : le recensement de mars, fait cinq mois après la cessation des hostilités, accuse dans la population française un fléchissement général qui, pour le seul département de la Dordogne, se chiffre par un déficit de près de cinquante mille habitants.

Il serait intéressant de savoir quelle a été à ce sujet l'influence de la Révolution et, pour cela, de comparer, sur une unité administrative donnée, l'état des mariages, naissances et décès de l'année 1789 à celui d'une année ultérieure, à la première année de la Convention par exemple.

C'est ce que j'ai fait pour le canton de Beaumont et les conclusions de cette étude sont bien telles que je le prévoyais.

Voici d'abord la statistique démographique de l'année 1789, alors que la France était relativement calme et tranquille, la Révolution n'étant encore qu'à ses débuts. Je la donne commune par commune. Quelques additions nous indiqueront ce qu'elle fut pour l'ensemble du canton.

COMMUNES	Population	Mariages	Naissances	Décès	Excédent des naissances sur les décès
Beaumont (1).....	1.738	16	72	47	25
Saint-Avit-Sénieur....	1.268	10	40	31	9
Bourniquel.....	365	2	10	8	2
Sainte-Sabine (2).....	942	10	36	31	5
Born-de-Champs.....	300	3	12	8	4
Nojals.....	557	4	17	10	7
Clottes.....	90	2	7	5	2
Rampieux.....	400	6	15	12	3
Labouquerie.....	400	4	12	5	7
	6.060	57	221	157	64

(1) Y compris les paroisses de Bayac, Bannes, Montcany et Gleyzedals, qui s'étaient rattachées à la Municipalité de Beaumont.

(2) Y compris les trois anciennes paroisses de St-Germain-de-Boisse, du Bel et du Pic.

Au printemps de 1794 (prairial an II), sous la Convention, le Directoire du district de Belvès commit le citoyen Pierre Loiseau, juge de paix du canton de Beaumont, à l'effet de se transporter dans les différentes communes du canton pour « prendre toutes les naissances, mariages et décès » de l'année 1792. Le délégué du district, avec l'activité que nous lui connaissons, se mit aussitôt en campagne et quelques jours plus tard, exactement « le 26 prairial, 2^e année de la République une et indivisible, éternelle et impérissable », il remit son rapport au Directoire de Belvès. Je le résume dans le tableau suivant, où se trouvent indiqués, pour chaque commune du canton d'abord, puis pour le canton tout entier, les chiffres des mariages, des naissances et des décès inscrits sur les registres de l'état-civil au cours de l'année 1792 :

COMMUNES	Mariages	Naissances	Décès	Excédent des décès sur les naissances
Beaumont (1).....	12	34	69	35
Saint-Avit-Sénieur.....	6	21	64	43
Bourniquel.....	1	9	26	17
Sainte-Sabine (2).....	2	22	58	36
Born-de-Champs.....	2	8	21	13
Nojals (3).....	0	8	16	8
Clottes.....	0	4	6	2
Rampieux.....	2	10	22	12
Labouquerie.....	2	12	26	14
	27	128	308	180

Ces chiffres sont significatifs.

Comparés à ceux du tableau précédent, ils accusent dans toutes les communes sans exception, avec une dimi-

(1) Y compris Bannes et Montcany, deux annexes.

(2) Non compris Le Bel, dont le registre (nous dit Loiseau dans son rapport) n'a pas été remis par le curé Cayrouse à la Municipalité de Sainte-Sabine.

(3) Y compris l'ancienne paroisse de Gleyzedals, annexée désormais à la commune de Nojals.

nution sensible dans le nombre des mariages et des naissances, une augmentation considérable dans celui des décès. Le chiffre des mariages, pour l'ensemble du canton, tombe de 57 à 27, soit une diminution de 47 %. Pour les naissances, elles atteignaient en 1789 le chiffre de 221 : on n'en compte plus en 1792 que 128, soit un déficit de 93, ce qui représente une diminution de 57 %. Par contre, les décès, qui en 1789 n'étaient que de 157, bondissent en 1792 au chiffre formidable de 308, soit un nombre plus de deux fois supérieur.

Comme conséquence, la population décroît dans des proportions vraiment inquiétantes. En 1789, le chiffre des naissances l'emporte encore sur celui des décès. En 1792, c'est l'inverse qui se produit : les décès sont en excédent sur les naissances et cet excédent, pour une population de 5.000 habitants environ, est représenté par 180 unités.

La première année de la Convention, qui fut à la fois année de crise, année de guerre, année de disette, s'était fait cruellement sentir, on le voit, sur le mouvement de la population dans le canton de Beaumont et il est très probable, les conditions sociales n'étant pas différentes ailleurs, qu'il en fut de même dans tous les cantons du département.

L. TESTUT.

ARCHIVES ET ARCHIVISTES DE LA DORDOGNE

NOTES ET DOCUMENTS

On a essayé de retracer, dans le présent travail, dont les éléments sont empruntés pour la plus grande partie aux pièces du carton F³ I 369^o des Archives nationales, les vicissitudes des archives qui devaient être celles du département de la Dordogne, depuis la Révolution jusqu'à l'époque de leur organisation réglementaire, vers le milieu du xix^e siècle. Sujet un peu aride, sans doute, mais qui n'a jamais été traité, tout en méritant de l'être. L'auteur, du moins, en a ainsi jugé.

S'il s'est trompé, le lecteur indulgent voudra bien l'excuser en faveur d'une déformation professionnelle assez naturelle chez un archiviste, fils lui-même d'archiviste.

Dans son livre sur *Les Archives de la France, leurs vicissitudes pendant la Révolution, leur régénération sous l'Empire* (1), le Marquis de Laborde, directeur général des Archives de l'Empire, appréciant les choix, quelquefois peu éclairés, faits par les administrations départementales de leurs premiers archivistes, s'exprime en ces termes au sujet de l'archiviste de la Dordogne : « Dans la Dordogne, c'est mieux encore, l'archiviste est nommé *parce qu'il a ramassé dans les archives du département soixante mille titres féodaux, monuments de notre ancien esclavage, dont les flammes ont fait justice*. Evidemment voilà un talent qui remplace tous les autres » (2).

L'archiviste auquel il fait allusion est Joseph Prunis, qui fut, en effet, le premier archiviste de la Dordogne. Sa participation au brûlement des titres féodaux *qu'il avait lui-même rassemblés aux archives du département*, est exacte ; il s'en est lui-même glorifié (3). Disons à ce propos, sinon pour justifier son acte, du moins pour l'éclairer, que la mesure était prescrite par la loi et que Prunis était un fervent adepte du gouvernement révolutionnaire. Ce regrettable autodafé mis à part, grâce auquel la pauvreté relative des fonds historiques des archives de la Dordogne se trouve, suffisamment expliquée, il n'en demeure pas moins que le choix de Prunis comme archiviste était fondé. La formation qu'il avait reçue le désignait comme parfaitement apte à remplir la fonction.

Il l'occupait, d'ailleurs, depuis plusieurs années, quand intervint la nomination que vise le Marquis de Laborde. Nous

(1) Paris, Veuve Renouard, 1867, in-12.

(2) De Laborde, *op. cit.*, p. 117. Voir aussi p. 335, § 4. Ce brûlement avait été prescrit par le décret du 12 mars 1792. La loi du 7 messidor an II, (25 juin 1794), réitéra l'ordre.

(3) *Discours prononcé par Joseph Prunis, commissaire général aux archives, etc., au moment où on allait procéder au brûlement des titres féodaux*. — Périgueux, imp. du Républicain Dupont, s. d. [1793], in-4°, 3 pages.

ne reprendrons pas la biographie de Prunis, qui a été retracée par l'abbé Audierne dans *Le Périgord illustré* (1) et résumée dans la *Bibliographie générale du Périgord* (2). Il nous suffira de rappeler que, né à Campagnac-lès-Quercy le 16 mai 1742, de Antoine Prunis, maître chirurgien, et de demoiselle Catherine Jourreau, il embrassa l'état ecclésiastique, entra au couvent de Chancelade et y fut admis au nombre des chanoines réguliers. Il était, en 1789, prieur royal des chanoines réguliers de Saint-Cyprien, quand, après avoir joué un rôle important dans le mouvement politique qui précéda les élections aux Etats Généraux, il fut élu député suppléant du clergé du Périgord. C'était, au témoignage de M. G. Bussière, qui l'a longuement étudié dans ses précieuses *Etudes historiques sur la Révolution en Périgord* (3) « une nature vive, ardente au travail, qui avait le double don de l'action et de l'étude ». Emule de l'abbé Lespine, installé chanoine de la cathédrale de Périgueux le 4 juin 1788, « et certainement le plus accompli des nombreux et excellents fouilleurs de papiers périgourdiens qu'ait jamais produits le Périgord » (4), Prunis, grand fureteur lui-même, amassait sans relâche, à l'extrême fin de l'Ancien Régime, d'innombrables matériaux historiques, qui devaient, plus tard, enrichir la Collection de Périgord, au Département des Manuscrits de la Bibliothèque Nationale (5). Il semble qu'il ait quitté les ordres en 1790, pour suivre exclusivement désormais ses deux penchants favoris, l'histoire et la politique, auxquels nous savons maintenant qu'il était également enclin. Il ne devait jamais les séparer l'un de l'autre.

Dès 1790, nous voyons Prunis investi d'une charge officielle conforme à ses goûts et à ses aptitudes. Le Conseil du département l'appelle aux fonctions d'archiviste historiographe et

(1) P. 174-175.

(2) Tome III, p. 43.

(3) 2^e partie (1885), p. 24, 25, 26, 33, 73, 131, 169, 193, 196, 197, 199, 202, 207, 208, 230, 232.

(4) G. Bussière, *op. et loc. cit.*, p. 24.

(5) Les tomes 1 à 22 de cette collection, cédés à la Bibliothèque en 1823, contiennent les travaux de Prunis et ceux de Leydet.

bibliothécaire du département, sans traitement, semble-t-il (1). Lé représentant Roux-Fazillac, en mission dans la Dordogne, les lui confirma, ou lui en donna d'analogues, par un arrêté du 23 brumaire an II (13 novembre 1793) (2).

En vue de régulariser et, cette fois, de rétribuer le mandat ainsi confié à Prunis, l'Administration départementale prit, le 2^e jour des sansculotides (18 septembre 1794) un arrêté dont nous devons reproduire les principales dispositions, car c'est le premier texte réglementaire sur les archives qui devaient devenir celles de la Dordogne. Il mérite mieux que le court extrait, un peu malveillant, donné plus haut d'après l'ouvrage du Marquis de Laborde :

L'Administration du département de la Dordogne,

Vu la pétition du cit. Prunis, archiviste historiographe et bibliothécaire, nommé à cet effet par le Conseil général du département en 1790, par laquelle il demande, vu la cessation de ses ressources, un traitement relatif aux peines et soins qu'il n'a cessé de se donner depuis son installation ;

Vu l'arrêté du représentant du peuple Roux-Fazillac du 23 brumaire, qui nomme Prunis pour conserver aux sciences et aux arts leur aliment, tâche qu'il a remplie avec zèle et désintéressement ;

L'Administration du département :

Considérant :

Que les monuments des sciences et des arts sont des dépôts que les Administrations doivent se faire un devoir sacré de surveiller ; que, plus les connaissances se développent, plus la liberté se nourrit et se propage ;

Que l'Administration du département, ayant senti ce besoin, institua Prunis pour arracher au temps destructeur les semences qui doivent germer dans le champ fécond que l'esprit républicain défriche ;

Que le représentant du peuple Roux-Fazillac, convaincu de cette vérité, nomma par son arrêté du 23 brumaire, Prunis, connu par ses

(1) D'après l'arrêté de l'Administration départementale du 2^e jour des sansculotides an II (18 sept. 1794) cité plus loin. Cette nomination remonte sans doute au 3 décembre 1790 (*ibidem*).

(2) *Idem*. Voir plus loin.

lumières et son civisme, commissaire pour se transporter dans tous les districts du département pour former le catalogue des livres nationaux, médailles, tableaux et manuscrits ;

Que Prunis, chargé de cet immense travail, remplit avec succès les vues du représentant du peuple et de la Convention, qu'il a déjà formé le catalogue de plus de huit mille ouvrages ;

Que, précédemment, il avait ramassé et mis en ordre dans les archives du département soixante mille titres féodaux, monument de notre ancien esclavage, dont les flammes ont fait justice ;

Considérant :

Que Prunis a d'autant plus de droit à la confiance de l'Administration qu'il est depuis le 3 décembre (vieux style) [1790] commissaire général aux archives et historiographe, sans autre traitement que la reconnaissance publique ;

Qu'il fait une collection précieuse de notes, de manuscrits, d'observations sur les lois, les mœurs et les usages antiques pour en former un corps d'histoire ; que son plan, présenté à la session du Conseil de 1792, réunit tous les suffrages ;

Qu'il est digne d'un peuple libre d'avoir enfin des historiens qui lui soient particulièrement consacrés pour célébrer ses vertus et sa victoire sur les tyrans qui l'avaient asservi ;

Considérant que l'instruction publique doit d'autant plus fixer les sollicitudes des vrais républicains que c'est dans son anéantissement que le despotisme et la tyrannie espèrent trouver des moyens pour enchaîner de nouveau les hommes et les précipiter dans l'affreuse barbarie ;

Considérant enfin qu'un ouvrage si important exige du temps, des soins et des dépenses considérables, que Prunis y a sacrifié depuis quatre ans ses veilles et sa fortune ; et qu'il est hors d'état d'en continuer l'entreprise, si la Nation ne vient à son secours ;

Arrête, au surplus sous les auspices du représentant du peuple Pellissier, auquel l'Administration soumet ses vues, pour qu'il donne à cette grande et intéressante opération tout l'ensemble qu'elle doit avoir, que Prunis surveillera dans tous les districts le catalogue des livres nationaux, tableaux et médailles. Il continuera ses recherches sur l'histoire physique, morale et littéraire pour alimenter de plus en plus le génie républicain et graver en traits ineffaçables dans les jeunes cœurs l'horreur des rois et de la tyrannie. Il est confirmé commissaire général aux archives et historiographe du peuple dans le département. Son traitement, soit pour ses voyages, frais de bureau,

sera fixé à trois cents livres par mois. Il lui sera délivré une ordonnance de 2.700 livres pour les trois trimestres qui ont commencé à courir depuis le 1^{er} nivôse. Les fonds seront pris sur le produit des fonds additionnels du département. Le présent arrêté sera envoyé au représentant du peuple Pellissier pour recevoir sa sanction.

Cet arrêté fut, en effet, approuvé par le représentant Pellissier le 2 vendémiaire an III (23 septembre 1794) (1).

Deux ans plus tard, sous le régime directorial, fut promulguée la loi du 5 brumaire an V (26 octobre 1796), véritable charte de fondation des archives départementales, par laquelle était prescrit le transport au chef-lieu du département de toutes les archives conservées dans les districts. En conformité avec cette loi, l'Administration centrale de la Dordogne prit, à la date du 11 germinal an V (31 mars 1797) un arrêté confirmant Prunis dans ses fonctions et le chargeant de l'exécution des mesures envisagées (2), mais avec abaissement de son traitement de 3.600 à 2.000 francs.

Bien que nous n'en ayons aucune preuve formelle (3), nous inclinons à penser que Prunis ne demeura pas archiviste au delà de l'an VI. Quand fut institué le nouvel ordre politique

(1) D'après l'arrêté de l'Administration centrale du 11 germinal an V (v. *infra*).

(2) Voici le dispositif de cet arrêté :

ARTICLE 1. — Le citoyen Prunis est confirmé de nouveau dans la place d'historiographe et de commissaire général aux archives du département. En cette dernière qualité, il fera rassembler incessamment dans le chef-lieu du département tous les titres et papiers dépendants des dépôts appartenant à la République. Les autorités constituées sont invitées de lui en faire la remise et de concourir par tous les moyens possibles à l'exécution de la loi du 5 brumaire.

ARTICLE 2. — Il sera préparé sans délai un local propre à recevoir tous les susdits titres et papiers dans le même édifice où siège l'Administration.

ARTICLE 3. — A compter du 1^{er} germinal présent mois, le traitement du citoyen Prunis demeure réduit à la somme de 2.000 francs au lieu de celle de 3.600 qui lui avait été précédemment accordée par arrêté de l'Administration approuvé par le représentant du peuple Pellissier le 2 vendémiaire an III.

ARTICLE 4. — Le présent arrêté sera communiqué incessamment au citoyen Prunis. Une expédition en sera également envoyée de suite au Ministre de l'Intérieur et à celui des Finances.

(3) V. *infra* le témoignage de Noël Pointe.

préparé par le coup d'Etat du 18 brumaire, il entra dans l'administration proprement dite, à quoi il était préparé par les fonctions qu'il avait successivement remplies, en même temps que celle de commissaire aux archives, de membre de l'Administration centrale du département en l'an IV et de commissaire du Directoire exécutif auprès de l'Administration de son canton, en l'an V (1). D'abord conseiller de préfecture (2), il fut, à la date du 28 fructidor an VIII (15 septembre 1800), nommé sous-préfet du 4^e arrondissement de la Dordogne (Bergerac) en remplacement de M. Couderc, démissionnaire, et installé dans ses fonctions le 7 vendémiaire an IX (29 septembre 1800) (3). Il les conserva jusqu'en l'an XII, où il fut, le 29 thermidor (17 août 1804), désigné par le Sénat Conservateur pour représenter la Dordogne au Corps législatif. Il y siégea jusqu'en 1809 (4) et mourut à Saint-Cyprien le 5 février 1815.

Lorsque Prunis quitta les archives de la Dordogne, vraisemblablement dans le courant de l'an VI, il lui fut donné comme successeur l'ancien conventionnel Noël Pointe. Figure intéressante, attachante même, que celle de ce Pointe, fils d'un ouvrier armurier de Saint Etienne, armurier lui-même quand les élections du département de Rhône-et-Loire l'envoyèrent siéger à la Convention, mais pour la biographie duquel nous

(1) A. Robert, E. Bourlonton et G. Cougny, *Dictionnaire des Parlementaires français*, v^e Prunis.

(2) Voir la note 3.

(3) Le dossier administratif de Prunis, qui se réduit, d'ailleurs, à une seule pièce (Arch. nat. F¹¹I 170²⁰) le désigne comme né à Saint-Cyprien, célibataire, ayant un revenu personnel de 1.500 francs. Autres fonctions remplies : prêtre, prieur de l'ordre de Chancelade, homme de lettres, administrateur du département, conseiller de préfecture.

(4) *Dictionnaire des Parlementaires français*, loc. cit. Prunis fut remplacé à Bergerac, mais non pas directement, par l'illustre Maine de Biran dont le dossier (Arch. nat. F¹¹I 156²⁴), contient les indications suivantes : François Maine-Biran, né le 29 novembre 1766 à Saint-Sauveur, près Bergerac, nommé le 31 janvier 1806, en remplacement de M. Caze, démissionnaire ; installé le 15 février 1806. Veuf, 3 enfants, 6.000 francs de revenus personnels. Baron de l'Empire. Autres fonctions remplies : Garde du Roi, administrateur de département, législateur, conseiller de préfecture, membre du conseil général du département.

nous bornerons à renvoyer à un article très documenté de M. J. Penaud, publié sous ce titre : *Un conventionnel inédit, Noël Pointe*, publié dans la revue *La Révolution française* (1).

Il nous suffira de rappeler que, après la Convention, Pointe fut nommé le 7 pluviôse an IV (27 janvier 1796), sur les instances et recommandations de son ami Carnot, contrôleur de la manufacture d'armes de Bergerac, et le resta jusqu'à la suppression de cet établissement en juillet 1797. Chargé de famille, sans aucune fortune, nous le voyons successivement greffier du tribunal criminel du département de la Dordogne le 28 germinal an VI (17 avril 1798), puis, cette même année, secrétaire adjoint de l'Administration centrale du département, *charge des archives*. Mais à peine était-il installé dans cet emploi qu'il reçut une mission qui l'en éloigna momentanément. Le 6 fructidor an VII (23 août 1799), nous le trouvons à Saint-Etienne délégué par l'Administration départementale en qualité de commissaire des armes pour l'armement de la garde nationale. Au retour de cette mission que le manque de fonds abrégé, Pointe revint à Périgueux et reprit ses fonctions auprès de l'Administration centrale. Sur les instances de cette dernière, qui connaissait la médiocrité de la situation de son archiviste, il y joignit même, à partir du 10 frimaire an VIII (1^{er} décembre 1799), celles de greffier du premier conseil de guerre de la 20^e division militaire séant à Périgueux, qu'il menait de front avec les autres, en dehors de ses heures de service. Il pouvait ainsi faire subsister les siens, sa femme et ses enfants, mais tout juste. C'était trop beau pour durer !

A la suite de circonstances que nous ignorons, Pointe dut résigner son greffe le 20 pluviôse an VIII (9 février 1800). Encore est-il vrai qu'il n'avait pas touché un sou pour les deux mois durant lesquels il l'avait tenu. Il ne restait donc que secrétaire adjoint et archiviste de l'Administration départementale, mais de ce côté également, la débâcle était prochaine.

(1) T. V. (1883), p. 551 ; t. VI (1884), p. 607, 700, 800, 866, 967, 1076. Les passages des lettres de Pointe que nous reproduisons plus loin sont tirés de cet article.

Le premier préfet de la Dordogne, Rivet, avait été nommé le 11 ventôse an VIII (2 mars 1800). Trop de choses séparaient de l'ex-représentant montagnard et régicide l'ancien avocat au Parlement de Bordeaux en 1789, arrêté plus tard par ordre des commissaires de la Convention et qui n'obtint sa liberté que sous l'offre et la condition d'aller joindre une armée (1), pour que leurs atomes pussent s'accrocher, et, dans cette lutte inégale entre le Préfet et l'Archiviste, il était fatal que l'Archiviste succombât. Ce fut l'affaire de quelques mois.

A la date du 20 messidor an VIII (9 juillet 1800), Pointe écrit à Carnot, ministre de la Guerre, son protecteur, qu'il est menacé de perdre sa place d'archiviste, qui peut seule faire subsister sa famille, au moyen d'une sévère économie.

Le Préfet, dans l'organisation de ses bureaux, avait nommé à sa place un particulier très riche, mais j'ignore pour quel motif il a suspendu l'effet de cette nomination. Toutefois, il ne m'a rien fait

(1) Léonard-Philippe Rivet, né le 15 décembre 1768, à Brive, de Libéral-François Rivet « appartenant à une famille ancienne dans la magistrature à Brive, avocat célèbre du Parlement de Bordeaux, lieutenant général de l'Élection de Brive, secrétaire de l'Assemblée provinciale du Limousin en 1787, mort la même année ». Avocat au Parlement de Bordeaux en 1789, capitaine commandant d'un corps d'infanterie et d'artillerie à l'armée de l'Ouest en avril 1793, adjoint à l'état-major général de l'armée des Pyrénées-Orientales en pluviôse an II, administrateur intendant des Pays conquis en Catalogne, du 22 frimaire an III (12 décembre 1794) jusqu'à la paix avec l'Espagne, procureur général du département de la Corrèze en l'an IV, président de l'administration municipale de Brive en l'an V, commissaire du Directoire exécutif près les tribunaux civil et criminel du département de la Corrèze en prairial an VI, et démissionnaire à défaut d'âge. Marié à Anne-Marie-Geneviève-Jeanne, fille de feu Marie-Guillaume de Gélibert, lieutenant-colonel major de l'Hôtel des Invalides, petite-nièce du baron d'Espagnac, lieutenant général des armées, gouverneur du même Hôtel. Préfet de la Dordogne le 11 ventôse an VIII (2 mars 1800), installé le 4 germinal suivant (25 mars). Membre de la Légion d'honneur le 26 prairial an XII (15 juin 1804). Baron de l'Empire, le 3 décembre 1809. Passe à la préfecture de l'Ain par décret du 12 février 1810. Officier de la Légion d'honneur le 15 mars 1814. Nommé le 10 juin suivant préfet de la Dordogne, en remplacement du Baron Maurice, remplacé comme étranger (Génevois). Nommé, le 6 avril 1815, préfet du Cher par permutation avec M. Didelot. Remplacé par ordonnance royale du 14 juillet 1815. (Arch. nat., F¹^{bi} 172^u.)

savoir de ses volontés. Fatigué de cet état d'incertitude, je m'adressai à lui pour savoir à quoi m'en tenir. Mais une réponse évasive fut toute la satisfaction qu'il me donna. « Ne vous ayant rien fait dire, me répondit-il, vous avez dû penser que vous étiez conservé, provisoirement, du reste. Quand le secrétaire général de la préfecture sera arrivé, cela le regarde. »

L'incertitude de Pointe ne devait plus être de longue durée. Dans une autre lettre au Ministre de la Guerre du 10 brumaire an IX (1^{er} novembre 1800), relative comme la précédente au règlement de ses indemnités de greffier, il explique que le Préfet lui a retiré sa place d'archiviste, à la date du 25 vendémiaire (17 octobre), sous le prétexte que « les fonds mis à la disposition du Préfet pour les dépenses des bureaux et traitements des employés étant entièrement absorbés, il est impossible de conserver un archiviste. » Pointe protestait en même temps auprès du Préfet contre l'injuste décision qui le frappait.

La longue lettre qu'il lui écrivit le 15 brumaire an IX *de la République une et indivisible* (6 novembre 1800), en signant fièrement Noël Pointe, *ex-conventionnel*, mérite, par la dignité — un peu ironique — qu'elle respire, d'être reproduite en entier. Pour l'apprécier comme il convient, n'oublions pas qu'elle émane d'un pauvre diable, chargé de famille, nous l'avons dit, et à qui son dernier moyen d'existence vient d'être ravi :

Après six mois de réflexion, citoyen Préfet, pour savoir si vous me conserveriez, ou non, au nombre de vos employés, vous vous êtes enfin décidé pour la négative. J'ai appris le résultat de vos dernières volontés par une lettre que m'écrivit, en votre nom, le secrétaire général (1), immédiatement après votre départ pour la tournée que vous venez de faire dans le département. J'ai attendu votre retour avec la plus vive impatience pour vous faire mes représentations. Vos occupations ne vous permettant pas de les entendre verbalement, je vais m'expliquer par écrit.

Si avoir épousé la cause sacrée de la liberté, dès l'aurore de la Révolution, lui avoir sacrifié ce qu'on avait de plus cher, tendres affections, état, santé ; s'être imposé pour elle les privations les plus

(1) G. Delfau, l'auteur du précieux *Annuaire statistique du département de la Dordogne* pour l'an XI et pour l'an XII.

sensibles, avoir supporté les fatigues les plus accablantes et couru les dangers les plus imminents ; si, en un mot, avoir concouru à la fondation de la République et s'être retiré, après sa gestion, avec l'indigence et l'honneur, sont à vos yeux des notes défavorables, je vous le déclare, citoyen Préfet, je méritais à juste titre d'être exclu de vos bureaux.

Cependant, citoyen Préfet, naturellement porté à croire à l'erreur plutôt qu'à la mauvaise intention, quand il s'agit d'actes d'autorité, même les plus injustes et les plus abusifs, je me plais à me persuader que les motifs énoncés ci-dessus ne sont pas ceux sur lesquels vous avez fondé mon renvoi. Ce qui me fortifie dans cette opinion, c'est que plusieurs pères de famille, employés depuis bien des années dans les bureaux de l'Administration centrale et dont la plupart font consister leurs richesses dans leur amour constant pour la République, leur zèle et leur probité, ont subi le même sort que moi, et perdent, avec leur place, leurs moyens d'existence.

Quels peuvent donc être les motifs de mon déplacement, citoyen Préfet ? Votre secrétaire général me dit dans sa lettre que, les fonds mis à votre disposition pour les dépenses des bureaux et traitements des employés étant entièrement absorbés, il ne vous est pas possible de conserver un archiviste. Vous m'auriez donc renvoyé pour un motif d'économie qui serait bien noble à mes yeux. J'estime infiniment les hommes qui sont avarés des deniers publics. Je désirerais qu'ils eussent tous continuellement le compas économique en main, mais sans le fermer et l'ouvrir pour faire le même trait. Vous avez jugé à propos de faire porter sur moi cette sévère économie. En cela, vous avez usé de votre pouvoir, comme j'use de mes droits en vous faisant mes observations.

Ah ! citoyen Préfet, l'économie n'est pas le vrai motif qui vous a déterminé à renvoyer un fondateur de la République, sans fortune et chargé de famille, puisque vous avez en même temps admis dans vos bureaux de nouveaux employés qui possèdent des fortunes colossales. Non, citoyen Préfet, l'économie n'est pas le vrai motif de mon déplacement, puisque, pendant les six mois de votre incertitude à mon égard, vous ayant demandé deux fois en homme libre (j'abhorre les souplesses des Alcibiades de nos jours) si vous étiez fixé à mon égard, vous m'avez toujours parlé de certaines préventions contre moi. Je ne chercherai pas à découvrir de quelle nature sont ces préventions. Elles m'inquiètent fort peu, vu que, sur mes interpellations, vous m'avez déclaré qu'elles ne portaient nullement sur ma probité, et, quand vous ne m'auriez pas fait cet aveu, je n'en serais pas moins

tranquille, puisque le seul juge que je pourrais redouter est ma conscience, et je suis satisfait de ses réponses quand je l'interroge sur ma conduite.

Hier encore, citoyen Préfet, en réclamant ce qui m'est dû, vous n'avez pu vous empêcher de me dire que les rapports qui vous étaient faits ne m'étaient pas favorables. Eh bien ! accordez à ces rapports imposteurs et perfides le degré de confiance que vous voudrez, je vous déclare que je les méprise autant que ceux qui les ont faits.

Vous vous plaignez aussi de ce que je n'ai pas été aussi assidu au travail que les autres employés. L'eussiez-vous exigé lorsque j'étais retenu dans mon lit par une fièvre qui a longtemps résisté à tous les remèdes ? Vous en étiez instruit ; pourquoi, à présent, prendre prétexte de mon malheur pour m'accabler d'une nouvelle disgrâce ?

Vous avez, pour le moment, citoyen Préfet, rendu ma position bien pénible. Mais, pour vous en faire la déclaration, n'allez pas toutefois prendre cette lettre pour une requête suppliante. Sans être orgueilleux, je possède cette fierté qui caractérise le vrai républicain. Ne croyez donc pas que mon intention soit de vous intéresser sur mon sort. De telles démarches sont basses et serviles. Elles ne peuvent sympathiser avec mes sentiments. Je n'ai jamais été au devant des places. Je laisse aux méprisables solliciteurs à y parvenir par les moyens qui leur sont propres. Quant à moi, je n'en ferai jamais le déshonorant usage.

Je ne suis pas, d'ailleurs, l'esclave de ma plume. J'ai, sans elle, pendant l'espace de dix-huit ans, pourvu, à la sueur de mon front, à l'honnête entretien de ma famille. Je le ferai encore. Que mes lâches et injustes ennemis, qui sont ceux de la République, n'espèrent donc pas me faire souscrire à la faiblesse par l'intervention du besoin...

Le Préfet répondit à cette lettre, dont la fin manque malheureusement, en accusant Noël Pointe de n'avoir pas accompli sa tâche comme il devait, d'avoir laissé quelque désordre dans son bureau. C'est, du moins, ce qui ressort d'un écrit de l'ex-conventionnel formant comme une annotation à l'épître de M. Rivet.

Comment, dit-il, a-t-il pu juger de mon travail, n'étant point entré dans mon bureau ? Si tous ses jugements étaient si hasardés, son administration serait certainement bien dangereuse. Mon travail a pu être jugé, avec connaissance de cause, par le secrétaire général, ayant mis sous ses yeux l'état de mon bureau, en lui remettant la clef. Qu'il dise s'il a vu une seule feuille de papier en désordre ? Il n'en était pas cependant de même en l'an VI lors de mon entrée aux archives. Ce

bureau regorgeait de papiers confusément éparés, ce qui serait attesté par tous les administrateurs et employés d'alors. J'étais adjoint au secrétaire en chef et le remplaçais en son absence. J'ai, en un mot, rempli mon devoir, ce qui ne m'a été contesté par personne, si ce n'est par le Préfet qui le fait sans fondement.

Je n'entendais certainement pas prendre le titre d'employé uniquement pour en toucher le traitement, comme le dit méchamment le Préfet qui, tout en se disant, je ne sais pourquoi, inaccessible aux injures, s'efforce d'outrager l'intacte probité. Mais elle est couverte d'un bouclier impénétrable. Les traits de malignité qu'il lui lance retombent sur lui. Je désire au surplus que le Préfet et tous les fonctionnaires de la République la servent avec autant de loyauté, de zèle et de désintéressement que je l'ai fait moi-même.

Non seulement le Préfet chassa Pointe de la préfecture, mais il lui retint partie de ses maigres appointements, et le malheureux, qui avait dû multiplier les démarches pour se faire payer des émoluments de sa place de greffier du conseil de guerre, dut en entreprendre de nouvelles, auprès de Cambacérès, de Fouché, du Ministre de l'Intérieur, pour obtenir 300 francs, à lui dus, qu'on lui marchandait (1).

(1) D'après J. Penaud, *op. et loc. cit.* Grâce à cet article, rédigé d'après les papiers de Pointe, on peut suivre l'ex-conventionnel jusqu'à sa mort. Disons simplement, pour le résumer, que l'on ne sait exactement ce que fit Pointe pendant les cinq années qui suivirent sa révocation. Nous le voyons, par une lettre d'un ami, prêt à accepter tout ce qui se présenterait à lui, même de pénibles travaux. Veuf, puis remarié, nous le trouvons en 1806, établi marchand dans la rue des Farges, à Périgueux. En 1810, son ennemi le préfet Rivet fut remplacé par le Baron Maurice. [Jean-Frédéric-Théodore Maurice, né le 13 octobre 1775, à Genève, fils du maire de Genève en 1801. Professeur de mécanique analytique à l'Académie de Genève, en avril 1798. Examinateur des aspirants à l'Ecole Polytechnique, en juillet 1801. Nommé auditeur au Conseil d'Etat, le 8 février 1806, préfet de la Creuse le 6 mars 1807, baron de l'Empire le 2 décembre 1809, préfet de la Dordogne le 12 février 1810; en remplacement de M Rivet, nommé préfet de l'Ain, qui le remplaça lui-même le 10 juin 1814, parce qu'étranger. Arch. nat., F¹⁶I 167¹³.] Pointe, grâce à la protection de M. Chambon, receveur général du département, à qui il était recommandé par M. Dupont, l'imprimeur, obtint en janvier 1813, la perception de Thénac, comprenant les communes de Monbos, Monestier et Puyguilhem. Il avait alors neuf enfants, dont six en bas âge. Mais l'ère de ses déboires n'était pas close. Révoqué sous la première Restauration

Quelle fut l'œuvre effective des deux premiers archivistes de la Dordogne ? Au témoignage de Pointe, que nous venons de rapporter, il ne paraît pas que Prunis ait, au moins sous le rapport de l'organisation de son dépôt, beaucoup travaillé. Quant à son successeur, le temps lui manqua évidemment pour accomplir œuvre durable. Il semble bien que, à son départ, tout était encore à faire.

Nous avons sur la situation des archives départementales à ce moment un précieux témoignage. Le Ministre de l'Intérieur (Bureau des informations administratives et de la statistique), dont dépendaient les archives des départements, ayant, par lettre du 24 septembre 1807, ouvert une enquête auprès des Préfets sur l'état et sur les ressources, au point de vue statistique, des archives de leurs départements respectifs, le préfet Rivet y répondit, à la date du 7 octobre 1807, par le rapport ci-dessous :

Lorsque je suis venu prendre les rênes de l'administration de ce département, il n'existait point d'archives proprement dites auprès de l'Administration que je remplaçai. Le seul local qui en portait le nom, et qui avait été confié à la garde du sieur Noël Pointe, ex-député à la Convention nationale, n'offrait que des actes des Comités de Gouvernement et des décrets de la Convention. Les papiers de l'Administration du département n'y étaient point réunis, et ceux des Administrations de district étaient encore dans leurs chefs-lieux. Je m'occupai de rassembler les uns et les autres, et je les fis placer dans une des salles de la préfecture. J'y réunis ceux des Administrations municipales de mon arrondissement communal, ainsi que tout ce que je pus recueillir des doubles des registres de l'état civil, tenus depuis la loi du 20 septembre 1792, qui étaient restés dans les dépôts des mairies, ou dans ceux des Districts. Je joignis à ces divers objets les papiers de l'ancienne Election de Périgueux. J'avais déjà fait faire des recherches dans cette dernière collection, et, parmi les objets qui s'y sont trouvés et que j'ai sous mes yeux, je n'en vois aucun d'assez impor-

tion, frappé d'exil par l'article 7 de la loi du 16 janvier 1816, comme ex-régicide signataire de l'Acte additionnel, il se mit en route à pied pour sortir de France, mais exténué de fatigue, il rentra chez lui. Il fut arrêté, mis en prison à Périgueux et y resta jusqu'au 25 décembre 1818. Elargi, il se retira alors à La Bastide, commune de Monestier, puis à Sainte-Foy-la-Grande, où il mourut le 9 avril 1825.

tant sur les matières qui font l'objet de la statistique, pour vous les adresser. Je n'ai pu réunir à mes archives les papiers de l'Election de Sarlat. Ces papiers, qui ont été, pour ainsi dire, anéantis par l'inondation de l'année 1783, qui remplit les rez-de-chaussée d'un grand nombre de maisons de Sarlat, et notamment celui où ils étaient déposés, n'offraient presque que des objets relatifs aux contributions.

Parmi les papiers provenant des corps et communautés ecclésiastiques, il a été trouvé quelques registres qui ne sont proprement qu'un état de leurs recettes et de leurs dépenses. Dans quelques-uns, on voit plusieurs créations de rentes constituées et rentes obituaires. Au surplus, les papiers des corps religieux sont en très petit nombre : la plupart ont été incendiés. Plusieurs administrations, pour s'épargner, dans le temps, la peine de rechercher dans ces papiers ceux qui devaient en être retirés, confondirent le tout, et les archives des corps ecclésiastiques furent détruites à l'époque de la loi qui ordonnait de brûler les titres féodaux.

Indépendamment des objets que je viens de mettre sous les yeux de V. E., les archives de la préfecture comprennent une collection incomplète et en feuilles, des lois de l'Assemblée Constituante et de la première Législature ; un grand nombre d'exemplaires des actes de la Convention nationale qui restaient à l'Administration après la réimpression qu'elle faisait faire pour la distribution aux communes ; plusieurs autres liasses des lois provenant de la collection des Administrations municipales ; en outre, la collection des diverses pièces que j'ai reçues du Ministère, telles que les comptes du Trésor public, des Finances, les Annales de Statistique, l'Exposé de la situation de l'Empire, et, généralement, tous les mémoires, instructions et autres objets d'administration et d'intérêt public qui m'ont été transmis successivement depuis l'an VIII.

Les collections, dont je viens de présenter le tableau, sont placées dans l'ordre où elles ont été produites, classées, en outre, par ordre de matières, et chaque liasse ou registre porte, au dossier, l'indice de l'objet qu'il renferme. Il existe des répertoires particuliers dans presque tous les registres de l'Administration du département, et presque aucun dans ceux des Administrations de districts et des Administrations municipales, ce qui rend les recherches plus lentes dans ces derniers. Il manque plusieurs contrats de vente dans la collection des papiers du District de Ribérac, par l'effet, sans doute, de la négligence de cette Administration, qui a tenu des procès-verbaux sur des feuilles volantes. Les papiers des Administrations municipales présentent plusieurs lacunes.

Les personnes qui prennent soin des archives, sont : le secrétaire général, à qui la garde en est confiée, et un employé placé près de lui, qui délivre les expéditions.

Pour répondre, en terminant cet exposé, aux renseignements que vous me demandez sur le local des archives, je répondrai que ce local est convenable sous le rapport de la proximité des administrations, mais non sous celui de l'espace ni de la conservation des papiers, et c'est un des grands motifs qui nécessitent le transport des bureaux de la préfecture dans un autre édifice.

Comme on le voit, le pouvoir central, qui devait cependant, à cette époque si agitée, avoir bien d'autres sujets de préoccupation, et de plus pressants, ne se désintéressait pas des archives provinciales, et, de temps à autre, une circulaire ministérielle le venait attester. A la date du 22 septembre 1812 — en pleine campagne de Russie — le Ministre de l'Intérieur ouvrit une nouvelle enquête sur les divers dépôts d'archives existant dans les arrondissements de chaque département. Les questions posées étaient les suivantes :

1^o Combien existe-il de dépôts d'archives dans l'arrondissement de ... ?

2^o Quel local occupe chacun de ces dépôts ?

3^o Quel est le nombre approximatif de liasses, cartons, portefeuilles, registres ou volumes que chaque dépôt renferme ?

4^o De quels genres de papiers chaque dépôt est-il composé ?

5^o Quelle est la date des plus anciens registres ou chartes que l'on y conserve ?

6^o Quels papiers se trouvent aujourd'hui dans les greffes des tribunaux ?

7^o Existe-t-il des archives notariales dans l'arrondissement ? Les notaires ont-ils autrefois déposé leurs actes dans des archives communes ?

8^o Existe-t-il des inventaires détaillés ou sommaires de tous ces dépôts, ou de quelques-uns et desquels ?

9^o Quelles sont les divisions et les subdivisions établies dans ces inventaires ?

10^o Depuis 1793, a-t-il été fait quelque triage ou quelque examen des papiers contenus en chaque dépôt ? Quels ont été les résultats des travaux entrepris ou achevés sur cet objet ?

11^o A-t-on réuni, trié, inventorié les papiers provenant des établissements monastiques, ecclésiastiques ou civils supprimés ?

12° A-t-on connaissance que certaines archives soient restées entre les mains d'anciens fonctionnaires publics, et qu'elles aient été conservées dans les familles de ces fonctionnaires ?

13° Quel est aujourd'hui le nombre des personnes employées à la conservation de chaque dépôt d'archives, et quels sont les noms de ces employés ?

14° A quelle dépense annuelle chacun de ces dépôts donne-t-il lieu ?

15° Enfin, quelle recette annuelle produisent les expéditions qui s'y délivrent ?

Observations.

Le dossier que nous avons utilisé contient les réponses, consciencieusement préparées, des sous-préfets des arrondissements de Périgueux, Bergerac, Nontron, Ribérac (1) et Sarlat. Ces réponses furent transmises au Ministère de l'Intérieur par le préfet, Baron Maurice (2), à la date du 10 avril 1813, avec une lettre d'où nous extrayons le passage suivant, qui apporte quelques précisions intéressantes :

J'observerai à V. E. que, à l'exception de cinq rôles de la capitation de la Ville de Périgueux, les papiers des autres subdélégations, qui de vaient avoir été remis aux Administrations de districts et, de là, à celles du département, ne se trouvent pas dans les archives de la préfecture. Il en est de même de ceux des Elections. On n'y trouve que les papiers de l'Election de Périgueux, composés, presque en totalité, de liasses de rôles de contributions, qui ont été réunis en 50 gros paquets, pesés, numérotés et fermés dans un cabinet séparé. Les livres et registres appartenant aux corporations religieuses supprimées, ont été emportés, en majorité, par les membres de ces mêmes corporations, qui n'ont laissé que les papiers de peu d'importance. Ceux que l'on trouve dans les archives de la préfecture sont au nombre de 12, qui présentent des comptes de recettes et de dépenses, des relevés de cens et rentes foncières, des répertoires de domaines, des capitulaires et règlements d'administration intérieure.

Après l'Empire, la Restauration continue ces manifestations intermittentes d'intérêt à l'égard des archives. Une nouvelle circulaire, portant le n° 38, du Ministre de l'Intérieur, à la

(1) A la réponse du sous-préfet de Ribérac est même annexé un « Etat des liasses, cartons, registres et autres papiers qui se trouvent dans le greffe du tribunal civil de première instance de l'arrondissement de Ribérac ».

(2) Voir *supra* p. 130, n. 1 son *curriculum administratif*.

date du 28 avril 1817, demanda des informations sur la consistance et sur la situation des dépôts départementaux et donna des instructions pour leur classement. Le secrétaire général remplaçant le préfet, en congé (1), y répondit, le 20 août 1817, par un rapport qu'il nous faut encore citer, en raison des données qu'il fournit :

Les archives du département de la Dordogne sont placées dans un local vaste, commode, bien aéré et à l'abri de toute humidité. Il existe un assez grand nombre de rayons pour le placement et la classification des papiers, mais il serait nécessaire de faire quelques nouvelles dispositions pour établir un plus grand ordre. Je pense qu'une somme de 300 francs serait suffisante pour parvenir à ce but. Je prie donc V. E. d'en autoriser l'imputation sur le fonds des dépenses imprévues, exercice 1817.

Les papiers contenus dans les archives de la préfecture sont divisés ainsi qu'il suit :

Actes des Comités (2) du département et des directoires des districts jusqu'au 1^{er} vendémiaire an IV.

Actes des Administrations centrale et cantonales.

Actes émanés de la préfecture et de la sous-préfecture chef-lieu.

Ils sont tous classés par ordre de matières, et chaque liasse ou registre porte au dossier l'indication de l'objet qu'il renferme. Il existe des répertoires particuliers dans presque tous les registres de l'Administration du département, mais il n'y en a qu'un petit nombre dans ceux des Administrations de district et des Administrations cantonales, ce qui y rend les recherches plus lentes. Ainsi que V. E. en a été informée, il manque plusieurs contrats de vente dans la collection de papiers du District de Ribérac, par l'effet, sans doute, de la négligence de cette Administration, qui a tenu ces procès-verbaux sur des feuilles volantes. Les registres de ventes du District de Montignac

(1) C'était alors M. Pépin de Belliste (Louis). Né à Nantes, le 9 avril 1788, auditeur au Conseil d'Etat et chargé, en cette qualité, de plusieurs missions en Allemagne, en Espagne et dans l'intérieur, maître des requêtes au Conseil d'Etat, à la Restauration. Nommé : le 15 juillet 1815, préfet des Côtes-du-Nord ; le 8 avril 1816, préfet de la Vendée (non installé) ; le 16 août 1816, préfet de la Creuse ; le 26 février 1817, préfet de la Dordogne (en remplacement de M. le Baron de Montureux) ; le 19 janvier 1819, préfet de la Sarthe ; le 2 août 1820, préfet de la Charente-Inférieure, remplacé le 2 janvier 1823. (Arch. nat. F⁴I 170^o).

(2) Sic pour Administrations, sans doute.

ont été mal reliés. Plusieurs feuilles en sont détachées, et, sans le répertoire qui est en ordre, les recherches deviendraient difficiles, pour ne pas dire impossibles. Les papiers des Administrations municipales présentent plusieurs lacunes, mais, comme la personne qui prend soin des archives et qui délivre les expéditions, y est employée depuis un grand nombre d'années, sa mémoire supplée facilement au manque d'indications.

Indépendamment des objets que je viens de mettre sous les yeux de V. E., les archives de la préfecture contiennent les registres de l'état civil depuis 1793 jusqu'à l'an X. Il y en a quelques-uns des années antérieures, mais en fort petit nombre. Ils étaient restés, comme les premiers, dans les dépôts des mairies ou dans ceux des Districts.

Les archives comprennent encore une collection complète et en feuilles des lois de l'Assemblée Constituante et de la première Législature ; un grand nombre des exemplaires des actes de la Convention Nationale, plusieurs liasses des lois provenant des Administrations municipales ; en outre, plusieurs autres pièces telles que les comptes du Trésor public, des Finances et, généralement, tous les mémoires, instructions et autres objets d'administration et d'intérêt public qui ont été transmis successivement du Ministère.

Il y a aussi dans les bureaux de la préfecture plusieurs papiers qui seraient susceptibles d'être mis aux archives, mais le peu d'emplacement qui reste libre et le peu de temps qu'on a pu donner jusqu'à ce jour à cet objet essentiel, sont les causes du retard qu'a éprouvé ce transfèrement. On s'en occupera aussitôt qu'on aura terminé le travail de revision que l'on se propose.

Pour que ce travail s'opère avec une scrupuleuse exactitude, M. le Préfet vient de le confier à son secrétaire particulier, qui a toute l'intelligence et tout le zèle désirables. De mon côté, je ferai tout ce qui dépendra de moi pour seconder ses vues et justifier dans cette circonstance la confiance que le Gouvernement veut bien m'accorder.

Enfin, Monseigneur, je crois pouvoir promettre à V. E. qu'au moyen des dispositions prises, les archives de la préfecture, qui, d'ailleurs, ont toujours été assez bien tenues, seront avant longtemps mises dans un état satisfaisant et disposées d'après l'ordre prescrit par votre circulaire du 28 avril.

En accusant réception de ce rapport, le Ministre demandait à être tenu, à la fin de chaque mois, au courant des progrès de l'organisation du dépôt.

Cette même circulaire du 28 avril 1817, qui marquait, de la part du Gouvernement, une réelle intention de pourvoir les archives départementales, encore inorganisées, d'une situation régulière et uniforme, fut rappelée aux préfets par une autre instruction, portant le n° 93, du 11 décembre 1820, du Ministère de l'Intérieur (Direction générale de l'Administration départementale et de la Police), à laquelle le préfet de la Dordogne (1), à la date du 5 janvier 1821, promit de satisfaire (2).

A partir de cette dernière date et jusqu'à l'application de la loi du 10 mai 1838, mettant la conservation des archives à la charge des départements, loi qui ouvre l'ère actuelle des archives départementales, la correspondance entre le Ministère de l'Intérieur et la préfecture au sujet des archives de la Dordogne devient plus rare et n'offre rien de marquant.

Il ne pouvait entrer dans notre plan de poursuivre au-delà de 1838 une étude qui relèverait désormais, non plus de l'histoire, mais de l'administration moderne. Il nous suffira de rappeler que le premier en date des archivistes de la Dordogne de l'ère nouvelle fut M. Jean-Léon Dessalles, né au

(1) Constant-Marie Huchet de Cintré, né à Rennes en 1775. Ancien officier de la marine royale, émigré en 1791, fit la campagne de 1792 avec son corps, sous les ordres du Comte de Provence, passa en Angleterre, se rendit à Quiberon avec le Comte d'Artois, qui l'envoya aussitôt réunir et commander les royalistes aux environs de Rennes ; il y forma, avec l'un de ses frères, une division qui prit son nom et dont il était colonel en second. Sous l'Empire, il fut auditeur au Conseil d'Etat (1810), sous-préfet de Rennes (14 janvier 1811), puis attaché à l'Intendant général de la Catalogne et sous-préfet de Villafraanca (Espagne) (7 février 1812). Au retour du Roi en 1814, il fut nommé préfet provisoire des Côtes-du-Nord, mais cette nomination n'eut pas de suite. Préfet du Finistère le 15 juillet 1815, de la Dordogne, le 10 février 1819, en remplacement de M. Pépin de Belliste. Dans le département, il fit faire les routes de Lyon, de Bergerac, commencer des ponts, des canaux, etc. Au mois de janvier 1828, il demanda sa mise à la retraite pour raison de santé (poitrine et larynx fatigués par l'usage continuel de la parole). (Arch. nat., F¹¹I 157²⁴).

(2) « En conformité des dispositions de la circulaire du 11 décembre 1820, j'ai donné des ordres pour qu'il fût fait un inventaire de tous les livres et papiers qui sont déposés dans les archives de la préfecture. On procède en ce moment à cet inventaire. Aussitôt qu'il sera terminé, on s'occupera de la confection des répertoires qui manquent, et du classement des papiers dans l'ordre prescrit par la circulaire du Ministre de l'Intérieur du 28 avril 1817. »

Bugue le 18 mai 1803, ancien archiviste aux archives de l'Empire, qui fut nommé archiviste de la Dordogne par arrêté préfectoral du 4 décembre 1854. Quand Dessalles prit possession de son poste, les archives de la préfecture étaient « un véritable chaos », d'après une notice fournie au Ministre de l'Intérieur par le préfet à la date du 7 février 1857. Elles étaient, avant la nomination de Dessalles, confiées au chef de la première division, nommé Picon. « Il ne s'occupa jamais des archives d'une manière spéciale. Il faisait le nécessaire, et tout le classement des papiers était dans sa tête. Il avait fini par acquérir une grande habitude ; mais, par le fait, à sa mort, il s'est trouvé qu'il n'y avait rien de classé » (1). Dessalles, admis à faire valoir ses droits à la retraite à partir du 1^{er} janvier 1867, mourut le 20 novembre 1878 (2). Il fut remplacé par M. Villepelet (Julien-Philibert dit Ferdinand), né à Salbris (Loir-et-Cher) le 10 janvier 1839, licencié en droit, nommé par arrêté préfectoral du 8 avril 1867, qui resta en fonctions jusqu'au 1^{er} janvier 1907, époque à laquelle il prit sa retraite. Par arrêté préfectoral du même jour, M. Dumas (Auguste), né à Aix (Bouches-du-Rhône), le 7 mars 1881, archiviste paléographe de la promotion de 1903, licencié ès lettres et en droit, fut désigné à sa place qu'il occupa jusqu'en décembre 1910, où, ayant été nommé agrégé des Facultés de droit, il démissionna. M. Dumas fut remplacé à son tour (arrêté préfectoral du 29 mars 1911) par M. Lavergne (Géraud), né à Moulins (Allier), le 3 janvier 1884, archiviste paléographe de la promotion de 1908, ancien attaché aux archives du Palais de Monaco, actuellement en fonctions.

R. VILLEPELET.

(1) Renseignement fourni par Dessalles dans la notice visée ci-dessus. Au témoignage du Ministre de l'Intérieur, en réponse à cette notice, la Dordogne était, en 1857, le département « où le service des archives laissait le plus à désirer ».

(2) *Bibliographie générale du Périgord*, t. I, p. 197-203, qui donne la liste de son œuvre.

GEORGES FOUCAUD

Dans une conférence, justement applaudie, sur l'histoire culinaire du Périgord, M. Louis Simon, mort depuis au champ d'honneur, fournissant lui-même dans sa sympathique personne une preuve que la pratique de la cuisine n'est pas incompatible avec celle de la littérature, s'appliqua à démontrer à son auditoire que ; de tout temps, de nos hôtelleries provinciales sont sortis des hommes distingués à tous les points de vue. Parmi ces derniers, il en est un auquel notre très regretté confrère ne fit aucune allusion et dont je tiens à ajouter le nom à nos annales périgourdines. Il s'agit de Georges dit Auguste Foucaud, peintre de genre et de fleurs à l'aquarelle et l'un des premiers dessinateurs sur pierre.

Périgourdin, Foucaud le fut de naissance et de cœur ; mais sa destinée le fixa à Angoulême, où s'écoula sa longue et laborieuse carrière d'artiste. Telle est la cause de l'oubli où son nom est resté chez ses concitoyens.

L'hôtellerie du *Lion d'Or*, tenue par ses parents, fut son berceau. Son père, Jean Foucaud, a mérité de figurer au rang des Villereynier, des Moulinier, des Courtois, ces traiteurs célèbres qui contribuèrent, avec un succès sans égal, à répandre dans tout l'univers, jusque dans les maisons royales, le bon renom de la cuisine du Périgord. Les guerres de l'Empire ayant fait ralentir les envois de truffes et de pâtés qui se faisaient chaque hiver, il crut devoir prévenir, par la voie du journal, sa clientèle, qu'il n'en avait pas cessé le commerce. Voici l'annonce insérée à ce propos dans le *Bulletin* du département de la Dordogne (1) :

« Foucaud, traiteur et pâtissier à Périgueux, tient l'*Hôtel du Lion d'Or*, où il reçoit les étrangers tant à cheval qu'en voiture ; il y a des écuries très vastes et très commodes, dans lesquelles on trouve des eaux salubres et abondantes. Il continue à confectionner des pâtés de perdrix aux truffes, des galantines de cochon de lait, dindes, etc.,

(1) Numéro 115, 7 septembre 1808.

garnis de truffes, bien confectionnés, qu'il donne à la garantie. Il fait des envois tant à l'intérieur qu'à l'étranger. Il y envoie aussi des truffes en nature, le tout au plus juste prix. Lesdits envois commencent ordinairement au mois de décembre ».

Notre secrétaire-adjoint, M. Ch. Aublant, possède une terrine à pâté, portant le nom de l'hôtelier du *Lion d'Or* : « Foucaud à Périgueux ». C'est probablement la même que celle de M. Daubige, ancien bibliothécaire de la ville. Grâce à l'habile crayon de notre confrère, M. Daniel, je pus accompagner, d'une représentation de cette terrine, dessinée à moitié grandeur, une petite étude sur les *Truffes et pâtés du Périgord* (1) ; elle y figure à côté d'une terrine de Courtois aîné, mais plus complète, car elle apparaît munie de son couvercle.

Ce fut dans cette atmosphère, tout imprégnée des parfums de la truffe, que Georges Foucaud était venu au monde, le 1^{er} mars 1785, ainsi qu'en fait foi l'acte de son baptême :

« Le second jour de mars mille sept cent quatre-vingt-cinq, a été baptisé George Foucaud, né la veille, fils légitime de S^r Jean Foucaud, traiteur, et de D^{lle} Marie Dufraisse, conjoints. A été parrain S^r George Dufraisse, m^{tre} tailleur d'habits pour femme, et maraine D^{lle} Magdelaine Darfeuille ; le baptême fait en présence de Jean Delbut et Guillaume Ferand, qui n'ont seu signer. Picon, vicaire ».

Le fils de l'hôtelier du *Lion d'Or* témoigna, dès son jeune âge, de dispositions artistiques, qui le firent envoyer à Paris où il devint l'élève d'un disciple des peintres David, Damame et de Lacour.

Il a produit des dessins à la mine de plomb, à l'aquarelle, des miniatures surtout d'un très beau fini

Dessinateur lithographe de la première heure, il fit admettre aux honneurs du Salon de 1827, une grande lithographie d'après le tableau du maître autel de la cathédrale de Cologne. On signale aussi de remarquables miniatures, exposées par lui, à Paris, en 1837 et 1838.

C'est en cette dernière année que, voulant consacrer un

(1) *Avenir illustré de la Dordogne*, numéro du mercredi 14 juin 1900.

pieux et durable souvenir à son église baptismale, il dessina l'« Intérieur de l'église Saint-Front de Périgueux ».

Foucaud enseigna le dessin à Angoulême. On cite au nombre de ses élèves **Joseph Castaigne**, le futur président de la Société archéologique et historique de la Charente, dont il fut lui-même un des principaux membres dès la fondation. A l'occasion de l'hommage qu'il rendit, en 1902, à la mémoire de M. Castaigne, M. Biais a mentionné un autre titre de notre compatriote à la mémoire des Angoumoisins.

« C'est M. Foucaud, dit-il, qui eut l'heureuse initiative d'une Ecole gratuite de dessin pittoresque et linéaire, à Angoulême, dès l'année 1838. (V. *L'Instituteur de la Charente*, publié par M. Adolphe Mourier, 1839, Angoulême, Lefraisse et C^{ie}, in-8° p. 304). Plus tard, M. May, reprit la proposition de M. Foucaud, et, plus heureux que celui-ci, la fit adopter par la municipalité. Comme il advient presque toujours en pareil cas, d'autres bénéficièrent de cette institution parfaitement libérale ».

Foucaud professa à l'Ecole de marine, au Collège royal et, plus tard, au Lycée d'Angoulême, depuis l'année 1839 jusqu'en 1860.

Le Musée de cette ville ne contient qu'un très petit nombre de dessins, très inférieurs, de Foucaud. *L'Intérieur de Saint-Front de Périgueux* fut vendu, en 1866, au docteur Briand, originaire d'Angoulême et habitant Paris, avec plusieurs autres aquarelles et dessins du même artiste.

Celui-ci est décédé à Angoulême, presque octogénaire, le 24 juin 1864, laissant une fille, M^{lle} Louise Foucaud, qui, héritière de son talent, a été professeur de dessin et de peinture, à Paris. Sa veuve est morte, après 1870, dans un état voisin de la misère.

On peut consulter sur Georges Foucaud *l'Essai sur le dessin et la peinture à Angoulême*, par Biais-Langoumois, Angoulême, 1866, in-8°, p. p. 10 à 13.

A. DUJARRIC-DESCOMBES.

BIBLIOGRAPHIE

Géraud LAVERGNE. *Un vieux texte périgourdin. Statut des consuls de Sarlat sur l'entrée du vin (1292)*. Périgueux, Ronteix, 1921. In-8°, 8 pages. (Extrait du *Bournat du Périgord*, n° de janvier-février 1921.)

Il s'agit d'un texte inédit en langue provençale, dont l'original est perdu, connu seulement par trois copies, une du début du XVII^e siècle d'après un vidimus de 1349 (c'est celle qui a été utilisée principalement), une autre de 1632, la troisième du XVIII^e siècle, toutes trois conservées aux Archives de la Dordogne (série E, Communautés), et qui peut être daté d'une façon certaine du 1^{er} octobre 1292. L'intérêt de cet acte est double : précieux pour l'histoire économique de la ville de Sarlat au moyen âge, il ne l'est pas moins, pour ne pas dire davantage, au point de vue philologique. Les textes écrits dans le dialecte provençal usité en Périgord au XIII^e siècle n'abondent pas ; ils sont même plutôt rares. Celui-ci apporte à cet égard une utile contribution, en ce qu'il permet de fixer les particularités de la variété sarladaise de ce dialecte. L'érudit archiviste de la Dordogne, qui s'est déjà fait connaître et apprécier par d'excellents travaux, tant historiques que philologiques, a édité, analysé et commenté le texte avec autant de soin que de pénétration, et, à cette occasion, il a critiqué judicieusement un prétendu statut analogue de 1208, connu depuis longtemps par une copie manuscrite conservée à la bibliothèque de Périgueux, et dont l'authenticité appelle en effet les plus expresses réserves. Ce petit travail fait honneur à M. Lavergne, ainsi qu'à la revue qui l'a accueilli, le *Bournat* (traduisons le Rucher) *du Périgord* où l'on mène, avec une ardeur toute méridionale, le bon combat pour le triomphe des belles-lettres, tant françaises que provençales.

R. VILLEPELET.

VARIA

UN MÉMOIRE DU TRAITEUR COURTOY

Venu de la principauté de Montbéliard, François Courtoy aîné (1727-1802), s'installa marchand-traiteur à Périgueux, paroisse Saint-Front. Son commerce prospéra, sa réputation s'étendit ; il eut une clientèle considérable. Pour les banquets de la Sainte-Anne, patronne

de Périgueux, il devint le fournisseur attitré de la Communauté des consuls et de l'Hôtel de ville (1). Comme clients il eut les maréchaux ducs de Mouchy et de Richelieu, le ministre Bertin, l'intendant Dupré de Saint-Maur, l'avocat-général de Rochefort, le bibliothécaire Moreau, historiographe du droit public de Périgueux, une foule d'autres personnages.

De 1785 à 1788, le chevalier de Roche, capitaine au régiment de Saintonge, ancien combattant de la guerre d'Amérique (2), lui fit plusieurs commandes que signale un document, ci-après transcrit, des archives de la famille Mauriac à Saint-Aquilin :

Mémoire des envoys que j'ai fait par l'ordre de Monsieur le chevalier de Roche.

Le 12 décembre 1785, j'ai envoyé une dinde farcie de truffes à M. le marquis de Montmort, à Dijon.....	30 ⁿ
Le même jour, j'ai envoyé une dinde à M. le vicomte d'Allemans (3), à Paris.....	30 ⁿ
Le 28 décembre, j'ai envoyé une dinde à M. Brodeau par Charente à Candé.....	30 ⁿ
	90 ⁿ

Reçu le 20 décembre, 144ⁿ.

Je redoie sur ce compte, 54ⁿ.

Le 11 décembre 1786, j'ai envoyé un pâté de 4 perdrix à M. le marquis de Montmort, à Dijon.....	48 ⁿ
---	-----------------

Le 19 décembre, j'ai envoyé un pâté de 4 perdrix à M. le vicomte d'Allemans, à Paris.....	48 ⁿ
---	-----------------

Le même jour, j'ai envoyé un pâté d'une dinde à M. le chevalier de Villeneuve, à Grenoble.....	44 ⁿ
--	-----------------

Le même jour, j'ai envoyé une dinde farcie de truffes à M. de La Valette, à Paris.....	24 ⁿ
--	-----------------

(1) Les comptes en sont conservés aux Archives municipales de Périgueux. — Notre érudit confrère M. Charles Aublant, qui a reconstitué la biographie de Courtoy (*Bull. de la Soc. hist. et arch. du Périgord*, 1896, p. 403), a publié un mémoire de Courtoy pour le repas pantagruélique offert par le marquis de Saint-Astier des Bories aux officiers de son régiment (*Bull.*, 1897, p. 111).

(2) Né à Périgueux en 1742, Philippe-Henry de Roche avait été fait chevalier de l'Ordre de St-Louis, le 5 décembre 1781, pour sa belle conduite à York-Town. Nous avons reproduit ses états de services dans le *Bulletin* de 1919, p. 258.

(3) Pierre-Marie vicomte du Lau d'Allemans, né en 1752 à Champniers en Périgord, ancien garde du corps du Roi, mestre de camp commandant du régiment de Saintonge, ensuite maréchal de camp et lieutenant-général honoraire, mort à Paris en 1818.

Le 24 avril 1787, j'ai envoyé un pâté de 4 perdrix en terrine à M. le chevalier de Villeneuve, à Grenoble..... 48#

Le 11 janvier 1788, j'ai envoyé un pâté d'une dinde à M. le chevalier de Roche, à Grenoble..... 44#

Le 31 mars, j'ai envoyé un pâté de 4 perdrix à M. le chevalier de Roche, à Verdun..... 48#

Le 22 décembre 1788, j'ai envoyé un pâté de 4 perdrix à M. le vicomte d'Allemands, à Paris..... 48#

Le même jour, j'ai envoyé un pâté d'une dinde à M. le chevalier de Villeneuve, à Verdun..... 48#

Etant venu à compte avec le citoyen Courtoy l'ainé, tout compte fait, je reconnois luy devoir la somme de quatre cent trente-six livres que je promets luy payer dans le courant de l'année mille sept cent quatre vingt-quatorze.

A Périgueux, le 12 octobre 1793.

ROCHE.

Reçu le montant cy-dessus pour solde à ce jour.

Périgueux, ce 2 vendémiaire 3^e année républicaine, 23 septembre 1794.

COURTOY.

Nous renouvellerons une simple remarque. Cette facture prouve que, dès la fin du XVIII^e siècle, à une époque où le service des colis postaux n'existait pas comme aujourd'hui, où il n'y avait pas non plus de boîtes métalliques soudées pour les conserves, mais seulement de fragiles et peu hermétiques terrines (1), on expédiait de Périgueux dindes et pâtés dans la France entière : à Dijon, à Paris, à Grenoble, à Verdun. Ainsi s'établissait déjà le bon renom culinaire du Périgord en une spécialité qu'André Noël, maître-queux du grand Frédéric, Pierre Villereynier, « pâtissier du Roy », Foucaud, Laffon, Bardineau, premier tournebroche de Bordeaux, et certains autres avaient portée ou allaient porter au plus haut point de la perfection et de la finesse.

Joseph DURIEUX.

(1) M. Dujarric-Descombes, sous le pseudonyme de La Bernerie, a fait paraître dans l'*Avenir illustré de la Dordogne*, en 1900, un article sur les Trufes et pâtés du Périgord, où il reproduit la terrine de Courtoy et de Foucaud. Consultez aussi sur ce sujet une charmante plaquette du baron F. de La Tombelle, *Les pâtés de Périgueux*, ainsi qu'un petit livre récent de MM. Curnonsky et Marcel Rouff, *La France gastronomique, Le Périgord*. Cf. M. Louis Didon, *Revue du Touring-Club de France*, juillet 1921.

Le gérant responsable, H. ETOURNEAU.

AVIS IMPORTANT

Messieurs les membres de la Société sont avisés que celle-ci a un compte-courant aux chèques postaux sous le n° 545, bureau de Bordeaux.

Chaque année, le premier numéro du *Bulletin* renfermera un mandat qui facilitera le paiement de la cotisation (15^f) et rendra inutile les frais de l'envoi d'une quittance. Cependant ceux qui désireront en recevoir une devront envoyer 0 fr. 50 en plus pour frais de timbre et de poste.

Ceux des membres de la Société qui auraient versé leur cotisation avant la réception de ce mandat ne devront pas, naturellement, en tenir compte.

Si, *fin avril*, la cotisation n'a pas été payée, le recouvrement en sera fait par la poste à partir du *1^{er} mai* et le montant en sera majoré de 0 fr. 60 pour les membres habitant Périgueux et de 1 fr. 10 pour les autres.

Dans le cas de retour de la quittance non payée, la taxe de 0 fr. 30 pour non recouvrement et les frais d'une deuxième présentation seront à la charge du sociétaire.

LE BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD paraît tous les deux mois, par livraisons de 64 pages, et forme un volume à la fin de l'année. Chaque livraison est accompagnée de deux dessins.

Le Bulletin est envoyé gratuitement à MM. les membres de la Société.

Il ne contient que des documents inédits

TIRAGES A PART.

La Société autorise le tirage à part des articles, mémoires et documents insérés dans le *Bulletin*, sous la condition expresse qu'au verso du titre figurera cette mention : « Extrait du *Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord*. »

MM. les membres de la Société qui désireront profiter de cette faculté devront prévenir le Secrétaire Général au moment de la remise de leur manuscrit, ou, au plus tard, en rendant les épreuves du *bon à tirer*.

Nous croyons devoir donner ici le tarif de l'imprimeur pour ces tirages à part :

8 pages de texte réimprimées jusqu'à 50 exemplaires	coûteront	12 fr.
8	—	100
12 pages	—	50
12	—	100
16 pages	—	50
16	—	100
		15
		16
		23
		20
		30

Chaque page de texte dépassant 8 pages jusqu'à 12 pages, ou dépassant 12 pages jusqu'à 16 pages, sera facturée 2 fr. par page en sus des prix établis ci-dessus.

La couverture imprimée, sorte de celle du *Bulletin*, comptera pour 4 pages.

La couverture non imprimée, sorte de celle du *Bulletin*, sera facturée 3 fr. 50 pour 50 exemplaires et 6 fr. 50 pour 100 exemplaires.

Il s'agit, bien entendu, d'extraits imprimés tels quels; en cas de corrections et de changements, corrections et changements seraient payés en sus.

Les Sociétés savantes auxquelles le BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD est adressé sont priées de vouloir bien nous faire parvenir leurs publications en échange

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

DU PÉRIGORD

PARAISANT TOUS LES DEUX MOIS

TOME XLIX. — TROISIÈME LIVRAISON



PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE RIBES ET C^{ie}, RUE ANTOINE-GADAUD, 14.

Mai-Juin 1922

SOMMAIRE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LA 3^e LIVRAISON

	Pages
Séance mensuelle du jeudi 6 avril.....	145
— du jeudi 4 mai.....	154
Le prieuré de La Daurade à Périgueux (Géraud LAVERGNE)	160
La Commanderie générale d'Aubeterre de l'ordre de Saint-Antoine en Périgord (1100-1838 (M ^{is} DE CUMOND)...	164
Note sur l'ancienne église de la Trinité de Ribérac (D ^r Emile DUSOLIER).....	173
Bail à cheptel consenti par dom François Lebrun, syndic de l'abbaye cistercienne de Peyrouse, près de Saint-Saud, en 1733, en faveur de Pierre de Grandcoingt (L'abbé A. JARRY).....	182
Lettre du vicomte de Legé (1774) (A. DUJARRIC DESCOMBES)	183
Un incident à propos de grains dans la commune de Saint-Michel-Lécluse pendant la Révolution française (A. DUBUT).....	186.
NÉCROLOGIE. — M. le chanoine Brugière (L'archiprêtre PRIEUR).....	189

SÉANCES MENSUELLES

DE LA

SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

du jeudi 6 avril 1922

Présidence de M. le marquis de FAYOLLE,
président

La séance est ouverte à une heure (heure légale), dans la salle accoutumée.

Sont présents : MM. Aublant, Didon, Dubut, Dupuis, Fabre, le marquis de Fayolle, Féaux, Fournier de Laurière, Lavergne, Ribette, Eugène Roux, le chanoine Roux, le comte de Saint-Saud et Villepelet.

Se font excuser : MM. Dujarric-Descombes, le docteur Dusolier et l'abbé Faure-Muret.

Le procès-verbal de la séance de mars est lu et adopté.

Tout d'abord, M. le Président fait son compliment à M. LAVERGNE de son retour à Périgueux et le félicite.

M. Lavergne répond qu'il en est tout aussi heureux.

MM. le marquis DE MALET, RABOIS-BOUSQUET et VERGNIAUD, élus membres titulaires à la dernière réunion, adressent leurs remerciements à la Société.

Notre bibliothèque a reçu, dans le courant du mois précédent, les ouvrages suivants :

De la Smithsonian Institution United States National Museum, *Report on the progress and condition of the United States National Museum for the year ending june 30, 1921*, in-8° avec illustrations, relié en toile, Washington, government printing office, 1921 ;

Et neuf plaquettes :

Milpa agriculture a primitive tropical system, by O. F. Cook, in-8°, avec 15 planches ;

Two types of Southwestern cliff houses, by Walter Fewkes, in-8°, avec 6 planches ;

On the race history and facial characteristics of the Aboriginal Americans, by W. H. Holmes, in-8° avec 14 planches ;

The opportunity for American Archeological research in Palestine, by James A. Montgomery, in-8°, avec trois planches ;

The differentiation of Mankind into racial types, by prof. Arthur Keith, in-8° ;

The exploration of Manchuria, by capt. Arthur de C. Sowerby, in-8°, avec 4 planches ;

The origin and Beginnings of the Czechoslovak people, by Jindrich Matiegka, professeur d'anthropologie à Prague, in-8°, avec 4 planches ;

Richard Rathbun, by Marcus Benjamin, in-8°, avec une planche ;

A great chemist : sir William Ramsay, by Ch. Moureu, in-8° ;

Bulletin de l'Académie Royale d'archéologie de Belgique, 1921, III, in-8°, avec planches, Anvers, imprimerie Secelle ;

Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, Comptes-rendus des séances de l'année 1921, bulletin de juillet-octobre, in-8°, avec illustrations, Paris, Auguste Picard, éditeur ; contenant une Note intéressante de M. Jules Formigé, *sur des restes romains de cintrages en bois, découverts à Vienne (Isère)* ;

M. le Président demande si on n'en a pas découvert au théâtre de Chassenon dans la Charente ? Il croit que nous en avons vu dans une des excursions de la Société.

Centenaire de l'Ecole des Chartes 1821-1921. — Compte-rendu de la journée du 22 février 1921, Discours prononcés, noms des académies et des délégués, etc., un volume in-8°, où il est rappelé, p. 18, qu'un des premiers directeurs de cette école fut notre compatriote l'abbé Lespine, qui fut remplacé après sa mort en 1831 par Benjamin Guérard. Après le régime de l'ordonnance de 1829 qui dura jusqu'en 1846, on relève les noms des savants qui ont renouvelé l'histoire générale tels que : Martial Delpit et Bourquelot, l'histoire du droit public, etc... ;

Bulletin de la Société archéologique de Nantes et de la Loire-Inférieure, année 1920, tome LX, in-8°, Nantes, 1921 ;

Mémoires de la Société Eduenne, nouvelle série, tome XLIV, 2^e fascicule, in-8°, Autun, imprimerie Taverne et Chandioux, 1921 ;

Bulletin de la Société Nivernaise des lettres, sciences et arts, année 1921, 2^e, 3^e et 4^e trimestres, deux fascicules in-8°, à Nevers, chez Gremion, libraire ;

Revue de Saintonge et d'Aunis, bulletin de la Société des Archives historiques, XL^e volume, 1^{re} livraison, in-8°, Saintes, librairie Delavaud, 1922 ;

Bulletins et Mémoires de la Société archéologique et historique de la Charente, année 1920, 8^e série, tome XI, un fascicule in-8°, à Angoulême, chez Constantin, libraire, 1921 ; contenant, p. LXVI, une notice sur notre regretté confrère M. Henri de Montégut ;

Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze, deux fascicules in-8° avec portraits, 2^e et 3^e livraison 1921, avril, mai, juin, juillet, août, septembre, — et 4^e livraison 1921, octobre, novembre, décembre, Tulle, imprimerie Juglard ; contenant une notice sur *Ségur et son passé historique* par le baron de Corbier, et un mémoire de M. René Fage sur *La plantation du clou*, transformation et persistance du rite en Limousin ;

Revue de l'Agenais, bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen, 43^e année, novembre-décembre 1921, in-8° avec une planche, Agen, Imprimerie Moderne ;

La Revue Méridionale, tome II, n^o 3, 15 février 1922, Edition des Nouvelles du Sud-Ouest, Bordeaux ;

Bulletin de Biarritz-Association, Société des sciences, lettres et arts, 27^e année, n^o 1, janvier 1922 ;

De M. le commandant Emile Espérandieu, membre de l'Institut, sa Notice sommaire sur *La Tour Magne*, in-8°, avec une planche, Nîmes, Imprimerie générale, 1922 ; — et sa Notice sommaire sur *La Maison carrée*, in-8° avec illustrations, Nîmes, édité par la Société « Lens-Industrie » ;

De M. Dujarric-Descombes, sa Notice sur *Jacquette de Montbron*, dame de Bourdeille et de La Tour-Blanche, in 8°, Angoulême, Imprimerie ouvrière, 1922, — et sa plaquette *Un peintre de Fontainebleau en Périgord* (xvii^e siècle), extrait de la

Revue des Etudes historiques, in-8°, Thiers, imprimerie Favvyé, 1922 ;

De M. le comte de Saint-Saud, *Armoiries Episcopales*, préface de M^{sr} Battandier, in-16, Paris, Maison de la Bonne Presse ;

De M. Martial de Pradel de Lamase, son tiré à part *Un curé de Sarlat, l'abbé de Bétou (1741-1806)*, in-8°, Brive, imprimerie de « La République », 1922 ;

De M. l'abbé Jarry, aumônier, sa *Notice sur le Lycée de Périgueux*, in-8°, Rochefort, Imprimerie Norbertine, 1922 ;

De M. le marquis de Bourdeille, une étude de Léo Drouyn, *Saint-Jean de Blagnac*, suivie d'une généalogie de la famille de Solminihac, in-8°, Bordeaux, imprimerie Lavertujon, 1868 ;

Et de M. de Marcillac, le journal *L'Agriculteur du Périgord*, du 5 février 1922, contenant une notice nécrologique sur le regretté *Marquis de Malet*.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M. DIDON nous apprend que « dans le courant du mois de mars, M. le comte de Maillard venait l'informer de la mise à jour, par des travaux de culture, d'une grande quantité de fragments de poteries semblant provenir d'un cimetière barbare, dans un terrain de la commune de Saint-Pierre de-Côle. Il m'engageait à aller m'en rendre compte, car ça lui paraissait intéressant.

» Je fis part aussitôt de cette nouvelle à M. le marquis de Fayolle et à M. Féaux, et nous convinmes de nous rendre le lendemain sur les lieux, en avisant M. le comte de Maillard de notre visite.

» Malgré le mauvais temps, nous nous rendîmes donc au château de Feydou, où M^{me} la comtesse et M. le comte de Maillard nous accueillirent on ne peut plus aimablement, et celui-ci nous accompagna au terrain distant de 5 à 600 mètres du château. Nous y trouvâmes le propriétaire en train de travailler. Le terrain, d'aspect siliceux, mais très noir, dénotant la présence abondante de charbon, renfermait une quantité vraiment considérable de tessons de poterie. Elles y sont encore plus abondantes qu'à Ecorneboeuf, ce qui

n'est pas peu dire ! Nous avons immédiatement compris qu'il ne pouvait s'agir d'un cimetière, malgré la présence de deux becs de pégots ; mais le reste se composait de fragments de plats, d'écuelles, et autres ustensiles de cuisine grossiers. Quelques rares fragments très minces et d'un gris bleuté, ressemblant beaucoup à la poterie gallo-romaine, nous ont fortement intrigués... Mais de l'ensemble des morceaux que nous avons rapportés, il nous semble résulter qu'ils ne doivent pas remonter au-delà du Moyen-Age. Quant à leur origine, elle demeure jusqu'à présent une énigme ! L'hypothèse d'une agglomération dans un lieu aussi isolé, sans eau, sans traces de substructions, nous semble bien improbable ! Et, d'autre part, la quantité vraiment importante de débris dans un terrain de minime étendue, indiquerait une nombreuse population pendant une longue période... Une fabrique de poterie est également improbable par suite du manque d'eau, et par la constatation faite par nous que les tessons appartenaient à des ustensiles fortement usagés ! Peut-être que l'avenir nous apportera quelque indication qui, pour le moment, nous fait défaut.

» Parmi les morceaux que nous avons recueillis, deux que nous avons pu raccorder présentent un intérêt particulier : il s'agit d'un fragment de col de vase allongé et étroit, sur lequel se trouve un graffite exactement pareil à celui signalé par Schliemann, sur un des vases recueillis dans la seconde ville préhistorique de la colline d'Hissarlik (Illios, ville et pays des Troyens, chapitre VI, page 442).

» Cette similitude est, en effet, surprenante, mais c'est tout, car ces fragments ne sont pas plus anciens que les autres. »

L'assemblée remercie M. Didon de son intéressante communication.

M. FOURNIER DE LAURIÈRE met ensuite sous nos yeux deux anciens plans qui lui ont paru dignes d'intérêt, qu'il a recopiés lui-même et qu'il offre à la Société :

1° Un vieux plan du ^{xviii}^e siècle de l'église de la Cité après la destruction des huguenots, appartenant, croit-il, à M^{me} la

comtesse Martial de Roffignac. La situation des lieux expliquée par M. le chanoine Roux le rend fort intéressant ;

2° Un plan du Pont de la Cité dit le Pont Cassé, situé sur la rivière de l'Isle, à 1.200 mètres à l'ouest de Périgueux, et concernant une restauration qui fut faite de 1814 à 1833.

Notre confrère offre ces deux plans à notre Société.

L'assemblée l'en remercie.

A propos de l'église de la Cité et de Sainte-Marie, M. Eugène Roux nous fournit, d'après un mémoire conservé aux Archives départementales de la Dordogne, des renseignements très précis sur la fusion du chapitre cathédral Saint-Etienne avec le chapitre collégial Saint-Front, ainsi que sur l'emplacement, l'affectation et l'antiquité de diverses églises, situées autrefois dans le quartier de la Cité, à Périgueux : Saint-Pey-Lanez ou Saint-Pierre l'Ancien ; Saint-Pierre-ès Liens et Saint-Jean l'Evangéliste.

Cet intéressant mémoire sera publié dans le *Bulletin*.

Notre érudit vice-président, M. DUJARRIC-DESCOMBES, nous mande que, dans le fonds manuscrit de la Bibliothèque publique de Toulouse, se trouvent des documents qui pourraient être compulsés avec quelque profit par les chercheurs périgourdiens.

On y remarque notamment :

1° Divers sermons du frère Arnaud *Royard*, lecteur des Frères mineurs de Toulouse, dans les premières années du xiv^e siècle.

Sermon de Noël, aux étudiants de l'Université de Toulouse, sur la nativité du Seigneur ; — pour les Rameaux ; — pour le dimanche de la Passion ; — sermon *ad postulandam pluviam*...

Ces sermons contribuent à éclairer les débuts, peu connus, de la vie du franciscain Arnaud de Royard, dont le talent oratoire le signala à l'attention de Jean XXII. Nommé, par ce pape, archevêque de Salerne, en 1321, notre compatriote fut transféré, sur sa demande, à l'évêché de Sarlat, où il mourut, en 1334.

2° Un « Recueil des édits, déclarations, règlements et lettres-patentes, concernant l'établissement des hôpitaux généraux pour le

renfermement des pauvres » (1612-1662). Le titre de fondation de l'hôpital de Périgueux y est compris.

3° Enfin, un recueil de conférences ecclésiastiques du diocèse de Cahors, contenant une conférence tenue au château épiscopal de Mercuès, en octobre 1649, par les évêques de Cahors, Alet, Pamiers, Sarlat et Périgueux et à laquelle assistaient les vicaires généraux d'Albi, de Périgueux et de Cahors, le doyen de Carenac et le chancelier de l'Université de Toulouse.

M. DE SAINT-SAUD avait songé à nous faire connaître, de la part de M. Jean Barenne, de Bordeaux, quelle fut la vie aux Armées, jusqu'à sa mort, arrivée en Guyane hollandaise, en 1766, d'un chirurgien-major périgourdin, Claude Barrière, né à Montignac, neveu de Laplaine de Barrière (Barrière de Laplaine, probablement), devenu, après avoir débuté sous Durouchal, médecin ordinaire de l'hôpital de Périgueux, chirurgien de la maison du maréchal de Richelieu.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL fait observer, avec raison, que la lecture de ce travail qui, du reste, n'intéresse pas le Périgord, ne peut être faite, car, comme il l'avait fait observer déjà, l'an dernier, lorsque M. Barenne le lui avait présenté, que notre Société n'accepte que des œuvres de ses membres.

M. Robert VILLEPELET, répondant à M. Joseph Durieux qui lui avait demandé quelques précisions au sujet de la carrière professorale de l'abbé Lespine, lui écrit :

Une première école des Chartes fut instituée par ordonnance royale du 22 février 1821, présentée par le comte Siméon, en qualité de ministre de l'Intérieur. « Les deux premiers professeurs, nommés par arrêté ministériel du 5 mars 1821, furent l'abbé Lespine, érudit périgourdin, né le 7 septembre 1757, employé aux manuscrits de la Bibliothèque royale depuis février 1807..... » Cette première école cessa faute d'auditeurs, en 1825. Une seconde école fut créée par l'ordonnance royale du 11 novembre 1829. « Les cours commencèrent le 2 janvier 1830. Les cours de seconde année, établis près de la Bibliothèque royale, ne pouvant avoir lieu qu'en 1831, l'abbé Lespine fut autorisé à professer, transitoirement à la Bibliothèque, un cours élémentaire analogue à celui qui était fait aux Archives. Puis un arrêté du 13 octobre 1830 réunit les deux cours élémentaires, celui des Archives et celui de la Bibliothèque en un seul confié à l'abbé Lespine, nommé

professeur par arrêté du même jour. » L'abbé Lespine professa jusqu'à sa mort (11 mars 1831).

« *Ecole Nationale des Chartes, Livre du Centenaire (1821-1921)*, tome I, *L'Ecole*, — *Son Histoire*, — *Son Œuvre*, p. IX et XV.

Pour n'en pas perdre l'habitude, notre laborieux vice-président, M. Joseph DURIEUX, nous envoie un mémoire du pâtissier Courtoy, qui paraît digne d'enrichir l'histoire gastronomique du Périgord. Il contient l'énumération des envois qui ont été faits aux frais de la municipalité de Périgueux par l'ordre de M. le chevalier de Roche, de 1783 à 1788.

Ce mémoire sera publié.

M. le professeur TESTUT veut bien nous envoyer aussi le récit d'une visite de l'évêque constitutionnel Pontard, venu à Beaumont en juillet 1791, pour destituer le curé Pouzargue, insermenté, et le remplacer par Jacques Delpit, son vicaire, qui, lui, avait prêté, sans restriction aucune, le serment prescrit par la Loi. Cette note qui, naturellement, est écrite d'après des documents inédits, sera insérée au *Bulletin*.

M. DEBUT nous communique ensuite une délibération du Conseil général de la ville de Ribérac, du 25 juin 1791, qui prescrit les mesures à prendre pour obvier aux désordres que pourrait amener l'enlèvement du Roi et de la famille royale. MM. les officiers de la Garde nationale des paroisses de Saint-Martin, Saint-Martial et Faye, sont invités à s'assembler afin d'aviser au service.

Notre confrère tire des termes de ce document, la conclusion qu'encore en 1791, les populations restaient très sympathiques à Louis XVI.

Cet arrêté sera publié.

Enfin, M. DUJARRIC-DESCOMBES nous mande « qu'il ne se souvient pas d'avoir vu dans nos procès-verbaux de l'année dernière, que notre distingué confrère, M. Paul Courteault, professeur à la Faculté des Lettres de Bordeaux, avait, dans la *Revue Historique de Bordeaux et du département de la Gironde*, numéro d'octobre-décembre 1920, p. 245, publié un petit arti-

cle qui est de nature à nous intéresser : *Les débuts du tragédien Pierre Lafon* On vient de me communiquer cette livraison, où j'ai copié cette page concernant notre célèbre compatriote, qui fit, à Bordeaux, ses débuts comme acteur.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL répond que ce n'est pas un oubli, mais que nous ne recevons pas la revue.

Il reste à procéder à l'élection de quatre candidats qui demandent à entrer dans notre compagnie.

Après quatre votes à main levée, M. le Président déclare admis membres titulaires de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. le baron Georges DE CONSTANTIN, décoré de la Croix de guerre, licencié en droit, avenue de Tourville, 19, à Paris, présenté par M. Richard de Boysson et M. Robert Villepelet;

M^{lle} GANON, institutrice publique à Joumarias, par Celles, présentée par M. l'abbé Jarry et M. Dubut;

M. André RAYNAUD, chevalier de la Légion d'honneur, titulaire de la Croix de guerre, négociant, boulevard des Arènes, 26, à Périgueux, présenté par M. Fabre et M. Féaux;

Et M. Henry VEYSSET, maître ouvrier du Bournat, rue du Professeur Demons, 17, à Bordeaux, présenté par M. Dujarric-Descombes et M. Aublant.

La séance est levée à quatre heures et demie.

Le Secrétaire général,
FERD. VILLEPELET.

Le Président,
M^{le} DE FAYOLLE.

Séance du jeudi 4 mai 1922

Présidence de M. marquis de FAYOLLE
président.

La séance est ouverte à une heure (heure légale), dans la salle ordinaire.

Sont présents : MM. Jean Clédât, le docteur Dusolier, le marquis de Fayolle, Féaux, l'abbé Jarry, Lavergne, M^{mes} Moulinié, Pouplet la Gonterie, MM. Eugène Roux, le chanoine Joseph Roux et Villepelet.

Se font excuser : MM. Dujarric-Descombes, Fabre et le comte de Saint-Saud.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

M^{le} ROUGIER, M. le baron DE CONSTANTIN et M. Henry VEYSSET, élus membres titulaires dans de précédentes séances, adressent leurs remerciements à la Société. « Des liens déjà nombreux et forts, écrit M. Veyssset, m'attachent au Périgord : liens du sang, liens de la terre de mes pères, liens de l'amitié, liens aussi du souvenir. L'honneur que me fait aujourd'hui votre savante compagnie s'unit aux plus chers et m'apporte une dignité, car je le tiens pour tel... »

L'Union historique et archéologique du Sud-Ouest nous adresse la lettre suivante, datée d'Agen le 18 avril :

Monsieur,

Nous avons l'honneur de vous faire connaître que, par décision de la section centrale, le 7^e Congrès de l'Union historique et archéologique du Sud-Ouest aura lieu cette année, dans la ville d'Agen, du mardi 25 au vendredi 28 juillet 1922, sous la présidence de M. le marquis de Fayolle, le nouveau délégué central de notre Fédération.

Incessamment, la Société Académique d'Agen qui organise ce Congrès, reprenant ainsi les traditions d'avant-guerre, vous en fera parvenir le programme. Dès à présent, il convient de vous dire qu'il comprend, avec plusieurs séances de travail, deux excursions en automobiles, l'une d'une journée, le jeudi 27, l'autre d'une demi-

journée, le vendredi 28, qui permettront de faire admirer aux congressistes quelques-uns de nos monuments anciens les plus remarquables.

Enfin, M. Paul Courteault, secrétaire général de l'Union, a bien voulu accepter de traiter en séance solennelle, le mercredi 26 juillet, un sujet d'histoire, encore d'actualité dans le Sud-Ouest : *Montluc devant l'Histoire et devant la Légende*.

Nous vous prions, Monsieur, de prévenir vos collègues et d'obtenir, pour le 7^e Congrès de l'Union, le plus grand nombre possible d'adhésions.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de ma parfaite confraternité.

Le Comité d'organisation :

M. DE LACVIVIER,

Président de la Société Académique d'Agen.

R. BONNAT,

Archiviste départemental,

Secrétaire perpétuel de la Société Académique.

Commandant LABOUCHE,

Trésorier de la Société Académique.

Abbé MARBOUTIN,

*Inspecteur divisionnaire de la Société Française d'Archéologie,
délégué de la Société Académique.*

M. LE PRÉSIDENT ne saurait trop nous engager à assister nombreux à ce Congrès qui se tient à nos portes et surtout à préparer des mémoires pour les lectures.

Notre bibliothèque a reçu, dans le courant du mois précédent, les publications suivantes :

Bulletin trimestriel de la Société des Antiquaires de Picardie, année 1921, n^{os} 3 et 4, un fascicule in-8°, Amiens, imprimerie Yvert et Tellier, 1922 ;

Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, Comptes-rendus des séances de l'année 1921, bulletin de novembre-décembre, in-8°, Paris, Auguste Picard, éditeur ;

Bibliothèque de l'Ecole des Chartes, LXXXII, première-troisième livraisons, janvier-juin 1921, quatrième-sixième livraisons juillet-décembre 1921, deux volumes in-8°, Paris, Auguste Picard, éditeur ;

Revue des Etudes grecques, tome XXXIV, n^o 157, avril-juin 1921, in-8°, Paris, Editions Ernest Leroux ;

Répertoire d'Art et d'Archéologie, 1920, fascicule 24, in-4°, Paris, Jean Schemit, libraire, 1921 ;

Lou Bournat, bulletin mensuel de l'Ecole félibréenne du Périgord, tome VIII, 15°-16° livraisons, mars-avril 1922, un fascicule in-8°, Périgueux, typographie Ronteix, contenant une étude intéressante de notre distingué confrère M. Alfred de Tarde sur *L'esprit périgourdin et Eugène Leroy* ;

Société Archéologique de Bordeaux, tomes XXXIV à XXXVII, 1912 à 1917, huit fascicules in-8°, avec planches, Procès-verbaux et Mémoires, Bordeaux, Feret et fils, imprimerie Cadoret ;

Revue de l'Agenais, bulletin de la Société Académique d'Agen, in-8°, 49° année, janvier-février 1922, in-8° avec une planche, Agen, Imprimerie Moderne ;

De l'Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Savoie, un volume de *Documents* par le chanoine Burlet, volume IX, in-8° broché, avec une carte : *Le culte de Dieu, de la Sainte Vierge et des Saints en Savoie avant la Révolution ; Essais de Géographie hagiologique*, Imprimeries réunies de Chambéry, 1922 ;

De M. Jean Clédat, la suite de ses *Notes sur l'isthme de Suez*, in-4° avec une carte, extrait du Bulletin de l'Institut français d'Archéologie orientale, tome XXI, Le Caire, imprimerie de l'Institut français d'Archéologie orientale, 1922 ;

Et de M. Gabriel Lafon, son intéressante plaquette sur *Le Calet et son origine préhistorique aux Eyzies de Tayac*.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

L'assemblée vote de sincères félicitations à notre confrère M. COCULA, architecte de la Banque de France, directeur de l'école d'apprentissage de Périgueux, qui a reçu au Congrès de Marseille les palmes d'officier de l'Instruction publique.

Le Secrétaire général a pensé qu'il serait intéressant pour nos confrères d'avoir un résumé des communications faites par des Périgourdins à ce Congrès des Sociétés savantes.

Notre savant président M. le marquis DE FAYOLLE a lu un mémoire sur un intéressant tableau du Musée, représentant des scènes de la vie du Christ et de la Vierge, datant de

l'année 1286, ayant une très réelle valeur documentaire pour l'Albigeois et appartenant selon toute vraisemblance à l'école provençale.

Notre érudit vice-président M. DUJARRIC-DESCOMBES a rappelé les noms de nos premiers imprimeurs de Périgueux de 1490 à 1629 et a cité leurs principaux travaux, tout en constatant que Périgueux a été une des rares villes françaises où l'imprimerie fut en honneur dans le siècle même de sa découverte.

M. DUBUT expose les faits qui se passèrent, en 1789, le 29 juillet, jour de la Grande Peur, dans la commune de Saint-Privat-les-Prés.

Notre laborieux vice-président M. Joseph DURIEUX retraça, à l'aide de papiers inédits des conventionnels Serre et Auguis, l'insurrection marseillaise du 5 vendémiaire an III.

Et M. le comte DE SAINT-SAUD, à qui la topographie pyrénéenne est familière, a signalé *Une voie romaine dans les Asturies*.

Comme on le voit, nos Périgourdins ont fait bonne figure à ce Congrès et y ont tenu une place très honorable dont nous devons être fiers.

M. Jean CLÉDAT fait passer sous nos yeux une médaille en plomb en l'honneur de saint Patrick, datée de 1840, trouvée à Chancelade et se rapportant à quelque Société de tempérance. Il l'offre au Musée.

M. le Conservateur l'en remercie.

M. l'abbé JARRY présente aussi quelques petits poids d'orfèvre du XVIII^e siècle ou des testons, une monnaie danoise, de Christian IX.

M. LAVERGNE, qui avait publié dans l'*Argus du Périgord* un article trop court au gré de ses lecteurs, sur les chevauchées de Du Guesclin en Périgord pendant la guerre de Cent Ans, veut bien l'allonger en séance et le commenter à l'aide des comptes municipaux de l'hôtel de ville de Périgueux. Ce travail pourrait être complété et publié dans le *Bulletin* de la Société. comme le désirèrent nos lecteurs.

M. MAISONNEUFVE-LACOSTE veut bien nous communiquer une note où sont énumérées les diverses éditions des Franchises et libertés de la vicomté de Turenne. Cette note, de 1770, était transcrite sur la couverture d'un livre de raison, trouvé dans une fabrique de papier des environs de Thiviers.

Notre érudit vice-président M. DUJARRIC-DESCOMBES veut bien nous signaler deux opuscules du XVIII^e siècle, qui ne figurent pas dans la *Bibliographie du Périgord* et se trouvent à la Bibliothèque de Bordeaux.

Le premier, probablement sorti des presses de Gilbert Vernoÿ, a pour auteur Elie Faugière. Il est intitulé :

Lettre missive au sieur de Cieuat pour lui donner connoissance de la vraie église. Bergerac, 1616, in-4^o.

Le second est vraisemblablement l'œuvre de ce baron de Chabans, auquel notre regretté confrère M. H. de Montégut a consacré une notice, accompagnée de portrait, dans le tome XXXV du *Bulletin* (pages 357-9), et dont il énumère les principaux écrits. Le suivant n'est pas compris dans la liste :

De Chabans : *Conversion de Monsieur de Brassac, conseiller du Roy, lieutenant général de la province de Poitou.* Chasteleraud, 1622, in-8^o.

Notre vice-président M. Joseph DURIEUX qui, chaque mois, ne nous oublie pas, nous écrit qu'il a reçu de M. Larroque (de Paleyrac) communication de plusieurs documents permettant de reconstituer la carrière « d'un garde du corps, Alexandre de Larroque de Lisle, seulement indiqué dans le *Bulletin* de 1922, page 58. *Alexandre de Larroque*, natif de Grives, entra bien à la Compagnie de Luxembourg le 28 mai 1768, sur la présentation de son frère, garde à la même Compagnie. Ils appartenaient à une famille vouée au service du Roi. Leur père, Lagarde de Larroque, avait été lieutenant au régiment de Beaujolois. Un de leurs oncles périt au siège de Barcelone en 1714 ; un autre fut tué la même année au siège de Lille ; deux autres furent capitaines aux régiments de Carlus et de Normandie. Alexandre de Larroque se trouvait en congé à Belvès quand il reçut la lettre suivante, datée d'Amiens le

23 janvier 1779, dont j'ai actuellement l'original entre les mains :

« Le Roy ordonne, Monsieur, que les gardes de son corps qui ne seront pas de service auprès de Sa Majesté le 1^{er} avril prochain, s'assemblent, à cette époque, à leur garnison, pour s'y exercer, afin de passer la revue de Sa Majesté. En conséquence ne manquez pas de vous rendre à Amiens, au premier d'avril prochain. On n'accordera de congés que pour raison de maladies ou autres motifs des plus puissants. Je compte sur votre exactitude à vous conformer au présent ordre et à m'en accuser la réception. J'ai l'honneur d'être on ne peut plus sincèrement, Monsieur,

» Votre très humble et très obeissant serviteur,

» D'AUBIGNY. »

» Il quitta le service en 1780 « par la médiocrité de sa fortune » et supplia M^{sr} le prince de Montbarey, ministre de la Guerre, d'avoir égard aux services de ses ancêtres pour lui faire accorder une sous-lieutenance de maréchaussée. Il était aux Gardes du corps depuis douze ans et avait l'âge de trente ans.

» A la Compagnie de Luxembourg avait aussi appartenu, durant six ans, son frère *Pierre de la Roque* qui reçut congé absolu le 13 mars 1772 et obtint pour cause de blessure une place à l'Hôtel royal des Invalides. »

Rien n'étant plus à l'ordre du jour, la séance est levée à quatre heures moins un quart.

Le Secrétaire général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
M^{re} DE FAYOLLE.

LE PRIEURÉ DE LA DAURADE A PÉRIGUEUX

Parmi les divers prieurés dépendant de l'abbaye de Cadouin, on cite généralement Sainte-Marie-la-Daurade, à Périgueux.

Où se trouvait cette église, dont le nom (la Vierge Dorée nous rappelle un antique et célèbre prieuré toulousain ? On s'accorde généralement pour la situer, avec Wlgrin de Taillefer, à l'est et à deux ou trois cents pas de la Fontaine des Malades (1), dans la paroisse Saint-Georges (1). Un acte analysé par Lespine la confronte au chemin qui va de la Fontaine de Saint-Georges, vers le grand chemin allant du Pont des *Menudes* à Vergt, du côté de l'orient et au chemin public du pont des *Menudes* vers Saint-Georges (2). Le recours aux titres de fondation de ce prieuré, en 1207, précisera définitivement son emplacement sur la rive gauche de l'Isle, près du pont de Périgueux, le long de la chaussée de Saint-Jacques. Cette dernière indication est du plus haut intérêt puisqu'elle permet d'identifier cette route avec le grand chemin de Vergt, et confirme la situation de Périgueux comme étape des pèlerins de Galice (3), déjà connue par le livre des pèlerins de Compostelle.

Sainte-Marie-la-Daurade fut d'abord une construction particulière, élevée par un bourgeois du Puy-Saint-Front, Hélié de Charroux, dont la famille alliait la piété à la bienfaisance, ainsi qu'en témoigne le souvenir d'un vieil hôpital de Périgueux qui portait ce nom.

En 1207 (n. st.), Hélié de Charroux fit donation de cette chapelle entre les mains de Raymond de Châteauneuf, évêque

(1) Ou de Saint-Hippolyte. *Antiquités de Vésone*, t. II, p. 591.

(2) Notes dans le *Bull. de la Soc. hist. et arch. du Périgord*, t. II (1875), p. 271. Le pont en question est le Pont dit de *La Pierre*, de *Sainte-Claire* ou de *Saint-Jacques*, aujourd'hui ruiné, devant les abattoirs.

(3) Cf. Dufourcet (J.-E.), *Les voies romaines et les chemins de Saint-Jacques dans l'ancienne Novempopulanie*, dans le *Congrès archéol. de France*, LV^e session (1889) p. 240-264. De Périgueux partaient les routes de pèlerinage La Réole-Ostabat ; Agen-Auch-Gavarnie. De Gourgues n'a pas relevé cette particularité dans son *Dictionnaire topographique de la Dordogne*, v^o Chemin de Saint-Jacques.

de Périgueux, pour et en faveur des moines de Cadouin. Dès le 15 février 1207, ceux-ci pourvurent aux besoins de cette église et des frères qui y étaient établis par l'octroi d'un certain nombre de biens-fonds et de rentes en nature, entre autres le quart de la dime de la pêcherie de Bigaroque, sept pièces de laine, cinquante fromages de vache, etc. (1)

Il est difficile de suivre jusqu'à sa disparition, dont la date nous échappe, l'histoire du prieuré de la Daurade. En 1320-1321, lors du brûlement en masse des lépreux, il servit de lieu d'internement à quelques-uns des malheureux *Mésels* (2). Il paraît par la suite avoir servi de léproserie (3). La chapelle existait encore à la fin du xiv^e siècle (4).

GÉRAUD LAVERGNE.

I

1207. — *Donation par Raymond de Châteauneuf, évêque de Périgueux (1197-1210) à Pierre, abbé de Cadouin, et à l'abbaye de Cadouin, de l'église Sainte-Marie-la-Daurade, près Périgueux.*

(Orig. aux Archives de Cadouin jadis copié par Leydet. Bibl. nat., fonds Périgord, t. XXXVII, f^o 68).

R., Petragoricensis episcopus karissimo filio in Christo Petro, abbati Caduniensi, et successoribus suis, sibi canonice substituendis, salutem et omnimodam pacem. Cum, ex injuncto nobis officio, loca religiosa et Deo dicata diligere et confovere teneamur, illos potissimum debemus diligere et beneficia conferre, quos morum honestate et religionis fervore vidimus. Ea propter, fili Petre, nos, considerata tua honestate, et domus Caduniensis religione, et honesto servitio, quod assidue Deo et sue genitrici ibidem impenditur, tibi et successoribus tuis ecclesiam beate Marie de Deaurata, que est prope pontem Petragorarum, juxta stratam que ducit versus Sanctum Jacobum, habendam concedimus. Ut autem hec nostra donatio firma tibi et successo-

(1) Lespine dans les *Notes* citées plus haut, p. 272, se trompe sur les dates des deux actes que nous reproduisons, en attribuant à Raoul de Lastours (1210) ce qui appartient à Raymond de Châteauneuf (1207).

(2) Villepelet (R.), *Histoire de la ville de Périgueux*, p. 78.

(3) Arch. mun. de Périgueux, CC 43 : « payé 40 s. à un frère du couvent de la Daurade pour rente assignée aux lépreux ».

(4) Arch. mun. de Périgueux, GG 177, où il est question de la *chapela Nostra Dompna de la Daurada*, près du moulin de Cachepouil.

ribus tuis perduret, presens inde scriptum fieri et sigillo nostro communiri precepimus. Affuerunt autem huic nostre donationi G. de Costa, R. de Malmusso (1), A. Bertrandi, monachi de Cadunio ; Iterius de Cumbis, Petrus Laurentii, sacerdotes ; Petrus de Graulet, noster notarius ; Helias de Karroffio, dicte ecclesie fundator ; Garinus, canonicus Sancti Aviti (2) ; G. Landrie, P. Bernardi, R. Dau, burgenses de Petragoris. Facta autem fuit hec nostra donatio anno ab Incarnatione Domini M^o CC^o VI^o, [Innocentio] III Romano pontifice, Philippo in Francia regnante, episcopatus nostri anno X^o.

II

1207, 15 février. — Notification par l'évêque de Périgueux et l'abbé de Cadouin, de la donation faite par Hélié de Charroux, bourgeois du Puy-Saint-Front, à l'abbaye de Cadouin, de l'église Sainte-Marie-La-Daurade, à laquelle l'abbaye assigne un certain nombre de droits, immeubles et rentes pour l'entretien des moines desservant le prieuré.

(Orig. aux Archives de Cadouin, jadis copié par Leydet. Bibl. nat., fonds Périgord, t. XXXVII, f^o 67).

R., Dei gratia Petragoricensis episcopus et frater P., Caduniensis ecclesie dictus abbas, omnibus ad quos presentes littere pervenerint, salutem et pacem omnimodam. Testimonio litterarumstrarum, tam presentibus quam futuris, notum fieri volumus quod Helias de Carrophio, burgensis de Podio Sancti Frontonis, dedit Deo et beate Marie virgini de Cadunio, et monachis et fratribus ibidem Deo servientibus, sub regula Sancti Benedicti et ordinis Cisterciensis, ecclesiam Sancte Marie Deaurate, cum omnibus pertinentiis suis, que est sita in riparia Elle fluminis, prope pontem Petragorarum, quam ipse dictus Helias de Carrophio suis sumptibus edificaverat, et hanc donationem fecit ad honorem Dei et beate virginis Marię, pro salute anime sue, et patris et matris, et omnium parentum suorum. Facta siquidem hac donatione in manu et presentia nostra, fratres de Cadunio, considerata et inspecta tenuitate loci et novitate ecclesie supradicte, consilio et assensu nostro, et totius Caduniensis capituli, dederunt et concesserunt eidem ecclesie Sancte Marie Deaurate, et fratribus ibidem servientibus, perpetuo habendum et possidendum quidquid juris vel possessionis habebant vel habituri erant apud Petragoras vel circa, et

(1) Malmusson, hameau, comm. du Bugue.

(2) Saint-Avit-Sénieur, comm., canton de Beaumont.

domum de Chauda Valelha (1), cum omnibus pertinentiis suis ; et grangiam de Lussouleiras (2), cum pertinentiis suis ; et duo sextaria frumenti in parrochia Sancti Amandi (3), et quartam partem decime piscium, quam habent in piscatura de Bigaroca (4), scilicet *de salmos et de colacs* (5) *et de lempreas et d'anguilas*, et VII *pezas de lana*, ad pensum quo ipsi vendunt lanas suas, et quinquaginta caseos *vachiers*, quorum XXV festo beati Joannis Baptiste, cum jamdictis VII *pezas de lana*, et alii XXV in nativitate beate virginis Marie, singulis annis persolventur ; et X sextaria siliginis et V sextaria frumenti apud Brajairiacum (6), ad mensuram qua venditur et emitur in eodem castro. De grangia que vocatur Artilonga (7), vel de riparia apud Cadunium, que jamdicta XV supra dicte domui et fratribus ibidem servientibus in festo Sancti Michaelis singulis annis persolventur ; et corrigiam terre, que est in riparia de Gavirac (8), quam R. de Manhenac et Geraldus, et Petrus, fratres ipsius Raymundi, dederunt Deo et beate Marie de Cadunio, et monachis et fratribus, ibidem Deo servientibus in perpetuum, et omnia illa immobilia que domus de Cadunio acquirere poterit usque ad castrum de Limolio (9) et usque ad ecclesiam de Champsegret (10), que est inter Brageyriacum et civitatem Petragoricensem, exceptis mobilibus Helie Monsinis, que proprie abbacie de Cadunio collate fuerunt pro Dei amore, et exceptis conventualibus abbatibus, si forte prioratus Sancte Marie Deaurate non fuerit abbatia. Factum fuit hoc anno ab Incarnatione Domini M^o CC^o VI^o, indictione Xa, nonas februarii, luna IIIa, Innocentio Romano pontifice, Philippo regnante in Gallia.

(1) Caudeville, comm. de Douville, cant. de Villamblard.

(2) Lissouleix, ham., comm. de Saint-Laurent-des-Bâtons.

(3) Saint-Amand, comm. du cant. de Belvès ou de Vergt.

(4) Bigaroque, comm. de Coux-et-Bigaroque, cant. de Saint-Cyprien.

(5) Sorte de poisson. Cf. Ducange, v^o *colacus*.

(6) Bergerac, chef lieu d'arr.

(7) Artiguelongue. Cf. De Gourgues, *Dict. top. de la Dordogne*, p. 6.

(8) Comm. de Gardonné, cant. de Sigoulès (De Gourgues).

(9) Limeuil, comm., cant. de Sainte-Alvère.

(10) Campsegret, comm., cant. de Villamblard.

LA COMMANDERIE GÉNÉRALE D'AUBETERRE

DE L'ORDRE DE SAINT-ANTOINE EN PÉRIGORD

(1108-1838)

(Suite)

COMMANDERIES SUBALTERNES DE LA COMMANDERIE GÉNÉRALE D'AUBETERRE

Par la rapidité des premières fondations de l'ordre faites avant 1120 (1), on peut juger de celle des fondations qui suivirent durant tout le xii^e siècle. Après un siècle d'existence, plusieurs centaines de commanderies générales, ou subalternes, répandues dans toute l'Europe, relevaient déjà de la maison de Saint-Antoine-de-la-Motte (2).

Parmi les subalternes, qui dépendaient de la commanderie générale d'Aubeterre, nous avons pu relever les suivantes :

I. — La commanderie de Saint-Antoine-du-Pizou

« Hospitalis sancti Antonii, 1310. » (3).

« Sanctus Antonius de Pizone, 1360. » (4).

au sujet de laquelle le commandeur d'Aubeterre, Jean de Faure (*Fabri*), plaidait contre le comte de Périgord au xvi^e siècle (5).

Sa chapelle, sous le vocable de Saint-Antoine, où se voyait un tableau du saint avec le T sur l'épaule, existait encore il y a quelques années (6). Elle possédait cens, rentes, droits de lods et ventes, droits et devoirs seigneuriaux, prés, taillis, terres, droits de pêche et de chasse, passage de la rivière et bac, etc. (7).

(1) Dom Maillet-Guy. « *Les origines de Saint-Antoine* ».

(2) *ibid.*

(3) Gourgue.

(4) *ibid.*

(5) Archives de Pau « Inventaire ».

(6) Abbé Glère, curé du Pizou.

(7) Arch. de Cumond.

II. — La commanderie de Saint-Antoine-d'Auberoche, 1380,

« Hospitium sancti Antonii de Alba Rupe » (1).

peut-être une fondation de l'évêque de Périgueux, Guillaume d'Auberoche, le successeur de Rainaud de Thiviers, 1104-1128, non moins célèbre que son prédécesseur par ses nombreuses fondations.

III. — Celle de Saint-Antoine-de-Bergerac, au faubourg de la Madeleine, mentionnée dans le *Livre de vie* de la ville, 1300-1675 (2).

« Fach jurar solre l'autar de sen-Antonii » 1405 (3).

« Hôpital de monseigneur Saint-Antoine » 1502 (4).

IV. — La commanderie, ou préceptorie d'Excideuil, dont le Précepteur fut autorisé, en 1408-1409, à demander en quêtant des tuiles pour recouvrir l'église de l'hôpital (5). Mentionnée dans le testament de François de Bretagne, 1481.

Une pièce de terre figure encore au plan cadastral de cette commune sous la dénomination de « terre de la commanderie ».

V. — Celle de Saint-Antoine-du-Grand-Châtaignier, du Grand Castang, citée par M. de Gourgue (6).

Elle existait encore en 1648.

VI. — Celle de Saint-Antoine-du-Breuil, dans la paroisse de Sainte-Eulalie, Sainte-Aulaye-du-Breuil (7), canton de Vélignes.

« Sanctus Anthonius prope Brollium » 1456.

« Sanct' Antony » territoire de Montravel » 1464 (8).

Existait encore au xviii^e siècle (9).

(1) Procès-verbal de Pierre de Mortiers.

(2) Lespine. — Elie de Biran. — Abbé Pergot.

(3) *Ibid.*

(4) *Ibid.*

(5 et 6) Arch. de Pau. Inventaire.

(7) Gourgue.

(8) *Ibid.*

(9) Arch. de la Gironde.

VII. — La commanderie de Malatre, à Saint-Séverin-de-Pavancelle, en Angoumois ; ayant maison, terres, bois, un petit moulin, et des rentes, mesure de Malatre et de Barbezieux.

Existait aussi au xviii^e siècle (1).

VIII. — Celle de Pondaurat, *alias* Pontdorât, dans la paroisse de Saint-Martin-de-Montfélix, au diocèse de Bazas, dont l'abbé général de Saint-Antoine et le chapitre nommaient à la cure, sous réserve de l'approbation de l'évêque (2).

IX. — Celle de Queret, *alias* Queyret, au même diocèse, où l'abbé général et le chapitre avaient le même droit, et dont François de Lovera était commandeur en 1636 (3).

X, XI, XII. — Celles de Saint-Brix et de Clairac, au diocèse de Bazas, et de Lestars, au diocèse d'Angoulême, où l'abbé général et le chapitre avaient le même droit ; nommées à la suite des précédentes, manuscrit de 1691.

XIII et XIV. — Celles de Mauléon, au diocèse de Bordeaux, et de Plantade près Brive ; d'après M. l'abbé Nanglard.

Cette extension de juridiction de la commanderie générale d'Aubeterre dans ces diocèses rend assez vraisemblable l'existence d'autres annexes que nous ne connaissons pas.

A partir de 1298, le chef d'ordre eut dans sa dépendance, dans ses commanderies générales ou subalternes, des prieurés-cures et des paroisses dont il confiait la desserte à des religieux tirés de son sein.

Cependant la digue que les Hospitaliers avaient opposée au terrible fléau du Feu Saint-Antoine en avait arrêté les ravages.

A la fin du xiii^e siècle, il n'était plus connu que de nom. L'Ordre pouvait se glorifier d'avoir rempli victorieusement le but de son institution. Il avait conquis l'admiration des peuples, l'estime et les faveurs des souverains, qui tinrent à

(1) Arch. de Cumond.

(2) Mémoire M. S. de 1691. Arch. du Rhône.

(3) *Ibid.*

honneur de reconnaître ses services en le comblant de libéralités et de privilèges.

Saint Louis, avant de partir pour la VI^e croisade, 1270, l'exempta de toutes sortes d'impositions, gabelle, péages, droits et coutumes, dans toute l'étendue du royaume.

Henri III, roi d'Angleterre, lui donna à Londrès une maison magnifique érigée en commanderie générale, 1216-1272.

L'empereur Rodolphe lui octroya une multitude de franchises et d'immunités, 1273-1291.

CONFLIT ENTRE LES BÉNÉDICTINS ET LES HOSPITALIERS DE SAINT ANTOINE

Tous laïques à l'origine et consacrés exclusivement au soin des victimes du « Feu sacré », les Hospitaliers du chef d'ordre relevaient du Prieuré bénédictin pour toutes les cérémonies du culte.

Au Prieur seul appartenait la haute direction de la paroisse et du pèlerinage dont la vogue extraordinaire-faisait un des plus importants bénéfices des moines de Montmajour. A la première grande église élevée par eux en l'honneur des saintes reliques, consacrée le 20 mars 1119, par le Pape Calixte II, ils en substituaient déjà une nouvelle encore plus grande, encore plus riche, en beau gothique.

Mais voici qu'après un siècle d'existence les Hospitaliers, parmi lesquels s'était introduit peu à peu l'élément clérical, florissaient au dehors.

« De leur maison de Saint-Antoine relevaient déjà plusieurs centaines de commanderies générales ou subalternes répandues dans tout l'univers.

« Le Grand Maître avait autorité sur tous ces hôpitaux, sur leurs infirmiers, sur leurs malades. Mais, tout puissant au dehors, il n'était pas maître chez lui. Sa demeure, sur une terre appartenant aux moines, ne lui appartenait pas ; ses prêtres ne pouvaient accomplir les devoirs de leur saint ministère sans l'agrément des Bénédictins » (1).

(1) Dom Maillet Guy.

De ce voisinage et de cette rivalité devait naître un conflit. Il éclata en 1181, sous le Grand Maître Pierre Soffred qui sollicitait de l'archevêque de Vienne la permission de construire une chapelle pour le service particulier de l'hôpital.

S'attaquer à une puissante abbaye, comme celle de Montmajour, était hardi et téméraire. A cette demande, le Pape Alexandre III répondit par un refus, renouvelé en 1204. Mais, en 1209, et malgré l'opposition persistante des Bénédictins, l'archevêque de Vienne accorda l'autorisation.

Les Hospitaliers construisirent une chapelle, ou plutôt une église, qui, sous le vocable de Notre-Dame, devint bientôt aussi importante que remarquable par son élégance et la richesse de son architecture (1).

Le grand Maître pouvait désormais l'agrandir librement, l'enrichir de reliques, construire des bâtiments conventuels. Eglise et bâtiments formaient une paroisse distincte, avec son cimetière propre, et, comme curé, un Hospitalier. Dons et faveurs affluaient.

L'envahissement menaçait de s'étendre et de compromettre les ressources et l'existence même du Prieuré.

Cette rivalité eut pour la commanderie d'Aubeterre de singulières conséquences.

Comme le Prieuré de Saint-Antoine, du diocèse de Vienne, le Prieuré de Saint-Privat, du diocèse de Périgueux (2), siège de la commanderie, appartenait aux Bénédictins, à l'abbaye de Terrasson.

Quand furent élevées sur son territoire, autour de sa grande église, les églises filiales, ou succursales, de Saint-Vincent (3), Festalemps (4), Bersac (5), Cumond (6) et Mirand (7) (xii^e et xiii^e s.) les Bénédictins de Terrasson, témoins des démêlés de

(1) Elle a subsisté à côté de la grande église bâtie par les Bénédictins jusqu'au xvii^e siècle.

(2) Sanctus Privatus 1180. Cartulaire de la Sauve. Gourgue.

La maison du Prieur existe encore.

Saint-Privat d'Aubeterre, 1760.

(3) Jalmoutier « *Iuxta monasterium* ».

(4) Bulle d'Adrien IV de 1155. Pouillé du xiii^e siècle.

(5) (6) (7) *ibid.*

leurs confrères de Montmajour avec leurs puissants voisins, jugèrent prudent de se prémunir contre tout danger d'envahissement de la part de leurs nouveaux hôtes.

Non contents de faire de Mirand, où était la commanderie, une paroisse minuscule (1), ils eurent encore la précaution, en délimitant la circonscription des nouvelles paroisses, de réserver à celle de Saint-Privat, et sous la dépendance directe du Prieuré, entre celles de Cumond et de Mirand, par delà la première, une bande de territoire d'un quart de lieue de large environ, destinée à encercler celle de Mirand à l'est, au sud et à l'ouest dans les plus étroites limites, comme elle l'était au nord par la rivière de Dronne.

Disposition étrange, ne pouvant avoir d'autre but que d'ôter aux Hospitaliers toute velléité d'empiètement, ou d'extension sur les paroisses voisines.

Les Bénédictins avaient dressé devant eux une barrière infranchissable que le Prieur allait garder jalousement.

Cette curieuse enclave, comprenant la moitié même du village de Saint-Antoine groupé autour de la commanderie, la moitié de celui de la côte (2), le Maine, la Gaulie, au midi et à l'ouest. Pleine-Serve et moitié de la Séguinie (3), à l'est, a subsisté jusqu'en 1832, époque où elle a été réunie à Cumond.

Les Hospitaliers d'Aubeterre relevaient donc, eux et leurs malades, pour la réception des sacrements, les fonctions ecclésiastiques, le cimetière, de l'église paroissiale de Mirand. Leurs prêtres ne pouvaient accomplir les devoirs de leur ministère sans l'agrément du curé ou du vicaire de la paroisse. Comme leurs confrères du Dauphiné, ils n'étaient pas maîtres chez eux.

Mais on ne pouvait les empêcher, eux aussi, de grandir au dehors. Ils eurent bientôt des annexes, des rentes et des droits considérables dans un grand nombre de paroisses et nous verrons à l'importance des personnages qui furent

(1) 80 habitants en 1789.

(2) L'autre moitié appartenant à Cumond.

(3) L'autre moitié à Bersac.

nantis de cette commanderie qu'elle fut une des plus riches et des plus recherchées de la puissante corporation.

L'ORDRE DE SAINT-ANTOINE DEVIENT UN ORDRE RELIGIEUX

Cependant le nombre des Hospitaliers prêtres ne cessait de s'accroître. « L'Eglise voulut marquer de son sceau un institut « dont la charité bienfaisante s'étendait déjà à toutes les « parties du monde chrétien ».

Le Pape Célestin IV, 1231, chargea son légat de lui donner des statuts réguliers concernant les vœux et l'élection de ses membres, et Innocent IV, le 22 avril 1247, en fit de véritables religieux, en donnant au grand Hôpital la règle de saint Augustin (1). Honorius IV, 1285 1289, les approuva comme de véritables religieux et les prit sous sa protection.

« Les Hospitaliers et les Bénédictins ne se rencontraient plus que « sur le terrain des quêtes et des offrandes. Ceux-ci avaient besoin de « ressources abondantes pour l'achèvement de la grande église de « leur Prieuré de Saint-Antoine, et comment obliger les comman- « deurs, qui arrivaient de tous les pays du monde, à verser entre « leurs mains, au détriment des hôpitaux, la meilleure part des dons « recueillis, destinés le plus souvent par les donateurs au soin des « malades. » (2).

Le grand Maître Aymon de Montagny, élu en 1273, possesseur d'un grand nom et d'une grande fortune, était aussi un diplomate avisé. A son avènement, la lutte d'intérêts entre les deux maisons rivales était à son apogée. Par une transaction habile, il obtint de l'abbé suzerain de Montmajour l'investiture du Prieuré, le 20 mai 1289, tout en demeurant le chef du grand hôpital. La réunion des deux communautés sous un chef unique devait mettre fin au conflit.

Lorsque l'abbé de Montmajour, se ravissant, déchira tout à coup le pacte conclu et concéda le Prieuré à un de ses religieux qui en prit possession.

Aymon de Montagny ne recula pas devant les moyens de rigueur pour faire respecter son droit. Le Prieuré fut envahi,

(1) Non au xviii^e siècle comme le dit Moréri,

(2) Dom Maillet Guy,

The map illustrates the Enclave de Saint-Privat, a territory that was part of the Dordogne department but surrounded by the Charente department. The Dronne river is a central feature, flowing from the north towards the south. The enclave is situated along the right bank of the river, between the towns of Cumond and Saint-Privat. The map shows various roads, including the 'Le grand chemin de Saintonge' and 'Le grand chemin de Double'. The enclave is shaded in a light color, and the surrounding areas are labeled 'Charente' and 'Dordogne'. The map also shows the 'Passe de Saint Privat' and the 'Passe de Saint Privat'. The map is a detailed representation of the region, showing the layout of the river, roads, and towns.

les religieux expulsés, et la parole donnée au Pape pour trancher le différend.

Boniface VIII, par sa bulle du 10 juin 1297, enleva définitivement le Prieuré aux Bénédictins de Montmajour et l'unit à l'Hôpital. Il les érigea ensemble en « Abbaye », avec exemption de la juridiction des évêques, et la prérogative d'être immédiatement soumis au siège apostolique ; leurs membres, leurs biens, leurs hôpitaux, leurs commanderies, en quelque lieu qu'ils fussent situés (1).

Le 17^e et dernier grand Maître Aymon de Montagny fut déclaré « Abbé général et supérieur » de l'Hôpital et de toutes les commanderies qui en dépendaient (2).

A partir de ce moment il n'y eut plus de « Grands Maîtres » mais des « Abbés généraux » pour le gouvernement de l'Ordre.

En même temps les « Frères Hospitaliers » prirent la dénomination de « chanoines réguliers de Saint-Augustin ». On les appela « Les Antonins ».

L'année suivante, 1298, dans un chapitre général tenu par l'Abbé Aymon de Montagny, on dressa les nouveaux statuts. Les Hospitaliers, qui jusques là étaient uniquement adonnés aux exercices de la charité furent appelés à donner aux peuples, en même temps que l'hospitalité aux malheureux et aux malades, les secours spirituels par le ministère sacerdotal, la prédication, les sacrements.

Le mélange des clercs et des laïques subsista encore jusqu'en 1411. A partir de cette époque ces derniers furent exclus définitivement.

LA COMMANDERIE D'AUBETERRE APRÈS LA RÉFORME DE 1297

Les nouveaux statuts maintinrent à la commanderie d'Aubeterre son rang et son titre de « commanderie générale ».

(1) Pour dédommager les Bénédictins de Montmajour de leur éviction de Saint-Antoine, le Pape leur assigna une rente de 1300 livres tournois que les Hospitaliers devaient leur verser annuellement à titre d'indemnité.

(2) Il mourut en 1316, en grande vénération dans toute la chrétienté après avoir occupé le haut magistère pendant quarante trois ans.

Ils lui assignèrent six religieux, ou six chanoines réguliers de Saint-Augustin, chargés sous l'autorité d'un supérieur, qui conserva la dénomination de « commandeur », du service mixte de l'hospitalité aux malades et du ministère sacerdotal dans les paroisses où l'on réclamerait leur assistance.

Le nombre des clercs restait indéterminé.

L'abbé nommait lui-même les commandeurs généraux. Ceux-ci, à leur tour, et selon les statuts, désignaient les commandeurs de leur dépendance ou subalternes.

Par la bulle de Boniface VIII, de 1297, les cures, ou Prieurés-cures rattachés à l'Abbaye comme bénéfices à charge d'âmes recevaient pour l'église affectée au service paroissial la visite de l'Ordinaire, comme par le passé ; mais la maison curiale ou prieurale en était exempte.

La chapelle édifiée par les commandeurs d'Aubeterre, à côté de l'hôpital, pour le service des religieux et à leur usage personnel, était exemptée, comme leur maison, de la visite et de la juridiction de l'évêque de Périgueux et soumise directement au Saint-Siège (1).

Les successeurs d'Aymon de Montagny furent Ponce d'Alayrac mort en 1328, et Guillaume Mitte, mort en 1342, qui reprit les travaux de l'église des Bénédictins devenue l'église abbatiale ; un des monuments les plus remarquables de notre architecture religieuse. Les travaux en furent menés avec ardeur pendant toute la seconde moitié du xiv^e siècle, et, pour subvenir aux dépenses, le chapitre général de l'Ordre, les souverains Pontifes eux-mêmes, multiplièrent les appels aux diverses commanderies.

A cette occasion, celle d'Aubeterre eut, en 1363, à fournir son contingent pour la contribution de 1200 florins que le Pape Urbain V avait autorisé l'Abbé général à prélever sur toutes les commanderies générales pour être appliquée à l'achèvement de l'église (2).

Vers le même temps, ce même Pape imposa encore à

(1) En vertu d'une bulle de Benoît XI du 15 avril 1303, l'abbé général fut autorisé à s'adresser à tout évêque catholique pour l'ordination de ses sujets.

(2) Dom Dijon,

toutes les maisons de l'Ordre, pour une durée de vingt ans, une contribution spéciale pour subvenir aux frais des travaux.

Le Périgord a ainsi contribué par ses subsides à la construction de ce magnifique monument (1).

(A suivre)

M^{is} DE CUMOND.

NOTE

SUR L'ANCIENNE ÉGLISE DE LA TRINITÉ DE RIBÉRAC

Antérieurement à la Révolution française, le territoire de la ville de Ribérac était réparti sur trois paroisses, dont les chefs-lieux étaient les villages de Saint-Martial, de Faye et de Saint-Martin.

Pour la commodité du culte, trois églises annexes représentaient dans Ribérac les trois églises paroissiales. L'église Notre-Dame était annexe de l'église de Saint-Martial, l'église du Chalard l'était de l'église de Faye et l'église de la Sainte Trinité l'était de l'église de Saint-Martin.

De ces trois églises annexes, les deux premières étaient fort anciennes par rapport à l'église de la Sainte Trinité. L'église du Chalard représentait les vestiges du prieuré qui est signalé dans la relation de la visite du diocèse de Périgueux en 1305, par l'archevêque de Bordeaux, Bertrand de Got ; et l'église Notre-Dame était la vieille chapelle féodale du château de Ribérac, démolie sous les guerres de religion, reconstruite et agrandie et qui, depuis l'acte du 2 mai 1500, signé d'un commun accord par Odet d'Aydie, comte de Ribérac et Anne de Pons, sa femme, était devenue l'église de la collégiale qu'ils avaient fondée. Toutefois, l'église de Notre-Dame n'avait

(1) Aujourd'hui monument historique.

Voir l'admirable description qu'en a donné Dom Dijon.

(*L'église abbatiale de Saint-Antoine en Dauphiné*. Grenoble H. Falque et Félix Perrin. Paris, Alphonse Picard, 82, rue Bonaparte 1902).

été admise que vers le milieu du xvii^e siècle à suppléer, pour la commodité des fidèles, l'église de Saint Martial (1).

En revanche l'église de la Sainte Trinité était de fondation infiniment plus récente et, quand la Révolution intervint, elle n'avait même pas soixante années d'existence. Sa construction fut le résultat de l'initiative de messire de Crémoux, curé de Saint-Martin.

Ayant succédé à messire Pierre Dusolier, décédé en 1724, messire François de Crémoux acquit, dès 1725, le terrain sur lequel il projetait d'édifier la future église. L'acte de vente en fut passé par M^e Devillefumade, notaire royal, le 6 mars 1725.

« Cejourd'huy, sixiesme mars mil sept cents vingt cinq .. en la ville de Ribérac, paroisse de Saint-Martin et dans la maison de Monsieur de Labrôue, pardevant le notaire royal soubz signé et présents les tesmoins, bas nommez, ont etees présentes en leurs personnes Marguerite Carreau, veuve, et Marguerite Dumouly, sa fille, et icelle Dumouly, femme et procédante sous l'autoritté de Jean Lafaye, m^e arquebuzier, son mary... tous habitants du présent lieu et paroisse, lesquelles Carreau et Dumouly... ont... vandu... à Messire François de Crémoux, docteur en théollogie, prêtre et curé de la présente paroisse, habitant du bourg de Saint-Martin jcy présent... les trois quards à elle appartenants d'une aizine située dans le présent lieu et appelée de Chez Coulaud et à prendre lesd. trois quards d'icelle du cotté du couchant et puis vis à vis le mur de séparation de la grange desd. vanderesses et celle des héritiers de Thomas Cagoué... confrontant du cotté du levant aud. quard restant de lad. aizinne, du midy à lad. grange et aizinne des héritiers dud. Cagoué, du couchant au ruisseau du Ribeyraguet et du nord au pré du sieur Planche, médecin... et ce, pour y faire batir et édifier par led. sieur curé et les habitans une esglise ou dans partie d'icelle, ainsy qu'il en a le dessaim et qu'il sera par luy jugé à propos et convenable... lad. vandition... moyennant le prix de quarante cinq livres etc... » (2).

Il fallut plusieurs années à Messire de Crémoux pour mener ses projets à réussite et ce n'est que vers 1731 que l'église,

(1) Consultez à ce sujet « *La Collégiale de Ribérac* », dans *Le Journal de Ribérac*, 1913, *passim*.

(2) Arch. de M^e Léonardon, notaire à Ribérac.

qu'il plaça sous l'invocation de la Sainte-Trinité, fut livrée au culte.

Cependant, soit que l'édification de cette église répondît à un vœu cher, depuis longtemps, au-cœur des habitants, soit que Messire de Crémoux s'entendît particulièrement à solliciter la générosité de ses fidèles, il demeure constant que les dons affluèrent. Sans doute, quelques-uns sont entachés d'une certaine modestie, mais il est incontestable, alors que la Collégiale ne reçoit que des dons éloignés et infimes, que l'église de la Trinité à peine sortie de terre, attire mainte sympathie et la conserva toujours.

Le 23 octobre 1727, François Lacombe, bouchier, donne et lègue par testament la somme de 10 livres pour

« être employée à aider à la construction et bâtisse de l'église qui se fait actuellement dans la présente ville » (1).

Gabrielle Choumette, marchande, habitante de Ribérac, paroisse de Saint-Martin, par testament du 3 août 1728,

« donne 380 livres pour être employée à aider à servir à la construction de l'église qu'on fait bâtir dans la présente ville, dédiée à la Sainte Trinité... Et, de plus, donne et lègue à lad. église tous les sierges et autre sire, de quelle espèce qu'elle soit, qu'elle a dans sa boutique et dans la présente maison, laquelle elle veut être donnée au s^r curé de Saint-Martin, immédiatement après son décès, à la condition qu'elle ne sera brûlée que dans lad. église de la Sainte Trinité. Et encore, de plus, elle donne et lègue à lad. église sa présente maison en son entier avec son ayzine par le dernier, confrontant, du levant, à la rue par laquelle on va de la place publique au bourg de Saint Martin, du midy, à la maison de M^e Guillaume Pourteyron, notaire royal, du couchant, à la place de la Halle, et du nord, à la maison de Jean Devernines... et de laquelle maison, led. s^r curé de Saint Martin pourra s'en mettre en possession immédiatement après le décès de lad. testatrice et, lui et messieurs les curés ses successeurs, la jouir perpétuellement à l'avenir, à la charge par led. s^r curé et ses successeurs de faire, annuellement et perpétuellement, et à chaque jour du lendemain de la fête de la Sainte Trinité de chaque année, un service

(1) Arch. dép. de la Dordogne. Pierre Dusolier de Fonjoumard, notaire.

où sera appelé neuf prêtres, avec led. s^r curé, qui diront tous la messe pour le repos de l'âme de lad. testarresse... » (1).

Quelques mois plus tard, demoiselle Anne de Masfranc, se sentant sur la fin de ses jours, fait un don plus généreux encore.

« Au lieu de Ribérac, dans la maison de feu M^e Pierre de Labroue, docteur en médecine... a été présente Anne de Masfranc, damoiselle veufve dud. feu sieur Labroue. habitante de la présente maison... laquelle a fait son testament... Lègue la somme de mille livres pour être employée après son décès à l'édifice et perfection de la nouvelle esglise qu'on a commencé de bâtir dans le présent lieu de Ribérac, paroisse de Saint-Martin... outre ce, un timbre de cuivre et une grande bassine de cuivre jaune quy sont dans la présente maison, pour ayder à faire une cloche à lad. nouvelle église. De plus, donne à lad. esglise trois douzaines de serviettes fines de lin, deux nappes fines aussy de lin, le tout presque neuf et deux chandeliers de cuivre jaune et un de ses habits d'étoffe de soye popeline-avec la jupe, et le tout pour être employé aux ornements de lad. esglise en ce qu'elle prie M. le curé de lad. paroisse et ses successeurs curés à l'avenir de lui dire deux messes de requiem tous les ans, tel jour qu'il leur plaira... Donne, de plus, lad. demoiselle de Masfranc à la nouvelle esglise de Ribérac une escuelle à bouillon et cinq petites cuillères, le tout d'argent, qu'elle a dans la présente maison, pour faire un callice pour la nouvelle esglise... comme aussy tous les quartiers de jauvelle du pays qui sont au devant de la présente maison à elle appartenant... » (2).

Anne Hugon, femme de François Borie, sergent royal, lègue le 13 avril 1730 vingt sols « à la fabrique de l'esglise nouvellement bastie » (3).

Le chanoine Jean Gravier, chapelain de la Collégiale, qui devait nécessairement, en cette qualité, préférer l'église de Notre-Dame, partage également ses largesses entre les deux églises et son testament du 17 avril 1734 fait mention d'un legs de dix livres à l'une et à l'autre (4).

(1) Arch. dép. de la Dordogne. Pierre Dusolier de Fonjournard, notaire.

(2) Arch. de M^e Gendraud, de Verteillac. Pierre Constantin de Lalande, notaire.

(3) Arch. dép. de la Dordogne. Pierre Dusolier de Fonjournard, notaire.

(4) Arch. de M^e Rosset-Bressand à Ribérac. Guillaume Pourteiron, notaire.

Raymonde de Guillaumes, femme de Pierre de Ribéron, cabaretier, donne 10 livres aussi (6 juin 1734) (1).

Enfin Catherine du Burguet, dame de Valladou, lègue aussi à la même église, après avoir exprimé le désir d'y être ensevelie,

« tous ses habits et hardes, ensemble tout le linge fin qu'elle peut avoir, en quoy que le tout puisse consister et veut que sesd. habits soient employés pour faire des ornements à lad. église et le linge pour le service d'icelle... » (2).

L'inventaire qui, le 18 février 1742, fut fait de la succession de madame de Valladou, nous renseigne sur l'importance de ce legs. Il consistait en :

« une robe de chambre et jupon de damas rouge et blans à fleurs, ases bon, un autre robe de chambre d'un gros detour couleur gris de lin, fort uzée, un autre robe de chambre de chatin à fleur jaune, le fonds violé, ases bon, plus un autre robe de chambre de ras de Saint More my uzée, un jupon de damas jaune, bleu et rouge, my usé, un autre jupon de ras de Saint More fort uzé, un pallatine de plume noire, une grande coife de gage (gaze) à fleur noire fort uzée, trois coiffures garnies de dantelle de peut de valleur, trois paires de manchettes aussy garnies de dantelles fort uzées, une crevate pour femme brodée en sois, presque neufve, une paire de mitène de floré noir de peut de valleur, une paire de bas de soye verte, deux paires de mulles bordées en argent, une paire presque neufve et les autres presque uzées, un chapellé de rouge presque neuf, six linceux de brins, quatre réparonnes, my uzé, onze serviettes de brins presque neufve, deux douzaines de serviettes ouvrés fort fines my uzées, cinq serviettes fort fines et grandes presque neufve, une grande nape ouvrée fort belle et bonne, trois autres napes ouvrées aussy for belle et my uzée, plus un autre grande nape d'un ouvrage de Flandre, à fleur fort belle et bonne » (3).

On peut s'étonner qu'après tous ces dons, celui qui en avait sans doute inspiré la pensée aux donateurs, venant à mourir à son tour, n'ait rien laissé à l'église qu'il avait bâtie.

(1) Arch. de M^e Léonardon à Ribérac. P. Dusolier de Fonjoumard, notaire.

(2) Arch. de M^e Rosset-Bressand à Ribérac. Guillaume Pourteiron, notaire.

(3) Arch. de M^e Rosset-Bressand à Ribérac, Guillaume Pourteiron sr de Grandpetit, notaire.

C'est que Messire de Crémoux avait, quand la mort le prit, d'autres projets au sujet de Ribérac, dont nous parlerons quelque jour.

On aimerait à connaître les détails de construction et d'aménagement intérieur de cette église. A cet égard, les archives révolutionnaires nous renseignent exactement. On lit dans une délibération, du 29 brumaire au 3, du Directoire de Ribérac, concernant l'exécution de divers travaux en cours :

« Cette église n'ayant été bâtie que sur la fin de l'ancien régime, s'est trouvée bien loin d'être parachevée, lorsque le nouvel ordre de choses a changé sa destination primitive. Cette église, qui n'est qu'une simple chapelle, n'a que les quatre murs et le toit... Pour y faire les réparations nécessaires, il faudrait quatre mille livres au moins (1) ».

Voilà qui met les choses cruellement au point.

Cependant, pour si nue qu'elle fût, cette église possédait, et, sans doute, en supplément du maître autel, un autel de Notre-Dame des Agonisants, dont l'existence nous est attestée par le document suivant :

« Le dix set may mille set cent trente et huit, dans l'esglise de la Sainte Trinité, succursale de Saint-Martin de Ribérac, a été enterrée Marguerite Lacombe, épouse de sr Pol Grapin, enseignant le latin aux enfants de Ribérac et des environs, âgée de vingt huit ans ou environ, morte la nuit passée... et a été enterrée dans laditte esglise, devant l'autel de Notre Dame des Agonisants, comme elle l'avait demandé, sur la promesse de payer dix livres à la fabrique de laditte église et de faire remètre le pavé.

Ont assisté à l'office et convoi, Mrs les curés de Saint Martial, de Faye, et Mrs Eymard, Dusolier et Ferchat, chanoines de Ribérac, qui se sont retirés sans signer..

CRÉMOUX, curé de Saint-Martin de Ribérac (2) ».

On sait aussi qu'au dessus du portail se trouvait une inscription (on ne dit pas laquelle) qui attribuait au comte de Ribérac le patronage de cette église. C'est ce qui ressort d'une délibération du conseil municipal de Ribérac du 19 novembre 1792 :

« Le bureau municipal est assemblé, on a annoncé une députation de l'assemblée électorale de ce district et, à l'instant, les citoyens

(1) Arch. dép. de la Dordogne. Série L. 777 f° 104.

(2) Reg. paroissiaux de Saint-Martin, G.G. 19 f° 61 Mairie de Ribérac.

Trarieux, Comte, Faucher fils, Lavocat et Lafon, composant la députation, ont expliqué que le sujet de leur mission était d'inviter la municipalité à faire effacer de dessus le portail de la Trinité une inscription qui attribuerait au ci-devant seigneur le patronage de ladite église » (1).

L'église de la Trinité n'occupait pas toute l'étendue du terrain acquis par messire de Crémoux. Une partie du terrain libre avait été réservée pour le cimetière, et le reste, conservé par le curé, son décès étant intervenu, avait passé à ses héritiers. Mais, les années s'écoulant et le cimetière s'étant rempli, la communauté de la ville de Ribérac avait empiété sur ce terrain pour l'inhumation de ses morts, notamment pour la sépulture des pauvres de l'hôpital. Cet empiètement fut, après quelques discussions qui faillirent tourner en procès, l'occasion d'un accord aux termes duquel la ville paya le terrain usurpé 130 livres qui furent déboursées par M. Eymeric de Lachèze, docteur en théologie, prêtre et vicaire de la paroisse de Saint-Martin, au nom de la communauté (2).

Dès l'année 1756, l'église de la Trinité se trouva avoir besoin de sérieuses réparations. Le 9 mars de cette année, le syndic fabricien qui était Pierre Arnaud s^r du Charpre, m^e chirurgien, les habitants convoqués au son de la cloche, expose à l'assemblée « que la charpente de lad. église de la « Sainte Trinité est totalement en ruine et en danger de « tomber, ce qui a empêché d'y faire le service divin », que depuis 1753, il est question d'y remédier que le curé de la paroisse, messire Gros, le sait et y consent et même « a fait « publier à diverses fois de donner lesd. réparations à l'ouvrier « le moins disant ». Et, cependant, aujourd'hui qu'il s'agit de conclure le marché avec Jean Beudet, dit Lanauve, charpentier, habitant au lieu de Chez-Breychou, le curé se dérobe. Le syndic prie l'assemblée de passer outre et de lui donner pouvoir de traiter de l'affaire (3). L'assemblée en décida ainsi et, les réparations achevées, Pierre Arnaud s^r du Charpre, le 29 novembre de la même année, retira quittance de la somme

(1) Arch. de la mairie de Ribérac. F. 6 N° 14 f° 8.

(2) Arch. de M^e Rosset-Bressand à Ribérac. Gaspard-Guillaume Pourteiron s^r de Bobinat, notaire.

(3) Arch. de M^e Rosset-Bressand à Ribérac. Léonard Chanard, notaire.

de 200 livres dud. Beaudet qui reconnaissait avoir aussi « reçu quatre livres, pour paiement d'une échelle à main « destinée au service de lad. église » (1).

Après la mort de Pierre Arnaud, l'église de la Trinité demeura, pendant cinq à six ans, privée de syndic fabricien. Les habitants, convoqués dans les formes habituelles, lui donnèrent pour successeur, le 9 mai 1769, M. M^e Jean Limousin, avocat. A vrai dire, M^e Jean Limousin avait été déjà nommé verbalement l'année d'avant et l'assemblée de ce jour n'intervenait que pour le confirmer dans sa charge (2). Il exerça sa fonction jusqu'en 1777, mais

« comme ledit sieur Limousin s'est absenté et a transporté son domicile dans un autre lieu dont la trop grande distance le met dans l'impuissance de vaquer plus longtemps au deu de sa charge, que, cependant, cette église est dans un état de déperition, soit à cause des inondations qui ont dégradé partie des murs ou mis en désordre les meubles et effets qui sont dedans, de façon qu'elle est dans ce moment abandonnée... »

François Planche, s^r de Laborie, bourgeois et négociant, fut nommé le 15 juin 1777 (3). Celui-ci ayant volontairement démissionné, Elie Laborie Planche, « aussi bourgeois », le remplaça à partir du 12 septembre 1784 (4).

On sait ce que l'église de la Trinité devint sous la Révolution, un lieu de réunion publique où s'assemblaient les citoyens pour procéder aux élections primaires, ensuite Temple de la Raison (5). Et c'est même à cette affectation qu'elle dut de conserver momentanément sa cloche.

« Et attendu que cette cloche est trop petite et insuffisante pour le service d'une commune aussi étendue que celle de Ribérac et qu'il est nécessaire de lui en substituer une autre, le Conseil arrête qu'il fixe

(1) Arch. de M^e Rosset-Bressand à Ribérac. Guillaume Pourteiron, s^r de Grandpetit, notaire.

(2) Arch. de M^e Rosset-Bressand à Ribérac. Jean Pourteiron, s^r de Bobinat, notaire.

(3) Arch. de M^e Rosset-Bressand à Ribérac. Jean Pourteiron, s^r de Bobinat, notaire.

(4) Id.

(5) Arch. dép. de la Dordogne. Série L. 773 f^o 127.

son choix sur la cloche de l'église de Faye, qui sera, en conséquence, déposée à part et réservée sauf à donner quand le service l'exigera la cloche du Temple de la Raison » (1).

Il parut, à un moment donné, que l'église de la Trinité fût destinée à devenir l'église paroissiale de Ribérac. Elle était d'un accès tellement plus commode, que l'église de Notre Dame et jouissait incontestablement de la préférence du peuple.

Quand la nouvelle de l'arrestation de Louis XVI parvint à Ribérac, le 26 juin 1791, le procès-verbal qui en fut rédigé, se termine ainsi :

« Tous les citoyens ayant manifesté leur joie de l'arrestation du Roi et demandé qu'il fût rendu grâce à Dieu d'un événement heureux, il a été arrêté qu'à l'instant on se transporterait à l'église de la Trinité pour y chanter le Tedum (sic) et ensuite faire un feu de joie, ce qui a été fait dans le plus grand ordre » (2).

Au reste une délibération du 22 novembre 1792 du Conseil général de la commune de Ribérac est formelle à ce sujet :

« Le Conseil général de la commune, considérant le mauvais état de la route de Bordeaux dans la partie qui aboutit à la ville de Ribérac, du côté occidental... considérant que la direction tortueuse et embarrassée du Ribeyraguet occasionne de fréquentes inondations qui submergent une grande partie de la basse ville... considérant qu'en faisant les réparations convenables, il serait aisé de faire cesser tous ces inconvénients... et rendre l'accès plus facile pour l'église de la Trinité (sic) qui va devenir église paroissiale, arrête etc... » (3).

Ce projet fut cependant abandonné au profit de l'église de Notre Dame à cause, sans doute, de la petitesse de l'édifice et, plus encore, des frais dont nous avons parlé.

Complètement désaffectée, l'église de la Trinité fut transformée, plus tard, en marché aux grains, après avoir servi pendant le reste de la tourmente révolutionnaire de dépôt de fourrages (4).

(1) Registres mun. de Ribérac. F6, n° 12 f° 3 Cité par A. Dubut dans « Événements religieux dans le Ribéracois ». Ribérac, Langaret 1912.

(2) Arch. dép. de la Dordogne. Série L. 773, f° 127.

(3) Arch. de la Mairie de Ribérac. F. 6 n° 14 f° 10. 12 novembre 1792.

(4) Arch. dép. de la Dordogne. Série L. 777 f° 181.

Aujourd'hui, c'est le théâtre municipal de la ville qui marque l'emplacement où fut édifié ce sanctuaire disparu.

Docteur Emile DUSOLIER.

BAIL A CHEPTEL

CONSENTI PAR DOM FRANÇOIS LEBRUN, SYNDIC DE L'ABBAYE
CISTERCIENNE DE PEYROUSE, PRÈS DE SAINT-SAUD, EN 1733
EN FAVEUR DE PIERRE DE GRANDCOINGT

L'Ordre de Cîteaux, rameau vigoureux du grand arbre bénédictin, fut fondé, à 20 kilomètres de Dijon, en 1098, par saint Robert, abbé de Molesmes.

De Cîteaux, où il avait pris l'habit et inauguré sa vie monastique, saint Bernard était envoyé dans le diocèse de Langres (aujourd'hui de Troyes), et fondait l'abbaye de Clairvaux, en 1114.

En 1153, une colonie de moines quittait Clairvaux et bâtissait l'abbaye de Peyrouse, en Périgord, à 28 kilomètres du chef-lieu, dans la direction de Nontron.

Ce monastère, dont nous avons vu les ruines pendant la guerre, il y a six ans, n'a plus son cloître, mais possède encore la plus grande partie du cellier et les murs, nus et sans faite ni étages, du principal corps de bâtiment. La chapelle existe encore, sans toit.

La pièce suivante se rapporte à cet établissement religieux, sous l'abbatiate de Dom Pierre de La Brousse de Verteillac.

Elle provient des archives du château de la Rhue, paroisse de Saint-Jory-de-Chalais, et nous a été communiquée par le jeune Eugène Rousseau, ancien élève du lycée de Périgueux, aujourd'hui militarisé et étudiant en médecine.

« 25^e d'oust 1733.

CEJOURDHUY vingtecinquième du mois d'aoux mille sept cent trente troies, au lieu de Peirouze, paroisse de Saint Saud en Périgord, dans la Maizon abassiale dud. lieu, pardevant le n^{re} royal sousigné et présents les témoins bas nommées, a été present, M^e Pierre Degrandcoingt, n^{re} royal, hab^t du village de Veyrinas paroisse dud. Saint Saud, lequel deson plain gré areconnut et confessé tenir à croit et chetail, suivant la coutume dupeis de messieurs les Religieux de labeye dud. Peyrouse, dom François Brun, pretre religieux saindic de lad. abeye, icy

present estipulant et acceptant et faizent pour lantière communauté, sçavoir, est une pere de bœufs poil fauvet, pris par led. Degrandcoing delacour de lad. abeya. et aiceux remis a Jean Bretout, son metayer au village de Lagarde, sous le pris et chetail de la somme de huit vingt huit livres, lesquels bœufs led. de Grandcoing veut et consent que led. Bretout, son metayer aud. Lagarde, régisse et gouverne iceux dans lad. meterie en bon pere de famille, et de tout le crois et profit provenant diceux en faire fidelement par et moitié aud. sieur Don Le Brun, saindic de lad. abeya de Peyrouze sans pouvoir vendre ny changer iceux sans le consentement dud. sieur saindic, et ou il passerait outre, sera libre aud. sieur saindic de les prandre la part ou il les trouverat, sans figure deprocès, promettant, et soblige led. Grandcoingt de faire valoir lesd. bœufs ou autres provenant deux, à la susd. somme de cent soixante huit livres, toute fois et quante qu'il en sera requis par led. s^r saindic, a lexecution de tout led. Degrandcoing at obligés et hipotequé tous et chacun cest biens, et meubles, de quoy et du tout les parties mon requis acte que leurs ay concédés sous le sel royal ex presences de sieur Léonard Lachaud hab^t de la présente Maizon, et Leonard Pabot, Marchand, hab^t du village des Rifes paroisse de Saint Jory de Chaleyx, temoins connus, que led. sieur Lachaud assigné avec lesd. sieur saindic, et Degrandcoing et non led. Pabot nesachant decet enquis.

Contrôlé à Miallet
le septième 7^{bre} 1733.
Resu douze sols
DEGORSE

DE GRANDCOING, acceptent
F LE BRUN, syndic de Peyrouse.
LACHAUD
DUBOURGUEUX no^{re} royal.

Pour copie conforme :

A. JARRY, *Aumônier du Lycée de Périgueux.*

LETTRE DU VICOMTE DE LEGÉ

(1774)

Qui n'a pas lu l'amusant récit de ce voyage, fait en Périgord au XVIII^e siècle, par le procureur parisien Courtois ? Il fit l'objet d'une plaquette, devenue introuvable, mais heureusement rééditée sous les auspices de notre sympathique secrétaire général (1).

(1) *Voyage de Monsieur Courtois en Périgord, avec un avant-propos et des notes, par Ferd. Villepelet, Sauveterre, J. Cholet, 1878, in-18 de 80 pages.*

Courtois avait accompagné en Guyenne Angélique-Gabrielle Joumard des Achards, épouse de François-Alexandre de Galard de Béarn, dont il soutenait les intérêts dans des contestations relatives à la propriété du château de Montaigne.

Il m'a été communiqué une lettre, dont je reproduis le texte ci-après, où l'on retrouve la comtesse de Béarn et quelques noms de lieux et de personnes mentionnés dans la relation de Courtois, notamment le château de La Lane, près de Sainte-Bazeille : là demeuraient M^{me} de La Peyre et sa fille, qui avait remplacé son frère dans une instance commencée contre lui par la maîtrise des eaux et forêts.

L'auteur de la lettre est Hélié Achard Joumard, vicomte de Legé, Lajemaye et La Conquête, demeurant en son château de Legé, paroisse de Lajemaye, chef-lieu du pays de La Double, où il mourut le 4 août 1789 ; la destinataire, Marie-Andrée de La Croix de Jovelle, vicomtesse de Legé, demeurant au repaire noble de Fontgrenon, paroisse de Cercles, où elle décéda en l'an VII.

Cette dame était veuve de Hélié Joumard Achard, fils de feu Louis-François et d'Elisabeth de La Faye. Après dix ans de mariage, elle avait, « pour des raisons graves », intenté, en 1754, devant le sénéchal de Périgueux, une action en séparation de corps et de biens contre son mari. Le jugement allait être rendu, lorsque des parents et amis amenèrent un arrangement entre les deux époux. Cette transaction, qui laissait à la femme la jouissance de ses biens, fut passée devant M^e Dusolier, notaire, le 15 février 1755 et homologuée par un arrêt du Parlement de Bordeaux. Le vicomte de Legé étant mort le 20 mai 1766, sa veuve attaqua en nullité la transaction, par le motif qu'elle l'avait signée par inexpérience et sous l'empire du trouble et de la crainte. De là toute une procédure : lettres en restitution signifiées à Elisabeth de La Faye et Augustin des Achards de Joumard de Legé, mère et fils ; après la mort de celui-ci, assignation, en reprise d'instance, de sa sœur Marie des Achards de Joumard de Legé, épouse de François-Isaac de La Cropte, comte de Bourzac ; enfin, recours contre le vicomte de Legé Hélié,

détenteur des biens de son cousin, comme héritier substitué. C'est avec ce dernier que Marie-Andrée de La Croix termina toute contestation, en renonçant à ses droits moyennant une somme de trois mille livres.

On est en présence d'une famille habituée aux procès. Mais quelque ardeur que l'on mette dans ses revendications en justice, on ne se départait point d'une exquise politesse, comme en témoigne la lettre suivante du vicomte de Legé, devenu le débiteur de sa cousine de La Croix :

« A Madame

« Madame la vicomtesse de Legé, en son château
« de Fongrenoux,

« à Fongrenoux.

« Je viens de recevoir dans le moment, Madame et très chère cousine, la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, et par laquelle je vois avec plaisir que vous jouissés d'une parfaite santé; je vous en souhaite la continuation.

« Si les voyages que j'ai été obligé de faire ne m'ont pas tenu si longtemps du côté de La Lanne et de Bordeaux, j'auray été chez M. Pourteyron (1) pour lui réitérer mes prières, pour nos affaires communes, je l'en prié en venant de chez vous, en passant par Ribérac, d'y travailler aussitôt que vous lui auriez fait passer vos pièces. Ainsy, ma chère cousine, soyez tranquille; sy je ne puis m'y rendre, je lui écriray.

« Pour à l'égard de vos intérêts, soyez persuadée, ma chère cousine, que je vous feray bon de ceux qui sont échus et à échoir. Ma lettre vous servira d'assurance, ma chère cousine.

« Vous ignorez, sans doute, que Madame de La Lane est ici avec moi. Nous avons passé par Bordeaux pour y joindre Madame de Bearn, qui est à la suite, d'un procès contre M. de Pontac. Nous y avons laissé avec elle notre cousine de La Peyre, qui y est aussy pour un procès ou plusieurs. J'attends qu'elle m'écrive pour que j'aille les chercher; mais je m'imagine qu'elles attendront pour cela à la fin du carême. Si, en attendant, ma chère cousine, vous vouliez venir passer

(1) M^e Pourteyron, notaire royal à Ribérac, avait, le 24 août 1744, au repaire noble de Jovelle, passé le contrat de mariage de la vicomtesse de Legé. Elisabeth de La Faye s'y fit représenter par son cousin germain Augustin de La Faye, seigneur de La Renaudie, paroisse de Villetouraix.

quelques jours avec nous, vous pourriés les attendre ici, en tenant compagnie à ma chère mareine. Ne doutez pas, je vous prie, de toute la satisfaction que j'en ressentiray en mon particulier. Ce sont avec ces sentiments que j'ay l'honneur d'être bien respectueusement,

« Madame et très chère cousine,

« Votre très humble et très obéissant serviteur (1),

DE LEGÉ, approuvant l'écriture si-Jesus.

« Nostre cousine de La Lane vous ambrase de tou son cœur.

« Madame votre belle-mère est bien mal, vous santès qu'à son age on ne peut espérer auqun rétablissement. Elle nous a fait demander, ma cousine et moy. Monsieur de La Faye (2) y est depuis deux jours ».

Elisabeth de La Faye, dont le vicomte de Legé annonce l'état désespéré, ne tarda pas, en effet, à mourir. Elle était fille de Poncet, seigneur du Maine, et de Marie du Lau. Lorsque, à la mort de son père, en 1732, elle avait fait sonner à deuil les cloches de la paroisse de Siorac-de-Ribérac, sur laquelle était situé son château du Maine, elle s'était heurtée à l'opposition de Charles-Antoine-Armand-Odet d'Aydie, marquis de Ribérac. Celui-ci porta contre elle une plainte au Présidial de Périgueux, en sa qualité de seigneur haut justicier de la paroisse de Siorac. C'est en ce même château du Maine qu'elle s'éteignit presque centenaire. Elle avait épousé, en 1718, Louis-François de Joumard des Achards, vicomte de La Double et de Légé, fils de feu Godefroy-Joseph et de Marguerite de Mellet de Fayolle.

A. DUJARRIC-DESCOMBES.

UN INCIDENT A PROPOS DE GRAINS

DANS LA COMMUNE DE SAINT-MICHEL-LÉCLUSE PENDANT
LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

En l'an II de la République française, les habitants de certaines communes du Ribéracois, dépourvues de grains,

(1) Jusque là, cette lettre est écrite par une main étrangère. La signature et le post-scriptum sont du vicomte de Legé.

(2) François de La Faye, seigneur de La Renaudie : ancien officier, chevalier de Saint-Louis.

durent s'approvisionner aux marchés de leur voisinage à l'aide de bons délivrés par leurs municipalités.

C'est ainsi que, le 25 pluviôse (14 février 1795), le citoyen Pierre Patris, charpentier, au village de Lavautour (1), commune de Saint-Michel-Lécluse (2), se présenta au minage de Ribérac « pour se faire délivrer deux boisseaux de froment », quantité correspondante à ses besoins immédiats, au taux du rationnement.

Ce jour-là, les réquisitions pour la conduite des grains avaient fait défaut. De sorte que, « pour se faire délivrer ledit froment », Patris eut la témérité d'exposer qu'il y avait bien assez de grains dans la commune de Saint-Michel-Lécluse, mais qu'on n'avait pas voulu lui donner de bons pour en prendre chez pas un citoyen de la commune. Alors, les officiers municipaux chargés de la distribution des grains ne donnèrent qu'à lui le montant du bon entier, et aux autres la moitié seulement, ou les trois-quarts de ce que portaient leurs bons ; ce qui fit que ces derniers portèrent plainte à la municipalité de Saint-Michel-Lécluse de la conduite qu'avait tenue ledit Patris.

Des éclaircissements sont donc demandés par la municipalité de Ribérac à celle de Saint-Michel-Lécluse. Les citoyens Biret, maire, et Courcelle, agent national, armèrent aussitôt huit fusiliers de la garde nationale de leur commune et se rendirent au domicile de Patris, pour le sommer de leur indiquer « les maisons où il pourrait y avoir de l'excédent ».

Epouvanté peut-être par cette arrivée subite, il ne se montra pas, « sachant qu'il avait fait un faux exposé ». Sa belle-mère, Marie Grimard, eut à répondre à sa place : Elle déclara tout d'abord qu'il était à Ribérac, puis à Lussac, près de Libourne. Bref, elle s'entrecoupa, et le maire Biret, avec l'agent national Courcelle, ordonnèrent aux huit fusiliers de cerner son habitation, d'y monter la garde à ses frais et dépens jusqu'à l'apparition de son gendre.

Pendant que les grains provenant du marché de Ribérac

(1) Lavautour est situé à 30 kilomètres de Ribérac.

(2) Actuellement Saint-Michel-Léparon.

étaient séquestrés, il y eut à Lavautour un attroupement hostile à Marie Grimard. Sans attendre la notification du procès-verbal relatant les faits susdits, elle s'échappa. Subrepticement, elle alla porter plainte à l'Administration du district de Ribérac contre les agissements des officiers municipaux de Saint-Michel-Lécluse et l'attroupement qu'ils avaient provoqué autour de sa maison.

Le Comité révolutionnaire de Ribérac, siégeant en permanence, est saisi de l'affaire. Il fait comparaître immédiatement à son bureau le maire Biret, l'agent national Courcelle (c'était le plus visé) et les autres membres du conseil (Picot, Pigeon, Mazeaud et Lachaud) et dresse, à la suite, le procès-verbal suivant, à la date du 29 pluviôse an II :

« Vu la pétition de Marie Grimard aux Administrateurs du district de Ribérac et le renvoi par eux fait au Comité de ce jour ;

« Considérant que l'attroupement dénoncé par cette pétition, et à la tête duquel était un officier municipal, peut avoir des causes justes ; que la municipalité a pu requérir et faire marcher la force armée pour l'exécution de ses mandats, ou arrêtés ; que la demande faite à cette femme de Patris, son gendre, pour indiquer où était le blé à vendre dans la commune. que des citoyens cachaient, peut être fondée ;

« Considérant que tout citoyen qui, cachant des comestibles dans ce moment pour les soustraire, se rend très coupable ; que ce motif a pu engager la municipalité à s'en assurer par elle même et à faire accompagner un officier municipal pour en imposer et faire respecter l'autorité qui lui est confiée ;

« Considérant encore que la garde établie chez cette femme fait présumer qu'il y a eu des motifs pour cela, et que la loi attribuant des fonctions importantes aux municipalités, elles doivent prendre les mesures convenables pour que les délits soient vérifiés et punis ;

« Considérant, néanmoins, que si cet attroupement s'était formé illégalement, Courcelle, s'y trouvant compris, serait très coupable et devrait être puni selon la rigueur des lois ;

« Le Comité arrête que, pour prendre des renseignements sur l'attroupement dénoncé, et les causes d'icelui, Fulchie et Lebas-Lacour, deux de ses membres, se transporteront sur la commune de Saint-Michel-Lécluse, domicile de ladite Grimard, dresseront procès-verbal du tout, feront lever la consigne posée chez la Grimard, s'il y a lieu, et lui feront rendre son grain, ou le pain en provenant ;

« Demeurent également autorisés les dits commissaires à prendre toutes les mesures convenables et requérir toutes les forces nécessaires pour dissiper l'attroupement s'il existait et faire arrêter et conduire devant le Comité les auteurs et fauteurs du dit attroupement, et recevoir la déposition de tous témoins qu'ils croiront devoir faire entendre et décerner tous mandats d'amener qu'ils jugeront nécessaires.

« Fait ledit jour ». (1)

Signé : CHAMPAIGNE, LÉONARDON, FULCHIE, LACROIX, LEBAS-
LACOUR, DELAITRE, BESSE, BRACHET, COMBÉALBER.

L'enquête des deux commissaires n'aboutit à rien contre les officiers municipaux de Saint-Michel, car, en marge du procès-verbal est écrite cette mention : « Ils se sont excusés et ont été renvoyés en liberté ».

Quant à Patris, il dut, sans doute, prendre dans leur attitude énergique une leçon de prudence et de circonspection.

A. DUBUT.

NÉCROLOGIE

M. LE CHANOINE BRUGIÈRE

*Vice-président honoraire de la Société historique et archéologique
du Périgord.*

Lorsque, le jeudi 4 mai, la nouvelle se répandit que M. le chanoine Brugière était mort à Bergerac, où il s'était retiré, et que son inhumation aurait lieu, le samedi suivant, à Périgueux, au vieux cimetière, dans le tombeau de sa famille, il y eut un moment de surprise : M. Brugière avait donc vécu si longtemps !

Il était, en effet, parvenu à un âge des plus avancés, puisqu'il était né à Chalagnac le 24 juillet 1831. Sa longue vie apparaissait, à ceux qui évoquaient son souvenir, dans une harmonieuse unité : il n'avait aimé et servi que Dieu, les âmes et les vieux manuscrits.

(1) Reg. du Comité révolutionnaire de Ribérac. N° 829, fol. 23. Série L., Archives départementales de la Dordogne.

Il avait puisé ce triple amour dans l'éducation de sa famille, qui était aussi chrétienne que distinguée. L'homme porte presque toujours le cachet de sa formation première. Sa mère, née d'Artenset de Verneuil, avait laissé son empreinte morale sur toute sa personne. Son père, notaire en la résidence de Chalagnac, et qui devait mourir jeune, lui avait donné l'exemple du travail et de l'étude.

Il y avait, au moment où il grandissait, un grand mouvement religieux. Le sacerdoce se révélait aux âmes dans toute sa splendeur. Les vocations se multipliaient. C'était le commencement de ce renouveau chrétien qui devait marquer son apogée vers le milieu du XIX^e siècle.

M. Hippolyte Brugière ne rencontra donc aucune contradiction pour suivre les goûts qui l'inclinaient vers l'Eglise. Il fit ses études dans les séminaires diocésains. Il y remporta des succès mérités. Ordonné prêtre en 1856, il fut successivement vicaire à Saint-Pierre-de-Chignac et à Monpazier, et enfin curé de Saint-Seurin en 1860. Quatre ans après, on lui offrit la paroisse de Coulounieix. Il accepta avec joie. Il ne désirait rien tant qu'un poste à proximité d'une ville, qui l'occupât un peu, et qui, néanmoins, lui laissât des loisirs nécessaires pour fouiller des archives. Cette recherche était sa passion. Elle fit son bonheur. Coulounieix, à la porte de Périgueux, était pour lui le bénéfice rêvé.

Presque tous les jours, on le rencontrait vers midi sur la route qui descend en ville. Il avait fait son catéchisme. Il avait visité ses malades. Il avait assuré ses offices. Il marchait avec l'air radieux d'un homme qui, son devoir accompli, va voir ce qu'il aime. Ce qu'il aimait, c'étaient les vieux registres poudreux conservés dans les archives, dans toutes les archives, car il n'avait pas de parti pris, et quand la porte de la préfecture était fermée, il allait frapper à celle de la mairie ou du greffe du tribunal. Là, il s'asseyait comme il pouvait. Il maniait les documents avec respect. Il les lisait avec ardeur. Il les copiait avec soin, de sa jolie écriture, un peu ténue, mais aux caractères bien formés. Il arrivait parfois que la suite d'une affaire nécessitait un voyage à Paris, à Bordeaux, ou à Pau surtout, où tant de nos reliques du passé ont émigré. Il n'hésitait pas un instant à se mettre en route. Il aurait été au bout du monde, et à pied, s'il l'avait fallu — car il marchait comme un facteur rural — pour ajouter une pièce rare à sa collection.

Il a ainsi, par un travail persévérant, rempli une tâche de bénédictin. M. le chanoine Mayjonade, dans la nécrologie qu'il lui a consacrée, et qui a été publiée par la *Semaine Religieuse* du 20 mai 1922,

nous donne des détails précis. Son œuvre, dit-il, comprend 419 cahiers de 12 pages chacun. Elle est répartie en 32 volumes in-4^o, où, par ses soins, des autographes découpés ont été collées et enrichies ensuite, dans les marges, de nombreuses notes. Le texte est souvent agrémenté de dessins à la plume : silhouettes d'églises, croquis de châteaux ou de monuments divers, sans compter 47 cartes géographiques, une pour chaque doyenné, et en plus 2 cartes générales, une pour le diocèse de Périgueux et une pour le diocèse de Sarlat.

On peut, d'après ces renseignements sommaires, apprécier quelle abondante contribution M. le chanoine Brugière a apportée à l'histoire de notre diocèse et quel trésor inépuisable il a légué à nos archives religieuses. On trouvera, dans ses manuscrits, une mine de documents précieux qui, sans lui, auraient disparu. Il faut espérer qu'un jour ils seront utilisés, si jamais une vue d'ensemble tente la plume d'un de nos prêtres, héritier de son amour du passé et capable de le faire revivre dans une synthèse puissante.

M. le chanoine Brugière a voulu s'y essayer en éditant, en 1893, son « Livre d'Or du diocèse de Périgueux et de Sarlat », où il a mis en œuvre les notes qu'il avait recueillies sur l'époque révolutionnaire. Le volume est intéressant. Il n'est pas définitif. M. le chanoine Brugière était un chercheur infatigable. Il n'avait pas les qualités essentielles de l'historien, qui est d'animer les documents et de faire revivre les physionomies évanouies par une savante juxtaposition des textes cités et harmonieusement fondus. Il se rendait compte lui-même que la composition d'un ouvrage n'était pas son affaire, et il avait plutôt cédé avec regret, en publiant ce volume, aux instances réitérées dont il avait été l'objet.

Le volume, quoi qu'il en soit, venait à son heure pour remettre en lumière les figures de ce clergé admirable qui aima mieux la mort que la souillure ; et le diocèse lui resta reconnaissant de son travail. Aussi fut-il unanime à applaudir l'acte par lequel M^{re} Dabert, de vénérée mémoire, l'appela au chapitre de son église cathédrale. C'était en 1895. M. Brugière avait 64 ans. Il commençait à s'apercevoir, à la fatigue éprouvée, que la course est longue de Coulounieix à Périgueux. Il fut enchanté d'en être désormais dispensé. Il avait d'ailleurs un heureux caractère. Il se serait accommodé de toutes les situations. Son optimisme n'était jamais en défaut. Il s'installa donc à l'ombre de la cathédrale. Il devait, pendant quinze ans, y donner l'exemple de toutes les vertus canoniales. Il était assidu au chœur. Il célébrait la sainte messe à une heure très matinale. Il se tenait à la disposition des fidèles avec une complaisance joyeuse. Il était le

premier à s'égayer lui-même de ses distractions, car il était trop perdu dans tous les souvenirs qui hantaient sa mémoire, pour ne pas oublier parfois les réalités et les contingences de la vie.

Il avait été toujours fidèle aux réunions de notre Société. Il y apportait son érudition avec cette absence totale de pose qui est la note distinctive du vrai mérite. Il avait à diverses reprises fait des communications qui sont consignées dans la collection du *Bulletin*, presque toutes relatives à des points d'histoire religieuse. Notre Société voulut reconnaître les titres qu'il avait acquis à son estime. Elle le nomma secrétaire-adjoint en 1897 et vice-président honoraire en 1903.

Ces témoignages le touchèrent profondément. Aussi, lorsqu'en 1910, il se résigna à aller abriter sa vieillesse dans la maison de retraite des sœurs de Sainte-Marthe, à la Madeleine de Bergerac, il se fit dans son âme un brisement douloureux. Il fallait se séparer de tout ce qu'il avait le plus aimé. Il aurait volontiers repris à son compte le mot mélancolique de saint Augustin : « La vieillesse n'a plus rien à espérer ». Et il ajoutait comme saint Paul : « *Tempus resolutionis mee instat.* »

La mort, cependant, fut lente à venir. Quand elle se présenta, il l'accueillit comme une visiteuse depuis longtemps attendue, et sa fin, comme celle du juste, fut le soir d'un beau jour.

Il avait exprimé, dans ses dernières volontés, le désir de reposer dans le tombeau de sa famille, avec ceux qui l'avaient précédé dans le sommeil de la paix. Son vœu suprême fut exécuté. Nous nous rendîmes donc à la gare pour recevoir son cercueil et lui faire escorte jusqu'à sa dernière demeure. Le Chapitre conduisait le deuil. Il avait voulu partager avec M. le marquis de Fayolle l'honneur de tenir les cordons du poêle. M. le chanoine Brugière s'en allait ainsi à son éternité, accompagné par ce qui personnifiait le mieux l'amour de toute sa vie : ses confrères ecclésiastiques et le président de la Société historique et archéologique du Périgord.

C. PRIEUR.

Une planche accompagne cette livraison : elle représente l'Enclave de Saint-Privat.

Le gérant responsable, H. ETourneau.

AVIS IMPORTANT

Messieurs les membres de la Société sont avisés que celle-ci a un compte-courant aux chèques postaux sous le n° 545, bureau de Bordeaux.

Chaque année, le premier numéro du *Bulletin* renfermera un mandat qui facilitera le paiement de la cotisation (15^f) et rendra inutile les frais de l'envoi d'une quittance. Cependant ceux qui désireront en recevoir une devront envoyer 0 fr. 50 en plus pour frais de timbre et de poste (0.75 pour l'étranger).

Ceux des membres de la Société qui auraient versé leur cotisation avant la réception de ce mandat ne devront pas, naturellement, en tenir compte.

Si, *fin avril*, la cotisation n'a pas été payée, le recouvrement en sera fait par la poste à partir du *1^{er} mai* et le montant en sera majoré de 0 fr. 60 pour les membres habitant Périgueux et de 1 fr. 10 pour les autres.

Dans le cas de retour de la quittance non payée, la taxe de 0 fr. 30 pour non recouvrement et les frais d'une deuxième présentation seront à la charge du sociétaire.

LE BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD paraît tous les deux mois, par livraisons de 64 pages, et forme un volume à la fin de l'année. Chaque livraison est accompagnée de deux dessins.

Le Bulletin est envoyé gratuitement à MM. les membres de la Société.

Il ne contient que des documents inédits.

TIRAGES A PART.

La Société autorise le tirage à part des articles, mémoires et documents insérés dans le *Bulletin*, sous la condition expresse qu'au verso du titre figurera cette mention : « Extrait du *Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord*. »

MM. les membres de la Société qui désireront profiter de cette faculté devront prévenir le Secrétaire Général au moment de la remise de leur manuscrit, ou, au plus tard, en rendant les épreuves du *bon à tirer*.

Nous croyons devoir donner ici le tarif de l'imprimeur pour ces tirages à part :

8 pages de texte réimprimées jusqu'à 50 exemplaires coûteront 12 fr.			
8	—	100	— 15
12 pages	—	50	— 16
12	—	100	— 23
16 pages	—	50	— 20
16	—	100	— 30

Chaque page de texte dépassant 8 pages jusqu'à 12 pages, ou dépassant 12 pages jusqu'à 16 pages, sera facturée 2 fr. par page en sus des prix établis ci-dessus.

La couverture imprimée, sorte de celle du *Bulletin*, comptera pour 4 pages.

La couverture non imprimée, sorte de celle du *Bulletin*, sera facturée 3 fr. 50 pour 50 exemplaires et 6 fr. 50 pour 100 exemplaires.

Il s'agit, bien entendu, d'extraits imprimés tels quels; en cas de corrections et de changements, corrections et changements seraient payés en sus.

Les Sociétés savantes auxquelles le BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD est adressé sont priées de vouloir bien nous faire parvenir leurs publications en échange

BULLETIN

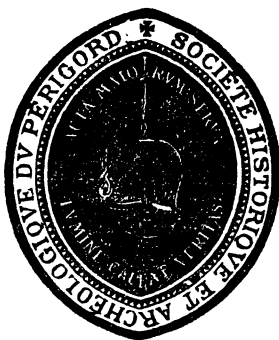
DE LA SOCIÉTÉ

HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

DU PÉRIGORD

PARAISANT TOUS LES DEUX MOIS

TOME XLIX. — QUATRIÈME LIVRAISON



PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE RIBES ET C^{ie}, RUE ANTOINE-GAUD, 14.

Juillet-Août 1922

SOMMAIRE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LA 4^e LIVRAISON

	Pages
Assemblée générale du samedi 27 mai.....	193
Séance mensuelle du jeudi 6 juillet.....	199
La Commanderie générale d'Aubeterre de l'Ordre de Saint-Antoine en Périgord (1100-1838) (<i>suite</i>) (M ^{is} DE CUMOND).....	209
Hôpitaux de la Cueilhe et de Sainte-Anne (Le chanoine J. ROUX).....	218
Dissentiments entre le comte et les chanoines de Ribérac (Dr Emile DUSOLIER).....	221
Notice sur Jean Sauret, notaire, officier municipal de Belvès et propriétaire (A. VIGÉ).....	228
Introduction du maïs en Périgord (A. DUJARRIC DESCOMBES)	233
Adresse de la « Société populaire » de Beaumont aux habitants du canton en faveur de ses volontaires (Le professeur L. TESTUT).....	235

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
DE LA
SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD
du 27 mai 1922.

Présidence de M. le marquis de FAYOLLE,
président.

La séance est ouverte à une heure (heure légale) dans la salle du Château-Barrière.

Sont présents : MM. Châtaignon, Jean Clédat, Didon, le docteur Emile Dusolier, Fabre, l'abbé Faure-Muret, le marquis de Fayolle, Féaux, Fournier de Laurière, l'abbé Jarry, Lavergne, le chanoine Prieur, le chanoine Joseph Roux, Eugène Roux et Villepelet.

Se font excuser : MM. Charles Aublant, Dujarric-Descombes, Joseph Durieux, Vigie et le comte de Saint-Saud.

Le procès-verbal de la réunion de mai est lu et adopté,

Tout d'abord, M. le Président nous annonce la mort de notre vice-président honoraire, M. le chanoine honoraire de la cathédrale, l'abbé BRUGIÈRE, décédé la veille de notre dernière séance, à la Maison de la Madeleine à Bergerac, où il s'était retiré depuis quelques années. Chacun de nous sait combien il était de relations agréables et sympathiques, toujours prêt à obliger. Il a laissé aux bureaux de l'évêché une volumineuse collection manuscrite de notes recueillies dans toutes les paroisses du diocèse, sur l'état civil des familles, les particularités des monuments, etc. Il a publié dans notre *Bulletin* un certain nombre d'intéressants mémoires de 1876 à 1892, et en dehors, en 1893, *Le Livre d'or des diocèses de Périgueux et de Sarlat ou le clergé du Périgord pendant la période révolutionnaire* ; et avec la collaboration de notre savant correspondant M. Joseph Berthelé, *l'Explora-*

tion campanaire du Périgord, où sont signalées et souvent dessinées la plupart des cloches de nos églises.

Suivant une pieuse coutume, une notice sera consacrée à sa mémoire dans notre *Bulletin* que M. le Président prie M. l'archiprêtre Prieur de rédiger.

L'assemblée exprime d'unanimes regrets.

M. le PRÉSIDENT nous rappelle qu'aux termes de l'article 8 de nos statuts, nous avons à procéder aujourd'hui au renouvellement du bureau rééligible et propose de laisser l'urne ouverte jusqu'à la fin de la séance pour permettre aux retardataires de voter.

Notre bibliothèque a reçu, depuis le commencement de ce mois, les publications suivantes :

Académie des Inscriptions et Belles Lettres, Comptes rendus des séances de l'année 1922, bulletin de janvier-février, in-8°, avec une carte de Carthage, Paris, Auguste Picard, éditeur ;

Revue historique et archéologique du Maine, deuxième série, tome I^{er}, 1^{re}, 2^e, 3^e et 4^e livraisons, quatre fascicules in-8°, avec illustrations, 1920-1921, Le Mans, imprimerie Mounoyer ;

Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze, siège à Brive, tome XLIV, 1^{re} livraison, janvier-février-mars-avril 1922, in-8°, avec planches, Brive, imprimerie de « La République » ; contenant un article de notre érudit correspondant M. René Fage sur *Les Noailles peints par Oudry* ;

Bulletin archéologique, historique et artistique de la Société archéologique de Tarn-et-Garonne, tome XLIX, année 1921, un volume broché in-8°, Montauban, imprimerie Forestié, 1922 ; où p. 229 est reproduite la poésie latine de M. l'abbé Jarry en réponse aux vœux de bonne année envoyés à notre Société par M. le chanoine Calhiat ;

Bulletin de la Société Neuchateloise de géographie, tome XXIX 1920, et tome XXX, 1921, deux fascicules in-8° avec illustrations ;

Et de notre confrère M. le capitaine de Roton, un exemplaire de son ouvrage édité avec luxe sur papier de Hollande,

portant le n° 15, avec de belles gravures d'ex-libris et de fers à dorer, in-4° sur *Quelques bibliophiles Montpelliérains*, Paris, librairie Pierre André à Montpellier, 1922.

Des remerciements sont votés aux donateurs et particulièrement à M. de Roton.

M. LE PRÉSIDENT nous donne lecture d'un article de M. Henri Bremond, publié dans le *Correspondant* du 10 avril dernier où sont relatées les correspondances de saint Vincent-de-Paul avec Alain de Solminihac et Henry Arnould, dans des publications récentes sur l'histoire religieuse du xvi^e siècle.

M. le Président prie ensuite M. le chanoine Roux de nous fournir quelques précisions sur le lieu où seront érigées les nouvelles sacristies de la basilique de Saint-Front.

M. le chanoine Roux s'en rapporte à un article qu'il a publié dans la *Semaine religieuse* du 13 mai courant, où il nous apprend que M. Rapine les fera élever sur l'emplacement qui s'étend de la coupole du sud jusqu'aux cloîtres, et qu'elles engloberont la vieille salle des catéchismes, qui est l'objet d'une restauration bien entendue, ainsi que la Confession du sud qui est utilisée dans le projet.

C'est à cette même place qu'étaient anciennement les sacristies ; et, avant les changements provoqués dans l'église par les dévastations protestantes de 1575, elles ne pouvaient pas être ailleurs...

A propos de l'église Saint-Front, M. LAVERGNE a trouvé dans les journaux locaux de 1841 une polémique intéressante, relative à de petites réparations qu'on faisait à la façade de la Clautre, entre l'architecte Caloire, le journaliste de l'*Echo de Vézère*, et M. de Verneilh.

M. Lavergne est prié de nous résumer cette polémique.

M. le chanoine Roux nous donne ensuite lecture d'une intéressante communication sur deux hôpitaux de Périgueux : l'hôpital de la Cœuilhe, situé dans la paroisse de la Cité, et celui de Sainte-Anne, qui remplaça le précédent et est rarement cité. Messire Jean de La Crotte, docteur en théologie

et archiprêtre de Saint-Pierre-de-Chanteyrac, demande en 1646 aux définites de l'Hôtel-Dieu de la ville de Périgueux de lui céder l'hôpital de la Cœuilhe afin de s'y établir avec ses missionnaires, ce qu'il obtient moyennant une rente de 25 livres tournois.

Après lecture, l'assemblée décide que ce mémoire sera publié dans le *Bulletin*.

Notre honoré vice-président M. VIGIÉ nous exprime le regret de ne pouvoir assister à nos séances et nous prie « de faire agréer à nos confrères le souvenir d'un collègue qui est heureux de se tenir en relation avec eux par notre excellent *Bulletin*.

« Il nous envoie une liste rigoureusement chronologique des officiers municipaux et autres intéressant Belvès. Il a utilisé pour l'établir des foules de notes tirées des papiers et documents locaux, actes notariés, etc.

« Je ne me fais aucune illusion, écrit-il, sur le mérite d'une pareille œuvre ; mais toutefois j'ai pensé que formant une liste presque complète de 1391 à 1789, pour les officiers municipaux et autres, elle avait sa place toute marquée dans une collection où vous avez accueilli la publication de l'histoire de la châtellenie de Belvès : placez donc ce manuscrit dans la collection de nos mémoires où il prendra la place des listes de tables de l'histoire de la châtellenie qu'elle complète...

« Eloigné du Périgord, je n'aurai plus chance de faire de nouvelles découvertes pour compléter ce travail qui devra rester à jamais incomplet. »

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL fait remarquer que ce travail intéressant est tout en tableaux et qu'à cause des blancs à observer, il fera perdre beaucoup de place.

Notre zélé vice-président M. DUJARRIC-DESCOMBES veut bien nous signaler pour lui une découverte récente. Il s'agit de l'introduction du maïs en Périgord. Le document cité par M. Dujarric détruit la légende créée par l'abbé Riboulet, qui en attribuait tout l'honneur à Mgr Le Boux. Ce prélat dut se borner à recommander à ses prêtres la culture du maïs et à en donner l'exemple dans les domaines de Château-l'Evêque

où elle n'avait peut être pas encore été adoptée par ses tenanciers. En tout cas, c'est dans la paroisse de Celles qu'a eu lieu la première culture *connue*, comme nous l'apprend un titre de 1652, daté de quinze ans avant l'arrivée de Mgr Le Boux.

Notre laborieux vice-président M. Joseph DURIEUX nous rappelle que « le Dr Galy s'était demandé autrefois (*Bulletin*, IX, 541, et XIV, 160) ce que devint le poignard avec lequel Ravail-lac tua Henri IV. Le 14 mai 1610, Jacques Nompar de Caumont, plus tard maréchal duc de La Force, se trouvait rue de la Fer-ronnerie dans le carrosse du Roi ; il saisit le poignard dans la main de l'assassin en disant à Henri IV mortellement blessé : « Ah ! Sire, souvenez-vous de Dieu ! » Ce poignard fut long-temps conservé au château de La Force en Périgord, puis resta déposé de 1793 à 1815 aux Archives de la mairie de Bergerac. Mais on ne savait au juste où il était passé depuis lors. Il était redevenu la propriété de la famille de La Force et, comme on peut le constater dans le journal *Le Droit* (septembre 1866), se trouva compris dans la succession de François-Philibert-Bertrand de Caumont duc de La Force décédé vers 1860. Il appartient toujours à cette famille, qui a bien voulu le communiquer à l'Exposition rétrospective des Maréchaux de France, ouverte au Palais de la Légion d'hon-neur du 12 mai au 14 juillet 1922. Le *Dictionnaire critique de Jal* (2^e éd^{on}, 1872) signale que ce poignard appartient à M. le duc Auguste de Caumont La Force et le décrit comme un poignard à deux tranchants et à manche de corne de cerf. Avec plus d'exactitude le poète Malherbe, dans une lettre du 19 mai 1610, le comparait à « une espèce de baïonnette ». Cette curiosité que l'Angleterre croyait posséder et qu'on a dit aussi exister au Musée d'artillerie de la place Saint-Thomas d'Aquin, peut se voir actuellement avec sa gaine dans une vitrine du salon des grands chanceliers de la Légion d'hon-neur. »

« Voici une suite à ma lettre d'hier :

« Un journaliste du « Temps » (n° du 23 mai courant), M. Georges Montorgueil, d'après qui l'esprit de tradition n'a rien à faire avec l'esprit critique, vient de contester vivement

la tradition de la maison de La Force relative au poignard et de formuler d'expresses réserves. Nous lui empruntons les passages suivants :

« C'est une pièce d'importance. Elle a figuré à l'Exposition de 1867 et à celle de 1900. Elle est exposée, sortie de sa gaine, qui contient encore deux stylets. C'est un poignard d'un travail soigné ; la trousse entière est d'une grande richesse. Mais le poignard de Ravallac était un simple couteau. » Un couteau qu'il avait dérobé à une hôtellerie parisienne et qui n'offrirait, paraît-il, aucune analogie avec le poignard exposé aujourd'hui. D'autre part, les procès-verbaux de l'époque démontreraient que François Ravallac fut désarmé par un cavalier de l'escorte. Et le journaliste conclut qu'il n'y a aucun rapport entre le couteau du régicide, ramassé sur une table d'auberge, dont le manche, remplaçant celui qui se rompit, est de corne et la pointe grossièrement refaite avec le poignard élégant, bien affilé, damasquiné, au manche de métal, appartenant à une trousse où il voisine avec d'autres armes d'un luxe identique.

« Je me borne à vous signaler cette controverse ».

M. Durieux nous envoie en outre un extrait du Rapport annuel sur le service des Archives qu'a présenté le 1^{er} mai au Ministre de l'Instruction publique M. Langlois, directeur des Archives.

(Journal officiel du 12 mai).

M. R. Villepelet a mis la dernière main à un nouvel instrument de travail qui sera des plus utiles : la nomenclature des fiches (classées par ordre alphabétique) de tous les anciens répertoires et inventaires descriptifs d'archives qui sont conservés dans les bibliothèques publiques de France. Beaucoup d'anciens fonds d'archives de l'ancien régime ne sont plus représentés maintenant que par les inventaires qui en furent faits jadis, et quelques-uns de ces inventaires sont si amples et si soignés qu'ils peuvent remplacer, pour les besoins courants, les collections disparues auxquelles ils s'appliquent. On saura désormais, très aisément, si hors des dépôts actuels d'archives il en existe sur un fonds quelconque.

Après un dernier appel aux votants, M. le Président déclare le scrutin clos et procède sur-le-champ au dépouillement des bulletins qui donne les résultats suivants :

Sont élus pour l'année 1922-1923 :

Président : M. le M^{re} de Fayolle ;

Vice-Président : Pour l'arr^t de Périgueux, M. le chanoine Roux,
bibliothécaire.

- Pour l'arr^t de Bergerac, M. Gontier de Birân ;
- Pour l'arr^t de Nontron, M. Joseph Durieux ;
- Pour l'arr^t de Ribérac, M. Dujarric-Descombes ;
- Pour l'arr^t de Sarlat, M. Vigie ;

Secrétaire général : M. F. Villepelet ;

Secrétaire adjoint : M. Charles Aublant.

Trésorier : M. Féaux.

M. LE PRÉSIDENT se faisant l'interprète du bureau remercie l'assemblée, venue cette fois-ci un peu plus nombreuse, du nouveau témoignage d'estime et de sympathie qu'elle vient de lui accorder. Il fait encore appel au courage de nos confrères pour qu'ils étudient les questions d'histoire locale restant à fouiller et qu'ils nous apportent les résultats de leurs travaux.

* La séance est levée à trois heures et demie.

Le Secrétaire général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
M^{re} DE FAYOLLE.

Séance du jeudi 6 juillet 1922.

Présidence de M. le marquis de FAYOLLE,
président.

La séance est ouverte à une heure (heure légale), dans la salle habituelle.

Sont présents : MM. Decoux-Lagoutte, l'abbé Faure-Muret, le marquis de Fayolle, Féaux, l'abbé Jarry, le capitaine Manhès, Eugène Roux le chanoine Joseph Roux et Villepelet.

Se font excuser : MM. Dujarric-Descombes et le comte de Saint-Saud.

M. LE PRÉSIDENT prie M. le chanoine Roux, récemment élu vice-président, de prendre place au bureau. En lui faisant son compliment de bienvenue, il lui rappelle les nombreux travaux qu'il a publiés dans le *Bulletin* et sa récompense de l'année dernière à l'Institut de France qui nous fait honneur. En même temps, il représentera dans le bureau le clergé diocésain qui, depuis notre fondation nous a été fidèle.

M. le chanoine Roux remercie le Président de sa bienveillance.

Le procès verbal de l'assemblée générale du 27 mai est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT nous rappelle qu'un de nos membres correspondants fort aimable est récemment décédé, M. le chanoine POTTIER, qui est venu plusieurs fois à Périgueux, le doyen des présidents des Sociétés savantes de province, de la Société archéologique de Montauban, à qui le ruban de la Légion d'honneur a été accordé à ce titre. A une époque où les voyages coûtaient moins cher qu'aujourd'hui, il fit faire à sa Société de grandes excursions à l'étranger d'où les membres revenaient enchantés et plus instruits. Comme on sait, il nous envoyait tous les ans, en vers latins, les vœux de bonne année de sa Société à laquelle nous nous empressions de répondre.

M. le Président a aussi le douloureux devoir de nous apprendre la mort de notre confrère le commandant SIMONET, major au 50^e régiment de ligne, qui s'intéressait aux choses anciennes et fit don au Musée de plusieurs objets recueillis dans le pays et notamment d'une ampoule à eulogies de saint Ménas, trouvée dans les jardins de la plaine des Barriis, à Périgueux.

L'assemblée exprime de sympathiques regrets.

Notre bibliothèque a reçu pendant le mois dernier les publications suivantes :

Bulletin de l'Académie Royale d'Archéologie de Belgique, 1922, I, un fascicule in-8°, avec deux planches, Anvers, imprimerie Secelle ;

Mémoires de la Société d'Archéologie lorraine et du Musée historique lorrain, tome LXV (4^e série, 15^e volume) in-8° brochés avec illustrations, 1920-1922, Nancy, Palais Ducal, Grande Rue (Ville-Vieille).

Pro Alesia, nouvelle série, nos 27-28, 7^e année, février-mai 1921, un fascicule in-8°, avec sept planches, Paris, éditions Ernest Leroux ;

Bulletin de la Société nationale des Antiquaires de France, 1921, un volume broché in 8°, avec illustrations, Paris, Klincksieck, libraire de la Société ;

Mémoires de la Société des Sciences naturelles et archéologiques de la Creuse, tome XXI, 7^e fascicule, in-8°, avec illustrations, novembre 1921, Guéret, imprimerie Lecante ;

Revue de Saintonge et d'Aunis, bulletin de la Société des Archives historiques, XI^e volume, 2^e livraison, in-8°, Saintes, librairie Delavaud, 1922, contenant une note de M. le comte de Saint-Saud sur le *Mécontentement de la noblesse de Saintonge contre d'Epéron* et une question sur la châtellenie de Ribérac qui aurait appartenu à Renaud III de Pons lorsqu'il épousa au XIII^e siècle Marguerite de Turenne ;

Lou Bournat, bulletin mensuel de l'Ecole félibréenne du Périgord, tome VII, 17^e-18^e livraisons, mai-juin 1922, un fascicule in-8°, Périgueux, typographie Ronteix ; contenant un article sur *Le Bugue* par M. Gabriel Lafon ; la suite de l'étude intéressante de M. Alfred de Tarde sur *L'esprit périgourdin et Eugène Leroy* ;

Bulletin de l'Union historique et archéologique du Sud-Ouest, 14^e année, n° 1, janvier-avril 1922, in-8°, Bordeaux, Feret et fils ; où M. Courteault fait une revue consciencieuse de nos procès-verbaux de séances du 4 août 1921 au 5 janvier 1922 ;

Revue de l'Agenais, bulletin de la Société académique d'Agén, 49^e année, n° 2, mars-avril 1922, in-8°, avec portrait et une planche, Agen, Imprimerie Moderne ;

Bulletin de Biarritz-Association, Société des sciences, lettres et arts, 27^e année, n° 2, juin 1922, in 8°, Biarritz, typographie Soulé ;

Bulletin de la Société des sciences, lettres et arts de Pau, II^e série, tome 40^{me}, un volume broché in-8° avec une planche, Pau, veuve Léon Ribaut, libraire, 1912-1913 ;

Idem, II^e série, tome XLI, 1914-1917, un volume broché, contenant p. 308 un excellent compte-rendu par M. le docteur Lorbert de notre Congrès en 1913 à Périgueux des Sociétés du Sud-Ouest ;

Idem, II^e série, XLII, 1918-1919, un fascicule broché, in-8°, avec illustrations ;

Idem, II^e série, tome XLIII, de janvier à décembre 1920, cinq fascicules in-8°, Pau, Massignac et veuve Ribaut, libraires de la Société ;

Idem, II^e série, tome XLIV, de janvier à décembre 1921, six fascicules in-8°, où page 217, M. l'abbé Dubarat communique une note tirée d'un registre des notaires de Pau, constatant qu'en 1553, des laboureurs angoumoisins sont appelés en Béarn ;

Mémoires de la Société archéologique de Montpellier, 2^e série, tome VIII, 2^e fascicule, in-8° avec deux planches, Montpellier, imprimerie Firmin et Montane, 1922 ;

Bulletin de la Société scientifique et littéraire des Basses-Alpes, 41^e année, année 1921, n° 142, tome XIX, in-8°, Digne, imprimerie Chaspoul, 1922 ;

Bulletin de la Société d'archéologie et de statistique de la Drôme, année 1922 (avril), 214^e livraison, in-8°, Valence, imprimerie de Jules Céas et fils ;

La Revue des Autographes, de juin 1922, par Mlle Gabrielle Charavay ;

De M. Gabriel Lafon, sa brochure sur *La Préhistoire et les Eyzies-de-Tayac*, in-16, Sarlat, Michelet, imprimeur, 1922 ;

De M. Chauvet, président de la Société des Antiquaires de l'Ouest, sa *Découverte de monnaies gauloises à La Meilleraie-Tillay* (Vendée), extrait de la Revue du Bas-Poitou, 1922, et ses *Petites Notes d'archéologie charentaise*, 1^o Assignats ; 2^o Sermanicomagus, in-8°, Angoulême, Imprimerie ouvrière, 1922 ;

Et de M. René Fage, son intéressante brochure sur *La Plantation du clou*, transformation et persistance du Rite en Limousin, in-8°, Tulle, imprimerie Juglard, 1921, extrait du *Bulletin* de la Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze, à Tulle.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M. DUJARRIC-DESCOMBES veut bien nous apprendre que la « Bonne Presse », rue Bayard, 5, à Paris, (VIII^e), vient de mettre en vente une série de volumes sur « Les Contemporains », contenant chacun 25 biographies de 16 pages illustrées de por-

traits, au prix de 3 francs. J'ai remarqué, dans l'annonce, les biographies des Périgourdins, que voici :

Henri Lasserre, dans le volume J.

Maine de Biran, volume P.

M^{sr} du Lau d'Allemans, volume Q.

M^{sr} George Massonnais, et le général Daumesnil, dans le volume V.

De Gontaut-Biron, volume Y.

Et le Maréchal Bugeaud, volume A^a.

Cette annonce vaudrait peut-être la peine d'être portée à la connaissance de nos confrères.

M. DE SAINT-SAUD nous écrit : « Je désirerais bien mettre sur pied l'étude que j'ai commencée, il y a longtemps, sur les verreries et les gentilshommes verriers du Périgord, étude pour laquelle je ne trouve plus de documents nouveaux et qui ne sera qu'un simple essai. Je serai heureux si de nos aimables confrères pouvaient me donner des photographies d'objets de verre, fabriqués en Périgord, au XVIII^e siècle tout au moins, avec indication aussi précise que possible de la provenance. Nos verreries, perdues dans les forêts de la Double, de la Barade, ne fabriquaient pas, je le crois du moins, des œuvres d'art, même des œuvres fines. Dans des notes, transmises à l'Intendant de Bordeaux par ses subdélégués, en 1718, il n'est guère question que de fabrication de bouteilles ou de verres de vitres ; on payait ces derniers à Périgueux, jusqu'à 70 livres le panier, cette année-là. Dix ans plus tard le prix du panier tombait, à Bergerac, à 45 livres. Je ne sais ce qu'on entendait alors par *panier*. Dans les verreries de la Double on faisait des bouteilles, des carafes, des carelets (flacons de pharmacie ?), des alambics et quelques ouvrages variés, tels que des verres « de verre-de-fougère ».

« Malgré leurs privilèges, très discutés par les *traitants* lors des Recherches sur la Noblesse, nos gentilshommes verriers étaient, somme toute, de pauvres hères et, à part un, Arnaud Grenier (qui moyennant 300 écus d'or acheta, en 1387, au roi de Navarre la terre et la seigneurie de Nabinaud, autrement

dits Lapeyre, dans le Pizou, et fil souche de gentilshommes militaires), je n'en connais pas qui aient fait fortune.

« Des hobereaux pauvres, du Périgord et de l'Angoumois, prirent de leur côté, parfois alliance avec des filles de l'un des quatre grands clans verriers : les Berligier, les Coulon, les Grenier, les Robert, pour se mettre à *souffler le verre* à leur tour. Il arrivait même à nos verriers de ne pas être propriétaires de la verrerie où ils exerçaient ce qu'ils appelaient leur art, et de n'être que de simples locataires d'un établissement, dont la construction aurait pu leur coûter un peu cher. C'est ainsi que la verrerie de Balande, dans la juridiction de Biron (sur laquelle je ne sais malheureusement rien) appartenait, au commencement du XVIII^e siècle à un sieur Lafont de Combebelle.

« Montozon, dans sa réponse à l'Intendant, ne parle que d'une seule verrerie dans sa subdélégation de Périgueux, sise à Bonneval, à l'extrémité, dit-il, de la sénéchaussée, sur laquelle je manque absolument de renseignements. Je crains qu'il ne se trompe. Lui, comme les autres subdélégués du reste, interrogé à propos des exemptions ou privilèges de nos verriers périgourdiens, répondit qu'ils s'étaient établis dans notre province sans titres — ce qui est inexact pour quelques-uns — et que leurs privilèges étaient conservés à Sommières. Il sortirait de mon cadre de vous parler de ces curieux privilèges, gardés précieusement en cette petite ville du Bas-Languedoc. Des assises officielles, où siégeaient des délégués des verriers, établis, dans un quart peut-être de la France (Sud-Est, Midi, Sud-Ouest) s'y tenaient assez régulièrement, sous la présidence d'un haut personnage, qualifié de : « juge, conservateur né des privilèges des gentilshommes exerçant l'art et science de verrerie dans les provinces du Haut et Bas-Languedoc, comté de Foix, Haute et Basse-Guienne » on peut y ajouter la Provence et le Bas-Dauphiné. En 1656 celui-ci était Gaspard de La Croix, marquis de Castries, conseiller du Roi en ses conseils, gouverneur de Sommières ; en 1690, c'est le lieutenant général des armées marquis de Saint-Puche, et en 1753, le vicomte de Narbonne-Pelet, également lieutenant général, qui exercent cette fonction. »

M. le professeur TESTUT nous envoie la copie d'une Adressé de la Société populaire de Beaumont, les *Amis de la Constitution*, aux habitants du canton, en faveur de ses volontaires.

Après lecture, l'assemblée en décide la publication.

Notre érudit vice-président M. DUJARRIC-DESCOMBES a remarqué, dans la Vie de *Charles de Foucauld, explorateur du Maroc, ermite du Sahara*, par M. René Bazin, qui vient de paraître, une lacune qu'il tient à combler.

« Le biographe académicien rappelle bien que la famille de son héros, d'origine périgourdine, devait l'une de ses « plus belles gloires » au chanoine Armand de Foucauld de Pontbriant, grand vicaire et cousin de Jean-Marie du Lau, archevêque d'Arles, avec lequel il fut massacré au couvent des Carmes à Paris, en septembre 1792. Mais ce que M. Bazin ne dit pas, c'est que l'abbé de Foucauld, le cinquième de onze enfants, nés au château de Celles, du mariage d'Henri de Foucauld et de Sibylle-Marie du Lau, avait un frère, d'un an plus âgé que lui, le chevalier Louis de Foucauld, lieutenant de carabiniers, mort en 1787, qui a été le bisaïeul du P. de Foucauld. Marié, à Metz, avec Mlle de Belchamps, il en eut un fils : Charles-Edouard, né, en cette ville, en 1784, conservateur des eaux et forêts à Paris, époux de demoiselle Belfoy et père de François-Edouard.

« C'est de l'union de ce dernier avec Mlle Elisabeth de Morlet qu'est né, à Strasbourg, le 15 septembre 1858, le vicomte Charles-Eugène de Foucauld, officier de cavalerie, puis prêtre, l'ermite du Hoggar.

« Il résulte d'une lettre, écrite par M. le marquis de Foucauld de Lardimalie à notre vice-président, que l'apôtre des Touaregs, bien qu'il fût né en Alsace, « resta toujours attaché au Périgord, à la terre ancestrale, par toutes les fibres de son cœur ». Au cours de ses rares voyages en France, après avoir consacré quelques semaines à sa sœur et à ses neveux, il ne manquait jamais de venir faire une apparition, dans le Bergeracois, au château de Bridoire, chez le chef actuel de la famille. C'est en juin 1913, qu'on l'y vit pour la dernière fois. A la même époque, il donna aussi quelques jours à son cousin le colonel

comte de Foucauld, qu'il avait beaucoup poussé à venir se fixer au vieux manoir familial de La Renaudie, commune de Lembras, où l'ancien attaché militaire à Berlin est décédé en 1914.

« Trois ans après ce voyage dans la mère-patrie, le P. de Foucauld était assassiné dans son ermitage de Tamaourasset, chez les Touaregs, laissant, comme l'a supérieurement montré M. Bazin, la réputation d'un grand serviteur de Dieu et de la France (1^{er} décembre 1916). »

Notre laborieux vice-président M. Joseph DURIEUX veut bien nous signaler plusieurs légionnaires d'honneur du nom de Pasquet de Salagnac, famille sortie de la paroisse de Salagnac, actuellement commune du canton d'Excideuil et dont les armoiries sont décrites par M. de Froidefond au tome 1^{er} de l'*Armorial du Périgord*.

1^o Louis-Luglien Pasquet de Salagnac, né à Montdidier (Somme) le 24 octobre 1746, fils de Barthélemy, chevalier s^r de Salagnac, chevalier de Saint-Louis, et de Marie-Anne Barthélemy, fut colonel du génie. Après trois années d'études préliminaires, il était entré le 1^{er} janvier 1764, comme lieutenant en second, à l'école du génie de Mézières ; il en sortit ingénieur (lieutenant en premier) deux ans plus tard. Il devint capitaine le 20 septembre 1775, chevalier de l'Ordre de Saint-Louis en 1791, lieutenant-colonel le 8 mars 1793. Appelé au commandement en second de l'école du génie, il fut, pour cause d'incivisme, destitué par arrêté du représentant du peuple Hentz, 30 brumaire an II, mais rentra dans ses fonctions en vertu d'un arrêté du Comité de salut public (22 fructidor même année). Le 1^{er} germinal an III, il fut nommé chef de brigade, directeur des fortifications à Ypres, ensuite à Ostende. Membre de la Légion d'honneur le 11 décembre 1803, il obtint sa promotion au grade d'officier le 14 juin 1804. Retraité sur sa demande le 30 juin 1810, il mourut le 17 avril 1827 à Montdidier, sans alliance.

« Son grand-père Léonard Pasquet de Salagnac avait épousé Marie-Anne de Foucauld de Lardimalie.

« Son frère Edouard-Maurice, né à Montdidier le 13 août 1750, élève de l'Ecole militaire en 1761, servit aux Gardes du corps

du Roi (Compagnie écossaise) du 22 septembre 1767 au 22 février 1792. Employé plus tard aux travaux défensifs de la place de Port-au-Prince pendant deux ans, il sollicita son admission aux Invalides à l'âge de 60 ans, après 38 ans de service. Il était depuis le 17 février 1791, chevalier de Saint-Louis.

2° Aimable-Louis-Marie Pasquet de Salaignac, né à Paris, le 13 août 1783, engagé volontaire au 15^e Léger (8^e bataillon de grenadiers de la Réserve) le 22 janvier 1804, prit une part brillante à l'épopée napoléonienne. Sous-lieutenant le 6 mai 1805, il fut blessé par coup de feu à la bataille d'Austerlitz, promu lieutenant et décoré de la Légion d'honneur en 1807, puis passa aide de camp de Drouet d'Erlon le 2 août 1808, capitaine en 1809, chef de bataillon en 1811, major en 1813. Sa belle conduite au pont d'Erissou, sur la Bidassoa, le 1^{er} août 1813, lui valut cette dernière promotion. A la tête d'une colonne composée de soldats de divers corps, il enleva le pont qu'occupait l'ennemi et eut le bras droit fracturé par une balle : « Chaque jour, cet officier, écrivait Drouet d'Erlon dont il était le premier aide de camp au centre de l'armée d'Espagne, donne de nouvelles preuves de son zèle, de ses talents et de son courage ». (Lettre du 2 octobre 1813).

« Il devint, par la suite, colonel d'état-major, officier de la Légion d'honneur le 17 janvier 1815, commandeur de la Légion d'honneur le 13 juillet 1823 ; il était chevalier de l'Ordre de Maximilien-Joseph de Bavière depuis 1810 et reçut la croix de Saint-Louis le 19 juillet 1814. Il mourut le 7 mars 1825.

« De son mariage avec Adélaïde-Angélique Balduc il laissait une fille mineure Amélie-Louise Elisabeth.

3° Achille-Melchior Pasquet de Salaignac, né à Autouillet (Seine-et-Oise) le 20 octobre 1795, élève de l'Ecole de St-Cyr en 1812, sous lieutenant au 121^e de ligne en 1813, subit en Prusse et en Russie une captivité de onze mois, devint garde du corps du Roi le 29 novembre 1814, aide de camp du général de Marignone le 8 septembre 1815 et écuyer du Roi. Il mourut à Montdidier le 17 octobre 1870. Il avait été marié et père d'un enfant ».

Il est enfin procédé à l'élection de cinq candidats qui demandent à entrer dans notre compagnie.

Après cinq votes à main levée, M. le Président déclare admis membres titulaires de la Société historique et archéologique du Périgord :

Monseigneur LÉGASSE, évêque de Périgueux et de Sarlat, présenté par M. l'abbé Faure-Muret, ancien maître de chapelle de la cathédrale de Saint-Front, et M. le comte de Saint-Saud ;

M. le lieutenant-colonel comte de CUGNAC, O. ~~✱~~, à Château-Gaillard, par Saint-Hilaire de Villefranche (Charente-Inférieure), présenté par M. Decoux-Lagoutte et M. Lavergne ;

M. G. DE LANAUVE (BONFILS-LASCAMINADES), homme de lettres, rédacteur à la Revue Méridionale, à Belvès, présenté par M. le professeur Testut et M. Villepelet ;

M. DEYNAT (René), pharmacien, Le Bugue, présenté par M. le professeur Testut et M. Féaux ;

M. le docteur ROUQUETTE, ~~✱~~, ~~✱~~ I. médecin principal de l'Armée en retraite, rue Sansas, 23, à Bordeaux, présenté par M. le professeur Testut et M. le docteur Dusolier.

La séance est levée à quatre heures moins un quart.

Le Secrétaire général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
M^{re} DE FAYOLLE.

LA COMMANDERIE GÉNÉRALE D'AUBETERRE

DE L'ORDRE DE SAINT-ANTOINE EN PÉRIGORD

(1100-1838)

(Suite)

LA PESTE DU XIV^e SIÈCLE

ET LES HOSPITALIERS DE SAINT-ANTOINE.

Malgré le caractère sacerdotal imposé à l'Ordre de Saint-Antoine on n'allait pas tarder à reconnaître l'utilité des services hospitaliers de l'institution et la nécessité de leur maintien.

Environ l'an 1348 (1) - 1350 (2), la peste, la plus cruelle qu'on vit jamais, affligea l'Europe et enleva, dit-on, le tiers des habitants. De l'Orient qu'elle avait dépeuplé, elle passa en Italie en 1348, et, l'année suivante, elle étendit ses ravages sur la France entière.

Il y eut des paroisses du Périgord et de l'Angoumois presque entièrement dépeuplées. En beaucoup d'endroits, on dût faire appel aux Limousins et aux Saintongeais plus épargnés, afin de remplacer les manquants (3).

Le nouveau fléau raviva de toutes parts la dévotion au saint cénobite, invoqué aux siècles précédents contre le Feu-Saint-Antoine, et le zèle des hospitaliers pour le combattre.

C'est alors que le Cardinal de Talleyrand lui dédia cette magnifique chapelle de Saint-Antoine qu'il avait édifiée à l'est de la basilique de Saint-Front de Périgueux ; au service de laquelle il attacha douze chapelains.

(1) D'après le Président Hénault et Lecoy de la Marche : la jeunesse de du Guesclin.

(2) 1350, en Périgord, dit le chanoine Tarde.

(3) De là le nom d'un hameau de la paroisse de Cumond de « Port Limousin » sur la Dronne ; et de celui de « Les Saintongeais » donné à des villages des paroisses de Saint-Méard, le Grand-Brassac, Villamblard, Saint-Cernin, Bergerac, Issigeac, et autres.

On retrouve encore la trace de cette émigration dans les contrats d'accensement de cette époque. Tenance de Saint-Onge dans certains contrats.

C'est aussi, à cette même époque, que les moines de Chancelade firent bâtir au Toulon, aux portes de la ville, un magnifique hôpital qu'ils mirent sous le patronage de Saint-Antoine (1).

« Nos pères, dit l'Antonin Aymar Falco, avaient plus de souci « d'agir que de laisser par écrit le récit de leurs actions » ; et nos chroniqueurs n'ont point transcrit pour la postérité les services rendus par les Hospitaliers du Périgord durant cette période, mais les témoignages de reconnaissance apportés à l'Ordre, de toutes parts, à cette occasion, ne laissent aucun doute qu'ils furent, là comme ailleurs, considérables et efficaces. Car les Papes, les rois, les empereurs, les princes, interprètes de leurs peuples, pour reconnaître ces nouveaux services de l'Ordre, voulurent ajouter encore à son extension et à ses privilèges.

Les manifestations eurent un caractère spontané et universel.

Charles V leur donna à Paris une maison qu'il acheta lui-même pour l'exercice de leurs œuvres de charité :

« *ad pia charitatis opera exercenda* »

est-il dit dans ses lettres patentes (2).

Charles VII leur accorda plusieurs privilèges et exemptions.

L'empereur Sigismoud, « pour témoigner sa gratitude et la reconnaissance de ses peuples pour leur généreux dévouement pendant la peste », les mit sous la protection du Saint Empire, les exemptant, eux, leurs biens, et leurs marchandises, de tous péages, impôts, tributs, dans toutes les terres de son obéissance (3).

(1) Gourgue.

(2) Charles V fonda, vers 1365, afin de donner un plus ample témoignage de sa devotion et de sa reconnaissance, l'autel dit du roi France, derrière le maître autel de l'église abbatiale, en albâtre, orné de quatre statues représentant, avec leurs armoiries respectives : le roi, la reine, et leurs deux fils : le dauphin Charles, et le duc d'Orléans.

(3) Le duc de Milan, Jean Galéas Visconti, offrit aux Hospitaliers un bras d'or d'un riche travail orné de pierres précieuses, pour y placer quelques parcelles de l'os du bras de saint Antoine, et y joignit une somme considérable.

LA PESTE DU XV^e SIÈCLE.

Au milieu des troubles et des malheurs de la guerre de Cent ans, les terres étant demeurées incultes, particulièrement en Périgord, « en ce pays meslé de Français et d'Anglais », dit la Chronique de Tardé, une horrible disette ramena la peste. Elle fit encore, de 1440 à 1441, d'innombrables victimes.

Ce fut, pour les Antonins, une nouvelle occasion de signaler partout leur action bienfaisante et d'accroître la renommée du grand Thaumaturge. Les nouvelles faveurs dont ils furent l'objet, les nouveaux témoignages de reconnaissance qui se manifestèrent alors universellement, attestent que les chanoines réguliers de Saint-Antoine étaient bien les dignes successeurs des Frères Hospitaliers, leurs aînés, les continuateurs de leur utile ministère de charité et que la dévotion au grand saint Antoine ne s'était pas ralentie aux xv^e et xvi^e siècles.

Le document suivant montre qu'elle était demeurée non moins vivace en Périgord que partout ailleurs.

« En l'église de la commanderie de monseigneur Saint-Antoine, à Bergerac, le 17 mai 1502, honnestement MM. les consuls, gentilshommes, jurats, et chaque chef de famille, suivant en procession et rendant hommage à Dieu et au dit saint de ce qu'ils avaient sauvegardé la ville de peste et épidémie, apportèrent un ex-voto, en exécution du vœu des jurats de la ville, qui, au temps de la peste, depuis longtemps déjà, avaient fait vouer la ville et ses habitants et demandé à Dieu et à monseigneur saint-Antoine qu'ils voulussent les sauvegarder de tout danger de peste (1) ».

Le cardinal de la Rovère, qui fut plus tard pape sous le nom de Jules II, le cardinal de Médicis, qui fut le grand Pape Léon X, les rois Louis XI et François 1^{er}, en 1475 et 1533, René d'Anjou en 1458, Anne de Bretagne, l'épouse de Charles VIII en 1494, les ducs de Bourbon et de Lorraine, le chancelier Duprat, Zizime le frère de Bajazet, apportèrent, à cette occasion, au tombeau du saint, l'hommage de leur vénération et par

(1) Registres manuscrits de l'hist. de Bergerac, Elie de Biran. Notes sur l'hist. de Bergerac par M. Charles Durand.

des dons magnifiques donnèrent à l'ordre tout entier un nouveau degré de splendeur.

Louis XI prit à sa charge le tribut de 1300 florins que les Hospitaliers étaient obligés de payer chaque année aux Bénédictins de Montmajour, pour les dédommager de la perte de leur Prieuré, et, en dehors d'autres largesses, il ajouta 4.000 livres aux revenus de l'Ordre, ainsi que l'abbaye de Saint-Jean de Compiègne.

Les premiers Hospitaliers étaient tous gentilshommes, Ils continuèrent à ne se choisir des collaborateurs que dans la noblesse jusqu'au XVI^e siècle.

En 1502, l'empereur Maximilien 1^{er}, par diplôme daté « de Haspurg », du 3 juin, leur conféra la noblesse du Saint-Empire et des armoiries nouvelles :

« L'aigle éployé de sable sur un champ d'or, portant un autre écusson chargé d'un Tau d'azur aussi en champ d'or (1) ».

Armoiries qui, désormais, allaient être celles de l'Ordre entier et celles du sceau de l'abbaye et des commanderies générales.

L'abbé de Saint-Antoine était, en l'absence de l'évêque de Grenoble, Président des Etats, et c'est entre ses mains et celles de l'évêque que les Dauphins et leurs successeurs étaient tenus de jurer l'observation du statut delphinal qui contenait le recueil des franchises et libertés du peuple dauphinois (2).

Guillaume Mitte de Saint-Chamond, 3^e Abbé, était chef du conseil souverain de Saint-Marcelin, qui depuis fut érigé en Parlement et transféré à Grenoble.

Son successeur, Pierre Lobet, conseiller et secrétaire d'Etat d'Humbert II, Dauphin de Viennois (1349), contribua grandement, par ses conseils, à la cession du Dauphiné à la France.

Tel était l'Ordre illustre qui possédait en Périgord la commanderie générale d'Aubeterre, dans la petite paroisse de N. D. de Mirand, et celles d'Auberoche, du Pizou, d'Excideuil, de Bergerac, du Grand Castang, de Sainte-Aulaye-du-Breuil et autres.

(1) L'écu timbré d'un heaume d'or ayant pour cimier une couronne de même, du milieu de laquelle sort un aigle éployé de sable au diadème d'or.

(2) Lettres patentes de Charles V, du 2 août 1367.

La liste des commandeurs d'Aubeterre, que nous donnons ci-après, malheureusement incomplète, va démontrer, par la suite des personnages éminents qui y figurent, que cette commanderie doit être rangée parmi les plus importantes de ce grand Ordre.

LES COMMANDEURS D'AUBETERRE.

Jean Bosard, le premier dont nous ayons pu retrouver le nom, 20 mai 1428, vivait sous le onzième Abbé général Jean de Polley (1).

Pierre Faure (Fabri), docteur-ès-décrets, était commandeur d'Aubeterre et de La Lande, 1490-1491, lorsqu'il fut élevé à la dignité de Grand Prieur de l'Ordre, le 8 avril 1497 ; succédant au Grand Prieur de Layre élevé à la dignité abbatiale, en 1493 (2).

L'office de Grand Prieur, qui devait remonter au temps de la réforme de l'Hôpital, était la seconde dignité de l'Ordre, immédiatement après celle d'Abbé Général, remplaçant celui-ci toutes les fois qu'il s'absentait.

« Il devait être, disent les statuts, prêtre, ancien dans l'Ordre, per-
« sonne grave, recommandable par sa conduite et l'intégrité de la vie,
« habile dans la connaissance des affaires ».

Pierre Faure était donc un personnage éminent. D'autant plus qu'il remplissait en fait les fonctions d'Abbé Général. L'abbé Théodore Mitte de Saint-Chamond, grand seigneur, ami du faste, et pourvu d'une charge honorifique à la cour de Lorraine, toujours absent, s'étant déchargé sur le Grand Prieur de la direction et des affaires de l'Ordre.

On ignore la date de sa mort, mais il est probable qu'il ne vivait plus lorsque Jean de Lastic, 20^e Grand Prieur, fut pourvu de cet office, en 1503 (3).

(1) Dom Maillet-Guy.

(2) *Ibid.*

(3) Il est vraisemblable qu'il appartenait à la famille parlementaire des Faure de Vercors, du Dauphiné, car son prédécesseur comme Grand Prieur, Pierre de Layre, avait été créé par faveur spéciale, conseiller au Parlement de Grenoble, le 18 juillet 1490, dont était président Pierre Faure de Vercors, marié en 1480, à Justine Dalphas. Faure de Vercors portait d'argent à la bande d'azur passée ou enfilée dans trois couronnes d'or à l'antique,

Claude de Lespinasse (de Apinaco), 1503-1513, commandeur d'Aubeterre, vécut comme son prédécesseur sous le magistère du « libéral et magnifique » Abbé Théodore Mitte de Saint-Chamond, alors premier ministre des ducs de Lorraine. Il mourut en 1513 (1).

Antoine de Vichy, 1^{er} janvier 1514, fils d'Antoine de Vichy seigneur de Champrond et de Germaine de Montagny, petite nièce du premier Abbé Général de Saint-Antoine. Aymon de Montagny lui succéda.

Il était de l'illustre maison de Vichy, qui allait être bientôt plus étroitement rattachée à l'Ordre, 1546, par une alliance avec la petite nièce du puissant Abbé Mitte. Il est probable qu'il ne vivait plus, ou qu'il s'était démis de la commanderie d'Aubeterre vers 1519 (2).

Jean Faure (Fabri), neveu de Pierre, était lui aussi commandeur d'Aubeterre et de La Lande lorsqu'il plaidait contre le comte de Périgord au sujet de la commanderie du Pizou (3), 1519.

Il fut, comme son oncle, investi de l'office de Grand Prieur après la mort de Jean de Lastie, 1519, qui en était titulaire depuis 1503 (4).

Ce qui semble confirmer que Pierre et Jean étaient bien Faure de Vercors, c'est que dans l'obituaire de l'église abbatiale figurait, à la date du 28 juillet, l'anniversaire de feu vénérable Frère Jean de Vercors, probablement le commandeur d'Aubeterre, pour lequel on célébrait, tous les ans, dans

(1) Ne serait-il pas de la même maison qu'Etienne de Lespinasse (*de Apinaco*), (*de Aspinaco*), mort en 1493, qui par sa femme Marguerite de Balzac d'Entrague était le beau-frère de Guillaume vicomte de Joyeuse, père de l'Abbé Général de Saint-Antoine Jacques de Joyeuse, 1536, mort en 1542. On trouve aussi une Isabeau de Lespinasse mariée à Guichard de Montagny 1367.

Portait de gueules à la bande d'argent au lambel du même brochant sur la bande.

(2) Vichy portait de vair plein.

(3) Arch. de Pau.

(4) Dom Maillet Guy.

la chapelle de Sainte Catherine, une messe avec « *de profundis, exaudi, et libera* » (1).

Son successeur comme Grand Prieur, Aymar Falco, ayant été nommé vers le 10 mai 1524, Jean Faurè serait sans doute mort vers cette époque.

Michel de Lems (de Leminis) vénérable et religieuse personne, docteur en droit, était commandeur de Saint-Antoine près Aubeterre et de Pondaurat en Bazadais, lorsqu'il consentit, le 20 octobre 1529, bail à fief nouveau à Guillaume de Vacquay, habitant de la paroisse de Saint-Martin-de-Montfélix pour une terre au dit lieu de Saint-Martin (2).

Le nom de Lems, ou Lemps, a fourni de nombreux sujets à l'Ordre de Saint-Antoine, et Michel lui-même, après la mort de l'abbé Théodore Mitte de Saint-Chamoud, survenue le 28 décembre 1526, avait pris part, comme commandeur d'Aubeterre, à l'élection de son successeur, au chapitre général du 13 mars 1527, où Jacques de Lemps, commandeur de Boutiers, ou de Limoges, et Antoine de Langeac, se prétendirent élus, l'un et l'autre. Contestation qui dura deux ans et qui se termina le 12 mars 1529, par une transaction obtenue des deux prétendants par François de Tournon.

Michel de Lemps mourut en 1533 (3).

Etienne de Bertholine (Bertholina) (4), fut pourvu après lui, de la commanderie d'Aubeterre, le 17 juin 1533, par Antoine de Langeac, mis définitivement en possession de la crosse abbatiale, en 1530, par la renonciation de son compétiteur : Jacques de Lemps, qui avait reçu en compensation l'office de Grand Prieur, généreusement résigné en sa faveur par Aymar Falco, pour le bien de la paix, et qu'il conserva jusqu'à sa mort.

(1) De Jean son neveu, seigneur de Vercors, marié à Françoise de Jade, est provenu François Faurc, seigneur de La Rivière et de Tencin, président au Parlement de Grenoble, marié lui aussi à une Justine Dalphas.

(2) Arch. du Carpiat. Drouin.

(3) Lems, ou Lemps portait : parti d'argent et de gueules au lion de même l'un dans l'autre.

(4) Il appartenait aux Bertholine, *alias* Bertholone seigneurs de Bertholina et de la Romiguière, dont un membre, mort en 1542, était marié à une La Fare-Monclar, petite nièce de l'Abbé Pons d'Alairac, le successeur d'Aymon de Montagny.

Etienne de Bertholine, non moins désintéressé qu'Aymar Falco, se démit de la commanderie d'Aubeterre, après un an de jouissance, en faveur du neveu du nouvel Abbé : François de Langeac.

François de Langeac devenu ainsi commandeur d'Aubeterre, le 4 juillet 1534, en conserva la provision pendant vingt huit ans, de 1534 à 1562.

Il était venu à l'abbaye de Saint-Antoine dès son jeune âge, attiré par son oncle l'Abbé Général, qui lui réservait sa succession à la dignité abbatiale, sans préjudice d'autres honneurs et charges considérables (1). Mais, à la mort de celui-ci, en 1537, le haut magistère fut dévolu à Jacques de Joyeuse, doyen de N. D. du Puy. François de Langeac dut attendre.

Jacques de Joyeuse gouverna l'Ordre pendant cinq ans, sans avoir quitté sa résidence du Puy, ayant délégué ses pouvoirs à Aymar Falco, redevenu Grand Prieur après la mort de Jacques de Lempis, et dont il avait fait son vicaire général.

L'abbé de Joyeuse mourut en 1542.

Deux dignitaires furent, cette fois encore, appelés simultanément au siège abbatial par le chapitre général, le 13 août 1542 : le commandeur d'Aubeterre, François de Langeac, et le cardinal de Tournon. Le Grand Prieur Falco s'étant fait le principal promoteur de l'élection de ce dernier.

François de Tournon était venu, lui aussi, à l'abbaye dès l'âge de douze ans et y avait acquis les connaissances et les talents qui devaient l'élever aux plus hautes destinées. Il y avait fait profession de chanoine de Saint-Augustin et avait été nommé à la commanderie de Feurs, lorsque le roi François I^{er}, ayant été frappé de ses connaissances, résolut dès lors de l'attacher à sa personne.

Pendant vingt ans, le commandeur d'Aubeterre et le cardinal d'un commun accord, se partagèrent la dignité abbatiale en même temps que tous les revenus qui y étaient attachés ;

(1) L'abbé Antoine de Langeac était le père du célèbre évêque de Limoges Jean de Langeac, maître des requêtes de l'Hôtel du Roi, prévôt de Brioude, abbé de Pibrac, évêque d'Avranches, puis de Limoges, 1532. Ambassadeur du roi François I^{er} à Venise, en Pologne, en Hongrie, en Angleterre, à Ferrare, et à Rome.

Messire François de Tournon, cardinal, archevêque et gouverneur de Lyon, chancelier de l'Ordre de Saint-Michel, premier ministre, ambassadeur, ne tenant pas moins à honneur que le commandeur d'Aubeterre, d'ajouter à leurs titres celui d'Abbé Général de Saint-Antoine de Viennois.

Mais les affaires d'Etat dont ils avaient la charge devaient les laisser étrangers au gouvernement de l'Ordre et sans souci de la résidence. Ils avaient délégué leurs pouvoirs au Grand Prieur avec le titre de vicaire général (1), non toutefois sans retenir de leur dignité le titre et les émoluments, l'honneur et le profit

Ils moururent l'un et l'autre en 1562, unis dans la mort comme ils l'avaient été sur le siège abbatial pendant leur vie (2).

Après eux, ce fut un troisième Langeac, Louis, frère du commandeur d'Aubeterre, qui s'étant fait investir du titre d'Abbé Général du vivant même de son frère, se trouva seul en possession de la crosse abbatiale et gouverna l'Ordre pendant trente cinq ans, de 1562 à 1597.

Mais chargé, comme ses prédécesseurs, pendant toute la durée de son long magistère, de hauts emplois, soit à la cour du roi de France, soit à la suite de quelqu'autre prince, il ne devait faire à son abbaye que de rares apparitions.

L'exemple de ces quatre abbés plutôt commendataires devait porter ses fruits. Le relâchement dans la discipline religieuse s'était introduit dans toutes les maisons de l'Ordre, et c'est dans de pareilles conjonctures que s'ouvrait la désastreuse période des Guerres de Religion, temps de calamités sans nombre qui allaient lui porter un coup dont il ne devait jamais se relever parfaitement.

(1) Hector de Rux Grand Prieur 1546-1570, commandeur de Chambéry, Nahourac, et de Milhau 1534, d'Aubenas 1541. Mort peu avant le 6 octobre 1570.

Dom Maillet Guy. Les Grands Prieurs de l'Abbaye.

(2) Langeac portait d'or à trois pals de vair.

Alias : d'or à trois pals de gueules vairés et appointes d'argent.

Il semble que Dieu ait voulu, par un châtement terrible, rappeler aux abbés de Saint-Antoine, devenus opulents et trop attachés aux honneurs, l'humilité de leur institut et la fragilité des biens de ce monde.

(A suivre)

M^{is} DE CUMOND.

HOPITAUX DE LA CUEILHE ET DE SAINTE-ANNE.

Il est souvent question, dans les Archives municipales, de l'hommage que les Prêtres de la Grande Mission rendaient chaque année le 28 octobre aux Maire et Consuls de Périgueux.

Quelques actes que j'ai recueillis, en dépouillant les minutes de M^e Maigne, peuvent éclairer un peu la première origine de cet hommage, et fournissent des détails intéressants sur l'histoire locale. Ils nous renseignent en effet sur l'origine de la Grande Mission, sur la disparition de l'hôpital de la Cueilhe et sur l'érection d'un hôpital de Sainte-Anne remplaçant ce dernier.

M^e Jean de La Cropte, docteur en théologie et archiprêtre de Saint-Pierre de Chanteyrac « désirant pour le bien de ce diocèse établir une congrégation de prebstres missionnaires soit pour l'instruction du peuple, ou autres services du Diocèse » adressait en décembre 1646 une requête aux définitéurs de l'Hôtel-Dieu de la ville de Périgueux, leur demandant de lui céder l'hôpital de la Cueilhe afin de s'y établir avec ses missionnaires.

Cet hôpital de la Cueilhe était situé dans la paroisse de la Cité et confrontait avec le grand cimetière de Saint-Pierre de la Cité. Il comprenait une maison d'habitation, un jardin, une vigne, des treilles et quelques dépendances, le tout d'un seul tenant. Cet enclos était aussi contigu au chemin qui allait de la tour de Vizonne au pont de la Cité, d'une part, et de l'autre, au chemin qui allait du grand cimetière à la porte de la Cité

appelée la Baurelle. Il touchait par un autre côté aux terres de la maison de Barrière (1).

C'était une fondation faite en faveur de l'Hôtel-Dieu et destinée à recevoir des malades dans des temps d'épidémies extraordinaires.

En 1646, la maison d'habitation était dans un tel état de délabrement que l'hôpital de Sainte-Marthe, qui avait la charge de son entretien, reculait devant les réparations à y faire.

Aussi les définiteurs de l'Hôtel-Dieu, consentent-ils, dans une délibération du 23 décembre 1646, à céder à M^e Jean de La Cropte ledit lieu, contre la promesse qu'il soit fourni chaque année 25 livres de rente à l'hôpital Sainte-Marthe et que le preneur construirait ailleurs un autre local pour remplacer celui-ci dans les temps d'épidémies.

Il y avait, pas loin de là (l'acte du 30 décembre dit : un autre lieu proche d'iceluy) les restes d'une ancienne chapelle dédiée à sainte Anne, qui ne présentait plus que quelques pans de mur. C'est sur ces ruines que M^e Jean de La Cropte offrit de transporter le nouvel hôpital, pourvu que les chanoines de la cathédrale Saint-Etienne, dont devait dépendre ledit lieu de Sainte Anne, voulussent bien lui en donner l'autorisation.

L'acte de cession de l'hôpital de la Cueilhe à Jean de La Cropte est du 15 janvier 1647, et il donne à ce dernier le droit de « jouir, user et disposer de cet hôpital, comme de sa chose propre sous le devoir toutefois de 25 livres tournois de rente foncière et directe de fondalité et directité, payable annuellement perpétuellement par ledit Jean de La Cropte ou de luy ayant droits, audit hôpital de Sainte-Marthe, ou ceux qui auront le gouvernement et direction d'iceluy en la ville de Périgueux à chacune feste de Pâques ».

(1) Cet hôpital de la Cueilhe était anciennement appelé hôpital de St Pierre, parce qu'il était situé au cimetière de Saint-Pierre de la Cité.

M. de Taillefer (*Antiquités de Vésone*, II, 603) dit « qu'en 1584 il avait été réuni à l'hôpital de Sainte-Marthe et qu'un siècle plus tard, un individu du nom de Lacueille le rendit à son premier usage ».

Le dernier détail de cette note est inexact ; puisqu'en 1646 nous trouvons cet hôpital déjà nommé de La Cueilhe, ce n'est donc pas un siècle après 1584 qu'il fut ainsi appelé. Bien plus, c'est même à cette époque qu'il perdit son nom et fut remplacé par l'hôpital de Sainte-Anne.

Cette première cession ne peut donc pas expliquer à elle seule l'hommage annuel fixé au 28 octobre, et qui consistait en une messe dite dans la chapelle de la Mission pour la prospérité de la ville et à laquelle les Maire et Consuls étaient invités. Il faudrait aller sans doute en chercher l'explication complète dans les actes de jurade du 7 novembre 1654 et du 30 janvier 1655 mentionnés aux Archives de la Mairie (BB. 29).

La restauration de l'hôpital de la Cueilhe pour le logement des Missionnaires ne fut entreprise que plus d'un an après. Le 7 juin 1648, le chanoine Jean Delagarde, agissant pour M^e Jean de La Cropte donne à prix fait aux M^{es} charpentiers Pierre Fayard, Léonard Claviéras et Pierre Chanaud, la descente de la toiture de l'hôpital et de la vieille charpente. Les murailles devaient être dans un bien mauvais état, car il est prévu qu'on prendra quelques précautions pour empêcher certaines parties de tomber pendant l'opération. On se sert pourtant de ces vieilles murailles auxquelles on ne fait que quelques réparations. La nouvelle couverture de l'hôpital devait être livrée le 8 septembre 1648.

Après l'aménagement de la maison d'habitation qui servait anciennement d'hôpital, Jean de La Cropte fit construire une chapelle entièrement neuve. Mais je n'en ai trouvé qu'une mention indirecte dans un acte postérieur. Celui-ci est un prix fait où l'on parle

« d'un grand portal à faire à l'entrée de la chapelle que ledit sieur de La Cropte à fait faire de nouveau dans l'hospital appelé de la Cœuilhe ».

Ce dernier contrat, daté du 27 septembre 1649, est destiné à faire simplement une nouvelle disposition intérieure du local, car il n'y est fait mention que de portes et de fenêtres à ouvrir ou fermer dans des murs anciens ou même nouveaux.

Enfin le dernier acte du dossier que j'ai pu former sur ces constructions est daté du 8 octobre 1649. C'est le prix fait avec les charpentiers Pierre Fayard et Léonard Claviéras pour la charpente de l'hôpital Sainte-Anne, que M^e Jean de La Cropte avait promis de construire en remplacement de celui de la Cueilhe qu'il prenait pour y faire la maison des Missionnaires.

Cet acte est intéressant surtout parce qu'il situe ce nouvel hôpital Sainte-Anne : « Au grand cimetière de Saint-Pierre de la Cité ».

La bâtisse de ce nouvel hôpital avait précédé cette date du 8 octobre 1649, car dans ce prix fait il n'est question que de charpente et de planchers ; or nous savons d'autre part qu'en 1646 il ne restait plus de cette ancienne chapelle Sainte-Anne que des ruines ; il avait donc fallu tout reconstruire à neuf.

Dans l'acte des définiteurs de l'Hôtel-Dieu du 30 décembre 1646, il est toutefois stipulé que les Missionnaires pourront se servir pour leur usage de ce nouvel hôpital de Sainte-Anne en dehors du temps d'épidémie ; et que l'hôpital de Sainte-Marthe n'en demandera l'usage que

« pour y loger les pauvres atteints de maladie populaire et autres occurrences, comme on avait accoutumé de se servir dudit lieu de la Ceuilhe ».

Il peut bien se faire que les épidémies devenant de plus en plus rares, la jouissance conditionnelle de cet hôpital Sainte-Anne par les Missionnaires, soit devenue une jouissance quasi définitive, car la mention de ce nouvel hôpital est au moins rare ; je n'en connais même pas en dehors de ces actes de fondation.

J. ROUX,
Chanoine.

DISSENTIMENTS

ENTRE LE COMTE ET LES CHANOINES DE RIBÉRAC

Le 2 juillet 1698,

« Pierre de Bourbon, bachelier en théologie, prestre natif du diocèse d'Angoulesme, cy devant chantre et chanoine de l'esglise collégiale du chapitre de Saint-Sauveur d'Aubaterre », nommé chanoine de Ribérac par l'archevêque de Bordeaux, sur la présentation de messire Joseph-Henry d'Aydie, chevalier, seigneur comte de Ribérac, vicomte d'Epeluches et autres places, déposait une plainte entre les mains de

M^e Pierre Léonardon, notaire royal héréditaire en la comté,
contre les chanoines ses collègues,

« M^{es} Denis Poulard, Jean des Guillaumes, Anthoyne Guay et
Pierre Durif, prestres et chappelains en l'esglise de Sainte-
Marie de Ribérac ».

Il exposait qu'ayant pris possession d'un des deux canoni-
cats fondés par feu messire Pierre d'Aydie, comte dud.
Ribérac, auteur dud. seigneur, ci-devant vacant par là mort
de ses prédécesseurs, depuis le 25 juin précédent, sans oppo-
sition de quiconque, il se trouvait mis dans l'impossibilité
de remplir les devoirs de son état, notamment satisfaire à la
fondation d'Odet d'Aydie, remplie, présentement, par les
susc. des Guillaumes, Poulard, Guay et Durif, et à celle du
susc. Pierre d'Aydie, remplie par lui-même et le sieur Guiot,
par suite de l'absence de tout ornement religieux dans
l'église du chapitre. Au surplus, il déclarait avoir été

« adverty que les susdits des Guillaumes, Poulard, Guay et
» Durif, prestres et chappelains, par proteste de ce qu'ils ont
» concédé une hayne contre le susd. seigneur comte, ils ont
» orins et enlevé dans l'esglise du susd. chapitre tous les orne-
» ments, vases sacrés, livres, missels, psaultiers, graduels,
» antiphonaires et autres livres, et les armoires, coffres, en-
» semble les titres et papiers concernant les obiit du susd.
» chapitre et ont le tout emporté, sans aucun droit, ce qui
» empesche led. s^r remonstrant de remplir le debvoir de son
» canonicat qui est de dire journellement, personnellement et
» distinctement dans lad. esglise dud. chapitre une messe tous
» les matins et laudes entières de l'office des morts et autres
» prières pour le repos de l'âme de Pierre d'Aydie seulement ;
» et, d'autant que les susd. des Guillaumes, Durif, Poulard et
» Guay n'ont tenu compte de se présenter dans lad. esglise
» pour faire les offices, à raison de quoy le s^r remonstrant se
» trouve obligé de les sommer par les présentes de remettre
» dans lad. esglise les ornements et autres choses cy dessus,
» ensemble d'y venir personnellement et journellement à
» l'heure de huict heures du matin où le susd. s^r remonstrant
» se trouvera à chasque jour pour, conjointement avec eux,
» faire lesd. offices, led. s^r remonstrant en qualité de chanoine
» et lesd. des Guillaumes, Durif, Poulard et Guay en qualité
» de chappelains, avec le clerq ordonné par les titres de la

» fondation du seigneur Audet d'Aydie et, autrement, et à
» faute de ce faire, led. s^r remontrant proteste contre eux de
» se pourvoir et de tous ses despens, dommages et interets et
» de les pointer comme premier chanoine... » (1).

Le chanoine Jacques Guiot n'était point visé par la plainte de Pierre de Bourbon. Celui-là faisait sans doute exception à la haine « concédée » par ses collègues au comte.

Quelle raison avaient donc les chanoines d'en vouloir au comte de Ribérac ? Je n'ose affirmer que l'acte suivant réponde complètement à la question. Du moins n'est-il pas défendu d'y trouver un élément partiel de réponse :

« Ce jourd'huy, unziesme de may mil six cent nonante sept,
» au chasteau de Ribérac, en Périgord... Messire Joseph-Henry
» d'Aydie, chevalier seigneur comte de Ribérac..., a dict
» qu'après le deceds du feu seigneur comte de Ribérac, son
» père, il auroit trouvé une infinité de dégradations dans les
» biens à luy donnés par le contrat de mariage dud. feu sei-
» gneur, son père, et de la dame de Reymon, sa mère, et, entre
» autres dans le bois de la maison noble de la Ferrière, lequel,
» à cause qu'il estoit entièrement détérioré, led. seigneur re-
» montrant pour le remestre auroit laissé croître les jettes
» dud. bois pour l'élever en bois de haulte futaye ; mais comme
» les habitants avoient eux-mêmes détérioré led. bois par la
» tolérance dud. feu seigneur, ils veulent encore, de gré ou de
» force, continuer lesd. dégradations....., mesme que dimanche
» matin, cinquiesme du présent mois, le s^r Poulard, un des
» habitants dud. Ribérac, prestre et chanoine, auroit envoyé
» une anesse et un anon pascager, de garde faite, dans lesd.
» bois de la Ferrière, joignant le jardin de la maison et dans
» l'endroit où le bois fait l'ornement d'icelle, en telle sorte que
» ces animaux ont brouté et descapité une quantité prodi-
» gieuse desd. chaines destinés pour bois de haulte futaye, ce
» qui donna lieu au prevost dud. seigneur d'enfermer led.
» bestail dans le parc de justice... » (2).

(1) Archives de M^e Léonardon, à Ribérac. — Pierre Léonardon, notaire.

(2) Archives de M^e Léonardon, à Ribérac. — Pierre Léonardon, notaire.

Sommé de reprendre possession de ses animaux, de payer le droit de prévôtage, de garde et de nourriture, de nommer un expert pour procéder, avec celui du comte, à l'évaluation du dommage et de payer l'amende fixée par l'arrêt de la Cour, le chanoine Poulard fit la sourde oreille à de telles propositions et préféra un procès en forme.

Ce qu'il y a de très intéressant dans cette querelle, c'est que les chanoines semblent bien avoir eu pour eux leur évêque. Le chanoine Guiot l'éprouva à ses dépens. Etant du parti du comte, il fut assez malmené par l'évêque de Périgueux, lors de la visite de l'église de Ribérac, le 12 octobre 1698. Il le fut tellement qu'il ne put arriver à se courber sous l'algarade et les minutes notariées nous ont conservé sa protestation :

« Ce iourd'huy, quatriesme de novembre mil six cent nonante
» huict, en la ville de Ribérac..., maistre Jacques Guiot, preb-
» tre et chañoine de l'esglise de Nostre-Dame de Ribérac, et
» y habitant, nous a dict... qu'il demeure adverty que le 12
» du mois d'octobre dernier, le seigneur evesque de Périgueux,
» faisant la visitte delad. esglise, en présence de la fluence du
» peuple, il dit haultement et à criq publicq dans lad. esglise
» qu'il interdisoit led. s^r Guiot de toutes ses fonctions, pour
» avoir cellébré la sainte messe dans la chapelle intérieure
» du chasteau de la présente ville sans qu'il luy aye jamais
» faict siniffier de deffences d'y cellebrer la sainte messe, ni
» qu'il ayt jamais ouy dire qu'elle fut interdite et, d'autant
» que cette prétendue interdiction verballe luy empesche de
» faire ses fonctions et que led. seigneur evesque ne luy fait
» point siniffier lad. interdiction, affin que sur icelle led. s^r
» Guiot pût se pourvoir..., à ces fins nous a produit pour tes-
» moings M^e Jean Dusolier, procureur au présent-siège, Jac-
» ques Lacombe, boucher, Jean et N... Murgeaud frères, sar-
» getiers, habitants de la présenté ville, et Léonard Boulle,
» s^r de Laborie, lesquels... ont dict... qu'ils entendirent que
» led. seigneur evesque disoit... que led. s^r Guiot seroit interdit
» de ses fonctions pour avoir dit la messe dans la chapelle
» intérieure du chasteau, parce que lad. chapelle estoit inter-
» dite, il y avoit quatre ans ansat. Led. seigneur evesque
» s'estant tourné vers Monsieur son official, il luy auroit dict :

« Monsieur, faites siniffier aud. s^r Guiot son interdiction dès
» demain... » (1).

Si, tout compte fait, nous demeurons mal éclairés sur les raisons qu'avaient les chanoines de Ribérac d'en vouloir au successeur des fondateurs de leur Collégiale, nous avons plus de lumières sur celles que le comte avait de n'aimer point ses chanoines. Il est même curieux qu'à la date du 20 décembre 1704, qui est celle de l'acte que je vais citer, le comte n'a même plus pour lui les partisans qu'il avait précédemment. Tout le chapitre lui est manifestement hostile. C'est la révolte ouverte ou, mieux et pire, l'opposition de la force d'inertie :

« A la requeste de Messire Joseph-Henry d'Aydie, comte de
» Ribérac et de Benauges, vicomte d'Epeluches, soit déclaré...
» à M^{res} Pierre Duris, Antoine Guay, Jean de Guillaumes,
» Pierre Bourbon, Jacques Guiot et Gratien Causserouge, cha-
» pelains de l'esglise Nostre-Dame de Ribérac, de celle du cha-
» pitre, que led. seigneur, pendant dix ans, a travaillé conti-
» nuellement pour les obliger à servir dans l'esglise de leurs
» fondations et où ils sont obligés de servir, qui est celle où
» ses ancêtres sont enterrés. Il les y a fait obliger par des
» arrêts contradictoires et leurs a fait quatre ou cinq moni-
» tions ou davantage pour les y faire aller et les y faire faire
» leur devoir, sans en pouvoir venir à bout. Il y a plusieurs
» mois qu'ils prétestèrent qu'il y avoit un danger de leur vie
» en allant à l'esglise destinée pour eux et, par cette cause,
» ils firent un acte au seigneur pour lui faire cognaistre qu'ils
» l'abandonnaient pour cette raison et, quoique led. seigneur
» ne soit pas obligé aux réparations et que ce soit eux qui
» les doivent faire, néanmoins pour esviter un procès et s'at-
» tendant bien de leur précompter les dépenses, il a fait relever
» l'avant esglise ou la nef qui estoit enfoncée, il y a fait mettre
» de nouvelles charpentes, fait refaire le degré qui monte à
» la tribune, fait faire un canal neuf pour recevoir les eaux
» qui tombent de l'esglise, fait recouvrir toute l'esglise et autres
» réparations à la sacristie ou ailleurs et, moyennant cella,
» il leurs a osté tout préteste de s'absanter de leur esglise.

(1) Archives de M^e Léonardon, à Ribérac. — Pierre Léonardon, notaire.

» Et leurs déclare, au surplus, qu'estant obligé par les deux
» fondations d'Osdet et de Pierre d'Aydie et l'arrest d'incor-
» porations et de jontion, de dire tous les jours, trois messes
» de fondacions pour la maisons, ce que le seigneur a appris
» qu'ils ne fesoient pas, ledit seigneur les somme d'y satis-
» faire, non seulement en disant les trois messes, tous les
» jours, mais encore de satisfaire à celles qu'ils on manqué
» depuis mil six cent nonante neuf, faute de quoy, il proteste
» de ce pourvoir ainsin qu'il verra bon estre. Partant, il les
» somme de retourner incessamment et sans délai dans leurs
» esglize, d'y satisfaire leurs offices et dire toutes les messes,
» à faute de quoy, il leurs déclare qu'y les destituera...

» RIBÉRAC,

» fesant pour bon bon. » (1).

Voilà qui était parler net. Les chanoines comprirent-ils que le comte ne plaisantait plus et qu'il était homme à tenir sa promesse ? S'inclinèrent-ils ? Peut-être, mais, à coup sûr, à l'exception de messire de Guillaume qui continua la lutte.

Le 28 février 1705, le comte lui adresse une nouvelle sommation :

« ... Soy signifié et déclaré à M^{re} Jean Guilhaume, prestre
» et chapelain..., que led. seigneur pour toute responce alactte
» quil luy a esté signifié le septiesme du moys de jeanvier
» dernier, dict que ledict des Guillaume ne ce lasse point de
» faire des acttes aud. seigneur tout ranplis de supozitions et
» de mauvaize foy, à considérer celluy quil luy fit signifié led.
» jour septiesme janvier que led. de Guillaumes luy a faict
» dacter du septiesme febvrier, par lequel il accuse led. sei-
» gneur de luy avoir faict signifier un libelle par lactte que
» led. seigneur lui fi faire le vintiesme du mois de dexambre
» dernier... Mais comme il est uniquement question de sçavoir
» sy led. des Guillaume est infirme de sa personne et que son
» incomoditté lanpêche de faire lesd. offices ausquels il est
» obligé, led. seigneur soubstien, comme il offre de le veriffier,
» que led. des Guilhaume est actuellement à ce promener dans
» la ville et alhier et faire des violances contre le mugnier
» dud. seigneur conte et voller un de leurs chevaux en plac.

(1) Archives de M^e Gendraud, à Verteillac. — Pierre Constantin, notaire.

» publique et la mener dans le cabaret où il demeure de son
» autorité et par force. Cella seul prouve que led. de Guilha-
» mes est en estat de faire ses offices, dont led. seigneur
» conte luy fait par ces prezantes une sommation reytérative
» de faire ses offices dans l'esglise du chapitre, autremant il
» proteste de le destituer. A l'esgard de l'anesse dont led. des
» Guillaume cest plaint que led. seigneur luy a faict prendre,
» cest enquoy il marque plus de mallice, puis qu'il ne yniore
» pas que des gūarde chasse dud. seigneur ayant trouvé lad.
» anesse dans les bled de la mesterie du Croc, appartenant aud.
» seigneur conte, il la menère au par de justice, ne sachant
» pas aquy elle appartenoit et que le prévost de la pnte
» jurisdiction layant nourie pendant un moys et demy et fait
» publier par tout à quy lad. anesse apartenoit, sans que per-
» sonne laye voullue avouer, led. prevost fut obligé par la de
» la faire vendre par ordre de justice et la vanthe en avoit
» esté faicte en plain marché auparavant la signification de
» latte dud. des Guillaume, quy manque aussy de bonne foy
» de dire qu'il affait demander son anesse, puisque c'est contre
» la vérité....

» RIBÉRAC,

» fésant pour bon. » (1).

Avec cet acte semble épuisé le conflit. Ce sera désormais l'apaisement. Du moins, passée cette année 1705, les archives ne témoignent plus de cette longue discorde que deux ânes-
ses et un ânon, en mal de nourriture prohibée, s'ils ne la déclanchèrent pas, envenimèrent trop.

D^r Emile DUSOLIER.

(1) Archives de M^e Gendraud, à Verteillac. — Pierre Constantin, notaire.

NOTICE SUR JEAN SAURET

NOTAIRE, OFFICIER MUNICIPAL DE BELVÈS ET PROPRIÉTAIRE.

Dans un lot de vieux papiers, j'ai trouvé de nombreux actes notariés et autres intéressant le dit Sauret, un « livre de raison et mémoriaux »... dans lequel il avait noté les faits intéressant lui ou sa famille ; grâce à ces documents, on peut fixer, très exactement sa biographie ; elle permettra de se rendre compte de ce qu'était la vie d'un bourgeois de Belvès au xvii^e siècle.

Dans un acte du dix-neuvième du mois d'août 1656, dressé par Eymard Bardenat, lieutenant de la présente ville et juridiction de Belvès, il est constaté que Jean Sauret, notaire royal, était procureur postulant en la dite ville ;

« qu'il est certain et véritable que le dit Sauret remontrant a atteint l'âge de soixante et dix ans et davantage, estant notoire à ung chascun, mesme à ceux qui l'ont fréquenté dans sa jeunesse qui en l'année mil cinq cents nonante et neuf, il était clerc et demeurait en la maison des sieurs m^{rs} Pierre et Reymond Delmon, fermiers des recette et greffe du seigneur de la présente juridiction, faisant icelluy Sauret valoir le dit greffe, expédiant les actes de justice, escrivant les appointements en l'audiance et faisant tous autres actes pour le service du greffe, ayant pour l'hors quatorze à quinze ans, et quelques années après, s'en alla demeurer en la ville de Bordeaux pour suivre le palays et continuer la pratique où il demeura longtemps M^e clerc de feu M^e Francois Duteil procureur au dit Parlement... ».

Par un acte du dernier d'avril 1617, inscrit au premier folio du livre de raison, nous savons que

« les clercs et autres procureurs fréquentants le pallais estant assemblés dans le couvent des Augustins de la ville de Bordeaux, pour procéder à l'élection et nomination de quatre des dits clercs et procureurs pour faire la charge de scindics... »

et à la suite de cette élection, Jean Sauret fut choisi avec M^{es} Guillaume Latreilhe, Guillaume Jouin et Thimothée Sanguinet, pour être scindics de la confrairie des clercs du Parlement de Bordeaux pour l'année 1617.

En vue de la postulation du titre de procureur à la juridiction de Belvès en 1656, Jean Sauret était dans l'impossibilité de justifier de son âge par écrit

« à cause que Anthoine Sauret son père ne savoit ny lire, ny escrire pour avoir laissé mémoire de sa naissance et aussy que le curé de ce temps là est mort et son livre baptistère perdu à cause des guerres civiles, toutes fois... »

le dit Sauret croit pouvoir établir son âge par des personnes dignes de foi qui l'ont fréquenté en son jeune âge, en vue de quoi, il a fait assigner par Gibiac, notre sergent, M^{es} Denis Boygue, prêtre et curé de la paroisse de Ste-Foy ; Pierre Aumar de Brousse, avocat au Parlement ; Guillaume Laville, notaire royal, à Puy-de-Fongaufier, et Pierre Loubières, travailleur à bras, habitant la présente ville, ayant tous l'âge compétent, et à l'audition desquels il demande à M^e Aymard Bardenac, lieutenant de la juridiction, de vouloir bien procéder.

Il est inutile de reproduire quelqu'une de ces dépositions, bornons-nous à reproduire la conclusion de l'acte, d'où résultent des constatations utiles pour l'histoire de notre localité en présence de la perte de ses archives :

« Sur la requête présentée par M^e Jean Sauret, notaire royal et procureur postulant de la présente ville, comparant en personne avec Sauret le jeune, lequel en présence de M^e Estienne Reynal, sindic de la présente ville, a dit que, pour lui servir que de raison, il a fait attestation judiciaire de son aage de septuagénaire, comme appert par la dicte attestation qu'il exhibe en date du 19^e d'aoust dernier, signée Bonfilh, greffier, requérant lui permettre de la faire enregistrer au greffe de nostre cour, pour lui servir à telles fins que de raison, à quoy il conclud. Sur quoy faisant droit à la dite requête, avons octroïé acte audit Sauret de l'exhibition de la dicte attestation et de la lecture d'icelle faite par notre greffier, laquelle promettons au dit Sauret faire enregistrer au greffe de nostre cour pour luy servir à telles fins que de raison.

Fait à Belvès pardevant nous Jean Rousset, consul de la dite ville le neufiesme septembre mil six cent cinquante six ; ainsi signé : Sauret, requérant ; Reynal, scindic ; de Rousset, consul ; Parre, greffier.

Jean Sauret était donc né vers 1586.

Suivons d'après son *livre de raison et mémoriaux*... les principaux faits de son existence.

Il avait été émancipé par son père le 27 novembre 1613 et par jugement (Garrigue jeune, greffier) ;

Le 11 novembre 1621 « j'ai fait bénir ma maison par M^e Bernard Vielfon, prêtre, qui était le jour de St-Martin ». D'après les actes notariés cette maison était sur la place de Belvès et dépendait de la chapellenie de la Vidalie.

Le 16 janvier 1622 j'ai contracté mariage avec Janine de Conros, ma femme : Garrissou, notaire, a reçu le contrat ».

La famille Conros était une famille bourgeoise importante, alliée aux principales familles de la région : Conros, négociant, était propriétaire à la Mothe-Delmercat.

« Le second de février 1622, j'ai expousé Jehanne de Conros ma femme, au couvent de la présente ville (les frères prêcheurs) et à l'autel Notre-Dame du Chapelet, comme estant ce jour la feste de Notre-Dame ».

Cet autel a été transporté à l'église paroissiale de Belvès, il est intéressant : malheureusement il a été l'objet de réparations peu artistiques.

En marge de cette mention et d'une autre écriture on lit :

« Le dernier de novembre 1648, jour de St-André, la dite Conros est décédée et a été ensevelie au couvent, à nos tombeaux, au cloître ».

A Belvès, beaucoup de familles se rattachaient pour les cérémonies du culte, au couvent des Frères Prêcheurs : delà des conflits assez vifs et à certaines époques tout à fait désagréables, entre les représentants des deux clergés : celui de la paroisse et celui des Frères Prêcheurs.

Souvent aussi, les cérémonies du culte se faisaient à la chapelle du Fort, petite église dans le *castrum* de Belvès qui porta le nom de chapelle Saint-Nicolas : là fut baptisée sa 2^e fille Marguerite Sauret en 1625.

« L'année suivante 1623, jour de mercredi et le onzième de janvier, avant-veille de St-Hilaire (la grande foire de Belvès) est née Jehanne de Sauret, ma première fille et de ladite de Conros, a été baptisée à

Moncuq (l'église paroissiale) le 16 dudit mois jour de lundi, estant parrin Anthoine Sauret, mon père, et marrine Jehanne de Gonet, ma belle-mère.

Le livre mémorial constatera ainsi tous les faits intéressant la famille, naissances, mariages ou décès : nous ne ferons plus d'emprunt à ce genre de renseignements, nous bornant aux faits qui intéressent la vie publique de Jean Sauret.

« Le 3 décembre 1622, j'ai acheté mon office de notaire royal à la vesve de feu Palisse pour 180 livres, Cassaigne a reçu le contrat.

Le 5 du dit mois, j'ai presté le serment à Sarlat, devant M. le lieutenant général, toutes les provisions ont été envoyées au greffe d'icelluy.

L'année 1623 je feus eslu scindic de la présente ville, avec Jean De Bonnet, sieur du Carlon, estant consuls Simon Lescure et Pierre Fauvel et M^e Pierre Malaurie, greffier.

La dite année nous eumes mil neuf cens treize livres de tailles en principal, que nous avons payée, j'en ay les quittances signées Vincenot.

Le huictième de Mars 1624, j'ai rendu mon compte à Pierre Rousset et Jacques Barrière, scindics subcéquans, par devant M^e Helies Bonfils et Guillaume Lacroix consuls.

La dite année 1624, ensemble j'ai randu tous les livres et papiers de la ville, que j'avais en mon pouvoir, comme appert par la quittance que j'en aye, signée du dit Barrière.

Le huitiesme de febvrier mil six cens vingt et six, je suis esté esleu l'un des quatre jurats de ceste ville avec M^{es} Pierre Aumar, Pierre Vielfon, advocats, et Jehan de Philiparie, bachelier. Montet, greffier des consuls, a reçu l'acte.

Le 25 aoust 1627, ma femme a été esleue baylesse de la Frairie Notre-Dame avec Guillounne de Garisson.

Le trantiesme janvier mil six cens vingt et huit j'ay esté eslu consul de ceste ville, avec M^e Hélie de Malaurie, avocat, au Parlement, et avons presté le serment le jour Notre-Dame, seònd de Febvrier ; et le même jour ai reçu les clefs de la ville.

La dicte année 1628, quand j'estais consul, la contagion commença à la maison de Michalon La Faige, le vendredy saint de la dite année et dura jusqu'en octobre 1629. Le trois de juin de ladite année 1629, jour de la Pentecouste, tous les habitants vuidèrent la ville. Je me retirai avec ma famille à La Mothe, chez Conros, mon beau-père, qui mourut du dict mal ; le 18 du dit mois de juin je fus contrains de

quitter et me retirer à une maison de Arnauld de la Mothe (1) où j'ai demeuré dix mois.

L'année 1632, je suis esté eslu et créé scindic de cette ville avec Micheau Conros.

L'année 163(7) ? je suis esté eslu jurat avec (blanc de cinq lignes).

L'année 1643 je suis esté eslu jurat avec M^e Jean de Gonnet, avocat, Guillaume Laville, notaire, et Simon de Philiparie.

Le 12 mai 1641 je suis été nommé sindic triennal de l'hôpital et de l'esglise de la présente ville, avec M^e Bonfil, juge de Paleyrac : l'acte reçu par Laville notaire et le 8 juin 1644 avons rendu compte. Reynal, notaire, a reçu l'acte.

L'année 1646, je suis esté créé premier consul avec Girauld Vielfon, marchand ».

L'année de la peste, M. Sauret avait pour métayer à la propriété de Marquesie, Mathurin, qui mourut de la peste le 27 octobre 1628 ; puis tous ceux de la maison du dit Mathurin étant morts, son beau-frère, Jehan Condamines, mourut le 27 octobre, laissant sa femme et trois filles, deux desquelles moururent aussi : le village était désert et à l'abandon et il me fallut faire lever la récolte par des étrangers et retirer le tout à la maison de Peyrelevade (à Belvès).

La maison de Marquesie fut pillée par les infects, qui emportèrent tous les meubles, vivres et poullailler commun.

Le 29 juillet 1644, à l'heure de huit heures du soir, il a grandement grêlé et a été gâtée entièrement la paroisse de Montplaisant.

Le 21^{me} jour de juin 1660 environ deux heures de soleil levé, est arrivé un tremblement de terre dans la présente ville.

Ce mémorial mentionne la naissance de ses enfants ; leur mariage et la naissance des petits enfants

« en août 1660, Jean Bizet, son petit-fils est allé à l'école chez Carine, M^e Régent, à raison de dix sols par mois et lui ai baillé 10 sous par avance ».

M. Sauret est mort à un âge très avancé (plus de 80 ans) laissant une famille bien établie, apparentée avec les princi-

(1) Il s'agit probablement de Arnaud Bonfils, tenancier à la Mothe del Mercat (reconnaissance et arpentement).

pales familles de la région, et qui fut la souche d'une nombreuse famille, avec représentants nombreux dans les diverses fonctions du pays, médecins, propriétaires et employés. Jean Sauret, notaire, quand on parcourt les registres de ses actes, laisse l'impression d'un homme avisé, actif, et il a laissé le renom d'un très bon administrateur municipal.

A. VIGIÉ.

INTRODUCTION DU MAÏS EN PÉRIGORD

M. Dujarric-Descombes nous adresse la communication suivante, qui éclaire d'un jour nouveau la question de l'introduction en Périgord du blé d'Espagne ou maïs.

Nos deux anciens confrères, l'abbé Riboulet et Georges Bussière, s'étaient accordés à placer, sous le règne de Louis XIV, l'importation de cette précieuse céréale.

Le premier, dans son *Etude historique sur Mgr Guillaume Le Boux, évêque de Périgueux* (chapitre XV), en a attribué l'honneur à ce prélat, qui aurait apporté de Dax la semence du maïs, lors de son transfert de cet évêché au siège de Périgueux, qu'il occupa de 1667 à 1693.

« Voulant prévenir, autant qu'il le pourrait, dit son pieux biographe, les suites désastreuses de la famine qui, jusque vers la fin du XVIII^e siècle, ravagea pour ainsi dire périodiquement notre province, il y importa du pays de Bigorre le maïs, ce blé des pauvres, et fut le premier à le cultiver en Périgord ».

L'abbé Riboulet ajoute, en note, que le maïs fut coté, pour la première fois, à 21 sous le boisseau, sur la mercuriale des grains de l'année 1684.

Après lui, Bussière a expliqué ainsi, dans la première partie de ses *Etudes historiques sur la Révolution en Périgord*, de quelle manière le paysan périgourdin en avait été doté :

« Le maïs lui venait d'Espagne. On appelait cette plante en français *blé d'Espagne*, en patois périgourdin *bigorrouëy*, mot où l'on

reconnaît sans peine le nom du pays de Bigorre, qui fut sans doute le premier passage du maïs et son premier champ d'acclimatation. Le maïs, introduit en Périgord sous le règne de Louis XIV, est signalé, pour la première fois, en 1693, dans le *Floréal* ou cote officielle des grains à la mesure de Périgueux. C'est là certainement la date la plus éloignée de sa prise de possession définitive du sol périgourdin. »

Un document authentique, communiqué par M. le comte de Saint-Saud à M. Dujarric-Descombes, montre le maïs en pleine culture dans une partie du diocèse, quinze ans avant l'arrivée de Mgr Le Boux.

Ce document, produit pour la première fois, est le procès-verbal d'une plainte, suivie d'enquête, dressé, à Ribérac, le 15 août 1652, par Sicaire Poulard, conseiller au présidial de Périgueux. Il y est constaté que l'armée des Frondeurs, dirigée par le sieur de Celles sur le repaire de Lesparre, paroisse de Celles, y avait saccagé de fond en comble les bâtiments de Simon de Givry, gentilhomme servant le Roi et exempt de gardes du corps. Le pillage fut accompagné de telle violence que « le plaignant et sa femme furent contraints de se sauver la nuit *dans les blés d'Espagne*, emportant leurs petits enfants, le plus âgé n'ayant que quatre ans... ».

Il y avait donc, en 1652, dans la partie méridionale de la paroisse de Celles, des champs de blé d'Espagne ou maïs, capables de servir de refuge à des gens poursuivis. A quelle époque cette plante avait-elle été acceptée par nos paysans, si rebelles aux innovations agricoles, comme ils le prouvèrent plus tard pour l'introduction de la pomme de terre ? Le maïs ne dut s'acclimater chez eux qu'après de nombreuses expériences ; les premiers essais de sa culture doivent remonter, au moins au règne de Louis XIII.

Quel qu'en soit le point de départ, il est certain qu'un an avant la mort de Mgr Le Boux le clergé percevait la dîme du maïs, sinon dans toute l'étendue du diocèse, du moins dans une partie de l'arrondissement de Ribérac. C'est ce qui résulte d'un acte cité par M. Dujarric. Il s'agit d'une transaction intervenue devant M^e Bertaud, notaire à La Tour-Blanche, le 27 mai 1692, entre le prieur de Saint-Cybard-de-Cercles, Florimon Leleu,

sieur de Fossebrune, et les habitants de la paroisse. Ceux-ci s'étant refusés à payer « la dîme de millet, *blé d'Espagne*, fèves, pois et autres légumes », avaient été condamnés à la payer au prieur ou à ses fermiers.

L'histoire de l'agriculture en Périgord pourra mentionner désormais que la première culture connue du maïs eut lieu sur la rive droite de la Drôme, dans les dépendances du village de Lesparre, paroisse de Celles.

A. DUJARRIC-DESCOMBES.

ADRESSE DE LA « SOCIÉTÉ POPULAIRE » DE BEAUMONT

AUX HABITANTS DU CANTON

EN FAVEUR DE SES VOLONTAIRES DE 93

Nous savons que les groupements provinciaux qui, sous le nom de *Sociétés populaires*, s'affiliaient au club des Jacobins, furent généralement des foyers d'enthousiasme patriotiques, toujours prêts à prêter leur concours — concours souvent précieux — aux municipalités et aux administrations, soit du District, soit du Département. Tout en luttant à l'intérieur pour le triomphe de leurs idées révolutionnaires, ils ne cessèrent jamais de songer aux ennemis de l'extérieur, à la frontière et à l'armée qui avait mission de la défendre.

La Société populaire de Beaumont, les *Amis de la Constitution* eut, elle aussi le souci constant d'organiser la défense du pays et elle ne laissa jamais passer l'occasion de manifester ouvertement, soit par la parole, soit par les actes, la sollicitude profonde qu'elle avait vouée à l'armée nationale. C'est ainsi que, le 12 juin 1792, en apprenant la mort du général Gouvion, « officier, député et homme de bien », elle arrêta qu'on ferait chanter une messe « pour le repos de l'âme du brave général

mort pour la liberté ». Lorsque la garde nationale eut terminé sa réorganisation, la Société populaire réclama l'honneur d'offrir au bataillon de Beaumont son premier drapeau, un drapeau tricolore. C'est toujours avec anxiété qu'elle attendait, dans ses séances, des nouvelles des armées en campagne et, quand le président annonçait quelque nouvelle victoire, elle était saluée par les applaudissements mille fois répétés de l'assistance. Lorsque, le 23 octobre 1793, un courrier extraordinaire venant de Montpazier apporta à Beaumont la défaite des Vendéens par les « Mayençais (1) », l'entrée des troupes de la République dans Cholet et Mortagne, lieux où « d'infâmes fanatiques avaient commencé leur brigandage », l'assemblée applaudit frénétiquement et, dans son enthousiasme, décida « qu'en action de grâce de cette fameuse victoire sur les brigands » il serait chanté un *Te Deum* dans l'église paroissiale. Elle décida, en outre, que tous les habitants de la ville, sans distinction de sexe, seraient invités à y assister et elle alla même jusqu'à nommer une commission de six membres, qui se tiendraient aux portes de l'église pour noter ceux des habitants qui s'abstiendraient sans raisons légitimes.

Quelques jours après la loi du 24 février qui ordonnait la levée de 300.000 hommes, le 6 mars 1793, les *Amis de la Constitution* étant assemblés dans le local ordinaire de leurs séances sous la présidence de Labarrière, le citoyen Lacoste, curé constitutionnel de la paroisse de Beaumont, demande la parole pour une proposition. Il rappelle, tout d'abord, la situation pénible de nos soldats sur la frontière, leurs souffrances, leurs privations. Il exalte ensuite les sentiments généreux des Sociétés patriotiques de la République qui, avec un empressement louable ne cessent « de secourir ces braves défenseurs de notre liberté ». Et il demande, alors, qu'à l'exemple de ces Sociétés, celle de Beaumont ouvre un registre de souscriptions, sur lequel seraient inscrites les offrandes des citoyens compo-

(1) On appelait ainsi les 16 000 hommes de troupe de la garnison de Mayence, à qui les Prussiens avaient laissé la liberté de servir ailleurs qu'aux frontières.

sant la Société qui voudraient donner des marques réelles de leur civisme. Il demande, en outre, qu'il soit nommé des commissaires, qui se transporteraient chez tous les citoyens du canton de Beaumont indistinctement, pour les inviter à concourir, avec la Société, à cette « offrande civique ». La proposition du citoyen Lacoste est acceptée à l'unanimité et, séance tenante, le président, « à qui la Société en a déferé le choix », désigne comme commissaires, les citoyens Loiseau, juge de paix, Lacoste, Bessot et Randonnier. Loiseau, à qui ses fonctions judiciaires ne permettent pas d'accepter une pareille charge, est remplacé, dans la commission, par le citoyen Pierre Colin, ancien maire.

Le curé Lacoste, « voulant donner à ses frères des preuves manifestes du civisme qui l'anime, a accompagné et terminé sa proposition » par une offrande d'un assignat de cinq livres, en exprimant tous ses regrets que sa situation de fortune ne lui permît pas de faire davantage. Avec une spontanéité touchante, le portier de la Société populaire, « jaloux de partager les bienfaits de la Société » (*sic*), s'inscrit pour « dix sous », et, incontinent, il dépose cette somme sur le bureau du président, en s'écriant qu'il est volontaire pour la levée des 300.000 hommes et qu'il attend impatiemment l'heure de partir.

En fin de séance, la Société arrête qu'il serait fait par le président, qui est Labarrière, une *Adresse* aux citoyens du canton pour les inviter à seconder le zèle des commissaires et à faire, en faveur des braves défenseurs de la liberté, originaires de notre canton, des sacrifices dignes des républicains français ; que cette adresse serait affichée dans toutes les communes du canton et qu'il serait fait « mention honorable des citoyens qui donneraient, par leurs offres, des preuves de leur civisme ».

Dès le soir, Labarrière se mit à l'œuvre.

Le lendemain, il donnait lecture de son *Adresse* aux membres du bureau de la Société populaire et, après l'avoir fait approuver, il la transcrivait lui-même sur le registre des délibérations de la Société. Cette adresse, dans le fond comme

dans la forme, n'est pas banale et mérite d'être reproduite. La voici :

*Adresse des « Amis de la liberté et de l'égalité » de Beaumont
aux citoyens et citoyennes du canton.*

« Citoyens,

» Lorsque vos frères d'armes bravent la rigueur des saisons, l'intempérie de l'air et la mort pour affermir votre liberté naissante, que des tyrans coalisés veulent vous ravir, seriez-vous insensibles à leur sort ! Des esclaves mercenaires voudraient vous arracher le sceptre de l'indépendance, que vos braves concitoyens vous ont acquis au prix de leur sang. Mais leurs efforts jusqu'à ce jour sont devenus impuissants, et la vigilance française a déjoué les desseins affreux des perfides.

» De nombreuses cohortes avaient déjà envahi une partie de notre territoire. Mais, au sacré nom de la Liberté, les hommes du 14 juillet les ont repoussées et dispersées. Un autre tyran vient de se joindre à la horde coalisée. Tant mieux : c'est une occasion de plus pour signaler la valeur française, c'est une victoire de plus à remporter. Les mers sont déjà couvertes de nos vaisseaux. L'airain gronde de toutes parts, et le pavillon tricolore va être arboré sur un autre hémisphère.

» Les trônes sont renversés, les sceptres brisés, le règne des tyrans est passé. La France est une République ; ses habitants ne forment plus qu'une famille et son sol qu'un camp redoutable. Les chaînes du despotisme sont rompues. Le joug qui était appesanti sur vos têtes est réduit en poudre. Vous êtes libres ; vos biens sont affranchis, les privilèges anéantis. La vertu et les talents peuvent seuls vous tirer du niveau du reste des hommes : ce n'est qu'à ce prix que vous pouvez les surpasser. Un rayon bienfaisant de lumière a rendu à son premier éclat cette pierre précieuse foulée aux pieds, ensevelie depuis plusieurs siècles dans l'oubli, dans les plus profondes ténèbres. L'aurore de la Liberté et de l'Egalité commence à luire sur sur notre République et, tranquilles dans vos foyers, vous commencerez d'en goûter les prémices.

» Si chacun de vous, Citoyens, se sent ému des sentiments de la plus intime reconnaissance pour l'auteur de ses jours, ne serait-il pas le comble de l'ingratitude d'oublier vos libérateurs ? Si vous devez le jour à ceux-là, vous devez à ceux-ci votre liberté, bien qui est plus précieux que la vie. Car, vivre sans être libre, c'est être esclave ; vivre dans l'esclavage, c'est être dans le néant.

» Ces libérateurs, ce sont vos amis, vos frères, vos époux, vos fils. Si vos propriétés sont respectées, si vous jouissez tranquillement du fruit de vos travaux, si vos greniers regorgent de grains, si un soldat inhumain n'a point ravagé vos fertiles campagnes, si son fer n'est pas rougi du sang de ceux que vous chérissez le plus, songez que ce sont les peines et les fatigues de ces braves défenseurs qui vous procurent cette tranquillité. Songez que c'est au prix de leur sang que vous jouissez de cette aisance qui fait votre félicité.

» Riches, partagez avec eux le superflu de vos revenus, qui seraient déjà la proie d'un soldat étranger. Que vos trésors s'ouvrent, que la toison de vos troupeaux garantisse de la rigueur des glaces et des neiges ceux qui empêchent l'ennemi d'y porter une main sacrilège.

» Vous que le sort a placés dans un moindre degré de fortune ; vous, dont les modiques facultés ne peuvent seconder les désirs, portez votre denier, et vous aurez donné trois fois plus que ce riche.

» Et vous, jeunes citoyennes, dont les grâces et les attraites avaient capté les cœurs de nos jeunes héros, occupez vos mains délicates d'un tissu qui les garantisse des rigueurs du froid, conserve dans leur âme ce feu charmant qui vous animait mutuellement, et qui, depuis leur départ, a été tant de fois l'objet de vos tendres soupirs. Dites leur qu'ils ne posséderont ce gage, que vous leur conservez si fidèlement, que lorsqu'ils reviendront près de vous, à la fin de la campagne, mêler les lauriers qu'ils auront cueillis aux couronnes civiques que vous leur préparez ; et, alors, ils compteront les journées par les victoires.

» Vous tous enfin, sincères Citoyens, vous êtes invités, au nom de la patrie, au nom sacré de la Liberté et de l'Égalité, au nom de la Société des Amis de la Constitution de Beaumont, de vous montrer les dignes émules des généraux républicains. Cette Société, jalouse de concourir par ses libéralités à l'équipement des soldats volontaires du département, espère de votre civisme les plus généreux sacrifices. C'est dans son sein que vous pourrez déposer vos offrandes par le moyen des commissaires chargés de se transporter devers vous et de les recevoir.

» Emprisons-nous à l'envi de subvenir aux besoins pressants de nos frères, de nos vaillants défenseurs de la Liberté, qui ne quitteront les armes que lorsqu'ils auront exterminé tous les tyrans de la terre.

» LABARRIÈRE, président. »

Conformément aux vœux exprimés par la Société Populaire, cette adresse du président Labarrière fut affichée dans toutes

les communes du canton, et le *registre de souscription* promené de village en village par les commissaires Lacoste, Bessot, Randonnier et Colin.

Je n'ai pu mettre la main sur ce registre et je le regrette.

J'aime à croire que, à l'« assignat de cinq livres » du curé Lacoste et aux « dix sous » du portier de la Société s'ajoutèrent rapidement, en argent et en nature, de nombreuses et grosses offrandes qui, envoyées à nos braves volontaires, contribuèrent à améliorer convenablement leur situation matérielle, tout en leur apportant ce réconfort moral que, là-bas dans ce petit coin du Périgord où ils étaient nés et où s'envolaient chaque jour leurs pensées et leurs rêves....., ils n'étaient pas oubliés.

L. TESTUT.

Le gérant responsable, H. ETourneau.

AVIS IMPORTANT

Messieurs les membres de la Société sont avisés que celle-ci a un compte-courant aux chèques postaux sous le n° 545, bureau de Bordeaux.

Chaque année, le premier numéro du *Bulletin* renfermera un mandat qui facilitera le paiement de la cotisation (15^f) et rendra inutile les frais de l'envoi d'une quittance. Cependant ceux qui désireront en recevoir une devront envoyer 0 fr. 50 en plus pour frais de timbre et de poste (0.75 pour l'étranger).

Ceux des membres de la Société qui auraient versé leur cotisation avant la réception de ce mandat ne devront pas, naturellement, en tenir compte.

Si, *fin avril*, la cotisation n'a pas été payée, le recouvrement en sera fait par la poste à partir du *1^{er} mai* et le montant en sera majoré de 0 fr. 60 pour les membres habitant Périgueux et de 1 fr. 10 pour les autres.

Dans le cas de retour de la quittance non payée, la taxe de 0 fr. 30 pour non recouvrement et les frais d'une deuxième présentation seront à la charge du sociétaire.

LE BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD paraît tous les deux mois, par livraisons de 64 pages, et forme un volume à la fin de l'année. Chaque livraison est accompagnée de deux dessins.

Le Bulletin est envoyé gratuitement à MM. les membres de la Société.

Il ne contient que des documents inédits.

TIRAGES A PART.

La Société autorise le tirage à part des articles, mémoires et documents insérés dans le *Bulletin*, sous la condition expresse qu'au verso du titre figurera cette mention : « Extrait du *Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord*. »

MM. les membres de la Société qui désireront profiter de cette faculté devront prévenir le Secrétaire Général au moment de la remise de leur manuscrit, ou, au plus tard, en rendant les épreuves du *bon à tirer*.

Nous croyons devoir donner ici le tarif de l'imprimeur pour ces tirages à part :

8 pages de texte réimprimées jusqu'à 50 exemplaires	coûteront	12 fr.
8	—	100
12 pages	—	50
12	—	100
16 pages	—	50
16	—	100
		15
		16
		23
		20
		30

Chaque page de texte dépassant 8 pages jusqu'à 12 pages, ou dépassant 12 pages jusqu'à 16 pages, sera facturée 2 fr. par page en sus des prix établis ci-dessus.

La couverture imprimée, sorte de celle du *Bulletin*, comptera pour 4 pages.

La couverture non imprimée, sorte de celle du *Bulletin*, sera facturée 3 fr. 50 pour 50 exemplaires et 6 fr. 50 pour 100 exemplaires.

Il s'agit, bien entendu, d'extraits imprimés tels quels; en cas de corrections et de changements, corrections et changements seraient payés en sus.

Les Sociétés savantes auxquelles le BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD est adressé sont priées de vouloir bien nous faire parvenir leurs publications en échange

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

PARAISANT TOUS LES DEUX MOIS

TOME XLIX. — CINQUIÈME LIVRAISON



PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE RIBES ET C^{ie}, RUE ANTOINE-GADAUD, 14.

Septembre-Octobre 1922

SOMMAIRE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LA 5^e LIVRAISON

	Pages
Séance mensuelle du jeudi 3 août.....	241
— du jeudi 7 septembre.....	248
La Commanderie générale d'Aubeterre de l'Ordre de Saint-Antoine en Périgord (1100-1838) (<i>suite</i>) (M ^{re} DE CUMOND).....	258
Notre-Dame de Ribérac. — La Collégiale et les Chanoines (D ^r Emile DUSOLIER).....	269

SÉANCES MENSUELLES
DE LA
SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD
Séance du jeudi 3 août 1922

Présidence de M. FÉAUX, Trésorier

La séance est ouverte à une heure (heure légale), dans la salle ordinaire.

Sont présents MM. le marquis de Bourdeille, Jean Dupuis, Féaux, Fournier de Laurière, Ribette, Eugène Roux et Villepelet.

S'excusent MM. le marquis de Fayolle, à Cauterets, Dujarric-Descombes, le chanoine Roux, Géraud Lavergne et le comte de Saint-Saud.

Le procès-verbal de la séance de juillet est lu et adopté.

M^{sr} L'ÉVÊQUE de Périgueux et Sarlat remercie la Société de son admission ; « Il accepte très volontiers ce titre de membre titulaire, heureux de témoigner son attachement profond pour le passé glorieux de notre cher pays ».

M. le colonel comte DE CUGNAC, M. ROUQUETTE, médecin-principal de l'Armée en retraite, M. BONFILS-LASCAMINADES fils, connu comme homme de lettres sous le pseudonyme de G. DE LANAUVÉ, élus à la même séance, adressent également leurs remerciements à la Société.

M. le Ministre de l'Instruction publique nous informe que le 56^e Congrès des Sociétés savantes de Paris et des départements s'ouvrira à la Sorbonne, le mardi 3 avril 1923, à 2 heures.

Les journées des mardi 3, mercredi 4, jeudi 5 et vendredi 6 avril seront consacrées aux travaux du Congrès. M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts présidera la séance générale de clôture, le samedi 7 avril, à 2 heures.

Communications faites au Congrès. — Les manuscrits, entièrement terminés, lisiblement écrits sur le recto et accompagnés des dessins,

cartes, croquis, etc. nécessaires, devront être adressés, *avant le 15 janvier 1923, au 2^e Bureau de la Direction de l'Enseignement supérieur*. Il ne pourra être tenu compte des envois parvenus postérieurement à cette date.

Il est laissé aux congressistes toute latitude dans le choix des sujets traités, qu'ils aient ou non un lien avec le *Programme* ci-joint, dressé par le Comité des travaux historiques et scientifiques. Toutefois l'inscription à l'ordre du jour du Congrès des communications présentées sera subordonnée à l'approbation dudit Comité.

Ces prescriptions ne restreignent pas le droit, pour chaque congressiste, de demander la parole sur les questions du programme.

Conditions de participation au Congrès. — Les personnes désireuses de prendre part aux travaux du Congrès recevront, sur demande adressée, *avant le 28 février*, à M. le Ministre — 2^e Bureau de la Direction de l'Enseignement supérieur, — une carte de congressiste donnant accès dans les salles des séances.

En ce qui concerne les réductions que les diverses Compagnies de chemins de fer consentaient autrefois, sur les tarifs normaux, aux délégués des Sociétés savantes et qu'elles se sont vues obligées de supprimer depuis les hostilités, elles seront l'objet d'une circulaire spéciale dans le cas où il paraîtrait possible aux Compagnies de les rétablir en vue du Congrès de Paris.

M. Robert VILLEPELET veut bien nous signaler les trois autographes suivants cités dans le *Bulletin d'autographes* de la maison Charavay, n° 546, juillet 1922.

95078 AYDIE (Le Chevalier d'), l'amant de Mademoiselle Aïssé. —
Lettre aut. au chevalier de Froullay ; Mayac, 31 mars 1754,
2 p. in-4°. 20 »

Il regrette les mauvaises dispositions des différents gouvernements de l'Europe dont les dissentiments s'aigrissent de plus en plus.
« Cruel spectacle, mon cher bailli, pour ceux qui ne demandent que la paix et repos, plus cruel encore pour vous qui êtes obligé de travailler à guérir et à prévenir les maux que notre ordre ressent et ceux dont il est encore menacé !

95113 CAUMONT LA FORCE (Jacques NOMPAR, duc de), maréchal de France, un des meilleurs généraux de son temps — Lettre signée avec le compliment aut. aux lieutenant du maire, échevins et conseil de la ville de Bayonne ; Pau, 9 juin 1614, 1 p. in-folio, légères taches d'eau. 50 »

Il les prie de venir à l'aide des gens du pays de Pau dans la détresse où tout le peuple se trouve à cause de la mauvaise année et de permettre que les marchands puissent acheter et sortir du grain, afin de secourir le pauvre peuple. Il leur promet bonne volonté et reconnaissance.

95173 LEMOINE (Jean-Baptiste MOYNE dit), célèbre compositeur, professeur de Mme Saint-Huberty, né à Eymet (Dordogne). — Lettre aut. signée (à Mme Saint-Huberty); Rome, 5 février 1788, 4 p. in-4°. 25 »

Il croit qu'elle aurait pu arrêter les représentations de *Phèdre* après la trentième : « L'Académie a sans cesse changé ses ballets et même souvent elle n'en a pas voulu donner, après m'avoir fait ôter les deux qui étaient dans l'ouvrage... Si l'absence des cabriolles avaient fait baisser nos recettes, à mon arrivée j'aurais fait exécuter le nouveau dénouement et peut-être que ce charlatanisme aurait donné un peu de vigueur à l'ouvrage ! » Il la remercie d'avoir donné à la copie sa *Nephté* ; il travaille aussi à *Didon*, à l'*Alceste*. Il lui recommande le littérateur Benoît Hoffmann; auteur du poème de *Phèdre*, sur lequel seule elle a de l'empire ; il se rappelle au souvenir du comte d'Antraigues.

Ce catalogue sera communiqué à M. l'Archiviste départemental pour le cas où il aurait un crédit à son budget.

Notre savant président M. le marquis DE FAYOLLE écrit au Secrétaire Général qu'il est venu à Cauterets directement d'Agen « à l'issue du Congrès archéologique de notre Union du Sud-Ouest qui a été des mieux réussis, au point de vue de l'organisation; du nombre des membres, de l'intérêt des excursions et des communications.

» La Société y était représentée par M. le comte de Saint-Saud, devenu notre délégué depuis qu'on m'a fait l'honneur de me désigner comme délégué central de l'Union ; par M^{me} de La Verrie de Vivans et par M. d'Escatha, son père, l'un de nos plus fidèles au temps où notre Société organisait encore des excursions !

» Je ne saurais assez regretter que notre Société qui avait si bien organisé le Congrès de Périgueux en 1913, n'ait pas été représentée par un plus grand nombre de membres. Le Congrès a été organisé par la Société Académique d'Agen qui m'avait fait l'honneur de m'en donner la présidence, tâche facilitée par

la bienveillance de tous et surtout par la façon dont il a été constamment conduit par M. l'abbé Marboutin et par M. Bonnat, archiviste départemental, qui en ont été l'âme et se sont dépensés sans compter dans la visite des monuments.

» La Société Académique d'Agen, qui avait organisé le Congrès, avait eu l'heureuse pensée de le faire coïncider avec la première attribution du prix Philippe Lauzun, fondation pieuse de sa veuve, bien digne de conserver à jamais la mémoire de cet érudit charmant et dont on peut dire qu'il a touché avec le même succès à toutes les branches de l'histoire et de l'archéologie régionale. Ce prix a été attribué en séance solennelle, après un rapport aussi fin que documenté, et ironique parfois, de M. Bonnat, qui s'est plu à mettre en parallèle le sujet traité par le lauréat M. Pouymat « Les institutions consulaires d'Agen au XVIII^e siècle » et les mêmes, municipales, au XX^e.

» Notre Secrétaire général de l'Union a ensuite traité dans une conférence où l'élégance de la forme s'alliait à la plus impeccable documentation, un sujet pour lequel ses travaux antérieurs sur ce grand homme de guerre lui donnaient une autorité non contestée « *Montluc devant la légende et devant l'histoire.* » Sa conclusion démontrant que la figure d'un Montluc, créée par des littérateurs du XVIII^e siècle ou par des dictionnaires, ne répond ni à l'idée que se faisaient de lui ses contemporains, ni à la vérité historique, a été accueillie par des applaudissements unanimes.

» Cette séance solennelle avait lieu dans la belle salle des Illustres de l'Hôtel de ville d'Agen, en présence d'une réunion aussi nombreuse qu'élégante, où l'on comptait, on peut le dire, toutes les notabilités de la région.

» La veille dès l'arrivée des congressistes, M. le Maire, à la tête de sa municipalité tout récemment élue, avait bien voulu leur offrir dans une réception des plus grandiose et dans les termes les plus aimables un accueil auquel les congressistes ont été très sensibles et dont le Président l'a remercié, en soulignant combien les Sociétés savantes sont heureuses et tirent profit dans leurs travaux de l'appui qu'elles rencontrent auprès des municipalités qui représentent des villes au passé glorieux.

» L'excursion à Gavaudun et à Bonaguil a été des plus inté-

ressante et des mieux réussie : plus de 70 congressistes, dont beaucoup de dames, ont admiré ce site impressionnant de Gavaudun, dont le château, véritable nid d'aigle, a été pourtant pris de force au XII^e siècle par l'évêque de Périgueux, Jean d'Asside. M. de Roumejoux le fit jadis visiter à notre Société dans une de ses excursions.

» On déjeuna fort bien, à l'ombre du vieux donjon, sous de magnifiques marronniers, et les toasts s'y succédèrent. La visite de Bonaguil, par une lumière superbe qui faisait ressortir l'importance des énormes tours, des fossés profonds, de ce Pierrefonds du midi, d'autant plus majestueux sur son piédestal de rochers qu'il n'a pas subi de restauration exagérée, laissera un profond souvenir parmi tous ceux qui l'ont faite.

» Le lendemain l'excursion à Layrac, curieuse bastide et magnifique église romane ; à Moirax, où le Maire, M. Lanne-longue, conseiller général, reçut les congressistes et leur offrit un vin d'honneur ; à Aubiac et au château d'Estillac, construit par Montluc avec des réminiscences italiennes, ne fut pas moins intéressante, grâce aux explications savantes des infatigables MM. Marboutin, Bonnat et Courteault.

» Les séances de travail furent aussi très remplies, notre vice-président, M. Dujarric-Descombes, avait envoyé un travail dont j'ai tenu à donner moi-même lecture et qui a été très apprécié, sur les rapports de Saint-Simon, mémorialiste, avec quelques Périgourds dans des affaires intéressant l'administration consulaire.

» Des vœux assez nombreux ont été émis à la clôture du Congrès qui en opérant la soudure avec ceux d'avant-guerre a montré la vitalité de l'Union historique et archéologique du Sud-Ouest, son utilité et sans doute un même succès pour ses prochains Congrès.

« D'autre part, notre savant président nous mande qu'avant son départ pour Agen il a reçu de M. Barraud, propriétaire à Lage, près de Verteillac (par Champagne-Fontaine) une lettre dans laquelle il lui dit avoir trouvé dans sa propriété, d'une manière fortuite, un souterrain qu'il décrit de telle façon et avec des détails suffisants pour qu'il ne soit pas douteux, à mon

avis, qu'il s'agit d'un cluseau comme on en trouve fréquemment dans nos contrées.

« Je vous envoie la lettre de M. Barraud dont vous voudrez bien donner connaissance à la prochaine séance. Je lui ai répondu en lui disant que ce souterrain était certainement intéressant, mais d'un type connu, que je communiquais sa lettre à la Société qui verrait si elle juge utile de faire de plus amples fouilles qui seraient faites à *nos frais* ; que je l'en aviserai à mon retour et que je le remerciais de m'avoir prévenu. En réalité, il n'y aurait peut-être qu'à faire quelques déblais dans ce cluseau, on pourrait les faire si ce n'était pas coûteux. Mais je ne crois pas qu'il y ait à y faire d'autre constatation que celle du plan et de la ressemblance avec d'autres. En même temps je recevais un numéro de l'*Argus* où cette découverte était signalée à peu près dans les mêmes termes que la lettre de M. Barraud.

« Le correspondant de l'*Argus* emploie des termes qu'il veut rendre ironiques à l'égard de la Société historique et archéologique du Périgord. Il est à remarquer que toutes les fois que nous sommes attrapés, c'est par des personnes qui semblent absolument ignorantes... au moins de l'intérêt des découvertes dont elles parlent. Le rédacteur de l'*Argus* a répondu à ce correspondant dans les meilleurs termes et nous ne pouvons que l'en remercier. J'ajoute que la Société ne pouvait guère s'occuper de cette découverte avant d'en être prévenue. Or, la lettre de M. Barraud est datée du 24 juillet. L'article de l'*Argus* du 28. Il est probable que ce correspondant a écrit le 25 ou le 26 et qu'il n'a pas même attendu que la poste eût remis la lettre de M. Barraud. »

En s'excusant de ne pas assister à la séance, M. LAVERGNE nous envoie une intéressante communication sur *La confrérie de Sainte Quitterie, à Thiviers* (xv^e et xvi^e siècles), dont il a trouvé le *Livre* dans le fonds de la famille de Vaucocour, aux Archives départementales. Ce précieux *Livre* contient la liste des membres de la confrérie, ses statuts et ses comptes, de la fondation (1479) à l'année 1514 ; il fut utilisé, dès le xvi^e siècle, par divers membres de la famille de Vaucocour, qui se

l'était approprié. Il fut alors couvert de notes et de comptes en tous sens.

La confrérie, qui comprenait des hommes et des femmes, était administrée par deux bayles, renouvelables chaque année, après avoir fourni aux confrères les comptes de leur gestion. En 1479, elle comptait une soixantaine de *confrères* ou *confréresses* ; en 1507, une quarantaine. On y relève les noms des de Pelisses, des de Vaucocour, des de La Filholie, des Paradols, des Psychier, des Reynier, des Mosnier ; d'un prêtre, messire Pierre Deschamps, et d'autres moins connus.

Les statuts en langue romane seront publiés.

Il reste à procéder à l'élection de trois candidats qui demandent à entrer dans notre compagnie.

Après trois votes à main levée, M. le Président déclare admis membres titulaires de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. Alfred DUMAINE, ambassadeur, rue du Regard, 5, à Paris, VI^e, présenté par M. Dujarric-Descombes et M. le comte de Saint-Saud ;

M. le duc DE CAUMONT LA FORCE, au château de Saint-Aubin, par Fresnay-sur-Sarthe (Sarthe), présenté par M. le comte de Saint-Saud et M. le marquis de Cumond ;

Et M. STOFFELS, comte d'HAUTEFORT, capitaine, chef d'escadrille dans l'Aviation, rue de Prony, 14, Paris, XVII^e, présenté par le marquis de Marcillac et M. Villepelet.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à deux heures et demie.

Le Secrétaire général,
FERD. VILLEPELET.

Le Président,
M. FÉAUX.

Séance du jeudi 7 septembre 1922

Présidence de M. marquis de FAYOLLE
président.

La séance est ouverte à une heure (heure légale), dans la salle accoutumée.

Sont présents : MM. Charles Aublant, le marquis de Bourdeille, Jean Dupuis, Joseph Durieux, Fabre, le marquis de Fayolle, Féaux, Fournier de Laurière, l'abbé Jarry, Lavergne, Ribette, Eugène Roux, le comte de Saint-Saud et Villepelet.

Se font excuser : MM. Dujarric-Descombes, le chanoine Roux, le docteur Dusolier et l'abbé Faure-Muret.

Le procès-verbal de la séance d'août est lu et adopté.

Après cette lecture, M. DE SAINT-SAUD fait son compliment à M. de Fayolle, qui a contribué pour beaucoup au succès du Congrès d'Agen dont nous venons d'entendre le compte-rendu. Il faut reconnaître que notre Président était la plupart du temps sur la brèche.

L'assemblée y joint ses félicitations.

M. le Président nous annonce la nomination au grade de chevalier de la Légion d'honneur de notre confrère M. le docteur Charles FAGUET, dont le talent d'habile chirurgien est connu de nous tous.

Il nous apprend aussi que notre confrère M. Pierre BELVÈS, instituteur aux Eyzies, l'auxiliaire dévoué de M. Peyrony pour ses travaux préhistoriques, a reçu les palmes d'officier de l'Instruction publique au Congrès des Sociétés savantes à Marseille, au mois d'avril dernier.

Des félicitations sont votées à nos deux confrères.

Notre bibliothèque a reçu, pendant les deux derniers mois, les publications suivantes :

The Cathedral churches of France in the War of 1914-1918,

plaquette in-8° avec une planche, New-York : 249, West Street, 1922 ;

Œuvre Internationale de Louvain, n° 10, mai 1922, *Bulletin* publié par le Commissariat général, in-8° ; Louvain, rue des Flamands, 1 ;

Discours prononcés à la séance de clôture du Congrès des Sociétés savantes, à Marseille, par MM. Michel Clerc, Georges Blondel et Jules Payot, brochure in-8°, Paris, Imprimerie Nationale, 1922 ;

Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, Comptes-rendus des séances de l'année 1922, bulletin de mars-avril, in-8°, Paris, Auguste Picard, éditeur ; où, p. 107, M. Camille Jullian entre-tient l'Académie des fouilles exécutées par la Chambre de commerce de Bordeaux sur l'emplacement de l'ancien mur gallo-romain ; et p. 120, M. Paul Monceaux, président de l'Académie, prononçait une intéressante allocution sur la mort de M^{re} Duchesne ;

Bulletin Archéologique du Comité des Travaux historiques et scientifiques, année 1920, 2^e livraison, in-8°, avec planches, Paris, Imprimerie nationale, Ernest Leroux, éditeur ; contenant, p. 335 à 426, un mémoire de notre distingué correspondant M. René Fage, sur les *Petites églises et églises rurales du Limousin* ;

Société des Antiquaires de l'Ouest, Bulletins du 4^e trimestre de 1921 et du 1^{er} trimestre de 1922, deux fascicules in-8°, Poitiers, Société française d'Imprimerie ;

Revue de Saintonge et d'Aunis, bulletin de la Société des Archives historiques, XL^e volume, 3^e livraison, in-8°, Saintes, librairie Delavaud, 1922 ; où, p. 109, M. Dujarric-Descombes, à propos de la *Chronologie des évêques de Saintes*, fait savoir que Pierre Laud, qui fut évêque de Saintes en 1267, était un membre de la famille du Lau, qui était dans le Béarn avant de passer en Armagnac et finalement en Périgord ;

Lou Bournat, bulletin mensuel de l'Ecole félibréenne du Périgord, tome VIII, 19^e-20^e livraisons, juillet-août 1922, un fascicule in-8°, avec illustrations, Périgueux, typographie Ronteix ; contenant la fin de l'étude de notre confrère M. Alfred de Tarde sur *L'esprit périgourdin et Eugène Leroy* ;

Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze, 1^{re} livraison 1922, janvier-février mars, in-8°, avec portraits, Tulle, imprimerie Juglard ;

Société des sciences, lettres, arts et Etudes régionales de Bayonne, bulletin trimestriel n^{os} 1 et 2, année 1922, in-8° avec illustrations, Bayonne, imprimerie Foltzer ;

Bulletin périodique de la Société Ariégeoise des sciences, lettres et arts et de la Société des Etudes du Couserans, 15^e volume, n^o 11, in-8°, Foix, typographie Gadrat aîné, 1922 ;

Bulletin de la Société d'archéologie et de statistique de la Drôme, année 1922 (juillet), 215^e livraison, in-8°, Valence, imprimerie de Jules Céas et fils ;

Et la *Revue des Autographes* de juillet 1922, contenant l'indication d'une lettre autographe de l'amiral Fourichon à M. Weyer, cotée 6 francs.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M. le Président nous apprend la mort, arrivée le 27 juillet dernier, de M. l'abbé COMTE, curé de Menesplet, qui s'intéressait aux choses anciennes et avait publié autrefois quelques mémoires dans notre *Bulletin*. Notre regretté confrère a demandé par ses dernières volontés qu'aucun article nécrologique ne fût consacré à sa mémoire ni dans la *Semaine religieuse* ni ailleurs.

L'assemblée exprime de sympathiques regrets.

A propos de la lecture et du commentaire que M. le Président vient de faire sur l'évêché de Bayonne, ville qui n'étant pas *civitas*, ne put être évêché aux temps apostoliques, M. DE SAINT SAUD nous fait connaître qu'il a découvert, avec M. Huet, un évêque pour Bayonne, Géraud de La Faye, originaire du Périgord. L'histoire religieuse de ce diocèse ne connaissait aucun titulaire entre Raymond du Luc (il y avait à cette époque des du Luc, dans la châtellenie d'Hautefort), évêque en 1212, et Raymond de Douzac, évêque de 1228 à 1258 ; or, Géraud de La Faye occupait ce siège en 1219. Cette année-là, avec ses quatre frères, fils d'Itier, chevalier qui avait fait une donation à Chancelade en 1180,

dont l'aîné, prit part à la sixième croisade, dont un autre, Grimoard, fut abbé de La Sauve et évêque de Comminges, Géraud contribua à la fondation du prieuré de la Faye, dans Léguilhac de l'Auche, donnant, comme eux, sa part de maison paternelle de leur nom, avec extension dans Mensignac. Une copie de l'acte est à la Bibliothèque nationale, dans le fonds Périgord, 33, fo 247. On y lit : « Grimoardus D.-G. Convenarum et Geraldus Baïonensis pontifices. »

M. LE PRÉSIDENT nous entretient ensuite de la découverte intéressante d'un tombeau qui a été faite récemment, en creusant les fondements des futures sacristies de la cathédrale, sur l'emplacement de la Confession du sud, où se commencent en ce moment, les travaux de construction de ces sacristies. Il demande à l'assemblée de voter un crédit nécessaire pour y pratiquer des fouilles.

Le crédit est voté.

M. LAVERGNE nous donne communication de la procédure criminelle abbatiale qui fut intentée à la suite de l'assassinat d'Arnaud de Stapone, abbé de Sarlat, à la fin du xiii^e siècle, par un des moines de son abbaye. « *La Grande Chronique de Limoges* dit que la main des impies ne fut pas étrangère à ce crime, qui amena l'arrestation de plusieurs moines. »

Le mémoire de M. Lavergne, dont lecture est donnée, sera publié dans le *Bulletin* où le regretté Marmier a relaté en 1885 cet épisode de l'histoire de Sarlat dans son article intitulé *Une querelle de moines au xiii^e siècle*.

M. DUJARRIC-DESCOMBES nous mande qu'il a remarqué, dans les *Mémoires* du petit-neveu de Brantôme, Claude de Bourdeille, connu sous le nom de « Monsieur de Montrésor », quelques allusions relatives à un gentilhomme, qui, bien que son origine ne soit pas indiquée, était Périgourdin. Il n'est désigné que sous le nom de « Le Teillac ». Attaché à la maison de Gaston duc d'Orléans, dont il était très considéré, il rendit d'importants services à ce prince, ainsi qu'en témoignent les extraits suivants des mémoires de Montrésor.

Pour éviter les soupçons du cardinal de Richelieu, ce dernier vint en Périgord, où il passa quelques jours auprès du vicomte Henry de Bourdeille, son père, qu'il n'avait pas vu depuis longues années. Il se rendit ensuite à Bordeaux pour rendre ses civilités au duc de La Valette. Il y était depuis deux heures, lorsqu'il vit arriver « un gentilhomme nommé Le Teillac », dépêché vers lui par le frère de Louis XIII. Au départ de Bordeaux, Montrésor s'en alla par le Poitou vers le prince, qui était alors à Blois, tandis que « Le Teillac », prenait la route du Limousin (probablement pour venir en Périgord).

Plus tard, pour informer le comte de Guiche de tout ce qui se passait de la part du Roi vis-à-vis du duc d'Orléans, ce dernier envoya vers le comte de Lisières un gentilhomme ordinaire de sa maison, et « Le Teillac » peu de jours après.

Monsieur dépêcha aussi, avec son chambellan, « Le Teillac » vers le duc de La Valette

« pour lui demander l'effet de sa parole et à toute extrémité lui dire, s'il refusoit de la servir de son crédit, qu'au moins ne devoit-il pas dénier de la venir trouver... »

A l'occasion d'un voyage du prince, celui-ci, ayant voulu que l'on fit visiter les passages et que les relais fussent mis sur les chemins.

« Dormoy et Le Teillac, gentilhommes d'honneur et fidels et assurez à exécuter les ordres qui leur étoient donnés, firent ce qu'ils devoient et vinrent rendre compte à Son Altesse ».

Ce « Teillac », que Gaston d'Orléans tenait pour « homme fidèle et secret », n'était autre que le frère de l'héroïque commandant du régiment de Bourdeille, Pierre Grand du Pouzet. Etienne Grand, sieur de Teilhac, né au château de Tenteilhac, paroisse de Bourg-des-Maisons, s'était transplanté en Touraine, où il posséda la seigneurie de La Forêt, paroisse de Nouans (Indre-et-Loire). Sa carrière a été ainsi résumée par le chevalier de L'Hermite-Soulier, dans son *Histoire généalogique de la noblesse de Touraine* :

« Il a suivi la Cour du feu duc d'Orléans, a été gentilhomme de la Chambre de Son Altesse Royale, suivant le brevet du 3 janvier 1632, et, le 19 février 1640, le même Prince le gratifia d'une charge de gen-

gentilhomme ordinaire de vénerie, et l'on voit dans les Mémoires de feu le marquis de Montrésor la confiance que S. A. R. avoit dans ce gentilhomme, par les voyages secrets qu'il a faits pour son service. Il fut aussi député par le duc d'Épernon pour porter les suffrages en faveur du marquis de Frontenac à l'Assemblée générale de la noblesse de Touraine, lors des États Généraux tenus à Blois, en 1651 ».

M. DE SAINT-SAUD, en écoutant la lecture de la communication de M. Dujarric, se demande si le *marquis de Frontenac*, dont il est question, ne serait pas soit Henry de Buade, comte de Frontenac, beau-père du marquis de Saint-Luc, gouverneur du Périgord, soit son fils Louis, vice-roi du Canada.

A Québec, un superbe Palace, désigné « The most charming hotel in the World » porte son nom. Notre confrère, qui a récemment étudié l'histoire de cette famille bergeraçoise, nous donne sur elle quelques détails. Grâce à Henri IV, puis à Louis XIII, elle fit certaine figure à la Cour. Elle eut un chevalier du Saint-Esprit, des gouverneurs des ville et *garennes* de Saint-Germain-en-Laye.

Saint-Simon n'est pas bienveillant pour elle et parle en termes peu modérés d'Anne de La Grange, femme du gouverneur du Canada, qui, par sa beauté, partagée, avec son amie d'outrelaise, le surnom de « *Les Divines*. » M. de Saint-Saud croit cette famille éteinte.

M. DE FAYOLLE le détrompe, ayant entendu dire récemment qu'elle existait encore. Il engage ceux qui auraient quelques renseignements sur la famille de Buade à les transmettre à notre confrère.

M. DE SAINT-SAUD continuant, nous dit :

« A la séance d'octobre 1921, j'avais émis des doutes sur l'identification d'une bastide périgourdine appelée Sainte-Aulaye. Je me suis un peu trompé. Je dis *un peu*, voici pourquoi : J'avais toujours considéré une bastide comme un lieu de refuge, jouissant en même temps de franchises civiles et créé par l'autorité royale. M. Vigie a exposé magistralement tout cela dans son étude sur les bastides du Périgord.

Je savais que le chef-lieu du canton de Sainte-Aulaye n'avait jamais cessé d'appartenir à des seigneurs, vassaux de ceux d'Aubeterre et ainsi n'avait pas le caractère d'une bastide. Or, je viens de trouver que M. de La Martinière a publié, en 1909, dans la *Revue de Saintonge* une charte de franchise de Sainte-Aulaye (sur Dronne), charte qui n'octroie pas de véritables franchises, les « mansionnaires » ne sont pas libérés complètement. Les termes du document — il est de 1288 — indiquent qu'ils étaient de condition servile et toujours soumis à leur seigneur pour un grand nombre de droits. Mais l'acte dit que le seigneur, Pierre Bermond, accorde certaines immunités aux habitants « *apud Sanctam Eulaliam, seu in bastida de Sancta Eulalia.* » Voilà le mot prononcé. M. de La Martinière s'empresse d'ajouter que, si avant 1288 la bastide existait, elle eût présenté la grande exception (peut-être unique, dans nos contrées du moins) de n'être habitée que par des familles questables et corvéables. Il dit aussi que le « le nom de bastide, appliqué à Sainte-Aulaye, garde pour exception la signification étroite de lieu fortifié », ne s'appliquant pas ici à un lieu franc en même temps que fortifié. En résumé, le mot bastide fut employé dans un acte d'un simple seigneur, libérant ses sujets d'une partie de leurs corvées et obligations ; mais il ne répond pas à l'idée qu'on se fait avec raison d'une bastide en Périgord ou élevée sur ses limites. »

En s'excusant de ne pouvoir assister à la séance, M. le docteur DUSOLIER nous envoie un mémoire dont lecture est donnée en partie sur *L'organisation administrative de Ribérac sous l'ancien régime*. « Le morcellement de la ville en trois paroisses, écrit-il, n'avait en somme d'importance que pour le culte. Au point de vue administratif, Ribérac formait un tout parfaitement autonome qui était le chef-lieu d'une communauté et devint même, à partir de 1762, le chef-lieu d'une subdélégation de l'Intendance de Guyenne ».

Ce mémoire sera publié dans le *Bulletin*.

M. DE SAINT-SAUD, avant de verser aux Archives départementales le Livre de Raison de Jean Lamaux, curé de Parcoult

de 1762 à 18. ., nous donne lecture de quelques passages de ce cahier, qui s'étend de 1794 à 1801.

L'abbé Lamaux prêta serment à la Constitution civile du Clergé et fut procureur de la commune en 1793.

Ce petit registre, d'une trentaine de pages, contient surtout des notes de choses achetées et payées. Voici quelques passages lus et qui donnent lieu à d'intéressantes réflexions de nos confrères. Au début :

« Le 27 mai 1794, vieux style, je parti de Parcoult..., le 28 j'arrivai à Mareuil... le 3 juin à Lamaux, mon lieu natal. — 3 nov. 1794 j'ay acheté du citoyen Lamaux, mon frère aîné, un cabinet à 4 portières et 4 tiroirs... estimé 80 livres. — Le 12 février 1795, le c. Agard est venu m'amener la moitié d'un cochon qu'il dit lui avoir coûté 100 écus, et 6 boudins avec deux fois ».

Le prix est élevé : il paye du reste 36 livres pour 6 boisseaux de blé. — Le 23 suivant, sa servante de Parcoult vient le rejoindre, aux gages de « cinquante francs » par an ; on la payerait de nos jours ce prix par mois. Or le traitement de ce curé, qui était alors de 1000 francs, serait-il de nos jours 12000 fr. en proportion ?

« Le 21 sept. 1795, le vin a manqué dans mes tonneaux ; vive la fontaine. — Le 20 mars 1796, les habitants de Saint-Sulpice (de Mareuil) sont venus en corps, chez moy, me prier d'aller à l'advenir dire la messe chès eux ; j'ay acquiescé. — Le 27 mars, jour de Pâques, j'ay commencé à exercer mon culte. »

Il est intéressant de voir à quel moment l'exercice du culte a repris ; mais cela fatigue l'abbé Lamaux, car le 26 mai 1796, il notifie à ses nouveaux paroissiens qu'il cessera le ministère.

« Le 10 juillet 1796 intra missarum solemnia, in ecclesia Sti Sulpitii, versus ad populum dixi : ce soir il n'y aura pas de vêpres ; malgré la bonne volonté que j'ay de me rendre utile à cette commune, je dois vous avertir que mes infirmités actuelles ne me permettent plus de me transporter ici. »

Ce qu'il ne leur dit pas, c'est que 15 jours auparavant les habitants de Parcoult avaient fait une démarche pour qu'il y revînt.

Alors « 26 avril 1797 je suis parti de Lamaux, le lieu de ma naissance, je suis arrivé le 28 à Parcou (ce qui est la prononciation locale, malheureusement déformée en *parcoull* par les employés depuis la station de ce nom) et ay logé chez Jean Ferran, j'en suis sorti le 4 mai et ay été installé dans la maison curiale ».

Le 18 mai 1798, il touche tout son traitement et trouve moyen de se faire payer tout l'arriéré, tout comme s'il avait continué à exercer son ministère pendant la Terreur et après. Alors il se décide à payer sa pauvre servante à laquelle il n'avait rien donné depuis 1795.

« Le 5 mai 1801, par ordre du C. maire A. Green (de Saint-Marsault) a commencer le soir de sonner l'angelus ».

Le cahier finit sur la mention suivante :

« L'an dernier au 1^{er} juin (*sic*) le c. maire de Parcoult, de son gré et volonté me demande mes papiers concernant ma pension ecclésiastique, disant qu'il voulait me faire payer... j'ay enfin reçu de Périgieux une lettre du 23 floréal 1801, par laquelle on me mande d'envoyer au plutot pour toucher de l'argent. »

M. l'Archiviste départemental remercie M. de Saint-Saud.

Notre laborieux vice-président M. Joseph DURIEUX, que nous avons le regret de ne pas voir assez souvent, nous donne connaissance du commencement d'un grand travail qu'il entreprend pour recenser les officiers généraux sortis de la province de Périgord jusqu'en 1792 : maréchaux de France, lieutenants-généraux et maréchaux de camp et brigadiers des armées du Roi. Un travail de cette nature avait été commencé en 1835 dans le *Chroniqueur du Périgord et du Limousin* et fut malheureusement interrompu peu de temps après quand cette revue cessa de paraître. Il espère le mener à bonne fin.

L'assemblée écoute avec grand intérêt l'introduction de ce travail qui sera publiée dans le *Bulletin*.

Enfin M. Robert VILLEPELET nous écrit qu'il a retrouvé dans un dossier des Archives nationales, provenant du Ministère de la Police générale, les éléments nécessaires pour rectifier et compléter sur certains points, la notice qu'il a consacrée récemment à l'ancien conventionnel devenu archi-

viste de la Dordogne, Noël Pointe, dans son article *Archives et archivistes de la Dordogne, notes et documents*, publié ici-même (n° de mars-avril 1922, p. 118-138). A l'aide de ce dossier, il a rédigé *Un dernier mot sur Noël Pointe* qu'il nous envoie et qui, pense-t-il, pourra prendre place dans notre *Bulletin*, au titre de *post-scriptum* à son article précédent.

Il reste à procéder à l'élection de quatre candidats qui demandent à entrer dans notre compagnie.

Après quatre votes à main levée, M. le Président déclare admis membres titulaires de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. MAURY, membre de la Société Préhistorique de France, aux Eyzies de Tayac, présenté par M. le professeur Testut et M. Féaux ;

M. le docteur MOULINIER, médecin principal de la Marine en retraite, rue Judaïque, 40, à Bordeaux, présenté par M. le professeur Testut et M. le docteur Dusolier ;

M^{lle} A. NÉGRIER, directrice de l'Ecole des filles, à Sarlat, présentée par M. le professeur Testut et M. Escande ;

Membre associé :

M. Roger BULIT, diplômé de Préhistoire, à Gourdon (Lot), présenté par M. Peyrony et M. Féaux.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à quatre heures et demie.

Le Secrétaire général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
M^{re} DE FAYOLLE.

LA COMMANDERIE GÉNÉRALE D'AUBETERRE

DE L'ORDRE DE SAINT-ANTOINE EN PÉRIGORD

(1100-1838)

(*Suite*)

DÉVASTATION ET PILLAGE DE L'ABBAYE

(mai-juin) 1562

Jusques là l'église de l'Abbaye n'avait cessé de s'accroître en développement et en splendeur. D'admirables vitraux garnissaient la nef et les chapelles. De belles peintures couvraient les murs. Le dallage, aussi bien que la couverture, passaient pour une merveille. Le trésor renfermait des richesses d'un prix inestimable; et déjà, sous les coups de nouveaux barbares, l'édifice était dévasté, mutilé, frappé de décrépitude, livré à la rapacité et à la fureur aveugle des soldats huguenots, aidés, hélas ! par les habitants mêmes du bourg de Saint-Antoine. Autels, statues, reliquaires, vases sacrés, étaient mis en pièces. Titres, papiers, archives, saccagés et brûlés, et, pour hâter la ruine de l'église, on enlevait sa couverture, on mutilait ses contreforts (1).

Cette brutalité sauvage était raisonnée, méthodique, comme le résultat d'un mot d'ordre, car, au même instant, la Commanderie d'Aubeterre en éprouvait, elle aussi, les effets.

DÉVASTATION ET PILLAGE

DE LA COMMANDERIE D'AUBETERRE

(mai-juin) 1562

Le commandeur Jean Degion. — Un des premiers actes de l'abbé Louis de Langeac, en prenant possession du siège abbatial, avait été de pourvoir la Commanderie d'Aubeterre d'un nouveau titulaire, en remplacement de son frère. Le Frère Jean Degion en reçut les provisions le 22 novembre 1562,

(1) Dom Dijon.

mais les événements ne lui permirent pas de rejoindre son poste. Ses religieux eux-mêmes avaient déjà abandonné la Commanderie en en laissant la garde à un simple laboureur, Jean Escard, âgé de quarante huit ans, à leur service.

Ils avaient agi prudemment, car, le 13 mai 1562, dès le début de la révolte dont le massacre de Vassy avait été le signal (1^{er} mars 1562), comme à l'abbaye :

« Une grande compagnie de gendarmes, tant à pied qu'à cheval », « et qui étaient de la nouvelle secte et religion appelée Huguenaulx, » « surviendrent au bourg de Saint-Antoine, près Aubeterre », et là, « tandis qu'une partie de la gendarmerie festoyait chez l'habitant, » « une autre, obéissant à des ordres secrets, envahissait l'église de la » « Commanderie, où ces forcenés rompirent et démolirent entièrement » « les chapelles, les autels, et tout ce qui s'y trouvait, ensemble les » « vitreaux et vitres qui estoient autour de l'église.

« Non contans de ce », disent les témoins du pillage : « ils prirent les » « ymages, les ornemens, les chasubles, les cortibaulx, qui y estoient » « en grande quantité, les livres, en nombre d'environ une douzaine » « escripts en parchemin et les giestarent, avec les ornemens, dedans » « un grand feu qu'ils avaient faict au devant de l'église et illec firent, » « brusler lesdictes choses ensemble ».

« Lesdicts voleurs, n'estans rasaziés de leur rage, entrèrent ensuite » « en la Commanderie adjacente à l'église, où ils rompirent entière- » « ment tous les coffres, les lits, les châlis, les dressoirs, les tables, » « les chaises et les jetarent aussi dans le feu ».

« Ils allèrent au cellier, où, se faisant aider par les habitants du » « bourg, ils prirent et emportèrent tout le vin, environ huit ou neuf » « barriques, qu'ils emportèrent avec brocqs et autres instrumens ».

« Ils prirent encore plus de vingt pippes de froment qu'ils empor- » « tèrent à pleins sacs ; tout le pain, le lard, la graisse, l'huile, les » « draps, les serviettes, dont la Commanderie estoit bien richement » « garnie, qu'ils emportèrent dans les maisons voisines, qui retiroient » « et recelloient tout ce que par les susdits gens d'armes et Hugue- » « naulx leur y estoit porté, sans en faire aucune difficulté ».

« Les Huguenaulx », disent encore les témoins, « prindrent tous les » « tiltres et contracts qui estoient en la Commanderie, en grand » « et beau nombré, et iceulx rompirent et jectarent dans ledit feu » « avecqs plaints sacs et se bruslèrent la plupart » (1).

(1) Arch. de la Vienne H. 3. Liasse 1053.

C'étaient, dit Montluc, cent ou cent vingt soldats de ceux qui allaient mettre le siège devant la Roche-Chalais, courant tout le pays, faisant mille maux, de sorte qu'il ne pouvait venir personne de Saintonge à Bordeaux.

Ils étaient venus dans Cumond pour surveiller les deux passages de la rivière de Dronne, « au grand Pont » sous Aubeterre, et « au port de La Bernarde », auxquels aboutissait le grand chemin de Saintonge à Périgueux et Bergerac.

Le 8 décembre 1562, à la requête du Frère Arthémy (1) Bardeau, fondé de pouvoir du commandeur Degion, information fut faite de ce pillage, en la ville d'Aubeterre, siège de la judicature, « par Jean Cailleau, sergent royal au pays « et duché d'Angoumois, assisté de Bernard Dutilhet, praticien en court laye », et l'affaire fut portée au sénéchal, à Angoulême.

Tandis que les gendarmes huguenots échappaient à la répression, le procureur, maître François de Corlieu, conseiller de la maison de ville d'Angoulême (2), se rejeta sur les habitants du bourg de Saint-Antoine, non moins coupables, il est vrai, mais qui ne pouvaient échapper à la justice.

Il requit, le 8 décembre 1562, par le ministère de son greffier Eythier, provision de prise de corps contre treize d'entre eux, comme complices et recéleurs, et en fit citer une dizaine à son tribunal pour être confrontés avec le commandeur Degion.

« Si les gens dudict saint Anthoine », dit l'un des témoins cités « devant la cour, « où quoique ce soit partie d'eulx, n'eussent point « aydé et favorisé lesdits gendarmes, il n'eust esté faict tant « dommaiges en ladicte commanderie de la moitié qu'il fust faict ».

« Ils rescelloient », dit un autre, « entièrement tout ce que par « lesdits gens d'armes et Huguenaulx leur estoit porté en leurs « maisons sans en faire aucune difficulté ».

« N'eust esté lesdits habitants », dit un troisième, « lesdits « gendarmes n'eussent faict la moitié dudict dommaige qui fust faict, « et en ont lesdits recelleurs faict depuis leurs affaires et besougnes « beaucoup mieulx qu'ils n'avoient ni fasoyent auparayant » (3).

(1) *Alias* Jean, religieux profès à Saint-Antoine près Aubeterre 1560-1562.

(2) Le célèbre historien de la ville et des comtes d'Angoulême 1558-1574.

(3) *Ibid.*

Comme à l'abbaye, la tâche odieuse de la dévastation et du pillage avait été facilitée par les habitants du bourg, comblés de bienfaits par les religieux.

LA PESTE DE 1563

En 1563 la guerre religieuse avait amené la disette au printemps et la peste à l'automne. Une nouvelle période de cent années s'était écoulée depuis la dernière peste. Celle-ci fit encore dans toute la France de nombreuses victimes, mais cette fois les Hospitaliers n'étaient plus là pour les secourir. Le tombeau de saint Antoine était vide. Les religieux avaient, dès 1560, enlevé les saintes reliques pour les mettre en lieu sûr et les soustraire à la fureur des hérétiques. Les foules invoquèrent saint Roch.

NOUVELLES DÉVASTATIONS DE LA COMMANDERIE

1562-1587

Depuis 1562 la Commanderie était déserte. Les gens de guerre y continuaient, à loisir, leurs dévastations. Placée sur les confins du Périgord et de l'Angoumois, dans le voisinage d'Aubeterre, et sur le grand chemin de Saintonge, elle vit passer successivement en 1568, le corps d'armée tout entier de Crussol-Dacier et les deux mille Provençaux de Mouvans, défilant péniblement entre Ribérac et Aubeterre pour rejoindre à Chalais le prince de Condé; en 1569, les troupes du duc d'Anjou, qui, après avoir pris Aubeterre, étaient entrées en Périgord pour s'y ravitailler et secourir Montluc occupé au siège de Mussidan; en 1587, l'armée du duc d'Epéronn allant mettre le siège devant Aubeterre; et toute cette soldatesque pillarde et dévastatrice, cantonnée chez l'habitant et trouvant dans la Commanderie un abri vaste et commode, avait fait de l'église une écurie, et du monastère un lieu de ripailles et de débauche.

L'abbé Louis de Langeac, attaché à la Cour, avait d'autres soucis, ses commandeurs, occupés qu'ils étaient par ailleurs d'affaires importantes, se contentaient d'en tirer les revenus,

LES COMMANDEURS D'AUBETERRE

1562-1597

Jean Corneille Agrippa. — Après la mort ou le désistement du commandeur Jean Degioñ, demeuré impuissant contre les envahisseurs et les pillards de sa commanderie, l'abbé Louis de Langeac en pourvut un religieux de la maison de Rome, dont les fonctions semblent avoir été celles de vicaire général pour Rome et l'Italie et supérieur du Prieuré Antonin de Rome.

Il portait un nom d'une célébrité qui, pour être récente, n'en était pas moins retentissante dans le monde religieux et intellectuel de l'époque, car il était un des trois fils de N. Corneille Agrippa, du bourg de Saint-Antoine, en Dauphiné : Henri, Aimon, et Jean, dont l'aîné n'était autre que le célèbre magicien-philosophe, Henri Corneille Agrippa (1), dont la vie aventureuse et vagabonde a été mêlée de fables non moins extraordinaires que ses paradoxes.

Son principal écrit : « *De occulta philosophia libri tres* » (2), l'ayant fait accuser de magie, lui valut un long emprisonnement. Rendu à la liberté, il se retira à Saint-Antoine, où il testa et mourut en 1573 (3).

Au commandeur d'Aubeterre, Jean Corneille Agrippa, se rapporte un fait historique qui, ainsi qu'on le verra plus tard, offre un certain intérêt historique : l'acceptation et la prise de possession, le 13 août 1566, au nom des Religieux hospitaliers de Saint-Antoine, d'une maison située à Rome, « dans

(1) Ses biographes le font naître à Cologne en 1481.

(2) Anvers et Paris 1531.

(3) Et non à Lyon, ni à Grenoble en 1534, 1535, et 1635, comme l'ont écrit ses historiens.

S'était-il amendé sur la fin de sa vie ? Toujours est-il qu'il fut inhumé dans une chapelle de l'église abbatiale, où sa fille demanda, en 1603, qu'il fût à messieurs du chapitre que son corps fût inhumé et « ensépulturé » au tombeau, et en la chapelle en laquelle feu noble Henri Cornéille Agrippa, son père, avait été enseveli.

(Son testament du 17 août 1603).

le voisinage de la colonne », près de leur hôpital. Don fait par la veuve d'Antoine della Stella en faveur de l'église de Saint-Antoine et pour son agrandissement, sous réserve d'une pension.

Il avait fait, de 1576 à 1580, plus de 2500 écus de dépenses à cette église, lorsque l'abbé de Langeac en reçut le mémoire manuscrit dressé de Rome, le 12 décembre 1580, « par son « très humble et très obéissant religieux et serviteur à jamais « Jehan Corneil Agrippa, commandeur de Saint-Antoine « d'Aubeterre ».

Nous ignorons la date de sa mort, mais il est probable qu'il ne vivait plus en 1583, quand son successeur au vicariat de Rome et d'Italie prit en main la direction et l'administration du Prieuré.

Charles Anisson commandeur d'Aubeterre, 1588-1597. — Le rôle important attribué à ce personnage dans l'abjuration d'Henri IV et le cardinalat qui en aurait été la récompense, la célébrité qui en a rejailli sur son nom donnent à ce commandeur un lustre particulier, qui mérite une connaissance plus approfondie de sa personne et de ses services.

Il a été ainsi dépeint par le grand historien du Dauphiné, Chorier :

« Homme de lettres et bon théologien, natif de Saint-Marcelin et « religieux de Saint-Antoine, où son mérite lui fit avoir des emplois « extrêmement importants, car il fut commandeur d'Aubeterre et « vicaire général del'Abbé à Rome. C'est en cette ville que, se joignant « aux sieurs d'Ossat et du Perron, depuis cardinaux, il travailla avec « un zèle infatigable pour l'accommodement d'Henri IV avec le Saint- « Siège. Et quand cette importante affaire fut terminée, il y fit « élever, à ses dépens, une pyramide qui s'y voit encore et qui sera « un monument éternel et du zèle d'Anisson pour son prince, et de « la piété de nos rois pour la religion.

« Le Pape Clément VIII, qui connaissait son mérite et honorait sa « vertu, la voulut récompenser par un chapeau de cardinal qu'il lui « envoya, mais une mort précipitée le ravit à la terre, dans le temps « qu'on lui portait ces marques de dignité dont d'Ossat et du Perron « furent aussi favorisés ».

Le mémoire historique de 1775 (1) est sur son compte un peu plus laconique, mais non moins élogieux :

« Quand Henri IV, dit-il, traita de son absolution avec Clément VIII, on donna pour adjoint à d'Ossat et du Perron Charles Anisson Antonin. Ce dernier, lorsque la négociation fut heureusement parvenue à son terme, mourut ; ce qui le priva du chapeau. « Récompense que ce succès valut à ses compagnons ».

Cependant l'auteur du mémoire a mis en note :

« Voyez : recherches sur les Lyonnais dignes de mémoire « par l'abbé Pernetti » ; montrant, par l'indication de cette référence, que l'auteur, Antonin, très documenté sur les archives de son ordre, tenait à ne pas prendre l'assertion à son compte. Assertion qui a été reproduite à l'envi par tous les écrivains qui ont eu à rappeler la mémoire de Charles Anisson.

L'un ajoute que l'on conservait son portrait, avec ses armes d'un côté, et de l'autre, un chapeau de cardinal sur une table (2).

Un autre accuse d'Ossat et du Perron d'avoir diminué les services de leur coopérateur à la conversion du Roi, afin de se rehausser d'autant (3).

Celui-ci prétend qu'il ne fut point créé cardinal, en 1598, époque de la promotion de d'Ossat, mais en 1604 (4).

Tous ont ajouté quelques détails pour confirmer ce témoignage (5).

Notre érudit confrère M. Jules de Laurière, dans le *Bulletin monumental* de 1888, et son intéressante brochure sur la colonne dite d'Henri IV, à Rome, s'en est aussi fait l'écho (6).

Mais un savant chercheur a dit, depuis, ce qu'il fallait croire d'une légende qui, pendant plus de deux siècles, a

(1) *Mémoire hist.* 1775, arch. de Cumond.

(2) *Les Lyonnais dignes de mémoire*, Pernetti.

(3) *Biographies du Dauphiné*, M. de Rochas.

(4) *Questions d'histoire et d'antiquité*, Antoine Delandine 1811 Bibl. de Lyon.

(5) *Dictionnaire du Dauphiné*, T. 1. Guy Allard.

L'abbaye de Saint-Antoine. Dassy.

(6) Tours imp^{ie} Paul Bousrer 1883.

exercé la plume des historiens, des archéologues et des numismates (1).

Charles Anisson, né à Saint-Antoine, en Dauphiné, fils d'un cordonnier, entré fort jeune à l'abbaye et successivement capiscol, curé du Grand Hôpital, vicaire général de l'Ordre, commandeur de Gap, de Chambéry, d'Aubèterre et de Marseille, avait environ cinquante ans lorsque l'abbé Louis de Langeac l'envoya en Italie, en 1580, comme son vicaire général pour Rome et l'Italie et supérieur du Prieuré de Rome.

Dès son arrivée dans la ville éternelle, il fit subir au couvent des transformations importantes et décida de reconstruire l'église, sans doute sur l'emplacement de la maison donnée dans ce but par la veuve d'Antoine della Stella, en 1566, près de la colonne (2), au temps du commandeur Agrippa. Le 29 décembre suivant, il en donnait l'entreprise, sous la direction de l'architecte Dominique Fontana, pour la somme de 2550 écus (3).

A cette occasion il fit frapper une médaille aux armes de l'Abbé Louis de Langeac dans le champ, sommées d'un T entre la crosse et la mitre abbatiale, avec cette inscription au revers :

« En l'honneur de Saint-Antoine Abbé. Cette chapelle a été fondée à mes frais. 1583 » (4).

S'attribuant ainsi le mérite de l'œuvre qu'il édifiait cepen-

(1) *Charles Anisson et la colonne dite de Henri IV à Rome* par dom Maillot Guy. Grenoble. Bureaux de la Croix de l'Isère, rue Championnet, 1912.

Le cardinalat de Charles Anisson religieux de Saint-Antoine, par le même. Extrait du *Bulletin* de la Société d'arch. et de statistique de la Drôme, 1902-1905.

(2) *In via tendente ad Portam majorem.*

(3) 1583 29 décembre *Instrumentum fabricæ capellæ S. Antonii (Urbis) constructæ de Ordine Rmi Abbatis a Langiaco, sub cura R. D. Caroli Annisson vicarii generalis et opera Dominici Fontana architecti pro pretio scutorum 2550 monetæ Io. Iumianus rote notar. in arch. rom. cur. descr. not.*

(4) B. R. mod. 46 mill. musée de Grenoble. Médaille coulée.
G. Vallier.

dant avec les revenus du Prieuré de Rome et des autres maisons d'Italie unies à la mense abbatiale.

Il en fit frapper, en même temps, une seconde aux armes d'empire de l'Ordre occupant tout le champ, et, sans doute pour mettre à couvert sa responsabilité dans la dépense, avec cette inscription au revers :

« Par ordre de révérend seigneur Louis de Langeac, abbé de Saint-Antoine de Viennois, à laquelle Abbaye est perpétuellement uni le prieuré de Saint-Antoine de Rome, Charles Anisson, commandeur de la commanderie de Saint-Antoine de Chambéry et son vicaire général, a fondé cette chapelle, l'an du salut 1583 » (1).

S'il se qualifie, dans cette médaille, commandeur de Chambéry, c'est qu'en effet ce n'est qu'en 1588 qu'il se démit de cette commanderie en faveur de son frère Antoine (2), s'étant fait attribuer, en échange, celle d'Aubeterre vacante par la mort, ou le désistement, de Corneille Agrippa et d'un revenu supérieur.

En 1596, année coïncidant avec l'achèvement de l'église, il fit frapper une troisième médaille aux armes d'empire, comme dans la seconde, mais entourée d'ornements surmontés de deux bustes de femme, et, au-dessus, une bandelette avec le mot « *Paulatim* ». Au revers, cette inscription :

« En l'honneur de la Passion de Notre Seigneur Jésus-Christ et de la bienheureuse vierge Marie, et de saint Antoine, et de tous les saints, le Révérend seigneur Charles Anisson, français, commandeur général de la commanderie du même Saint-Antoine, près Aubeterre, au diocèse de Périgueux, et vicaire du prieuré de Saint-Antoine de Rome, a posé ce monument de ses propres deniers, sous le pontificat de Clément VIII, l'an du seigneur 1596 » (3).

C'est cette médaille, retrouvée en 1877 dans le piédestal de la colonne, située vis à vis de l'église Saint-Antoine, qui serait

(1) B. R. mod. 46 mill. id. id.

(2) Pourvu en cour de Rome le 19 septembre 1588, en prit possession le 24 décembre suivant.

(3) Notre Société possède un exemplaire du fac-simile de cette médaille. M. le commandeur de Rossi ayant bien voulu m'honorer d'un exemplaire et sur ma demande, par l'entremise de M. de Laurière, m'en offrir un second pour la Société hist. et arch. du Périgord, en 1883,

venue confirmer la coopération du commandeur d'Aubeterre à la réconciliation d'Henri IV avec le Saint-Siège, 1593-1596, l'érection, en 1596, de la colonne commémorative de l'absolution du Roi par Clément VIII, attribuée à sa munificence ;

Bien qu'aucun historien contemporain n'en ait parlé, que Chorier, lui-même, l'avoue, et que ses coopérateurs aient passé son nom sous silence dans leurs écrits ou leur correspondance.

— Et le nouvel historien de Charles Anisson, Dom Maillet-Guy, se demande si la colonne érigée par lui, à ses dépens, devant l'église Saint-Antoine, ne serait pas celle qui existait déjà devant la maison des La Stella, en 1566, du temps du commandeur Corneille Agrippa ; tout au plus restaurée par lui, après l'achèvement de l'église, et rendue célèbre par l'inscription ajoutée à son piédestal :

« *In memoriam absolutionis christianissimi Henri IV Franciæ et Navarræ.* »

disparue et mutilée en 1644.

La médaille, d'après son texte pieux : (A l'honneur de la Passion de N. S. J. C , de la B. H. V. M., de S. Antoine et de Tous les Saints), ne se rapporterait-elle pas aussi, plutôt à l'achèvement de l'église, qui eut lieu à cette époque, qu'à l'édification d'une colonne ; et le mot « *Paulatim* » ne rappelle-t-il pas la durée et les difficultés d'une entreprise telle que la construction d'une église mieux que l'érection d'une colonne semblable, ne demandant qu'un temps assez court (1).

Il n'aurait donc fait qu'utiliser cette médaille, du même millésime, en en déposant un exemplaire dans les soubassements de la colonne de 1566, dont le piédestal seul aurait été modifié pour l'adapter à sa nouvelle destination.

Quant à la légende du cardinalat qui lui était réservée lorsque la mort le surprit, voici quelles furent ses dernières années et sa fin.

(1) Le savant archéologue romain Joseph Tomasetti, se basant sur l'inscription de la médaille retrouvée dans les fouilles de la colonne, dit qu'Anisson l'érigea à ses dépens en 1596.

• Mais le commandeur d'Aubeterre était à l'abbaye de Saint-Antoine en août 1596 et ne retourna en Italie qu'au mois d'avril 1597.

Il était depuis longtemps en désaccord avec le chapitre, qui lui réclamait ses comptes, et il avait de nombreux procès pendants avec ses confrères aux Parlements de Grenoble et de Paris, lorsque, le 24 septembre 1597, survint la mort de l'Abbé Louis de Langeac. Le commandeur perdait en même temps que son protecteur les pouvoirs qu'il tenait de lui, le vicariat de Rome et d'Italie.

Les Régents, chargés du gouvernement de l'Abbaye pendant la vacance du siège, consentirent cependant à les lui continuer ; mais bientôt, en ayant abusé pour obtenir du Pape une décision contraire à celle du chapitre, à ses statuts et à ses privilèges, ils le citèrent, le 3 janvier 1599, sous peine d'excommunication, à comparaître devant eux dans les trente jours pour rendre compte de sa conduite.

La gérance de Rome lui était retirée, en même temps que la commanderie générale d'Aubeterre et la commanderie de Marseille qu'il avait obtenue depuis peu.

Le 13 janvier 1600, le successeur de l'abbé de Langeac, Antoine Tolosain, prenait possession de la crosse abbatiale. La première démarche du chapitre auprès du nouvel élu fut de le supplier

« d'employer tous ses efforts à décider le Frère Charles Anisson à
« faire cesser les procès qu'il laissait subsister depuis si longtemps
« entre les Religieux et lui, afin d'avoir la paix avec tout le monde et
« que l'on voie peu à peu se relever le chef d'ordre que toutes ces
« causes de trouble rendaient si faible et si languissant. »

Anisson reçut de son supérieur l'ordre de quitter Rome et de rentrer à l'abbaye pour y rendre ses comptes. Il obéit, mais en déclarant que ceux-ci ne pouvaient se régler qu'en Italie, afin que ses dépenses fussent contrôlées sur place. Cette prétention fut jugée inadmissible. Six mois s'écoulèrent à chercher de nouveaux prétextes pour gagner du temps, lorsqu'on apprit tout à coup qu'il faisait des préparatifs de départ.

L'abbé Tolosain lui fit défense de quitter l'abbaye, sous « peine de désobéissance et d'excommunication », avant que ses comptes ne fussent « produits, clos, et arrêtés ».

Anisson répliqua qu'il avait besoin d'aller à Lyon voir des médecins « pour l'indisposition qu'il avait de la gravelle et « que la menace ne pouvait l'empêcher de chercher remède « pour sa santé ».

Il partit et mourut en chemin, à Voiron, dans les derniers jours d'avril 1600, sans avoir été relevé de la censure.

Il avait environ soixante dix ans.

Sa conduite des dernières années n'aurait-elle pas pour jamais empêché le Pape de songer à lui pour la pourpre ?

Son cardinalat n'est donc qu'une légende, mais tellement accréditée par tous les historiens qu'il m'a paru intéressant de faire connaître les preuves de sa fausseté si bien démontrée.

Si Charles Anisson sort diminué des ruines de la légende, il ne demeure pas moins incontestable qu'elle lui a valu une certaine célébrité ; aussi ai-je cru devoir m'étendre plus longuement sur ce personnage que sa qualification de commandeur d'Aubeterre rattache, lui aussi, au Périgord (1).

(A suivre)

M^{is} DE CUMOND.

NOTRE-DAME DE RIBÉRAC

LA COLLÉGIALE ET LES CHANOINES

Vers la fin du xv^e siècle, et à une date qui ne peut être que postérieure à 1496 (2), les Bénédictins du prieuré du Chalard de Ribérac, qui tiraient leurs principaux moyens d'existence des droits qu'ils prélevaient sur le passage des ponts de la Dronne, avaient dû abandonner leur maison, les inondations

(1) Charles Anisson portait d'argent au vol de sable, au chef d'azur chargé de deux coquilles d'argent.

(2) Du même auteur : *Le Prieuré du Chalard de Ribérac*. *Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord* 1922, p. 94.

ayant détruit les ponts, et les ayant, du même coup, réduits à un état presque misérable.

Or, le 2 mai 1500, Odet d'Aydie et sa femme, Anne de Pons, signaient la charte de la fondation d'une collégiale à Ribérac, faite l'année précédente, et qui devait avoir en jouissance la vieille chapelle féodale de leur château. Ces deux événements me paraissent trop rapprochés dans le temps et dans leur objet, pour que l'un ne soit pas la conséquence de l'autre et j'ai émis, ailleurs, l'hypothèse que la collégiale de Ribérac fut surtout fondée pour remplacer les moines du Chalar'd.

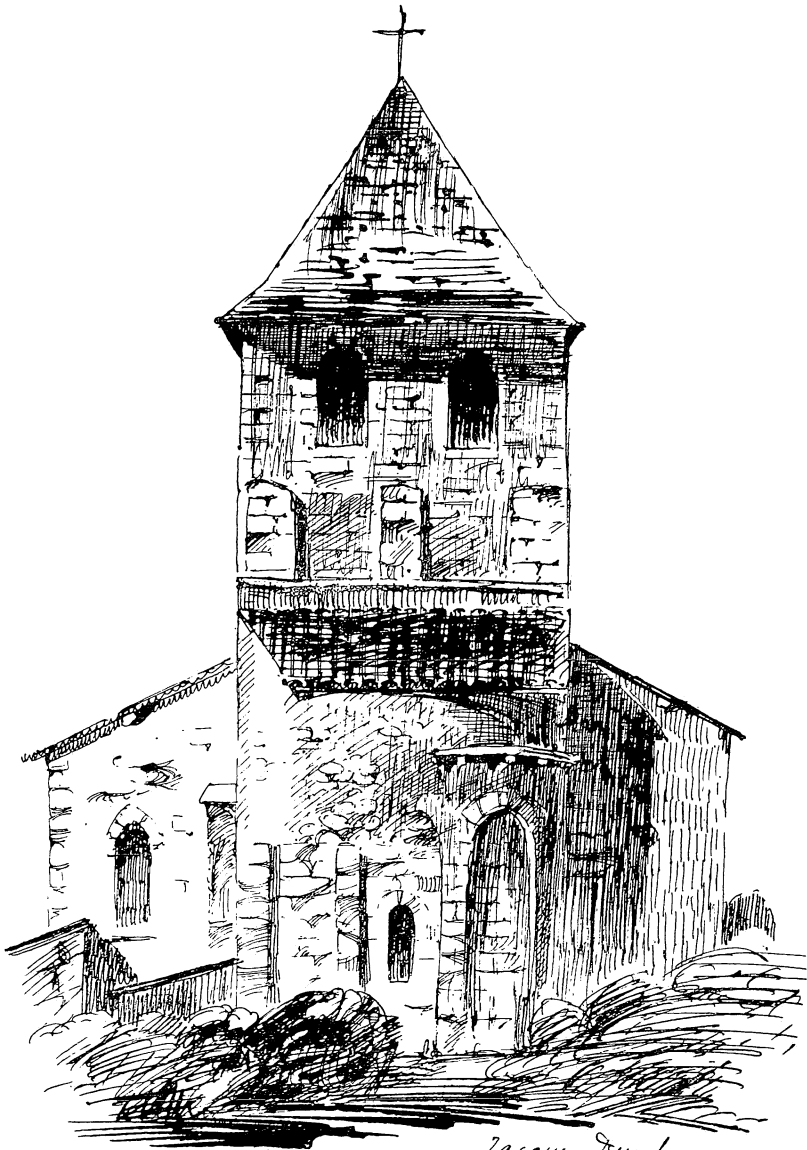
Pendant près de trois siècles, la vieille chapelle romane des seigneurs de Ribérac remplit le but auquel l'avait destinée la pieuse volonté de ses donateurs. Après la Révolution, elle devint l'église paroissiale et l'est encore de nos jours.

Les vicissitudes qui ont sévi sur ce sanctuaire, moins du fait du temps que des hommes, n'en ont pas, cependant, à ce point détruit les premières pierres, qu'il ne soit possible, à l'aide des vestiges qui nous restent, de le reconstituer dans son archéologie et dans son histoire.

Une partie de l'abside actuelle et la base du clocher sont, certainement, des restes intacts de la primitive construction qui ne saurait être postérieure au ^{xiii}^e siècle. A son début, la chapelle romane du château de Ribérac ne comportait qu'une seule nef. Telle, encore aujourd'hui, se présente à nos yeux la petite église, voisine, de Faye, qui reproduit assez fidèlement ce que devait être cette chapelle.

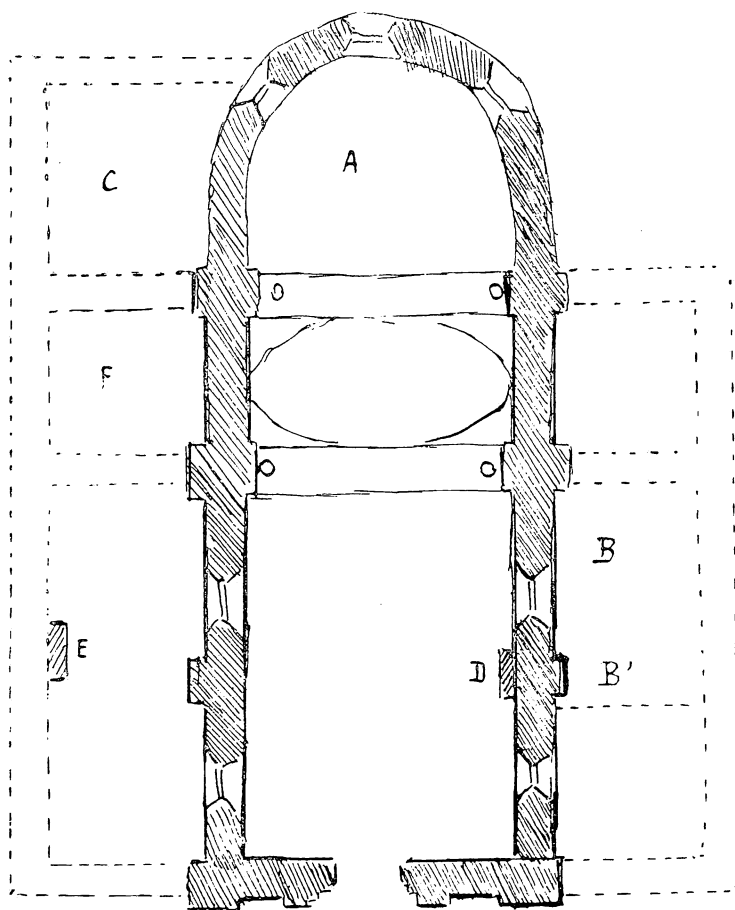
Au ^{xv}^e siècle, et il n'est pas défendu de penser que ce fut à la fin et, précisément, à l'époque où les seigneurs de Ribérac décidaient de l'affecter à la Collégiale, la chapelle fut agrandie de ses bas-côtés. La petite fenêtre gothique qui est derrière l'autel de la Vierge sur la façade est du bas-côté du sud serait le témoignage encore visible de la manière dans laquelle fut traité cet agrandissement et on doit convenir que la Collégiale, à défaut d'un édifice majestueux, avait une église des plus honorables comme architecture et la pompe de ses cérémonies pouvait s'y dérouler sans qu'on fût choqué par aucune discordance entre le culte et l'édifice.

Malheureusement, sous les guerres de Religion, l'incendie



Jacques Gusler

NOTRE-DAME DE RIBÉRAC (VESTIGES ROMANS)



PLAN DE L'ÉGLISE DE RIBÉRAC

TRAIT PLEIN	Chapelle primitive.
TRAIT POINTILLÉ	Agrandissement actuel.
A	Grand autel.
B	Chapelle des Seigneurs.
B'	Limite de la chapelle des Seigneurs.
C	Sacristie.
D	Autel de Saint-Roch.
E	Petit autel de la Vierge.
F	Chapelle de St-Fabien et St-Sébastien.

la détruisit presque complètement (1). Il n'en demeura que les vestiges dont il est parlé et la base du clocher. Ces vestiges furent scrupuleusement conservés — et il convient de louer la piété qui les entoura — mais, noyés dans une maçonnerie tellement vulgaire, quand on restaura l'église, que l'édifice en perdit tout caractère esthétique. C'est sous cet aspect minable, qui est encore celui de nos jours, que Monseigneur Macheco de Prémieux, évêque de Périgueux, la connut le 21 octobre 1746, au cours de la visite solennelle de son diocèse. L'ordonnance épiscopale qu'il rédigea, à la suite de cette visite, souligne cette pauvreté.

« On fera paver ou carreler la sacristie, on fera un lambris plus propre, on y fera une fenêtre et on la fera crépir et blanchir ; ...le pavé de la chapelle du seigneur sera rétabli ; l'autel décoré... les fenêtres tant de lad. chapelle que de la partie du bas côté, depuis icelle jusqu'au bas de l'église seront, incessamment, garnies de vitres ; ...led. bas côté sera lambrissé et pavé ; ...là où l'ouverture est faite par démolition sera construit un grand arceau pour communiquer dudit bas côté dans la nef de l'église » (2).

Mais, je crois qu'il serait injuste de conclure, d'après ce qu'est aujourd'hui ou fut l'église Notre-Dame de Ribérac, sous l'épiscopat de Mgr de Prémieux, à ce que fut la Collégiale des premiers chanoines. Je crois, fermement, au contraire, et sans faire œuvre d'imagination excessive que, pendant près d'un demi siècle, elle eut, sinon une splendeur intérieure, sur laquelle on peut émettre telle ou telle opinion, du moins une formule archéologique qui, si elle nous fût intégralement parvenue, ferait, maintenant, l'objet d'une appréciation des plus honorables.

D'ailleurs, la réparation de l'église Notre-Dame de Ribérac, après sa destruction par les protestants, ne dut être dans l'esprit de ceux qui la réalisèrent, considérée que comme

(1) Le P. Carles donne la date de 1568 à cette destruction. In « La Semaine religieuse du diocèse de Périgueux et de Sarlat », 1885, *passim*.

(2) P. Carles : *Op. citat.*

Voir, aussi, sur la Collégiale de Ribérac, les articles très bien faits qui ont paru, sans nom d'auteur, dans le *Journal de Ribérac*. 1913 : *passim*.

une opération provisoire qui devatt être suivie d'une restauration plus digne. Le provisoire, une fois de plus, a duré.

Toutefois, on peut s'assurer qu'en 1630, le souvenir et le regret du monument détruit, en même temps que l'espérance de sa digne réédification, habitaient encore les âmes des Ribéracois et, singulièrement, celle d'un des plus notables. On lit dans le testament de Jacques-Louis d'Aydie, fait à Casal, le jeudi 21 février 1630 « dans l'habitation de l'illustre seigneur Ferran Pic...

« qu'il ordonne que son héritier, François d'Aydie, son frère, soit tenu de mettre ou employer pour la construction ou édification d'une église ou monastère dans la ville de Ribérac de moines ou pères de Saint-Dominique qui sera dédié à la Vierge Marie, mille escus ou autrement trois mille livres de France... dans lequel monastère demeureront douze moynes du mesme ordre, c'est à savoir huit prestres et quatre lais, lesquels prestres seront tenus dire, à tout le moins, quatre messes, tous les jours, et offrir, éternellement, le sacrifice pour le sufrage de l'âme d'icelluy testateur et des desfuncts de ceste famille, pour lequel effet, oultre ledict capital de trois mille livres, il a laissé et légué, par droit de léguat, aux mesmes moynes, deux mille livres de la monnoie de France, quy seront données et payées par le sous escript héritier et ses successeurs, éternellement et en chaque année, en quatre pactes, à savoir à la Nouel, à la feste de Pasques, à la Saint-Jean Baptiste et à tous Saints... »

On voit aussi, par la lecture de ce testament, que le nombre des chanoines de la Collégiale de Ribérac devait être porté à douze. En réalité, le chapitre n'en comprit jamais que six, ne réalisant qu'une augmentation de deux canonicats, sur les statuts de la première charte.

Ce fut, d'ailleurs, un constant souci de la part des seigneurs de Ribérac d'améliorer la situation de leurs chanoines. Ils n'y réussirent pas toujours, mais leur peu de moyens, non leur indifférence, doit en être incriminé.

Le 3 octobre 1560, messire François d'Aydie, seigneur de Moncuq et de Carlux, lègue par testament quatre cents livres à la collégiale de Ribérac (1). Marie de Foix de Candale, vicomtesse de Ribérac, au contrat de mariage entre son

(1) Arch. dép. de la Dordogne : Fonds d'Aydie. E 3.

neveu, Armand d'Aydie, et Marguerite de Foix, le 13 décembre 1597, abandonne à son neveu tout ce qui lui revient de la succession de son mari, Guy d'Aydie,

« se réservant, toutefois, de disposer, de la mestérie appelée la Versane, acquise du feu juge de Ribérac, pour faire une fondation en l'église des chanoynes de Ribérac » (1).

Joseph-Henry d'Aydie, comte de Ribérac, par son testament du 18 juin 1723, devant M^e Devillefumade, notaire à Ribérac,

« donne et lègue, par manière de fondation, ou autrement, aux six chapellains de Ribérac la somme de cinquante livres de revenu, annuellement et perpétuellement » (2).

Il est vrai qu'à la date du 29 août 1726, les chanoines du chapitre préférèrent renoncer à cette rente sur laquelle Monseigneur Boucher, intendant de Guienne, réclamait 163 l. 13 sols de droits d'amortissement

« cependant qu'ils n'ont rien touché de la rente, pour laquelle avoir il conviendrait de discuter la succession, n'étant pas en état de subvenir aux frais » (3).

Le procès-verbal de la visite de la Collégiale de Ribérac par Mgr de Prémieux donne des indications excessivement intéressantes sur le service qu'avaient à faire les chanoines et sur l'inventaire des ornements et objets du culte qu'il se fit présenter. Soucieux, seulement, de publier des documents inédits, je renvoie le lecteur qui serait curieux de ces détails aux articles du P. Carles, déjà cité.

Ce même procès verbal nous apprend que les fonts baptismaux étaient du côté gauche de l'église en entrant (ils y sont toujours), qu'un des bas côtés était affecté en partie à la chapelle du seigneur (celui du sud. sans doute). C'est dans cette chapelle du seigneur (du seigneur de Ribérac et non dédiée à Notre Seigneur) qu'étaient les tombeaux des comtes de Ribérac. Les premiers qui y furent ensevelis furent, préci-

(1) Archives départementales de la Dordogne, E 2.

(2) d° d°

(3) d° Pierre Dusolier de Fonjoumard, notaire.

ment, les fondateurs de la Collégiale, Odet d'Aydie et Anne de Pons, par leur testament du 18 avril 1517 déclarent :

« Voulons être ensevelys et enterrés selon l'estat et condition de nos personnes en l'esglise et chapelle de Notre-Dame de Ribérac, au lieu où sera advisé le plus convenable par le dernier survivant... » (1)

Armand d'Aydie, comte de Ribérac, au château de Ribérac, « revenu mallade et indispozé de son corpt, du camp de devant Laro-chelle... veut... que son corpt soit inhumé au monument des seigneurs ses prédécesseurs, estant en la chapelle faite, édifiée, fondée et hadottée par ces prédécesseurs en l'esglise du présent lieu. » 10 juillet 1628 (2).

Sur l'aménagement de l'église elle-même, quelques précisions, éparses, recueillies aux minutes des notaires, méritent d'être signalées :

Le 17 mars 1673, Pierre Ducasse, curé de Saint-Martial, habitant du lieu du Four, accorde à Françoise Montet, femme de Jean Goreau, sr de la Ferrière, et à sa sœur Anne Montet, l'autorisation, bien que ce ne soit pas leur droit, de faire enterrer Jean Goreau, fils du sr de Saint Morezy, médecin de Ribérac, dans les tombeaux qu'elles prétendent avoir conjointement avec Phédéric Montet, sr de Lanauve, leur père,

« dans la chapelle de Saint-Fabien et Saint-Sébastien, située dans l'église Notre-Dame du présent lieu » (3).

Le 1^{er} mai 1673, Jean Desbordes déclare dans son testament qu'il veut son corps être porté et

« ensevely dans la chapelle de Saint-Antoine, joignant l'esglise Notre-Dame du présent lieu, sous le bon plaisir du curé d'icelle... » (4)

Le 14 novembre 1675, le curé Ducasse, déjà nommé, confirme le droit de tombeau dans l'esglise Notre-Dame de Ribérac

« sous la nef de lad. esglise et par le milieu d'icelle, entre le petit autel Notre-Dame et celui de Saint-Roc à Geoffroy Grenolière, m^e apothicaire » (5).

(1) Arch. dép. de la Dordogne — Fonds d'Aydie E. 3.

(2) d° d° E. 4.

(3) Arch. de M^e Léonardon, notaire à Ribérac — Robert de Villefumade, not.

(4) Arch. dép. de la Dordogne. — Geoffroy Pineau, notaire.

(5) d° d°

Le 14 janvier 1776, M. M^e Pierre Dusolier de Tarradeau, avocat en parlement de Paris... au nom et comme marguillier d'honneur... de l'église Notre-Dame de Ribérac, succursale de celle matrice de Saint-Martial... a délégué à François Thory, s^r de Jabineau, le droit de banc avec celui de tombeau... situé à main gauche en entrant dans lad. église Notre-Dame, confrontant d'un bout vers l'autel de la Vierge, d'autre bout vers le tombeau et banc de Jacques Peyrichou de la Bourjade, du devant au passage pour aller au grand autel.. (1).

Le 30 mars 1775, Pierre Dusolier de Tarradeau concède, au même titre, à Jean Arnaud, chevalier de Saint-Louis, le droit de banc, occupé précédemment par Pierre Constantin, confrontant d'un bout au tombeau du s^r du Burguet, vers l'autel de Saint-Roch, de l'autre au tombeau qui appartenait, autrefois, au s^r Moulin et, des deux côtés, à la muraille qui sépare lad. église d'avec une dépendance de la chapelle du seigneur de la présente juridiction et aussi du passage pour aller au grand autel (2).

Ces quelques rares détails résument tout ce qu'il m'a été donné de recueillir sur les autels et chapelles de Notre-Dame de Ribérac. Quelle que soit leur imprécision, il semble qu'on puisse reconstituer la physionomie de l'intérieur de l'édifice. Il apparaît bien que le bas côté du sud avait été, primitivement, réservé à la chapelle et aux tombeaux des seigneurs de Ribérac. Un mur séparait cette chapelle du reste de l'église qui ne comportait, à proprement parler, que sa nef centrale et le bas côté du nord. Plus tard, dans le but d'agrandir l'église, on dut réduire la chapelle des comtes de Ribérac à la seule partie supérieure du bas côté, et pour se ménager un passage commode de la nef à la partie récupérée, on avait cru expédient d'éventrer, tout simplement, le mur de primitive séparation. C'est contre cette singulière simplification des travaux que protestait M^{sr} de Prémieux, en ordonnant de construire un arceau. Adossé à la muraille de la chapelle du seigneur, était l'autel de Saint-Roch. En face était forcément

(1) Arch. dép. de la Dord. — Pierre Dusolier de Fonjoumard, notaire.

(2) d°

d°

le petit autel de la Vierge. Au fond de l'église le grand autel occupait sa place rituelle. Dans ces conditions, la chapelle de Saint-Fabien et Saint-Sébastien ne semble pas pouvoir être située ailleurs qu'à la gauche du grand autel. Quant à la chapelle Saint-Antoine « joignant l'église », comme il est dit plus haut, j'avoue ne savoir où la situer. Était-ce le nom de la chapelle du comte de Ribérac ? Mais est-il possible que Jean Desbordes eut, par son testament, sous le seul bon plaisir du curé, déclaré vouloir y être enterré ? Les comtes de Ribérac l'eussent-ils toléré ? C'est assez peu vraisemblable. Cette chapelle de Saint-Antoine était-elle, plutôt, une construction annexe ? Je le croirais préférablement (1). Les fonts baptismaux étaient à gauche de la porte d'entrée. La sacristie devait occuper son emplacement actuel, extrémité-est du bas côté nord.

Telle apparaît l'église Notre-Dame de Ribérac, une fois rebâtie après la destruction des guerres de Religion et telle qu'elle demeura jusqu'à la Révolution.

Comme les seigneurs du lieu, les chanoines avaient droit de tombeau dans l'église Notre-Dame. On sait que tous ces tombeaux furent violés sous la Révolution, à la demande des « amis de la liberté et de l'égalité » de Ribérac, proposant de « faire extraire des caveaux de l'église de Notre-Dame les cercueils de plomb, pour les employer en munitions » (2).

Les revenus du chapitre consistaient en six pipes de blé dûes par la seigneurie de Ribérac sur les moulins du Chalard et du Bourg-du-Bost, dans la moitié des dîmes de la paroisse de Saint-Martin et quelques dotations faites par testaments de particuliers. Le tout était estimé 1018 livres dans une délibération du chapitre citée par le P. Carles, le 10 février 1729. Il

(1) Ces pages étaient rédigées quand le document suivant m'est tombé sous les yeux, confirmant mon hypothèse. C'est l'adjudication, le 11 avril 1791, pour 1000 livres à « Joseph Fargeot, receveur du district de Ribérac, d'une petite maison et un petit jardin y attenant, près l'église aute, (Notre-Dame) et de l'étendue de six brasses et une *petite chapelle joignant la dite maison*, s tués dans la municipalité de Ribérac ». (Arch. dép. de la Dordogne. Série Q, n° 16).

(2) Arch. dép. de la Dordogne. Série L. 775 n° 212 (17 mai 1793).

est vrai que chaque chanoine, comme tout prêtre, devait justifier d'un revenu personnel de cent livres.

Les chanoines étaient nommés par l'évêque de Périgueux, sur la présentation du seigneur de Ribérac. N'ayant point de ministère paroissial à exercer, les chanoines de Notre-Dame n'étaient même point tenus de résider à Ribérac, encore moins en communauté. Quelques-uns même résidèrent relativement loin de Ribérac. Pierre Dusolier résidait aux Granges de Faye, Léonard Villatte à Combéranché, Pierre Villatte à Faye, Gaillardon à Brañdillou, François Dusolier au Puy, Pierre Cachulet également. Ainsi, la tradition qui ferait de l'actuel Hôtel du Château à Ribérac l'ancienne demeure des chanoines ne saurait être acceptée. Après un passé de près de trois siècles, quand la Révolution intervint, l'église Notre-Dame fut désaffectée et transformée en dépôt de fourrage (1) et ses chanoines dispersés.

Et aujourd'hui, on ne se souvient guère, sauf les initiés, qu'une Collégiale de six chanoines illustra pendant de si longues années l'édifice si modeste que représente l'église paroissiale de Ribérac. Quant aux chanoines qui la composèrent un oubli plus profond les entoure.

Je me suis donné la tâche de les rechercher. Je ne les ai point tous trouvés, il s'en faut, surtout ceux du début. Et ainsi la liste que j'offre ci-dessous avec les quelques documents biographiques que j'ai pu recueillir comporte bien des lacunes que des recherches ultérieures combleront, peut-être.

LES CHANOINES

3 OCTOBRE 1560. — *Jean Rolphie*. — Est mentionné, à cette date, en qualité de témoin, dans le testament de François d'Aydie (2). Il est intéressant de rapprocher son nom de celui de Jean Rolphie, « prestre recteur de Combéranché et y

(1) Arch. dép. de la Dordogne. L. 776 f° 157 (6 Pluviôse an 2).

(2) d° Fonds d'Aydie. E, 3.

habitant » (1) et « religieux de l'ordre de Saint-Jehan de Jérusalem » (2).

3 OCTOBRE 1560. — *Pierre Dignac*. — Mentionné également comme témoin dans le testament de François d'Aydie (3).

1^{er} AOÛT 1598. — *François Lucet*.

« Pour le regard de maître François Lucet, chanoine de Ribérac, mon aumosnier, il m'a assuré qu'il est content de la récompense que je luy ay bailhée. » (4).

François Lucet était encore chanoine à la date du 16 février 1616, date à laquelle M^e Declidat reçut son testament (5).

10 JUILLET 1628. — *Jacques de Mouthillou*. — Curé de Saint-Martial et chanoine de Notre-Dame, il est mentionné dans le testament d'Armand d'Aydie en qualité de témoin (6).

10 JUILLET 1628. — *Girou Chataignol*. — Mentionné dans le même testament, au même titre (7).

1645. — *Pierre Simon*. — Pierre Simon, docteur en théologie, était né à Toulouse. Vers 1645, il vint à Ribérac en qualité de chanoine de la Collégiale et d'aumônier du comte. En cette dernière qualité, il dut de faire sa résidence au château. Comme syndic du chapitre, il afferme, le 2 juillet 1651, conjointement avec M^e Guy Baudoin, curé de Saint-Martin, les dîmes du quartier de Tenailles à divers preneurs pour « trente une charges et cinq boisseaux de bled tiercé » (8).

(1) Arch. de M^e Léonardon à Ribérac. Léonard Delugin, notaire à Vanxains (3 février 1619).

(2) Arch. de M^e Léonardon à Ribérac. Léonard Delugin, notaire à Vanxains (10 septembre 1619).

(3) Arch. dép. de la Dordogne. Fonds d'Aydie E. 3

(4) d° Testament de Marie de Foix de Candale, vicomtesse de Ribérac. Fonds d'Aydie E. 3.

(5) Arch. de M^e Rosset-Bressand à Ribérac. Jean Pourteiron, s^r de Bobinat, notaire (27 juillet 1773).

(6) Arch. dép. de la Dordogne. Fonds d'Aydie E. 4.

(7) d° d°

(8) Arch. de M^e Léonardon, à Ribérac. Guay, notaire.

Dans un acte du 12 juin 1657, il nous apprend qu'à son arrivée à Ribérac, il avait trouvé le Saint-Sacrement

« fort mal tenu, estant dans une custode de cuivre jaune et dans une petite boithe de bois garnye de tafetas »

et que désirant le mettre plus honorablement,

« il avoit achepté une belle custode d'argent doré par le dedans et le soleil pour exposer le saint sacrement de la valeur de cent trois livres »

dont il fit cadeau à la chapelle des chanoines

« et non à d'autres ; comme aussy a déclaré que le calice d'argent qui est à présent dans lad. esglize a esté achepté des deniers propres desd. chanoines qui estoient lors. »

Et il déclare avoir fait cette déclaration pour prévenir tout acte possible de revendication ultérieure de la part des curés de Saint-Martial (1).

Messire Pierre Simon possédait certains revenus, en dehors de ceux qui lui étaient communs avec les autres chanoines. Le 23 juillet 1655, il affirme

« pour cinq ans à M^e Martin Janot, juge de la juridiction de Montréal aud. Périgord... tous les gains décimaux de la paroisse de Saint-Martial d'Artenset qui peuvent luy compéter... pour trois cent livres par an » (2).

6 JUIN 1651. — *Antoine Gaillardon*. — Signalé pour la première fois comme témoin dans un contrat de mariage où il est dit « clerc tonsurait, habitant au chasteau de la Blère-tye » (3), on le retrouve six ans plus tard

« sous diacre et chanoine de l'esglize Notre-Dame de Ribérac... où agissant comme saindic des chanoines de lad. esglize »

il affirme avec le curé de Saint-Martin les dimes de divers quartiers de la paroisse (de la Ferrière pour 22 charges de blé tiercé, des Géréaux pour 12, des Haulmes pour 31, de Tenailles pour 28, de la Meynardie pour 7, de Sebinlou pour 30) (4).

(1) Arch. dép. de la Dordogne. Geoffroi Pineau, notaire.

(2) Arch. dép. de la Dordogne. Geoffroi Pineau, notaire.

(3) Arch. de M^e Léonardon à Ribérac. Jean Courcelle, notaire.

(4)

d°

Robert de Villefumade, notaire

(2 juin 1657),

Le 14 octobre 1661, il afferme « pour une année à Jean de Guillaumes, le jeune, notaire royal, le tiers des gains d'exiaux de sa chanoynie » qui est de six charges de blé, pour soixante livres (1). Un acte du 5 novembre 1664, où il figure comme témoin dans le contrat de vente d'une pièce de pré consentie par le curé de Saint-Martial le signale comme « habitant du village de Brandillou, paroisse de Saint-Martin » (2).

1^{er} JUILLET 1652. — *Labadie*. — Sans mention de prénom, le chanoine Labadie est signalé dans un seul acte de la date ci-dessus, dans lequel il est dit que

« François Lhoste, sr de Lagrave, faisant pour et au nom du sieur de la Badye, prestre et chanoine de l'esglise de Notre-Dame de Ribérac et syndic pour la présente année »

afferme les dîmes de la paroisse de Saint-Martin (3).

27 JUIN 1655. — *Jean Baudoin*. — Fils de Pascal Baudoin, marchand de Ribérac, (4), à la fois chanoine et plusieurs fois syndic du chapitre (5) en même temps que curé de la Jemaye, il afferme tantôt les dîmes du chapitre, tantôt celles qui lui sont propres. Le 28 avril 1662

« Jean Baudoin, prestre, curé de la Jemaye et chanoine de l'esglise Nostre Dame de Ribérac afferme, à Ribérac, les gains décimaux et autres revenus consistant en bled, chanvre et lin de la paroisse de la Jemaye, à Nicolas Piat, sr du Tuquet, procureur d'office de la juridiction de la Double, habitant du lieu de Rizonne, paroisse de Vauxains... pour trois cents livres » (6).

Il habitait Ribérac (7).

3 NOVEMBRE 1655. — *Pierre Villatte*.

« A Ribérac, dans la maison de Jean Noel, sr de Méricaud, M^e Pierre

(1) Arch. dép. de la Dordogne. Geoffroi Pineau, notaire.

(2) d° d°

(3) Arch. de M^e Léonardon à Ribérac. Robert de Villefumade, notaire.

(4) Arch. dép. de la Dordogne. Geoffroi Pineau, notaire.

(5) Arch. de M^e Léonardon à Ribérac. Robert de Villefumade, notaire (27 juin 1655-1^{er} juillet 1663).

(6) Arch. dép. de la Dordogne. Geoffroi Pineau, notaire.

(7) d° d° (5 novembre 1664).

Villatte, prestre, chanoine de l'Esglise Nostre Dame de Ribérac, demeurant au bourg de Faye, a receu de Jean Noel, sr de Mérigaud... la somme de douze vingt livres, qui est, auparavant ces présentes, la somme d'onze vingt livres et, présentement la somme de vingt livres... en laquelle somme le sr Mérigaud estoit débiteur envers le sr Villatte, à cause de l'aferme faite par le sr Villatte aud. sr Mérigaud de sa chanonye de lad. esglize Notre Dame et ce, pour la jouissance que led. sr Mérigaud en a fait l'année dernière 1654 et lad. présente anüée 1655 » (1).

5 JANVIER 1660. — *Léonard Villatte.*

« En la ville de Ribérac, estude du notaire... M^{es} Pierre Simon, Jean Beaudoin et Léonard Villatte, prestres et chapelins de l'esglise Nostre Dame de Ribérac... d'une commune voix ont nommé et pendant la présente année 1660, seulement, pour en remplir lad. charge (de syndic)... led. Léonard Villatte, prettre, habitant de présent au lieu de Combéranché » (2).

Un acte du 14 juin 1678 le mentionne expressément « prestre « curé de Combéranché » (3).

24 OCTOBRE 1665. — *Louis de Morillère.* — Louis de Morillère, sr de Gayac, écuyer, était déjà curé de Saint-Martial (4), lorsqu'il fut nommé chanoine de Ribérac. La prise de possession de sa chanoinie date du 24 octobre 1665.

« Au devant de la grande porte de l'esglise Nostre Dame dudit lieu... s'est présenté en sa personne M. M^e Louis Demorillère, prebtre, esouyer, sr de Gayac, curé de la paroisse de Saint-Martial dudit présent lieu, lequel parlant à M^e Jean Beyneys, pbre, vicaire de lad. paroisse, luy a remonstré qu'il a esté canoniquement pourvu d'une des chanonies de la susd. esglise Nostre Dame par la résignation de M^e Jean Dumontret, prestre, curé d'Eygurande, dernier et médiat possesseur d'iceluy, faite par... l'évêque de Périgueux ou par messieurs les vicaires généraux..., comme il appert par la provision à luy faicte qui commence *Vicarii generales capituli*, en date *Die decima sexta mensis octobris anno Domi millesimo sexentesimo sexagesimo quinto*, signé P. Dalesme, vicaire général, et, plus bas *De mandato duorum*

(1) Arch. dép. de la Dordogne. Geoffroi Pineau, notaire (5 nov. 1664).

(2) d° d°

(3) Arch. de M^e Léonardon à Ribérac. Robert de Villefumade, notaire.

(4) Arch. dép. de la Dordogne. Geoffroi Pineau, notaire (5 nov. 1664).

vicariorum generalium : Alcanon, *canonicus secretarius*... de laquelle provision et présentation à luy faicte par haut et puissant seigneur Messire François d'Aydie, comte dud. Ribérac, vicomte d'Espeluche, seigneur de la Ferrière, Bellevue et autres places... led. sr de Gayac a requis et, en cas de besoin, sommé led. sr Beyneys de le vouloir mettre en la réelle possession de lad. chanonie, ce qu'il luy a accordé et, à l'instant, l'a pris par la main, luy a faict toucher le verrouill de la porte de lad. esglise, entré dans icelle, conduit au bénitier prendre l'aspersoir, jetté l'eau bénite et, après, l'a conduit devant le grand autel et, là, ayant fleschi les genoux, salué le Saint Sacrement, il a pris le livre missel et dict l'antienne et l'oraison de Nostre Dame. Ce faict, a sonné la cloche et faict tous autres actes en tel cas requis et le tout en signe de lad. possession... En présence de, etc .. (1).

Louis de Morillère fut syndic du chapitre en 1669 (2).

24 OCTOBRE 1665. — *Jean Dumontret*. — L'existence de ce chanoine ne nous est révélée que par l'acte ci-dessus de prise de possession de son canonicat par Louis de Morillère. Sa nomination à la cure d'Eygurandé (canton de Montpon) fut, sans doute, le motif de sa résignation par Jean Dumontret.

1^{er} JUILLET 1668. — *Denis Poulard*. — Denis Poulard apparaît à cette date comme syndic du chapitre (3). Il l'est encore en 1672 (4), en 1676 (5).

Le 9 septembre 1702, il fit son testament. Il était fils de Annet Poulard, sr de la Planche, et de Marguerite Simon.

« Je désire être enterré dans les tombeaux de Notre-Dame de Ribérac, où mon père et ma mère et mes autres parents sont enterrés, et, pour cet effet, je donne et lègue pour la réparation de lad. église la somme de 100 livres... De plus, je lègue à M. le curé de Saint-Martial et à messieurs les quatre chanoines qui sont messieurs de Durif, de Bourbon, de la Ligerie et de Guillaume, la somme de 100 livres une

(1) Arch. dép. de la Dordogne. Geoffroi Pineau, notaire.

(2) Arch. de M^e Léonardon à Ribérac. Robert de Villefumade, notaire (30 juin 1669).

(3) Arch. de M^e Léonardon, à Ribérac. Robert de Villefumade, notaire.

(4) d^e Robert de Villefumade, notaire (26 juin 1672).

(5) Arch. de M^e Léonardon, à Ribérac. Robert de Villefumade, notaire (28 juin 1676).

fois payée, les priant de dire des messes pour le salut de mon âme... aux pauvres la somme de 100 livres. De plus, je lègue auxd. quatre chanoines mon cabinet qui est dans la sacristie avec tous les ornements qui sont dedans, à la condition qu'ils demeurent après eux pour le service de lad. esglise... Je lègue à Valérie Poulard, ma sœur, épouse de Odet Noel, sr du Mazeau, la somme de 573 livres... plus je lègue à Jean Charles Poulard, Denis, Isabelle, Suzanne, Valérie et Louise Poulard, fils de défunt mon frère de Lalande, la somme de 600 livres, à Jean et Louis Noel, mes neveux, fils de Pierre Noel, sr du Chéron et de Anne Poulard, ma sœur, 150 livres... à Odet Noel sr du Mazeau et à Pierre Noel sr du Chéron, mes beaux frères, tous les dépens que M. le Comte me peut devoir... Nomme mon héritier universel Poncet Poulard, sieur de Champagnou, mon frère... » (1)

29 JUIN 1670. — *Pierre Dusolier*. — Pierre Dusolier était né aux Granges de Faye le 14 février 1645. Il était fils d'Antoine Dusolier, praticien, et de Monde Banaston. Docteur en théologie, plusieurs fois syndic du chapitre (2), il collabore avec Guy Baudoin, curé de Saint-Martin, à l'affirme des dîmes de la paroisse. Vers 1692, il fut appelé à la cure de Saint-Martin le Peint où il mourut le 31 mars 1724. Il eut pour successeur messire François de Crémoux à qui l'on dut l'édification de l'église de la Trinité à Ribérac. Pendant tout le temps qu'il fut chanoine de Ribérac, Pierre Dusolier demeura aux Granges.

28 JUIN 1671. — *Antoine Dexmier*. — Antoine Dexmier n'apparaît dans les archives que j'ai dépouillées qu'en un seul acte, dans lequel il figure comme syndic et, comme tel, afferme avec Guy Baudoin, les dîmes de Saint-Martin (3).

14 DÉCEMBRE 1673. — *Poncet Lachèze*. — Poncet Lachèze, sr de la Trémondie, n'est signalé qu'à l'occasion de l'installation de son successeur Jean Baudoin (4). Il n'était que clerc tonsuré.

(1) Arch. de M^e Gendraud, à Verteillac. Pierre Constantin, notaire.

(2) Arch. de M^e Léonardon, à Ribérac. Robert de Villefumade, notaire. (29 juin 1670-25 juin 1673).

(3) Arch. de M^e Léonardon, à Ribérac. Robert de Villefumade, notaire.

(4) Arch. dép. de la Dordogne. Geoffroy Pineau, notaire.

14 DÉCEMBRE 1673. — *Jean Baudoin*. — Jean Baudoin, deuxième du nom, devait être, très certainement, parent de son homonyme. Il prend possession de son canonicat à la date ci-dessus. L'acte rédigé par M^e Geoffroi Pineau déclare :

« Environ l'heure de dix heures du matin et au devant la grande porte de l'esglize... s'est présenté Messire Jean Baudoin, prestre et curé de la paroisse de Saint-Michel d'Escluse du présent diocèse et y habitant, lequel parlant à Messire Denis Poulard, aussi prestre et chanoine de la présente esglize, luy a dict et remontré qu'il a esté canoniquement pourveu d'une des chanonyes de la susdite présente esglize par la résignation de Poncet Lachèze, sr de la Trémondie, clerc tonsuré, dernier et médiat possesseur d'icelle par Monseigneur l'illustrissime et révérendissime évesque de Périgueux, comme il aspert par la provision à luy faicte qui commence *Guilhelmus miseratione divina* en datte *die duodecima mensis decembris, anno Domini millesimo sexentesimo septuagesimo tertio*, signée : *Guill. epus petrochorensis* et, plus bas, *De mandato illustrissimi et reverendissimi domini mei domini episcopi* : Desmaison, secrétaire, scellé et contre scellé avec l'insinuation du 12^e du mois, signée Laulanie greffier, en vertu de laquelle provision et présentation à luy faictes par haut et puissant seigneur messire François d'Aydie, comte dud. Ribérac... du 24 octobre dernier signé : Ribérac, led. sr Baudoin a requis et, en cas de besoin, sommé led. sr Poulard de le vouloir mettre en la réelle et actuelle possession de lad. chanonie, ce qu'il luy a accordé et, à l'instant, l'a pris par la main, luy a faict toucher le verrouil etc... Es présence de Messire Pierre Dusolier, prêtre et chanoine de lad. esglize, habitant du village des Granges, paroisse de Faye, et de M^e Anthoine des Guillaumes, advocat en parlement, habitant du présent lieu... » (1)

1^{er} JUILLET 1674. — *Barthélemy Moulinier*. — Barthélemy Moulinier, syndic du chapitre, afferme concurremment avec messire Guy Baudoin, les dîmes de la paroisse de Saint-Martin (2).

En 1678, il fut nommé curé de Saint-Jean d'Ataux. Messire Pierre Ducasse, curé de Saint-Martial, auquel il en avait donné procuration le 26 novembre, prit en son nom, le surlendemain, possession de son bénéfice (3).

(1) Arch. dép. de la Dordogne. Geoffroi Pineau, notaire.

(2) Arch. de M^e Léonardon, à Ribérac. Robert de Villefumade, notaire.

(3) Arch. de M^e Gendraud, à Verteillac. Pierre Constantin, notaire,

6 SEPTEMBRE 1678. — *Jacques Boucher sieur de la Gardinie.*
— A cette date...

« en la ville de Ribérac, Jacques Boucher sr de la Gardinie, habitant du lieu du Fourg, paroisse de Saint-Martial, afferme à Crespin Durif sa chanonie despendante de l'église Notre-Dame pour l'année prochaine 1779... » (1)

Il était fils unique de Bourguette Lachèze et de Odet Boucher, sr de la Cholandie « conseiller du Roy et son assesseur « criminel et de robe courte en la maréchaussée de Bergerac ». Il était veuf et avait eu de son mariage trois enfants, deux filles, Françoise et Marie et un fils David, lorsqu'il entra dans les ordres (2). En 1681, il figure comme témoin dans un arrêté de compte entre le seigneur de Ribérac, François d'Aydie, et son receveur Jean Courcelle (3). Syndic du chapitre pour l'année 1681, il fut remplacé pour l'année 1682, par Denis Poulard (4). Ayant été nommé à la cure d'Eygurande, il donna sa démission de chanoine de Ribérac, le 22 décembre 1684, ne pouvant « à cause de l'esloignement « d'un lieu à l'autre desservir lad. chapellanye, suivant la « fondation » (5). Tant qu'il fut chanoine de Ribérac, il habita au lieu du Fourg avec sa mère et ses enfants. Il eut pour successeur M^e Pierre Ducasse, curé de Saint-Martial.

13 FÉVRIER 1685. — *Pierre Ducasse.* — Le 13 février 1685, au devant de l'église Notre-Dame de Ribérac, Pierre Ducasse, « pbre curé de la paroisse de Saint-Martial... parlant à la personne de M^r M^e Pierre Bloy, pbre, docteur en théologie, curé de la paroisse de Sciourac et y demeurant, y présent, luy a dict et remonstré qu'il a esté canoniquement pourveu d'une des chapellanyes de la présente esglize Nostre Dame par la démission de messire Jacques Boucher, sr de la Gardinie... et led. sr Pierre Ducasse a requis led. sr Bloy de le mettre en la réelle et actuelle possession de lad. chapellanye » (6).

(1) Arch. de M^e Gendraud, à Verteillac. Pierre Constantin, notaire.

(2) Arch. dép. de la Dordogne. Geoffroi Pineau, notaire (Donation faite par Bourguette Lachèze : 31 mars 1680).

(3) Arch. dép. de la Dordogne. Geoffroi Pineau, notaire (23 janvier 1681).

(4) id. id. (5 avril 1682).

(5) id. id.

(6) Arch. dép. de la Dordogne. Geoffroy Pineau, notaire.

17 JUILLET 1686. — *Jean Beaudoin.*

« ...Au lieu de Ribérac, au devant l'esglize Notre Dame du présent lieu, Jean Beaudoin, prebtre curé de la paroisse de Montignac le Coq en Angoumois, habitant du bourg dud. Montignac... parlant à la personne de M^e Denis Poulard, aussy prebtre, chanoine de la présente esglize... luy a dict qu'il a été canoniquement pourveu d'une des chapellenyes de la susd. présente esglize Nostre Dame par la démission de M^e M^e Pierre Ducasse, prebtre et curé de la paroisse de Saint-Martial, dernier et médiat possesseur d'icelle » (1).

13 AVRIL 1693. — *Antoine Guay sieur du Pont.* — Le 13 avril 1693, en la ville de Ribérac, Marie de Segonzac, veuve de feu Jean de Goulières, marchand, habitant du village de Sebinlou, paroisse de Saint-Martin, vend à messire Anthoine Guay, sr du Pont, prêtre et chanoine de l'église Notre-Dame de Ribérac, divers héritages pour le prix de 401 livres et 16 sols (2). Bien que dans cet acte, le chanoine Guay soit nommé sieur du Pont, le chanoine Poulard le nomme, dans son testament, sieur de la Ligerie. S'il porta les deux titres, il convient, toutefois, de le distinguer d'autre Anthoine Guay, sr de la Ligerie, qui était curé de Saint-Martial de Ribérac.

25 JUIN 1698. — *Jean des Guillaumes.* — Pierre de Bourbon, dont on lira le nom plus bas, exposant qu'il a été nommé chanoine de Ribérac le 25 juin 1698, se plaint en justice de l'hostilité de ses collègues messires Denis Poulard, Jean des Guillaumes, Antoine Guay et Pierre Durif, décidés à l'empêcher de satisfaire aux devoirs de sa charge (3). Jean des Guillaumes était fils d'Antoine des Guillaumes, avocat à Ribérac, et de Sébille Baudoin. La mort de ses parents survenue à une époque où ses frères et sœurs étaient encore en minorité le qualifia pour être leur curateur (4). La plus

(1) Arch. dép. de la Dordogne. Geoffroy Pineau, notaire.

(2) id. Jean de Lachèze, notaire.

(3) Voir du même auteur : *Dissentiments entre le comte et les chanoines de Ribérac*, dans le *Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord*, 1922, p. 221.

(4) Arch. de M^e Léonardon, à Ribérac. Robert de Villefumade, notaire (9 octobre 1699).

jeune de ses sœurs, Marie, attaqua, une fois majeure et veuve de Jean Murat, sieur de Saint-André, la gestion de son frère, l'accusant même d'avoir dilapidé les biens paternels, ce dont il se justifia parfaitement d'ailleurs (1). Il était docteur en théologie.

23 JUIN 1698. — *Pierre Durif*. — On vient de voir qu'il était du nombre des quatre chanoines contre qui Pierre de Bourbon porta plainte et il a été déjà dit que, le 9 septembre 1702, le chanoine Poulard, faisant son testament, l'avait mentionné parmi ses légataires.

25 JUIN 1698. — *Pierre de Bourbon*. — Pierre de Bourbon, né dans le diocèse d'Angoulême, bachelier en théologie, était chanoine et chantre de l'église de Saint-Sauveur d'Aubeterre, quand il fut nommé chanoine de Ribérac (2).

23 AOÛT 1699. — *Jacques Guiot*. — Avec le chanoine Guiot, nous abordons l'histoire d'une de ces longues et tenaces querelles comme il en éclatait dans les chapitres quand ils se croyaient lésés en quelque manière.

Le comte de Ribérac qui, à cette époque, était en délicatesse avec la Collégiale fondée par ses ancêtres, avait, usant de son droit, nommé messire Jacques Guiot à un des canonicats vacants. Cette nomination, destinée à porter dans le chapitre une voix vraisemblablement favorable aux intérêts du comte n'avait point été accueillie avec l'élémentaire soumission qu'eût dû leur inspirer la simple méditation de leur charte de fondation, par les chanoines militants de ce fougueux chapitre, forts, d'ailleurs, de l'approbation tacite de leur évêque. Messire Jacques Guiot dut plaider pour voir sa nomination ratifiée, mais enfin obtint gain de cause. L'affaire fit, d'ailleurs, long feu. Toutes les ressources d'une procédure chicanière durent être mises en jeu, puisque l'affaire ne se dénoua qu'en Parlement de Bordeaux par arrêt du 23 août 1699. Son droit enfin reconnu, messire Guiot demanda aux chanoi-

(1) Arch. de M^e Léonardon, à Ribérac. Robert de Villefumade, notaire (23 août 1703).

(2) Arch. de M^e Léonardon, à Ribérac. Pierre Léonardon, notaire (2 juillet 1698).

nes du chapitre de l'accueillir, mais ceux-ci s'y refusèrent obstinément. Nous voyons, le 12 octobre 1702, messire Jacques Guiot aux prises avec messire Jean des Guillaumes, leur syndic, qu'il somme de le recevoir (1). A cet acte Jean des Guillaumes répond du tac au tac par autre acte du 25 du même mois.

« ...Au lieu de Ribérac... Jean de Guillaumes, prêtre chanoine et syndic du chapitre dud. Ribérac et y habitant paroisse de Saint-Martial, faisant tant pour luy que pour messires Pierre Durif, Antoine Guay et Pierre Bourbon, aussy prestres et chanoines de l'esglize Notre-Dame... adressant ces paroles à messire Jacques Guiot, prestre, habitant dud. présent lieu, luy a dit que mal à propos et sans aucun fondement, led. sr Guiot a demandé d'estre uny et agrégé par led. sr des Guillaumes et ses collègues pour fairé les offices avec eux en qualité de chanoine de lad. esglize de Notre Dame, puisque jamais led. sr Guiot ne leur a fait apparoir ny communiqué son tiltre de nomination, ny même d'aucun visa ny prise de possession de lad. chanoinie. Quand même led. sr Guiot auroit été pourveu en toutes ses formes, il ne peut pas ignorer que despuis il n'aye bien esté interdit en cours de visite de toutes ses fonctions par feu Monseigneur l'evesque de Périgueux (2). »

L'affaire eut cependant sa conclusion naturelle et paisible. Messire Guiot fut accepté de ses collègues. Il devint même par la suite leur syndic.

Pour en arriver là, toutefois, il avait dû fournir des promesses, promesses que l'on devine, de quitter le parti du comte. Et avec un ensemble parfait, le chapitre, augmenté de cette nouvelle recrue fit front contre le seigneur de Ribérac.

Il était dit, cependant, que messire Jacques Guiot par une désignation amère de la destinée, attacherait son nom à une autre querelle, celle-ci entre le chapitre et le curé de Saint-Martial.

(A suivre).

Docteur E. DUSOLIER.

(1) Arch. de M^e Gendraud, à Verteillac. Pierre Constantin, notaire.

(2)

id.

id.

Deux planches accompagnent cette livraison : la 1^{re} représente un croquis de l'église Notre-Dame de Ribérac; — la 2^e, un plan intérieur de ladite église.

Le gérant responsable, H. ETOURNEAU.

AVIS IMPORTANT

Messieurs les membres de la Société sont avisés que celle-ci a un compte-courant aux chèques postaux sous le n° 545, bureau de Bordeaux.

Chaque année, le premier numéro du *Bulletin* renfermera un mandat qui facilitera le paiement de la cotisation (15') et rendra inutile les frais de l'envoi d'une quittance. Cependant ceux qui désireront en recevoir une devront envoyer 0 fr. 50 en plus pour frais de timbre et de poste (0.75 pour l'étranger).

Ceux des membres de la Société qui auraient versé leur cotisation avant la réception de ce mandat ne devront pas, naturellement, en tenir compte.

Si, *fin avril*, la cotisation n'a pas été payée, le recouvrement en sera fait par la poste à partir du *1^{er} mai* et le montant en sera majoré de 0 fr. 60 pour les membres habitant Périgueux et de 1 fr. 10 pour les autres.

Dans le cas de retour de la quittance non payée, la taxe de 0 fr. 30 pour non recouvrement et les frais d'une deuxième présentation seront à la charge du sociétaire.

LE BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD paraît tous les deux mois, par livraisons de 64 pages, et forme un volume à la fin de l'année. Chaque livraison est accompagnée de deux dessins.

Le Bulletin est envoyé gratuitement à MM. les membres de la Société.

Il ne contient que des documents inédits.

TIRAGES A PART.

La Société autorise le tirage à part des articles, mémoires et documents insérés dans le *Bulletin*, sous la condition expresse qu'au verso du titre figurera cette mention : « Extrait du *Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord*. »

MM. les membres de la Société qui désireront profiter de cette faculté devront prévenir le Secrétaire Général au moment de la remise de leur manuscrit, ou, au plus tard, en rendant les épreuves du *bon à tirer*.

Nous croyons devoir donner ici le tarif de l'imprimeur pour ces tirages à part :

8 pages de texte réimprimées jusqu'à 50 exemplaires coûteront 12 fr.				
8	—	100	—	15
12 pages	—	50	—	16
12	—	100	—	23
16 pages	—	50	—	20
16	—	100	—	30

Chaque page de texte dépassant 8 pages jusqu'à 12 pages, ou dépassant 12 pages jusqu'à 16 pages, sera facturée 2 fr. par page en sus des prix établis ci-dessus.

La couverture imprimée, sorte de celle du *Bulletin*, comptera pour 4 pages.

La couverture non imprimée, sorte de celle du *Bulletin*, sera facturée 3 fr. 50 pour 50 exemplaires et 6 fr. 50 pour 100 exemplaires.

Il s'agit, bien entendu, d'extraits imprimés tels quels; en cas de corrections et de changements, corrections et changements seraient payés en sus.

Les Sociétés savantes auxquelles le BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD est adressé sont priées de vouloir bien nous faire parvenir leurs publications en échange

BULLETIN

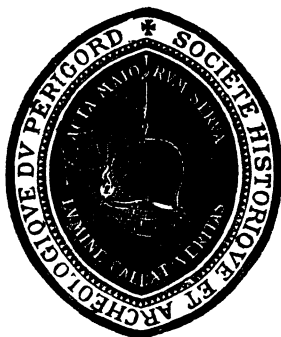
DE LA SOCIÉTÉ

HISTORIQUE ET ARCHEOLOGIQUE

DU PÉRIGORD

PARAISSANT TOUS LES DEUX MOIS.

TOME XLIX. — SIXIÈME LIVRAISON



PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE RIBES ET C^{ie}, RUE ANTOINE-GADAUD, 14.

Novembre-Décembre 1922

SOMMAIRE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LA 6^e LIVRAISON

	Pages
Séance mensuelle du jeudi 5 octobre.....	289
— du jeudi 9 novembre.....	297
La confrérie de Madame Sainte-Quitterie de Thiviers (xv ^e -xvi ^e siècles) (Géraud LAVERGNE).....	302
Notre-Dame de Ribérac. — La Collégiale et les Chanoi- nes (<i>suite et fin</i>) (D ^r Emile DUSOLIER).....	305
Délibérations de la municipalité de Ribérac à la fuite de Louis XVI (A. DUBUT).....	320
Un dernier mot sur Noël Pointe (R. VILLEPELET).....	323
Table alphabétique et analytique des principaux noms et matières contenus dans le tome XLIX (le comte DE SAINT-SAUD).....	333

SÉANCES MENSUELLES

DE LA

SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

du jeudi 5 octobre 1922.

Présidence de M. le marquis de FAYOLLE,
président.

La séance est ouverte à une heure (heure légale), dans la salle habituelle.

Sont présents : MM. le marquis de Bourdeille, Didon, le docteur Dusolier, Fabre, l'abbé Faure-Muret, le marquis de Fayolle, Féaux, Fournier de Laurière, Ribette, le chanoine Roux, Eugène Roux et Villepelet.

Se font excuser M. Dujarric-Descombes et le comte de Saint-Saud.

Le procès-verbal de la réunion précédente est lu et adopté.

MM. MAURY et Roger BULIT, élus membres titulaires, adressent leurs remerciements à la Société.

Notre bibliothèque a reçu, dans le courant du mois dernier, les publications suivantes :

Le *Bulletin Philologique et Historique* (jusqu'à 1715) du Comité des Travaux historiques et scientifiques, année 1920, un vol. in-8° broché, Paris, Imprimerie nationale, 1922 ; contenant le compte rendu d'une publication de M. Jean de Jaurgain *Deux comtes de Comminges béarnais au XV^e siècle, Jean de Lescun, bâtard d'Armagnac, et Odet d'Aydie, seigneur de Lescun*, dont la biographie est beaucoup plus intéressante que celle de son prédécesseur comme comte de Comminges ;

Bulletin du Comité des Travaux historiques et scientifiques, Section des Sciences économiques et sociales, Congrès des Sociétés savantes de 1920, tenu à Strasbourg, in-8°, Paris, Imprimerie nationale, 1921 ;

Bibliothèque de l'Ecole des Chartes, LXXXIII, 1^{re}-3^e livraisons, janvier-juin 1922, in-8°, avec quatre planches, Paris, Auguste Picard, éditeur ; contenant un mémoire de M. Brutails sur *Geoffroi du Louroux, archevêque de Bordeaux de 1136 à 1158, et ses constructions* ;

Revue des Etudes grecques, tome XXXIV, n° 158, juillet-septembre 1921, in-8°, Paris, Editions Ernest Leroux ;

Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze, siège à Brive, tome XLIV, 2^e livraison, mai-juin-juillet-août 1922, in 8°, Brive, Imprimerie de « la République » ;

Revue de l'Agenais, bulletin de la Société Académique d'Agen, n° 3, mai-juin 1922, in-8° avec une planche, Agen, Imprimerie moderne ;

De M. René Fage, sa plaquette *Autour du mariage (coutumes rurales en Limousin)*, in-8°, Limoges, Imprimerie commerciale Perrette, 1922 ;

De M. l'abbé Jarry, sa brochure sur *Le R. P. dom Aloys*, 5^e supérieur de l'abbaye cistercienne N.-D. de Bonne-Espérance du diocèse de Périgueux, in-8°, Imprimerie Cassard frères ;

Et de M. Dujarric-Descombes, la *Semaine religieuse des 16 et 23 septembre 1922*, contenant sa notice sur *Un Périgourdin, curé de Saint-Sulpice à Paris* (l'abbé du Lau).

M^{lle} Charavay veut bien continuer à nous adresser sa *Revue des Autographes* d'août-septembre, dans laquelle figurent une très intéressante lettre scientifique de M. Pierre-Bernard Palassou, correspondant de l'Académie des Sciences, datée d'Ogenne, du 22 septembre 1821, au marquis de Chesnel, colonel et membre de Sociétés savantes, à Périgueux, et une lettre de Philippe Tamizey de Larroque, correspondant de l'Institut, datée de Carpentras le 21 mai 1894 et relative à ses ouvrages. Il parle de sa correspondance de Peiresc.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

A propos de cluseaux périgourdins dont il était parlé à notre dernière séance, M. le Président nous apprend que le hasard en a fait découvrir un à notre confrère M. le marquis DU LAU sous le château de Montardy, commune du Grand-

Brassac, comme il y en a un sous le château de Fayolle, en parfait état de conservation.

M. DIDON nous apporte une caisse pleine de fragments de poteries des époques néolithique, gauloise et romaine, qu'il a recueillis, depuis de longues années, sur les flancs d'Ecorneboeuf, aux portes de Périgueux. Il nous fournit des détails sur la composition de la pâte de ces divers modèles que chacun admire. Il est convenu que son mémoire sera accompagné d'au moins deux planches.

Notre zélé vice-président, M. DUJARRIC-DESCOMBES, rappelle que, dans la séance du 3 juillet 1890, notre Secrétaire-général parla en ces termes d'un faux portrait de La Boétie :

« Dès le mois de juillet 1864, après une conférence de M. Prévost-Paradol faite à Périgueux en l'honneur de La Boétie, à qui on songeait déjà à élever une statue, on organisa à Sarlat une cavalcade au profit des pauvres, pendant laquelle on répandit à profusion dans les rues le prétendu portrait, qui se vendait très bon marché ».

On pourrait ajouter que l'on avait également mis en vente la conférence de Prévost-Paradol, qui, sommairement indiquée dans l'*Essai de bibliographie périgourdine* de M. de Roumejoux, a été omise dans la *Bibliographie générale du Périgord*. En voici le titre complet :

Etude sur Etienne de La Boétie, par M. Prévost-Paradol, publiée à l'occasion d'une fête de charité donnée à Sarlat le 31 juillet 1864. Se vend au profit des pauvres. Prix : 1 fr. Périgueux, J. Bounet, imprimeur, rue d'Angoulême, 18, et cours Michel Montaigne, 22, 1864, in-8° de 16 pages.

Ce ne fut que 28 ans plus tard, le 4 juillet 1892, que l'on inaugura, à Sarlat, la statue de l'auteur du *Contr'un*. Le faux portrait de 1864 fut alors remplacé par des photographies de la statue. En l'absence de tout portrait authentique, l'artiste avait dû recourir aussi à son imagination pour sculpter les traits de l'écrivain.

La muse sarladaise ne pouvait que célébrer le « retour » du penseur dans sa ville natale. Le jour de l'inauguration de sa statue, les *Stances à la mémoire d'Etienne de La Boétie* de notre

ancien confrère Ludovic Sarlat furent lues par Mounet-Sully au pied du

« Monument immortel si longtemps désiré ».

M. DE SAINT-SAUD, en s'excusant de ne pas assister à la séance, nous confirme ce qu'il nous disait dans une précédente réunion, que les registres de baptêmes, mariages et décès protestants de quelques localités périgourdines sont conservés, à Paris, à la Bibliothèque de l'Arsenal. Il a eu connaissance récemment de ceux de La Rochebeaucourt, qui y figurent sous la désignation de : Archives de La Bastille, n° 10431. Ils comprennent la période de 1590 à 1612. On y voit les noms des meilleures familles de la région : les Galard, Livron, Mareuil, La Rochebeaucourt, Jaubert, La Croix, Ranconnet, Sescaud, La Porte etc. Le texte est souvent incomplet, il y a des interversions de dates, les pasteurs — probablement ambulants — réparant leurs erreurs. Ils ne sont pas du reste toujours désignés. Voici ceux qu'on y relève : de Bériamont, 1591 ; Potard 1592 à 1603. On trouve quelques indications d'apostasies, telles que : en juin 1595, celle de Jean Liffigray, marchand de Dignac « qui fit profession de la religion » devant M. Potard ; le 23 avril 1600 « c'est présenté en l'esglize « refformie de la Roche Beaucourt, Gérosme de Villars, « escuyer conaigneur de Rochet, lequel a fait profession de « la dite religion refformée, déclarant en la dite assemblée « n'en avoir jamais fait aucune profession ».

Notre confrère M. FOURNIER DE LAURIÈRE, se rappelant les passages intéressants d'un livre de raison du curé de Parcou, que nous a lus M. le comte de Saint-Saud à la dernière séance, nous en communique un qu'il a trouvé dans sa famille et qui n'est pas moins intéressant. C'est le livre de raison de M. Jean Chantegreilh sieur de Lafon, commencé en 1701, et qui a été continué par les Durepaire et les Paulhiac jusqu'à 1725.

L'auteur donne des indications précises sur les gages de ses nourrices, sur les vêtements fournis en paiement aux domestiques, aux bouviers, sur les comptes des métayers, la location du moulin des Sandravys, une pension alimentaire à M^{lle} de

Langlade, les enfants envoyés à l'école, le nombre, l'espèce et le prix des animaux compris dans les fermes, le vin et les céréales récoltés dans la propriété, les étoffes employées aux vêtements, les recettes pour fabriquer de l'encre, les procès et l'argent versé à cet effet, etc.

Toutes ces questions présentent un intérêt restrospectif pour nous.

Puis, notre excellent confrère, M. André MAISONNEUFVE-LACOSTE, nous communique par l'entremise de M. Joseph Durieux, deux documents tirés du fonds Ventou, chapelier à Thiviers au faubourg de La Croisette ou de La Croisille.

« La première pièce, signée Aubert de Tourny, est le congé absolu donné le 18 février 1752 au sieur Jean Ventou, milicien du bataillon de Périgueux, natif de la paroisse de Nantheuil de Thiviers, juridiction de Laxion, subdélégation de Périgueux, fils de Pierre Ventou, âgé de 26 ans, taille 5 pieds, cheveux noirs, yeux ronds.

« La seconde pièce est une lettre écrite du Fort-Royal le 12 juin 1780 par Guillaume Ventou, fils 2^e, à ses parents. Il a été blessé à la jambe au siège de Savannah pendant la guerre de l'Indépendance américaine et se trouve à la veille d'être amputé : « Qu'on est malheureux dans les îles, soupire-t-il, on ne peut guérir à cause de la chaleur ! »

« La famille Ventou a compté plusieurs autres membres dans l'armée : notamment Pierre Ventou-Lapeyrière, de Périgueux, soldat au régiment de Saintonge, qui participa à la guerre d'Amérique (Cf. *Bulletin*, année 1907, page 208), et Etienne-Martin Ventou-Lapeyrière, de Nantheuil, entré au service en 1784, lieutenant à la 3^e Compagnie franche de la Dordogne en 1793, capitaine au 15^e Léger et au 2^e bataillon auxiliaire de la Dordogne, passé ensuite au 141^d de ligne, blessé à Lutzen et décoré de la Légion d'honneur en 1813; mort en 1848. Cette famille Ventou se subdivisa entre plusieurs branches qui comprirent, outre les Ventou-Lapeyrière, les Ventou de Lacombe, de la Serve, de Masdurant, des Lizardies, du Maine, de Saint-Roch. »

Avant de nous séparer, M. le Président nous annonce que M. le chanoine Roux a terminé le catalogue sur fiches de la bibliothèque de la Société auquel il s'était attaché depuis plusieurs années. Ce catalogue nous rendra de grands services.

Il est juste que des remerciements soient votés à notre laborieux vice-président, ce que l'assemblée s'empresse de faire avec reconnaissance.

Il reste à procéder à l'élection de trois candidats qui demandent à entrer dans notre compagnie.

Après trois votes à main levée, M. le Président déclare admis membres titulaires de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. le comte Amable DE BEAUMONT, au château de la Roque, par Saint-Cyprien, présenté par M. le marquis de Beaumont-Beynac et M. le marquis de Bourdeille ;

M. FAYOLLE DU MOUSTIER, chevalier de la Légion d'honneur, commandant d'artillerie en retraite, au château de Banpes, par Beaumont du Périgord, présenté par M. le professeur Testut et M. l'abbé Ghastaing ;

Et M. le colonel Maurice VIDAL DE LAUSUN, officier de la Légion d'honneur, au château de la Durantie, par Lanouaille, présenté par M. le général de Teyssièrre et M. l'abbé Faure-Muret.

La séance est levée à quatre heures.

Le Secrétaire général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
M^{rs} DE FAYOLLE.

Séance du jeudi 9 novembre 1922

Présidence de M. le marquis de FAYOLLE
président.

La séance est ouverte à une heure, dans la salle accoutumée.

Sont présents : MM. Augiéras, le marquis de Bourdeille, le docteur Dusolier, Fabre, l'abbé Faure-Muret, le marquis de Fayolle, le commandant Fayolle du Moustier, Féaux, Lavergne, M^{mes} Moulinié et Pouplet la Gonterie, le marquis de Roquemaurel, Eugène Roux, le chanoine Roux et Villepelet.

Se font excuser : MM. Dujarric-Descombes, Charles Aublant et le comte de Saint-Saud.

Le procès-verbal de la réunion d'octobre est lu et adopté.

M. le colonel VIDAL DE LAUSUN, reçu dernièrement, mande au Président qu'il est « heureux et flatté de faire partie de « notre Société. Venant de prendre prématurément ma « retraite pour m'installer définitivement en Périgord, j'aurai « grand plaisir à suivre les intéressants travaux de votre « Société, à prendre connaissance des instructives communi- « cations du *Bulletin* et des réunions, et de vous apporter mon « appoint de bonne volonté ».

M. le Président énumère rapidement les publications qui ont été envoyées à notre bibliothèque pendant le mois dernier :

Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, Comptes rendus des séances de l'année 1922, bulletin de mai-juin, in-8°, Paris, Auguste Picard, éditeur ;

Société des Antiquaires de l'Ouest, bulletin du 2^e trimestre de 1922, in-8°, Poitiers, Société française d'Imprimerie ;

Bulletin de la Société archéologique et historique du Limousin, tome LXIX, un volume broché in-8°, Limoges, imprimerie Guillemot et de Lamothe, 1922 ;

Bulletins et Mémoires de la Société archéologique et historique de la Charente, année 1921, 8^e série, tome XII, un fascicule

in-8°, à Angoulême, chez Constantin, libraire, Imprimerie Ouvrière 1922; où, p. XXI, M. Dujarric-Descombes rappelle l'usage conservé dans notre région d'apporter aux mariés une soupière de soupe à l'oignon, la nuit de leurs noces. « C'est « ce que nos pâyans appellent « porter le *tourin* ». Le tourin « est une soupe à l'oignon, fortement poivrée, que les « nouveaux époux sont obligés de manger avec la même cuil- « lère, en s'essuyant ensuite les lèvres avec le même torchon « sale. Pour éviter cette ennuyeuse corvée, les mariés ne font « pas connaître la maison où ils doivent passer « primam « noctem ». Aussi, pour arriver à découvrir leur gîte, la bande « joyeuse, porteuse du tourin, se livre-t-elle à de singulières « perquisitions » ;

Lou Bournat, bulletin mensuel de l'Ecole félibréenne du Périgord, tome VIII, 21^e-22^e livraisons, septembre octobre 1922, un fascicule in-8° avec illustrations, Périgueux, typographie Ronteix, contenant le compte rendu de la *Félibrée du Bugue* par notre confrère M. Pasquet; le discours de l'argentier, M. Charles Aublant, celui de M. Géraud Lavergne, vice-président du Bournat, de nombreux toasts, les remerciements de M. Gabriel Lafon, neveu du poète Lafon-Labatut, la petite comédie mêlée de chants de Roubert Benoit, *la Noço de la Suzêto*, etc. ;

Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze, 2^e et 3^e livraisons, avril-mai-juin, juillet-août-septembre 1922, deux fascicules in-8° avec portraits, Tulle, imprimerie Juglard; contenant la fin de l'intéressant mémoire de M. le baron Corbier sur *Ségur et son Passé historique*, la Cour d'appeaux de Ségur ;

De M. Eugène Grangié, président semestriel de la Société des Etudes du Lot, son élégante brochure, ornée de huit dessins à la plume, *Une ancienne capitale de province, Cahors en Quercy*, in-16, Berger-Levrault, éditeurs, Nancy-Paris-Strasbourg ;

De M. le commandant de La Bastide, son excellente étude sur *Les Voies Romaines et les Chemins du moyen âge dans le département de la Charente*, in-8° avec une carte, Angoulême, Imprimerie Ouvrière, 1922 ;

Et de M. le professeur Testut, son élégant et intéressant volume sur *La vie communale à Beaumont en Périgord, à la fin de l'ancien régime* (1763-1789) avec 15 planches et 37 figures dans le texte, in 8° carré, Bordeaux, Feret et fils, libraires-éditeurs, 1921.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M. Robert VILLEPELET nous envoie un extrait du catalogue des *Lettres autographes* de la maison Charavay, n° 548 de septembre 1922 :

95619 THÉMINES (Pons de LAUZIÈRES, marquis de), guerrier, qui prit part aux guerres de religion; maréchal de France, après l'arrestation du prince de Condé (1^{er} septembre 1616). L. s. à M. de Perchanvignier; Gourdon, 28 novembre, 1 p. in-8° oblong. 15 »

Il l'informe que M. de Rohan assiège Couze et qu'il se dispose, si on ne l'arrête à entrer dans leur province; c'est pourquoi il lui enjoint de se rendre à Domme (Dordogne) où il ira le retrouver.

M. LE PRÉSIDENT communique et résume plusieurs lettres de M. Lasternas, propriétaire de l'ancien prieuré de Saint-Jean de Côte, relatives à la découverte qu'il y a faite, sous l'une des galeries du Cloître, à 2^m50 de profondeur environ, d'une pierre tombale dont il a envoyé la photographie.

« Cette pierre, de forme rectangulaire, mesure environ 2^m de longueur, 0,50 de hauteur et autant d'épaisseur. Elle est sculptée sur trois faces, les deux autres sont seulement piquées, ce qui indique qu'elle était placée dans un angle entre deux murs. Sur la face supérieure est sculptée une épée à lame large dont la poignée et les quillons, en forme de croix, s'évasent de la base aux extrémités.

« La face principale est décorée d'un panneau rectangulaire creux, divisé par quatre colonnettes en trois compartiments. Les deux premiers contiennent chacun une croix pattée, dentelée aux extrémités et inscrite dans un cercle en relief; le troisième une rosace, composée d'une couronne de feuillage, entourant un bouton central. Le petit côté est également décoré d'une croix pattée, réservée comme les croix de consécration dans un cercle creusé à son centre. Le type de l'épée et le style de l'ornementation de la face principale qui rappelle

certain monuments du ^xⁱ^e siècle, influencés par des modèles antiques, semblent dater cette pierre tombale du ^xⁱ^e siècle ou du commencement du ^xⁱⁱ^e. Ce genre de pierres tombales, posées directement sur le sol, se rencontre fréquemment dans cette région du Périgord qui confine au Limousin. Les cimetières de Coulaures, de Négrondes, de Saint-Jory Lasbloux en possédaient plusieurs, mais isolées et par conséquent sculptées sur toutes leurs faces, dont quelques exemplaires ont été portés au Musée du Périgord.

« M. Lasternas exprime l'hypothèse que ce pouvait être un sarcophage commémoratif élevé par les moines de Saint-Jean de Côle à la mémoire du fondateur du monastère l'évêque Renaud de Thiviers, mort à Antioche en 1099 pendant la première croisade. Ce modèle de pierres tombales est trop répandu dans la région et l'épée qui le décore trop caractéristique de la tombe d'un homme d'armes pour qu'on puisse y voir le cénotaphe d'un évêque dont une crosse aurait figuré la dignité plutôt qu'une épée.

« Notre confrère M. Maisonneuve-Lacoste a examiné sur sa demande la pierre découverte par M. Lasternas et il a envoyé un mémoire fort intéressant par les détails utilisés plus haut et par les précieuses indications qu'il fournit sur les exhaussements successifs du sol de l'abbaye et des cloîtres provoqués par les inondations de la Côle et par les terrassements considérables qu'exécutèrent les moines pour s'en protéger. La profondeur de 2^m50 ou 2^m80 au-dessous du sol actuel à laquelle a été trouvée la pierre tombale qui ne paraissait pas avoir été déplacée, ainsi que les nombreux squelettes rencontrés dans les fouilles, marquent le niveau du dallage des premiers cloîtres dont on a reconnu les restes ; quelques arcs en plein cintre appartenant à la construction primitive ont pu être pris par certaines personnes pour l'entrée de salles souterraines. C'est ainsi que la pierre tombale découverte par M. Lasternas ainsi que les premiers dallages auraient été enfouis sous les terres rapportées pour relever le niveau du sol et construire sur les cloîtres du ^xⁱ^e ou du ^xⁱⁱ^e siècle, au ^{xv}^e et au ^{xv}ⁱ^e siècles, ceux qui existent encore. Ces observations de M. Maisonneuve-Lacoste ajoutent à l'intérêt archéo-

logique que présente la belle pierre tombale si heureusement mise à jour par M. Lasternas.

L'assemblée remercie M. le Président de son intéressante communication.

M^{me} MOULINIÉ fait passer sous nos yeux une très jolie dague en fer du xvi^e siècle, trouvée au moulin de Chez-Riganaud, ancien moulin de La Clausure, près Saint-Paul-Lizonne ; des jetons et monnaies, des bouts de quenouilles, etc.

En s'excusant, M. DE SAINT-SAUD nous communique un Rôle de garnisons périgourdines en 1580. Toutes, sauf exceptions indiquées, ont un capitaine.

Sarlat : 2 sergents, 35 hommes de pied. — Domme, ville : 2 serg., 35 h. de p. — Domme, château, 10 h. de p. — Ribérac : 40 h. de p. — Montignac : 2 serg., 30 soldats. — Brantôme : 1 serg., 20 h. de p. — Nontron : 1 serg., 25 h. de p. — Gonnal (*sic*) : 12 h. de p. — Saint-Astier : 2 serg., 30 h. de p. — Montréal : 20 h. de p. — Mussidan : 20 h. de p. — Sourzac : pas de capitaine, 15 h. de p. — Bourdeille : 30 h. de p. — Limeuil : pas de cap., 2 serg., 30 h. de p. — Château-l'Evêque : pas de cap., 1 serg., 15 soldats. — Thiviers : 15 h. de p. — Rougnac : pas de capitaine, ni les garnisons suivantes : 15 soldats. — Clermont : 8 h. de p. — Montanceix : 6 h. de p. — Ladouze : 6 h. de p. — Beauregard : 8 h. de p. — Hautefort : 10 h. de p. — Trigonan : 6 h. de p. — La Bastie (*sic*) : 6 h. de p.

Ces hommes sont payés un peu plus de 3 écus chacun par mois.

(Ce rôle est en original aux archives de Saveille).

En attendant que M. LAVERGNE puisse faire un travail plus complet sur le livre des rentes de la Charité de la Pentecôte de 1246, écrit en langue romane, qui se trouve aux Archives municipales, il nous fournit d'intéressants détails sur les étages des maisons sujets à la rente, sur les ponts de la ville, les portes, etc.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL dit que dans son rapport sur les Archives municipales de Périgueux, en 1839, Martial Delpit avait signalé l'importance de ce document qui a été copieusement analysé dans l'Inventaire de Michel Hardy.

Notre érudit vice-président M. DUJARRIC-DESCOMBES veut bien nous signaler que dans le numéro du 15 octobre, *Confé-rencia*, Journal de l'Université des *Annales*, a publié une conférence de l'académicien Robert de Flers sur les *Lettres d'Amour* au XVIII^e siècle.

Le chevalier d'Aydie et M^{lle} Aïssé y figurent en bonne place.

Il profite de l'occasion pour ajouter un complément aux renseignements qu'il a donnés dans le *Bulletin* (tome XLIII, p. 193) sur les manuscrits du chevalier de Lagrange Chancel.

« Il a appris par M. C. de Bethencourt, attaché au bureau naval de l'ambassade d'Espagne, qui lui avait demandé quelques éclaircissements au sujet du frere de l'auteur des *Philippiques*, qu'il existait, à la Bibliothèque royale de Madrid, un manuscrit original, grand in-folio de 335 pages, orné de nombreuses cartes et plans coloriés, de la relation des *Voyages* de cet ancien officier de la marine royale. Voici le titre complet de l'ouvrage :

» *Voyages et campagnes diverses faites en Europe, en Asie, en Afrique et en Amérique, depuis l'an 1694, durant la première ligue des princes de l'Europe contre la France jusques à la paix générale de Riswick en 1697. — Suite de mes campagnes et voyages à la Chine, aux Indes Orientales, au Brésil, jusques à la seconde paix générale d'Utrecht. 1713.*

« Dédié et envoyé à Son Altesse Royale Monseigneur l'infant Don Philippe, grand amiral d'Espagne et des Indes, en octobre l'an 1740, par Louis de Chancel de Lagrange, chevalier des Ordres militaires de Saint Louis et de Saint Lazare, officier des vaisseaux du Roy et cy devant capitaine général garde-coste en Guienne. »

» Dans une dédicace en espagnol, l'auteur rappelle que son frere aîné avait été gracieusement accueilli par Philippe V et que son neveu Victor avait été nommé capitaine de dragons, grâce à la protection de don Philippe d'Espagne.

» Ce manuscrit avait été signalé, en 1880, par Francisque Michel dans son Rapport sur une mission en Espagne. « Cet ouvrage, disait-il, dont nous avons vainement cherché une copie dans les bibliothèques de Paris, est inédit, et ne peut

manquer d'être intéressant ». (*Archives des missions scientifiques et littéraires*, 3^e série, tome VI, p. p. 279-280).

» Aussi M. de Bethencourt se propose-t-il de consacrer une étude à cette relation des voyages de l'officier de marine périgourdin. »

M. le docteur DUSOLIER nous apporte une biographie un peu longue de quatre prêtres de sa famille au sujet desquels il y a une confusion et une erreur dans le *Livre d'Or* par le chanoine Brugière *des prêtres des diocèses de Périgueux et de Sarlat pendant la période révolutionnaire*. Le Dusolier des Granges (Jean-Baptiste-Antoine) qu'il cite p. 90 n'a jamais existé. Après lecture de ces notes, on se rendra facilement compte que c'est la confusion en un seul personnage de Joseph Dusolier sieur des Granges, chanoine de Ribérac, de Jean-Baptiste Dusolier, curé de Sablonceaux et d'Antoine Dusolier, curé de Sainte-Aulaye.

Notre laborieux vice-président M. Joseph DURIEUX nous apprend qu' « un ordre de Napoléon, du 12 vendémiaire an XIII, chargea le général Gobert, commandant à Périgueux la 20^e division militaire, de remettre, au nom de l'Empereur, aux Légionnaires civils et militaires de la division les décorations de la Légion d'honneur qui leur étaient conférées.

« J'ai retrouvé aux archives de la Grande Chancellerie (dossier E. P. Fournier) la réponse que cet officier général adressa le 18 vendémiaire au grand chancelier Lacépède :

« Je ferai mes efforts, écrivait-il, pour remplir dignement la mission honorable que Sa Majesté Impériale me confie, et j'ai fixé le jour de la cérémonie au dimanche 29 du courant (21 octobre 1804), pour donner le temps à tous les Légionnaires de la division d'arriver à Périgueux. »

« On a pu lire dans le *Bulletin* de notre Société (année 1909, p. 282) le discours du général Gobert avec le compte-rendu que nous avons publié de la distribution des aigles d'honneur. Le général baron Gobert, originaire de la Guadeloupe, tué à la bataille de Baylen, est resté célèbre comme fondateur d'un grand prix décerné annuellement par l'Académie française. »

Il reste à procéder à l'élection de deux membres titulaires qui demandent à entrer dans notre compagnie.

Après deux votes à main levée, M. le Président déclare admis membres titulaires de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. Paul LASTERNAS, avocat à la Cour d'appel de Paris, avenue Beaucour, 15, Paris VIII^e, présenté par M. l'abbé Jarry et M. Maisonneuve-Lacoste;

Et M. Fr. PERRAUDIN, maire de Beaumont du Périgord, (négociant à Bordeaux), présenté par M. le professeur Testut et par M. Desnoyers, notaire à Beaumont.

La séance est levée à quatre heures et demie.

Le Secrétaire général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
M^{re} DE FAYOLLE.

LA CONFRÉRIE DE MADAME SAINTE-QUITTERIE DE THIVIERS

(XV^e-XVI^e SIÈCLES).

Sainte Quitterie, vierge et martyre en Espagne, et dont le culte est populaire en Gascogne, a été jadis l'objet de la dévotion des Périgourdins. L'ancien bréviaire de Périgueux lui avait consacré une belle antienne. L'église de Château-missier (aujourd'hui commune de Salon), l'avait pour titulaire (1). Enfin, il existait au xv^e siècle, dans l'église Notre-Dame de Thiviers, une confrérie qui portait son nom.

Le précieux *Livre* de la confrérie de Sainte-Quitterie, qui contient la liste de ses membres, ses statuts et ses comptes, de la fondation (1479) à l'année 1514, nous est parvenu par miracle. Solidement relié en basane, et présentant encore un grand nombre de feuillets blancs (2), il fut utilisé, dès le

(1) Carlés (le R. P.). *Les titulaires et patrons du diocèse de Périgueux et de Sarlat*. Périgueux, 1878, pp. 78 et 79.

(2) Une trentaine sur 176. Le format est de 275 m/m sur 100 m/m. Il est intitulé : *Ensec lo libre de la confrayria de Madame Sainte Quitteria...*

xvi^e siècle, par divers membres de la famille de Vaucocour, qui se l'était approprié. Sans scrupules et sans soin, il fut couvert de notes et de comptes en tous sens. Nous l'avons récemment retrouvé aux Archives départementales, dans le fonds de Vaucocour.

Aux termes de leurs statuts (1479), les confrères de Sainte-Quitterie se rendaient les honneurs funèbres et associaient leurs prières et leurs offrandes pour le repos de l'âme de leurs défunts. Même excommuniés, ils ornaient leur tombe de médailles. Entre eux, ils pratiquaient les vertus du chrétien (1).

La confrérie se composait d'hommes et de femmes, appartenant aux familles nobles ou aisées de la ville de Thiviers. En 1479, elle comptait une soixantaine de *confrères* ou *confréresses*; en 1507, une quarantaine. On y relève les noms des de Péliesses, des de Vaucocour, des de La Filholie, des Paradols, des Psychier, des Reynier, des Mosnier, d'un prêtre, messire Pierre Deschamps, et d'autres moins connus.

La confrérie était administrée par deux bayles (2), renouvelables chaque année, après avoir fourni aux confrères les comptes de leur gestion. Ces comptes inscrits sur le livre de la confrérie, nous sont conservés, sauf de rares lacunes, de 1479 à 1510. Ils rappellent très succinctement les dépenses supportées dans l'année par la confrérie à l'occasion de services funèbres (messes, chants, lumineaire, etc.), et énumèrent les recettes provenant des dons en argent ou en nature (froment, vin, cire), constituant la quote-part des membres de l'association. Leur intérêt est fort mince.

Chaque année, les deux bayles en exercice remettaient à leurs successeurs le livre de la confrérie, la chape (3), les amicts et le manipule qui était sa propriété, le blé, le vin, la

(1) Voir Pièce justificative. Peut-être se réunissaient-ils en dîner annuel, ainsi que permet de le croire un passage du compte de 1474 [f^o 8].

(2) Généralement un homme et une femme. Ceux de 1479 étaient Jehan Monchapo le Vieil et Peyronne Paillette; ceux de 1510, Jacquette de Texieu, femme de Jacques de Saint-Astier, et Marot Chavilh. Les de Vaucocour furent bayles à plusieurs reprises.

(3) Décrite en 1510 « *d'eslade rege garnye d'eytelle* » [f^o 33].

cire, le bois ou l'argent qui restait de leur administration. En 1509, on eut un coffre pour y ranger l'avoir commun (1).

En 1489, le 28 mai, un bourgeois de Thiviers, Jean Constantin, céda à la confrérie de Sainte-Quitterie une rente de dix sous de monnaie tournois, à prendre sur ses biens meubles et immeubles, payables chaque année le jour de la fête de Sainte-Quitterie (22 mai) (2). C'est le seul revenu extraordinaire qui figure dans le livre de la confrérie, dont les sacrifices s'accrurent avec le temps, comme on peut en juger par plusieurs additions modifiant le tarif des oblations arrêté à l'origine. Nous publions ces textes dont l'intérêt linguistique n'échappera pas aux connaisseurs.

Géraud LAVERGNE.

I

STATUTS DE LA CONFRÉRIE SAINTE-QUITTERIE ET ADDITIONS

(1479-1509)

[F^o 2]. — 1479. — *Enseguen se las ordonnansas et constitucions observadas en lad. confrayrie per losd. confrayrs.* — Et premierament, quant aulcung deusd. confrayrs vay de vite à trespas, si eys defora la vile de Thiviers, tous lous aultres confrayrs an de costume et son tengut de anar querir lo corps dedins la crotz de Thiviers et de l'acompaigner à l'esglise et à l'office; et chacun de eulx deu offrir ung denier à la messe deux morts et mealle sur la tombe et dire ou far dire cent *Pater noster* et cent *Ave Marie* ou sept psaulmes de mors; et si y a negun que sie à son trespas en lian de escumenge, chacun de eulx eys tengut li subvenir et ajudar à saillir d'aquel lian juques al I. d. t.

Item au promeys losd. confrayrs et confreyressas dessus nonmas d'estre bons et loyaux l'ung à l'autre et de gardar lo be et honnour, procurar de l'ung à l'autre et de evitar lo mal et deshonnour de eulx et de gardar à lour poday chacun en drech se lasd. constitucions, e eyssi an promeys et jurat aux sains Dieux evangelis, tochat lo libre, lo (jour de la feste) XXIII^e de may l'an Mil III^e LXXIX.

Item eys estat appointat per lo consentement de tous lous

(1) F^o 30.

(2) F^o 22-23

confrayrs, ou plus part de aquilz, que los bailes de lad. confreyrie seran francs della et de vi per las penas que y mectrā chacun an.

A la requeste deuxd. bailes.

DEYSTABLES.

[F^o 5 v^o]. — 1487. — Eys estat passat per statut et edit. en lad. confreyrie.... so eys asçabeyr que com losd. confrayrs devien et ayan acoustumat de pagar per lo deces de chacun confrayr ou confreresse treys mealhas, au jour d'huy, an fach edit perpetual que chacun deuxd. confrayrs ou confreyressas beyłaran aux bayles que seran quatre mealas ou dos d. t. per lo deces de chacun, et so seys prejudicar aux aultres beys faich et oraisons que se son acostumat de dire et far en lad. confrerie. Fach lo XXVIII^e jour de may, l'an LXXXVII.

DEYSTABLES.

[F^o 12]. — 1499. — Lo XXVI^e jour de may, l'an mil III^e III^{xx} XIX, eys estat appointat per tous los confrayrs et confreyressas de Madame Sainte Quicterie que, quant ung morre de lad. confreyrie, seran tengutz de bailhar V d. t. chascun, per far ung chanter, et luy bailhar dos lumps de lad. confreyrie et lo acompaignaren à l'eyglieze.

[F^o 29]. — 1509. — L'an mil cinq cens et neuf et le XXVIII^e jour de may... a esté... dit, arresté et par edit perpetuel que lesd. confreres seront tenus de poyer un petit blanc ou cinq deniers, assavoir est ung denier pour aller offrir et quatre deniers au baille pour prier Dieu pour l'âme du trespasé et dire et convertir en messés ; et poyeront, en ensuyvant les status precedans, chascun desd. confreres demie livre de cire ou quatre blancs, pour la value demye mesd. fromant et une eymine de vin. Lesquelx blé et vin seront tenus de lever lesd. bailes dans la feste de Saint Martin prochainement venant pour chacun an. Et ce ont promis et juré, etc.

PENIGOT.

NOTRE-DAME DE RIBÉRAC

LA COLLÉGIALE ET LES CHANOINES

(Suite et fin)

J'ai exposé plus haut que l'église Notre-Dame, siège de la Collégiale de Ribérac, était aussi annexe de l'église de Saint-Martial et, à ce titre, dépendait du curé de Saint-Martial. Voici, saisie parmi tant d'autres qui ne durent pas manquer

d'intervenir, une des contestations soulevées par cette cohabitation.

« Cejourd'huy, 11 décembre 1704... au lieu de Ribérac... maison où habite M^e Jacques Guiot, prestre... a été présent M. M^e Arnaud Dalby, prestre, docteur en théologie et ancien chanoine de l'esglise cathédrale de Périgueux et curé de la paroisse de Saint-Martial (1), lequel adressant ces paroles au s^r Jacques Guiot, syndic de ses confrères, luy a dit et remontré qu'il est adverty que led. s^r Guiot, audit nom, est dans la volonté de servir un hobit et service haut dans l'une des chapelles et dans l'église de Notre-Dame, sans le consentement et participation dud. s^r remontrant, et comme les services hauts et hobits hauts sont une suite des droits des levées des corps des fidelles trespasés et un des droits principaux des curés des parroisses, led. s^r remontrant déclare au s^r Guiot... qu'il s'oppose formellement... consentant néanmoins led. s^r remontrant que led. s^r, audit nom, continue de dire des offices et tant de messes basses de requiem qu'il lui plaira, ainsi qu'il a accoutumé et qu'il est porté par sa fondation... » (2).

Messire Jacques Guiot habitait à Ribérac une maison avec jardin, située vers l'extrémité sud de la rue du Four (3).

27 AOUT 1706. — *Arnaud Dalby.*

« ...Au lieu de Ribérac... dans mon estude... M^{es} Gracien Causserouge, Pierre Mormontres et Jacques Guiot, prestres chanoines de l'esglise Notre-Dame de Ribérac et y habitans et M^e Arnaud Dalby du Fraisse, clerc tonsuré et chanoine de lad. esglise, habitant de la ville de Périgueux, ont dit et arrêté... sçavoir que comme les affaires dud. s^r Dalby ne luy permettent pas de faire encore sa résidence... dans le présent lieu de Ribérac que lorsqu'il aura la messe et qu'il sera prestre et ne pouvant, par ce moyen, assister aux offices dont il est tenu et chargé suivant leurs fondations, estant obligé de se retirer pour achever ses estudes, il a rellaché, par les présentes, la moytié de tous et un chacun ses revenus provenans de sond. canonicaten faveur des s^{rs} Causserouge, Mormontres et autres chanoines, ses collègues... pendant le temps que le s^r Dalby demeurera absent... et en ce que

(1) Ne pas confondre Arnaud Dalby, curé de Saint-Martial, avec autre Arnaud Dalby, chanoine, dont il va être parlé.

(2) Arch. de M^e Gendraud à Verteillac. Pierre Constantin, notaire.

(3) Arch. de M^e Léonardon à Ribérac. Robert de Villefumade, notaire.

lesdits s^{rs} Causserouge, Mormentres et autres seront tenus de faire toutes les fonctions et offices dont led. s^r Dalby est tenu.. » (1).

27 AOUT 1706. — *Pierre Mormentres*. — L'acte ci-dessus qui nous révèle l'existence d'Arnaud Dalby nous fait connaître, en même temps, Pierre Mormentres. Il mourut vers 1720. En effet, le 27 août de cette année, le s^r Mariel, chanoine de Ribérac, et Guillaume Crousseau, au nom et comme héritiers de feu M^e Pierre Mormentres et comme étant aux droits de feu messire Jacques Guiot, tous deux prêtres et chanoines de Ribérac, donnent quittance de 1200 livres à Pierre Darène, s^r de la Croze et autres (2). Le P. Carles le cite dans la délibération du chapitre du 12 mai 1710. Le 8 juin 1715, il prend part à la réunion qui doit élire le syndic (3).

27 AOUT 1706. — *Gratien Causserouge*. — Cité ci-dessus.

12 MAI 1710. — *Bernard Mariel*. — Docteur en théologie, Bernard Mariel est cité par le P. Carles (Op. citat.). Le 6 juillet 1720, il signe comme témoin au bas d'une obligation de 2.250 livres d'Arnaud du Burguet, s^r du Bost, en faveur de Guillaume Louvigeou (4).

12 MAI 1710. — *Jean Noel sieur du Cheyron*. — Cité par le P. Carles. Il est fait également mention de lui le 8 octobre 1725, dans une quittance « au lieu de la Farcerie » paroisse de Vanxains, « maison des hoirs de Odet Noel s^r du Mazeau », donnée par « Jean Noel s^r abbé du Cheyron, habitant dans la ville de Ribérac, à Guilhem du Cluzeau » (5).

31 AOUT 1712. — *Jean Daougst, sieur de la Noujarède*. — Curé de Chassaignes, avant d'être chanoine de Ribérac (6), Jean Daougst ne doit pas être confondu avec autre Jean Daougst qui avait été curé de Faye, à partir de 1652. Il était fils de Poncet

(1) Arch. de M^e Gendraud à Verteillac. Pierre Constantin, notaire.

(2) id. id.

(3) Arch. de M^e Léonardon à Ribérac. Léonardon, notaire à Vanxains.

(4) Arch. de M^e Léonardon, à Ribérac. Robert de Villemade, notaire.

(5) id. Léonardon, notaire à Vanxains.

(6) Arch. de M^e Rosset-Bressand à Ribérac. N... Desages, notaire au Cailaud, paroisse du Petit Bersac, 31 août 1712.

Daougst, avocat (1). Comme ancien curé de Chassaignes, il avait, testant « le dernier aoust 1712 », exprimé la volonté d'être enterré dans l'église de Chassaignes.

8 JUIN 1715. — *Pierre Malméjac*. — Pierre Malméjac est cité à cette date comme ayant pris part à la réunion du chapitre pour la nomination d'un syndic (2).

22 DÉCEMBRE 1719. — *Etienne Eymard*. — Plusieurs fois syndic du chapitre, Etienne Eymard perçoit à ce titre les redevances dûes par la seigneurie de Ribérac (3). Avec ses collègues messires François de la Veyssière, Jean Gravier, Jean Ferchat, Pierre Maijounade et Jean Laulanie, il signa, le 29 août 1726, l'acte de renonciation au legs fait par le comte de Ribérac à la Collégiale, à cause du montant excessif des droits de succession réclamés par l'Intendant de Guienne (4). Le P. Charles le cite aussi.

19 JUIN 1723. — *Jean Ladoux*. — La mention de son nom dans deux réunions du chapitre motivées par la nomination d'un syndic, représente tout ce que j'ai recueilli sur ce chanoine (5).

19 JUIN 1723. — *Jean Gravier sieur du Maine*. — Jean Gravier est mentionné en plusieurs actes où le chapitre s'est réuni soit pour l'élection d'un syndic (6), soit pour d'autres délibérations. En qualité de syndic, le 16 mars 1725, il reconnaît avoir reçu de M^e Jean Brossard, procureur de Claude Mansard, bourgeois de Paris, fermier judiciaire des revenus de la terre et seigneurie du présent lieu... six pipes de bled tiercé faisant cent quatre vingt boisseaux pour la redevance due aux sieurs chanoines sur les moulins du Chalard et du Bourg du Bost » (7).

(1) Arch. de M^e Rosset-Bressand, à Ribérac. N... Desages, notaire au Cail-laud, paroisse du Petit Bersac. 5 mars 1714.

(2) Arch. de M^e Léonardon à Ribérac. Léonardon notaire à Vauxains.

(3) id. Robert de Villefumade, notaire.

(4) Arch. dép. de la Dord. Pierre Dusolier de Fonjoumard, notaire.

(5) id. id. (19 et

21 juin 1723.

(6) id. id.

(7) id. id.

Il fit son testament le 17 avril 1734 (1). Il était fils de Jean Gravier, maître chirurgien, et de Jeanne Moulin et habitait avec ses parents et son frère Sicaire, s^r de la Buffenie, aussi chirurgien, au village de Mangou, paroisse de Saint-Martin (2).

19 JUIN 1723. — *Jean Ferchat*. — Est l'un des signataires de la renonciation au legs du comte de Ribérac. Est mentionné en plusieurs réunions de chapitre (3) et par le P. Carles (4).

— 21 JUIN 1723. — *François de Lavaissière*. — Figure le 21 juin 1723 dans une réunion du chapitre pour la nomination d'un syndic (5) et le 29 août 1726 dans l'acte de renonciation au legs du comte de Ribérac (6).

20 AOÛT 1725. — *Jean Laulanie*. — Jean Laulanie, docteur en théologie, d'abord chanoine de Ribérac et, plus tard, curé de la paroisse de Faye, n'était entré dans les ordres que relativement tard. Il s'était d'abord marié et de son mariage une fille, Marie, était née. Devenu veuf, peu de temps après la naissance de sa fille, il ne trouva de meilleure consolation à sa tristesse qu'à embrasser l'état ecclésiastique. Plus tard, Marie épousa Paul Dusolier du Loirat, veuf avec deux petits enfants. De ce mariage naquirent plusieurs enfants, dont un fils Barthélemy (7), qui entra aussi dans les ordres et fut également chanoine de Ribérac. Nous le retrouverons à son rang. Jean Laulanie fut curé de Faye jusqu'au 1^{er} août 1759, date à laquelle il résigna ses fonctions en faveur de Martial Dusolier, docteur en théologie, qui était le frère de son gendre et vicaire de Vanxains. Martial Dusolier prit possession de l'église de Saint-Pierre de Faye le 3 janvier 1760 (8).

(1) Archives de M^e Rosset-Bressand, à Ribérac. Guillaume Pourteiron, s^r de Grandpetit, notaire.

(2) Arch. de M^e Rosset-Bressand, à Ribérac. Guillaume Pourteiron, s^r de Grandpetit, notaire. (Testament mutuel de Jeanne Moulin et Siquaire Gravier 19 février 1735).

(3) Arch. dép. de la Dordogne. Pierre Dusolier de Fonjournard, notaire. 19 et 21 juin 1723.

(4) *Op. citat.*

(5) Arch. dép. de la Dordogne. Pierre Dusolier de Fonjournard, notaire.

(6) id. id. id.

(7) Registres paroissiaux de Faye. 21 mars 1747.

(8) Arch. dép. de la Dordogne. Pierre Dusolier de Fonjournard, notaire.

29 Août 1726. — *Pierre Maijounade*. — Pierre Maijounade, docteur en théologie, fut chanoine de Ribérac pendant près de soixante ans. Il était né en 1688 et mourut en 1786, le 21 novembre, presque centenaire (1). Durant cette longue carrière, il est maintes fois question de lui dans les actes des notaires. Le P. Carles le mentionne à plusieurs reprises. Il habitait à Ribérac une petite maison achetée par lui, le 18 avril 1768, du s^r Pierre Bardeur, maître cordonnier, sise en la paroisse de Saint-Martin sur « la rue publique par laquelle on va au bourg de Saint-Martin » (2). Il avait été vicaire de St-Martin et, en cette qualité, bien que chanoine de Ribérac, avait habité longtemps au presbytère de St-Martin.

29 Août 1726. — *François Dusolier*. — François Dusolier de la Peyzie, docteur en théologie, était le neveu du chanoine Pierre Dusolier déjà cité. Né aux Granges de Faye, le 23 août 1702, il était le quatrième des onze enfants de François Dusolier de Lamblardie et d'Yzabeau de Goulières. L'exemple de son oncle Pierre lui inspira, sans doute, le désir, non seulement d'entrer dans les ordres, mais de devenir chanoine de Ribérac. Pendant ses études de séminariste, il aimait déjà se mêler aux chanoines de Ribérac et nous le voyons, le 29 août 1726 (3), assister, en qualité de témoin, à l'acte de renonciation du chapitre au legs du comte de Ribérac, comme clerc tonsuré. Il fut nommé chanoine de Ribérac et prit possession de ses fonctions le 16 août 1729 (4). Le P. Carles le cite à l'occasion de la visite de M^{sr} de Prémieux.

Syndic fabricien, conjointement avec Odet Constantin, procureur en la comté, en 1733, François Dusolier fit procéder, en cette qualité, au repavage de l'église Notre-Dame par Martin Plumentie, tailleur de pierres.

« Ledit Plumenssie... promet et s'oblige... de paver lad. église de pierre dure, bonne et conditionnée et de celle appelée du Teyssier et

(1) Registres paroissiaux de Saint-Martin. G. G. 23 f^o 107.

(2) Arch. dép. de la Dordogne. Pierre Dusolier de Fonjournard, notaire.

(3) id. id. id.

(4) id. id. Juridiction de Ribérac : Enquête pour Sicaire Plumentie, 17 avril 1761.

que la moindre pierre de pavé sera de deux pieds en quarré et de l'épaisseur d'au moins d'un demy pied... Déclarent les parties que l'ouvrage et prix fait ci dessus donné à faire aud. s^r Plumenssie est de la valleur et somme de 180 livres... » (1).

Il mourut au mois de mars 1768, au Puy, dans la maison qu'habitait, en compagnie de son mari, le s^r de Lotherie, sa nièce Valérie Dusolier, après avoir fait son testament en faveur de cette dernière le 25 août 1767 (2).

10 FÉVRIER 1729. — *Jean Paradol*. — Paradol, sans mention de prénom, cité par le P. Carles (3).

Il ne fut chanoine que pendant un temps assez court. Il mourut fin 1730 ou commencement 1731 et eut pour successeur messire Guillaume Boule.

26 MARS 1731. — *Guillaume Boule*. — Guillaume Boule, s^r des Gérauds, n'était que clerc tonsuré et demeurait à la Petite Mission de Périgueux, quand il fut nommé à la succession de messire Jean Paradol, décédé. Plus tard, il devint docteur en théologie. Il prit possession de son canonicat à la date sus indiquée (4). Il habitait aux Gérauds, paroisse de Saint-Martin. Il était fils de Joseph Boule, s^r du Meynot, et de demoiselle Marie Demoy et l'aîné d'une famille qui donna trois autres prêtres à l'église, savoir autre Guillaume

« aussy docteur en théologie, chanoine et curé de la ville et paroisse de La Rochebeaucourt... François, religieux jacobain... Jean, s^r de la Laugierie, pretre et vicaire de Minzac de Villefranche... »

Dans l'acclé que je cite, ils étaient quatre frères prénommés Guillaume et le rédacteur les distingue en les numérotant « Guillaume troisième s^r de Langladé... Guillaume quatrième s^r de la Rigaudie » (5). Approchant 1748, Guillaume Boule fut

(1) Arch. de M^e Gendraud, à Verteillac. Pierre Constantin, notaire. 5 juillet 1733.

(2) Arch. de M^e Rosset-Bressant, à Ribérac. Gaspard Guillaume Pourteiron de la Gillardie, notaire.

(3) *Op. citat.*

(4) Arch. de M^e Gendraud, à Verteillac. Pierre Constantin, notaire.

(5) Arch. de M^e Rosset-Bressant, à Ribérac. Gaspard Guillaume Pourteiron, s^r de la Gillardie, notaire. (Partage fait par les sieurs Boule : 7 septembre 1763).

nommé curé de Saint-André de Double. A la date du 30 mars 1748, nous le voyons requérir de M^e Pierre Soudou, notaire, qu'il soit fait verbal de son presbytère.

« Au bourg de Saint-André de Double, maison presbytérale, messire Guillaume Boule, pretre curé de la présente paroisse a dit qu'il y a déjà quelque temps qu'il est curé de la présente paroisse » (1).

Tant qu'il avait été chanoine de Ribérac, il avait exercé, conjointement, les fonctions de vicaire de Saint-Martin (2).

26 FÉVRIER 1738. — *Pierre Cachulet*. — Pierre-Hippolyte Cachulet, né vers 1718 (3) à Carcassonne ou aux environs, mort le 9 avril 1773 à Ribérac, chanoine de Ribérac depuis 1738 (4). En plus de sa part des redevances communes au chapitre, il avait été pourvu de la chapellenie de Notre-Dame de Montagrièr par le comte de Ribérac, avec jouissance de la métairie du Chacard, à titre de bénéfice. Cette chapelle de Notre-Dame de Montagrièr

« était représentative d'une chapelle domestique établie dans le château de Montagrièr sous l'invocation de Saint-Georges réunie par dame Marie de Foix de Candalle et renfermée dans les préclautures du château... que la dame de Candale, vicomtesse de Ribérac, fit construire en dédommagement... de la chapelle Saint-Georges qu'elle renferma dans le château pour fortifier la place et mettre sa personne et celle des habitants en sûreté pendant les guerres, ainsy qu'il résulte de l'acte qui en fut passé devant Chadirac, notaire royal, le 15 avril 1590 (5).

20 Août 1745. — *Pierre Pourteiron*. — Est mentionné à deux reprises par le P. Carles dans le travail de lui déjà cité.

Fils de Guillaume Pourteiron, s^r de Grandpetit, notaire royal et juge assesseur de Ribérac, changeur pour le Roi et receveur de ses domaines, et de Marie Tabourin. Pierre Pour-

(1) Arch. dép. de la Dordogne. Pierre Soudou, notaire.

(2) id. Jean Redon, notaire. 29 novembre 1745.

(3) Arch. dép. de la Dordogne. Juridiction de Ribérac. Plainte pour Marguerite Goursaud. 16-18 août 1749.

(4) Arch. dép. de la Dordogne. Pierre Dusolier de Fonjoumard, notaire 2 juin 1773.

(5) Arch. dép. de la Dordogne. Guillaume Dumonteil, s^r de Gambaud, notaire. 5 juin 1773.

teiron appartenait à une famille qui prit un prodigieux essor vers la fin de l'ancien régime. De ses frères, l'un, Jean-Baptiste, l'aîné, avocat, devint subdélégué de l'Intendance de Guienne au département de Ribérac, quand cette charge fut créée aux dépens de la subdélégation de Périgueux; un autre, Gaspard Guillaume, d'abord notaire à Ribérac et juge de la vicomté de la Double, plus tard receveur des domaines du Roi, acheva sa carrière comme conseiller du Roi en son grand conseil. Il demeurait en cette qualité à Paris « cour du « Palais, paroisse de la Basse Sainte Chapelle » et il était nommé dans les actes officiels « Messire Gaspard-Guillaume « Pourteiron, chevalier, s^r de la Gillardie » (1); un autre, Jean, s^r de Robinat, avocat comme son frère aîné, fut notaire à Ribérac, succédant à Gaspard quand celui-ci quitta le pays.

Pierre ne resta pas longtemps chanoine de Ribérac. Il quitta sa ville natale pour la capitale et, en 1765, il est fait mention de lui dans le testament de sa mère comme chanoine de la Sainte Chapelle à Paris (2). En famille, on le nommait Gautier pour le distinguer d'autre Pierre, son frère aîné, curé de cette même Sainte Chapelle (3). Il était prieur d'Herty. Sa vocation religieuse marqua quelque incertitude. Il hésita quelque temps et paraît avoir voulu d'abord se destiner à l'enseignement. Certains actes, provenant de l'étude de son père, de 1737, où il figure comme témoin, le nomment maître ès arts. En 1739, dans une « obligation pour Marguerite « Chauvin, demoiselle Dusolier... » il est dit clerc tonsuré pour la première fois et, enfin, dans un acte du 22 avril 1742, il apparaît, toujours en qualité de témoin, comme « m^e ès « arts et clerc tonsuré » (4).

(1) Arch. de M^e Rosset-Bressand, à Ribérac. Jean Pourteiron de Robinat, notaire. 2 septembre 1784.

(2) Arch. dép. de la Dordogne. David Boucher, s^r de la Cholandie, notaire. 3 avril 1765.

(3) Arch. dép. de la Dordogne. Jean Mathias, s^r de Lalande, notaire (Testament de Jean Baptiste Pourteiron : 28 juillet 1765).

(4) Arch. de M^e Rosset-Bressand, à Ribérac. Guillaume Pourteiron de Grandpetit, notaire.

4 AOÛT 1747. — *Jean de Monteil, écuyer, sieur de Valay.* -- Le décès de messire Etienne Eymard ayant créé une vacance, Charles-Antoine-Armand Odet d'Aydie, comte de Ribérac, nomma à sa succession messire Jean de Monteil, écuyer, docteur en théologie, habitant au bourg de Vanxains (1). Nommé syndic du chapitre le 28 février 1749, il démissionna de cette charge le 21 février de l'année suivante, sa santé ne lui permettant pas de s'occuper des affaires du chapitre (2). Il était encore chanoine en 1758 (3).

18 AOÛT 1749. — *Jean Jouffrey.* -- Jean Jouffrey, sr du Rival, était né vers 1722. On le trouve signalé dans des réunions de chapitre, dans des informations judiciaires où son témoignage est invoqué (4). Il est également cité par le P. Carles dans les délibérations qu'il a rapportées (5). Son testament est du 22 septembre 1777 (6).

21 NOVEMBRE 1752. — *Antoine Constantin.* -- Antoine Constantin prit possession de son canonicat à cette date du 21 novembre 1752.

« ...S'est présenté messire Antoine Constantin, lequel, en conséquence de la nomination faite en sa faveur d'un des six canonicats de lad. église Notre-Dame par le seigneur comte de Ribérac, signée de lui et contresignée par son commandement Dusolier, secrétaire (7) ».

(Pierre Dusolier, avocat, frère du chanoine François Dusolier déjà cité). Il fut l'un des témoins devant lesquels François Dusolier, chanoine, fit un de ses testaments le 23 novem-

(1) Arch. de M^e Rosset-Bressand, à Ribérac. Guillaume Pourteiron de Grandpetit, notaire.

(2) Arch. dép. de la Dordogne. Pierre Dusolier de Fonjoumard, notaire.

(3) Arch. de M^e Rosset-Bressand, à Ribérac. Guillaume Pourteiron de Grandpetit, notaire. 15 juillet 1758.

(4) Arch. dép. de la Dordogne. Juridiction de Ribérac : Plainte pour s^r Jacques Bruneau, bachelier en droit, contre le s^r Gautier de Planèges 27-29 juillet 1780.

(5) P. Carles : *op. citat.*

(6) Arch. dép. de la Dordogne. Pierre Dusolier de Fonjoumard, notaire.

(7) id. id.

bre 1763 (1). Il est encore signalé dans divers actes de notaires (2) de juridiction (3) et par le P. Carles.

6 DÉCEMBRE 1774. — *Léonard Guay, sieur de Lambertie*. — Guay, sans mention de prénom, est cité par le P. Carles (4). Il démissionna vers 1780 et eut pour successeur François Baudoin.

Le 1^{er} septembre 1775, à Ribérac, paroisse de Saint-Martin « Valérie Murgeaud, veuve d'Antoine Laulanie, habitante de la présente maison. a affirmé à messire Léonard Gay de Lambertie, prêtre, chanoine de l'église Notre-Dame de la présente ville, habitant, de présent, dans la présente maison... une chambre haute de la présente maison appartenante à lad. Murgeaud, lad chambre meublée de deux lits garnis, six chezes presque neufves, une table, un cabinet à deux portes fermant à clef. Icele dite Murgeaud promet de faire cuire et apporter ce que led. s^r Lambertie voudra faire servir à sa table ainsi que pour ceux qui vivront avec luy et qu'il luy plaira d'inviter, de luy fournir tout le bois, vaisselle et linge nécessaire ainsi que pour les deux lits qui sont dans son appartement et de luy blanchir tout le linge qu'il aura ailleurs, le tout en bon état... pour quinze boisseaux froment tous les ans, qu'aux fins de contrôle, les parties estiment à 45 livres (5). »

6 DÉCEMBRE 1774. — *Joseph Dusolier*. — Joseph Dusolier des Granges, docteur en théologie, fils de Jean Dusolier des Granges et de Marie de Laporte, était né aux Granges de Faye le 16 mai 1738. Neveu du chanoine François Dusolier de Lapeyzie, il était frère de Marguerite Dusolier, religieuse à l'hôpital de Sainte Marthe de Ribérac et neveu d'autre Joseph, également prêtre, curé de Sainte Marie de Frugie.

Le 9 novembre 1761, son père

« inclinant au louable dessein qu'a formé Joseph Dusolier, son fils .. clerc minorisé, de se faire promouvoir dans les ordres de la prêtrise »

(1) Arch. dép. de la Dordogne. Pierre Dusolier de Fonjoumard, notaire.

(2) id.

id.

23 janvier 1768.

(3) Arch. dép. de la Dordogne. Juridiction de Ribérac. 17 avril 1761.

(4) P. Carles : *op. cit.*

(5) Arch. dép. de la Dordogne. Jean Redon, notaire.

lui crée un titre sacerdotal de cent livres de revenus annuels (1).

Avant d'être chanoine, il avait desservi, pendant quelque temps, la paroisse de Saint-Sulpice de Roumagnac en qualité de vicaire.

Quand intervint la Révolution, il était le plus ancien du chapitre et, en cette qualité, détenait les archives de la compagnie (2). Il refusa d'adhérer à la Constitution civile du clergé et de prêter le serment de fidélité à la Nation. Son attitude lui valut, sur le requisitoire des citoyens Eclancher et Villefumade, commissaires nommés par Jean Bon Saint-André et Lacoste d'être mis en prison (3). Il fut incarcéré dans la maison de son neveu Sicaire Dusolier, réquisitionnée pour servir de lieu de réclusion et qui était située rue du Four (4), tandis que la sienne propre, située paroisse de Saint-Martin, était employée à la détention d'autres prisonniers (5). Il obtint son élargissement momentané pour rétablir sa santé compromise fortement. Il passa ainsi quelque temps aux Granges étroitement surveillé. Réemprisonné à nouveau, il fut enfin de compte dirigé sur Périgueux et, de là, envoyé à Rochefort, où il devait être embarqué à destination de la Guyane. Sa santé était, entre temps, devenue tout à fait déplorable. Rongé par les chagrins et la maladie, il mourut le 25 octobre 1794 sur le bateau « Les Deux Associés » où il était détenu en rade de Rochefort. Il fut enterré à l'Ile Madame (6).

(1) Arch. dép. de la Dordogne. Pierre Dusolier de Fonjournard, notaire.

(2) id. L. 323 f° 12.

(3) Arch. de la mairie de Ribérac. F. 6 n° 15.

(4) id. F. 6 n° 12 f° 8.

(5) id. id.

(6) Dans le livre qu'il a consacré au clergé périgourdin persécuté pendant la Révolution, le chanoine Brugière a confondu plusieurs prêtres de la famille Dusolier, mélangeant leurs aventures et même leur état civil. Je reconnais volontiers que la confusion était facile pour qui n'a pas un intérêt personnel à assurer une discrimination rigoureuse. Il convient, toutefois, de rétablir la vérité. Quand la Révolution intervint, quatre membres de la famille Dusolier étaient prêtres :

a — Joseph, dont il vient d'être parlé ;

b — Barthélemy, dont il va être question ;

Le 23 brumaire an II, le Conseil municipal de Ribérac remit au Directoire du District la liste de ses biens pour confiscation (1).

6 DÉCEMBRE 1774. — *Godefroi du Burguet*. — Godefroi du Burguet, signalé par le P. Carles, est mentionné en qualité de témoin, le 10 janvier 1781, dans le testament de Madeleine Descombes, habitante de Ribérac, paroisse de Saint-Martial (2).

Il était fils de Jean du Burguet, journalier, et de Jeanne Colly, matronne. Celle-ci avait épousé d'abord Pierre Pleysaud et, devenue veuve, led. Jean du Burguet. Elle exerçait sa profession à Ribérac, paroisse de Saint-Martin. Elle avait eu trois enfants de son premier mari, dont Madeleine, qui lui succéda dans sa profession. Le 26 septembre 1759, elle créa à son fils le titre de 100 livres qui lui était nécessaire pour entrer dans les ordres (3). Avant de faire partie de la Collégiale de Ribérac, messire Godefroi du Burguet avait été vicaire de Saint-Martin. C'est vers 1768 qu'il devint chanoine.

8 JANVIER 1780. — *François Beaudoin, sieur de Beaupuy*. — François Baudoin était fils de Léonard et de Marguerite de Morillère. Le 23 octobre 1772, sa mère, alors veuve, lui avait constitué son titre clérical (4). Il était vicaire de la paroisse de Saint-Sulpice de Roumagnac quand il fut nommé, le 8 janvier 1780, à la chapellenie vacante par la démission de messire Léonard Gay de Lambertie (5). Il mourut au Puy en 1781 dans

c — Antoine, fils de Jean et de Marie Tamarelle, né le 19 septembre 1754, curé de Sainte-Aulaye au moment où éclata la Révolution, qui émigra en Espagne, fut ensuite curé de Siorac, sous la Révolution, et mourut archiprêtre de Ribérac, chanoine honoraire de Périgueux, le 3 janvier 1829

d — Jean-Baptiste, frère du précédent, religieux de Chancelade, né à Ribérac le 18 août 1756, qui fut également emprisonné.

(1) Arch. de la mairie de Ribérac.

(2) Arch. de M^e Léonardon, à Ribérac Pierre Dusolier de Fonjoumard, notaire.

(3) Arch. de M^e Rosset-Bressand, à Ribérac. Guillaume Pourteiron de Grandpetit, notaire.

(4) Arch. de M^e Rosset-Bressand, à Ribérac. Jean Pourteiron de Bobinat, not.

(5) id.

id.

la maison paternelle où il demeurait, vers la fin de l'été, après avoir fait son testament le 27 juin. Raymond Bardeur lui succéda (1).

14 AVRIL 1780. — *Barthélemy Dusolier*. — Né à Faye le 21 mars 1747, Barthélemy Dusolier, docteur en théologie, était le deuxième enfant d'un second mariage de son père, Paul Dusolier du Loirat, avec Marie Laulanie. Le 7 novembre 1773, il se constitua les cent livres de revenu nécessaire pour l'établissement de son titre sacerdotal et produisit pour caution Martial Dusolier, curé de Faye, et Jean Dusolier de Laboige, ses oncles (2). Il desservit, une fois prêtre, d'abord la paroisse de Lusignac, puis, le 14 avril 1780, prit solennellement possession du canonicat de l'église de Notre-Dame de Ribérac laissé vacant par la mort d'Antoine Constantin (3). Après la dispersion du chapitre, il se retira à Faye, mais son adhésion à la Constitution civile du clergé lui valut peu de temps après la cure de Saint-Paul-Lisonne où il ne fit d'ailleurs que passer. Il revint à Faye ayant cessé, semble-t-il, tout ministère et s'y éteignit le 26 germinal an VI, dans un état voisin de la misère, après avoir successivement vendu tout ce qui lui restait pour vivre et payer les gages de sa servante.

9 NOVEMBRE 1781. — *Raymond Bardeur*. — Messire Raymond Bardeur prit possession de son canonicat le 9 novembre 1781 « ...vacant par la mort du sr Beaupui » (4).

16 MAI 1783. — *Jean-Hubert de Villeffumade*. — Ce prêtre mérite une mention, non pas qu'il ait exercé les fonctions de chanoine de Ribérac, mais parce qu'il ne tint qu'à lui de le faire. Nommé, en effet, au poste, il préféra rester curé de Jussac dans le diocèse de Saintes et offrit sa démission pure et simple au marquis de Chapt, seigneur de Ribérac (5).

(1) Arch. de M^r Rosset-Bressand, à Ribérac. Jean Pourteiron de Bobinat, not.

(2) Arch. dép. de la Dordogne. Pierre Dusolier de Fonjoumard, notaire.

(3) Arch. de M^r Léonardon, à Ribérac. id.

(4) Arch. de M^r Rosset-Bressand, à Ribérac. Jean Rourteiron de Bobinat, notaire.

(5) Arch. dép. de la Dordogne. Jean Banaston, notaire.

Le 29 juin 1788, le chapitre, à la suite de vacances par décès ou démissions, ne comprenait plus que quatre chanoines : messires Joseph Dusolier, Pierre Jouffrey, Raymond Bardeur et Barthélemy Dusolier.

« Tous quatre... habitants de la paroisse de Saint-Martin, à l'exception de Barthélemy Dusolier, qui réside au bourg de Faye... afferment pour sept années... à s^r François Soubiran, maître éz ards, et Pierre Mathieu, maître chirurgien, aussi habitants de la présente ville... »

les dimes qui revenaient au chapitre sur la paroisse de Saint-Martin, sans autre réserve par les bailleurs

« que la quantité, chacun une charretée de paille, chaque année, et de pareille quantité de paille pour messieurs les deux chanoines qui seront nommés par la suite... pour 1.900 livres pour chaque année » (1).

28 MARS 1789. — *Pierre Vallette*. — Il fut pourvu à une de ces deux vacances par la nomination de Pierre Valette. Après une très courte possession de son canoncat, il eut pour successeur Joseph-Front Sauveroché.

28 MARS 1789. — *Joseph-Front Sauveroché*. — Il prit possession de sa charge à cette date du 28 mars 1789 et c'est, précisément, l'acte de possession qui nous fait connaître son prédécesseur. Il était quand il fut nommé « clair tonsuré du diocèse de Périgueux, étudiant en théologie au séminaire de la ville de Périgueux, y habitant paroisse Saint-Front » (2).

14 MAI 1791. — *Soulier*.

« MM. Dégrange (Joseph Dusolier des Granges), Bardeur et Soulier cy-devant chapelains de l'église Notre-Dame de Ribérac sont venus plusieurs fois se plaindre de n'avoir pas reçu d'ordonnance de payement, tandis que M. Bazilet, l'un de leurs confreres, leur a certifié avoir touché le montant des deux pactes de 1791. » (Lettre du Directoire de Ribérac au Département) (3).

14 MAI 1791. — *Bazilet*. — Comme le chanoine Soulier, n'est signalé que dans la lettre ci-dessus citée du Directoire.

(1) Arch. de M^e Rosset-Bressand, à Ribérac. Jacques Fargeot, s^r de Lavergne, notaire.

(2) Arch. de M^e Rosset-Bressand, à Ribérac. Jacques Fargeot, s^r de Lavergne, notaire.

(3) Arch. dép. de la Dordogne. L. 781.

7 JUIN 1793. — *Fargeot fils*. — Sans mention de prénom, le chanoine Fargeot ne nous est signalé que par une lettre de la municipalité au District de Ribérac. Le Directoire avait demandé à la municipalité, le 27 mai précédent, de lui faire parvenir la liste des ecclésiastiques des deux sexes résidant dans sa commune. Dans sa réponse, datée du 7 juin 1793, la municipalité lui fit passer cette liste dans laquelle on lit « Fargeot fils, ci-devant chanoine de Ribérac » (1).

* * *

Joseph Dusolier, Barthélemy Dusolier, Bazilet, Raymond Bardeur, Soulier et Fargeot, fils, tels furent les derniers chanoines du dernier chapitre de la Collégiale de Ribérac !

On sait par ce qui précède que Joseph Dusolier, le dernier doyen, mourut détenu à bord des « Deux Associés », que son cousin Barthélemy Dusolier mourut dans la misère à Faye. Je n'ai aucune donnée sur la destinée des quatre autres, mais la fortune des premiers permet de penser que, même fût-elle très atténuée par rapport à la leur, celle des derniers ne dût point laisser que d'être médiocrement heureuse.

D^r Emile DUSOLIER.

DÉLIBÉRATIONS DE LA MUNICIPALITÉ DE RIBÉRAC

A LA FUITE DE LOUIS XVI

Par application de la circulaire de l'Administration du district de Ribérac, adressée aux municipalités de son ressort, et qui a fait l'objet de ma dernière communication, le Conseil général de la ville de Ribérac se réunit, le 23 juin 1791, sur la convocation du maire Joseph-Constantin Pfuchart, et prend un arrêté dont voici le texte :

« Le Conseil général de la commune, considérant que dans la crise affreuse où se trouve la France par l'enlèvement de son Roi et de la famille royale, que les ennemis de l'Etat ne manqueront point de

(1) Arch. de la mairie de Ribérac. F 6 n° 13.

profiter de cette circonstance pour troubler et porter le désordre par tout l'Empire, que pour obvier à un si grand malheur, il faut nécessairement que tous les citoyens se réunissent, afin de former un rempart impénétrable à leurs ennemis ; où sur ce le procureur de la commune, arrête que Messieurs les officiers de la Garde nationale des paroisses de Saint-Martin, Saint-Martial et Faye seront invités d'assembler demain, matin, à l'issue de la messe paroissiale, de convoquer, à une heure de l'après-midi, tous les citoyens de leurs paroisses, en état de porter les armes, pour se rendre en corps dans cette ville, afin d'aviser au service qu'il est instant de faire pour la sûreté publique, et que le présent arrêté sera adressé à Messieurs les Commandants des paroisses de Saint-Martin, Saint-Martial et Faye, pour en procurer l'exécution, et ont tous les délibérants signé : PLUCHART, maire ; DUCLUZEAUD, DUFRAISSE, SOUDOU, BANASTON, ROUSSEAU, SAVY, MURGEAUD et DUSOLIER, officiers municipaux et notables (1).

Il est à remarquer que la municipalité de Ribérac n'ose souscrire à l'idée que le Roi s'est enfui avec sa famille. Elle croit à son enlèvement ; ce qui démontre tacitement qu'à ce moment là, nos concitoyens avaient pour « l'auguste monarque » un attachement profond.

L'arrêté municipal susdit reçoit aussitôt son exécution. Le lendemain, les gardes nationales se réunissent au chef-lieu du district. La municipalité, profite de leur présence, pour procéder à la nomination du corps entier et des officiers chargés de le représenter. La délibération qui s'y rapporte est ainsi libellée :

« Le Conseil Municipal, considérant que rien n'est plus important, dans les circonstances actuelles, que de réunir les différentes compagnies de gardes nationales qui sont établies dans la municipalité de Ribérac, qui était composée ci-devant de la ville et des paroisses de Saint-Martin, Saint-Martial et Faye, afin de leur donner plus de force et de consistance ; et, attendu que les compagnies des gardes nationales desdites paroisses sont ici rassemblées, arrête, sur ce où le Procureur de la commune, qu'il sera procédé par la proclamation à la nomination du corps entier, et par la voie du scrutin à celle des officiers majors dudit corps. — Ayant ensuite procédé comme il vient

(1) Reg. de la municipalité de Ribérac. Série F, N° 13, fol. 39. Archives de cette ville.

d'être dit ; et, à la nomination du commandant, M^r Pierre Derochoff Ducluzeaud, ancien sergent-major et vétéran du régiment de Vernois-infanterie, a été élu à l'unanimité des suffrages, commandant en chef des compagnies des gardes nationales de la ville de Ribérac et des bourgs de Saint-Martin, Saint-Martial et Faye (1), et M^r Sicaire Dusolier du Bazat, a été, par la voie du scrutin et à la pluralité des suffrages, élu major de la même troupe. Quant au sieur Durif, qui a été élu aide-major, attendu qu'il n'a point prêté le serment civique, à l'instar de toute la troupe, nous ne consignons point sa nomination sur le registre, que nous regardons même comme non avenue, jusqu'à ce qu'il ait prêté ce serment à la tête de la troupe. Dont et de tout avons dressé le présent procès-verbal et signé avec lesdits sieurs Derochoff et Dusolier ».

Signatures : CLUZEAUD, commandant (2) ; DUSOLIER DU BAZAT ; BOYER, procureur de la commune ; PLUCHART, maire ; ROUSSEAU, officier municipal (3).

Voilà, semble-t-il, des documents qui peuvent donner une idée du frisson mêlé de craintes, qui traversa l'âme du peuple, à la nouvelle du départ de Louis XVI, et des mesures prises dans la circonstance en vue de l'intérêt public.

A. DUBUT.

(1) Il remplace alors Pierre Arnaud, commandant provisoire, garde du corps du Roi dans la compagnie de Luxembourg, 34 ans d'âge, 16 ans de service, fils de Jean Arnaud, ancien officier dans les régiments de cavalerie de Beauvillers, et Commissaire général ; fait maréchal-des-logis en 1739. cornette en 1743, lieutenant en 1747, chevalier de Saint-Louis en 1763 et capitaine en 1770, retiré la même année, au bout de 40 ans de service, « couvert de blessures », avec la modique pension de 250 livres par an.

Ledit Pierre Arnaud est nommé lieutenant de la gendarmerie nationale de la Dordogne, quelques jours après son remplacement à la tête de la Garde nationale.

(2) La particule est supprimée dans sa signature.

(3) Registre précité, même folio.

UN DERNIER MOT SUR NOËL POINTE

Peut-être n'a-t-on pas oublié les avatars de Noël Pointe, successivement armurier, représentant du département de Rhône-et-Loire à la Convention nationale, contrôleur de la manufacture d'armes de Bergerac, greffier du tribunal criminel de la Dordogne, secrétaire adjoint et archiviste de l'Administration centrale du même département, greffier du premier conseil de guerre de la 20^e division militaire, puis privé de toutes fonctions publiques et redevenu armurier rue des Farges à Périgueux (1), enfin percepteur à Thénac en 1813, jusqu'à son bannissement du royaume en 1816. Nous avons récemment retracé les multiples étapes de sa carrière accidentée dans un article paru ici même sous le titre : *Archives et archivistes de la Dordogne, notes et documents* (2).

Ayant eu, depuis lors, l'occasion de confronter avec un dossier des Archives nationales précisément relatif au bannissement de Pointe (F⁷ 6714, plaquette 7, doss. *Pointe*), les indications fournies sur les dernières années du personnage par une de nos notes d'après la source imprimée que nous avions utilisée (3), nous nous sommes aperçu que notre information, sur ce point particulier, gagnerait à être rectifiée et complétée.

(1) L'article de M. J. Penaud que nous avons résumé (v. *infra*, p. 2, n° 2) le présentait comme « établi marchand dans la rue des Farges », sans indiquer au juste la nature de son négoce. Le dossier que nous avons consulté depuis et d'où nous avons extrait les éléments de ce *post scriptum*, indique nettement que Pointe, revenu à sa première profession, s'était établi comme armurier. Renseignement confirmé par Poumiès de la Siboutie (*Souvenirs d'un médecin de Paris*, éd^{on} J. Durieux, p. 57), qui ajoute ce détail que la femme de Pointe (la seconde) était à ce moment « blanchisseuse de bas de soie ».

(2) T. XLIX (1922), p. 118-138.

(3) V. *Ibid* p. 130, n. 1. Il s'agit de l'article de M. J. Penaud rappelé plus haut. Il a pour titre : *Un conventionnel inédit, Noël Pointe* et a paru dans la revue *La Révolution française*, tome V (1883), p. 551 ; t. VI (1884), p. 607, 700, 800, 806, 967, 1076.

Il est tout d'abord inexact que Pointe ait été révoqué de ses fonctions de percepteur à Thénac par la première Restauration. Il les exerçait encore quand il fut frappé de bannissement en vertu de l'article 7 de la loi du 12 (1) janvier 1816 comme régicide ayant signé, pendant les Cent jours, l'Acte additionnel (2).

Cette mesure, qui privait Pointe de son unique ressource et l'obligeait à quitter la France sans délai, passé 60 ans et malade, prenait pour lui les proportions d'une véritable catastrophe.

Tout d'abord, sa santé était fort précaire.

Il était accablé d'infirmités graves : des hémorroïdes externes le tenaient constamment dans un état déplorable. Ne pouvant monter à cheval ni s'asseoir, comment entreprendre une longue route, lorsqu'une demi-heure de marche lui occasionnait des douleurs inouïes ? Il avait en outre les deux jambes couvertes d'une espèce de dartre vive, qui, en le faisant horriblement souffrir, le met dans l'impossibilité de voyager. Ces dartres sont un dépôt que lui a laissé une gale cruelle et opiniâtre, qui a résisté pendant plus de deux ans à tous les secours de la médecine (3).

En second lieu, la destitution de Pointe, conséquence obligée de son bannissement, lui enlevait, nous l'avons dit, son seul gagne-pain et le réduisait au dénuement le plus absolu, sous le poids de ses charges de famille. Pointe, qui s'était marié deux fois, avait neuf enfants, trois du premier lit, six du second. Si les deux aînés du premier lit, le plus âgé chef de division à la préfecture de la Nièvre, le cadet lieutenant à la demi-solde et employé aussi à cette préfecture, se tiraient d'affaire, le troisième enfant, une fille, mariée à Périgueux, nous ne savons à qui, était, au témoignage de son père, « chargée du doux mais pesant fardeau de cinq enfants ». Il fallait donc l'aider. Quant aux enfants de la seconde femme, les deux aînés, des garçons, apprenaient un état, mais ne

(1) Et non 16 comme il est dit par erreur dans notre note sus-visée.

(2) V. à cet égard la lettre de l'ancien préfet de la Dordogne, baron Maurice, que nous reproduisons plus loin.

(3) Lettre de Noël Pointe au préfet de la Dordogne, de la prison des Augustins de Périgueux, 6 janvier 1818.

gagnaient rien encore ; puis venait une fille, de onze ans ; les trois derniers étaient tout petits. La famille subsistait péniblement avec les 900 francs que produisait la perception de Thénac (1).

Quelque pénible que fût pour lui la mesure qui le frappait, la loi était la loi et Pointe s'en était toujours montré observateur trop scrupuleux pour la contester ou l'éluder, autant, du moins, qu'il était en son pouvoir de le faire.

Il quitta les siens, vint péniblement de Bergerac à Périgueux et se présenta au préfet, baron de Montureux (2), dans le délai fixé par la loi. Que se passa-t-il alors ? Nous avons deux versions, celle du préfet Pépin de Bellisle, successeur de M. de Montureux (3), celle de Pointe. A tout seigneur tout honneur, écoutons d'abord le préfet :

D'après les renseignements que j'ai recueillis, Noël Pointe, lors de l'exécution de la loi du 12 janvier 1816, se présenta, dans le délai fixé, devant mon prédécesseur, et il ne lui fit aucune réclamation tendante à en éviter l'application. Alors comme aujourd'hui, il était atteint de quelques infirmités assez graves, et il était à peu près sans moyens d'existence. Mais, soit qu'il fût convaincu qu'il n'obtiendrait rien de la sévérité de l'autorité supérieure, soit que, réellement, ainsi qu'on me l'a assuré, des amis lui eussent fourni des secours pécuniaires pour faire le voyage, il se borna à demander un passeport pour Chambéry, lequel lui fut délivré le 1^{er} février 1816. Au lieu de partir pour sa destination, cet individu, sans communiquer son projet à personne,

(1) D'après la lettre citée de Noël Pointe, à la date du 6 janvier 1818.

(2) François-Louis-Joseph Bourcier, baron de Montureux, né à Nancy le 4 mai 1768. Services militaires à partir de 16 ans : 18 ans, 8 mois, 24 jours. (Entré au service du Roi en qualité de sous-lieutenant dans le régiment de Monsieur en 1783. Emigré comme capitaine en 1790. A fait 13 campagnes, tant à l'armée du Prince de Condé qu'à l'armée anglaise. Revenu en France en 1803 ; a séjourné ensuite à Nancy jusqu'à son entrée dans l'administration.) Nommé : le 3 septembre 1814, préfet de la Corse ; le 8 décembre 1815, préfet de la Dordogne en remplacement de M. Duhamel, nommé préfet de la Vienne (installé le 30 décembre 1815 ; remplacé le 26 février 1817 par M. Pépin de Bellisle) ; le 2 janvier 1823, préfet de l'Ardèche ; admis à la retraite, le 3 mars 1828. Chevalier de l'Ordre de Saint-Louis et de la Légion d'honneur. [Arch. nat. F¹⁵I 167²⁹].

(3) Voir la notice de M. Pépin de Bellisle dans notre article *Archives et Archivistes...*, loc. cit., p. 135, n. 1.

retourna nuitamment dans son domicile à La Bastide, commune de Monestier... (1).

Selon Pointe lui-même, et nous l'en croirions volontiers, car nous l'avons toujours trouvé véridique, il aurait, au moins, essayé de suivre le chemin de l'exil, mais ses forces, dès le début, le trahirent.

Il se mit en marche le 5 février, à pied et sans ressources. Mais, à quelques journées de Périgueux, vaincu par la fatigue, par le poids de ses maux, par la certitude de ne pas atteindre la frontière dans le temps assigné et d'être alors jeté dans quelque prison éloignée, peut-être aussi par le désespoir de quitter pour jamais des enfants, une compagne, qui étaient tous ses biens, il se décida à revenir sur ses pas... (2)

Il y a, comme l'on voit, une nuance entre les deux récits. Quoi qu'il en soit, Pointe revint à son domicile.

Il s'y cacha si étroitement qu'il y resta près de dix-huit mois à l'insu même de ses voisins. Vraisemblablement, il y serait resté bien longtemps encore, si le défaut absolu de moyen de subsistance ne l'avait forcé à recourir à la charité de quelques-uns d'eux. C'est cette circonstance qui donna l'éveil à l'autorité locale... (3)

Pointe fut arrêté chez lui le 30 décembre 1817 par la brigade de gendarmerie d'Eymet, conduit aussitôt à Périgueux et écroué à la prison des ci-devant Augustins.

Son sort désormais ne prêtait à aucune ambiguïté. Aux termes d'instructions du Ministre de l'Intérieur du 26 août 1817, les réfractaires à la loi du 12 janvier 1816 devaient être jugés lors de la prochaine session de la Cour d'assises, pour s'y voir appliquer le châtiment de la déportation, conformément à l'article 33 du Code pénal, et purger ensuite leur peine à la Maison du Mont Saint-Michel.

Pointe ne pouvait ignorer ce qui l'attendait. Du fond de sa prison, il se chercha des défenseurs. Il en trouva même un

(1) Lettre du préfet Pépin de Bellisle au ministre de la Police générale, du 15 janvier 1818.

(2) Lettre du baron Maurice, du 10 février 1818, que nous reproduisons plus loin. Sur le baron Maurice, v. sa notice dans notre article sus-visé, *loc. cit.*, p. 130, n. 1.

(3) Lettre citée du préfet Pépin de Bellisle, du 15 janvier 1818.

qui soutint sa cause avec chaleur. Le baron Maurice, préfet de la Dordogne du 12 février 1810 au 10 juin 1814, avait connu Pointe qui lui devait justement son entrée dans l'administration des finances, ayant été nommé, comme on se rappelle, percepteur de Thénac en janvier 1813. Le baron Maurice écrivit au comte Decazes, Ministre de la Police générale, la lettre ci-dessous. Nous avons tenu à la reproduire, d'abord à cause de l'appréciation qu'elle porte sur le caractère de Pointe, ensuite parce qu'elle honore, semble-t-il, aussi bien celui qui l'a écrite que celui qui en fait l'objet.

Paris, le 10 février 1818.

Monseigneur,

Noël Pointe était un artisan sans fortune, arquebusier de profession.

Une probité intacte, des mœurs pures, des principes austères, le signalèrent à ses concitoyens, quand les idées républicaines dominèrent en France : il fut député à la Convention nationale et il y vota la mort du Roi.

Chargé d'organiser ces manufactures d'armes qui se créaient en vingt lieux à la fois pour repousser l'invasion du territoire, il s'acquitta de ce devoir avec autant de zèle que de désintéressement, et se montra partout avec une simplicité qui contrastait étrangement avec le faste de tant d'autres représentants en mission. Il voyageait à pied, le sac sur le dos. Après avoir eu le maniement de plusieurs millions, il rentra dans la condition privée plus pauvre qu'il n'était avant de la quitter.

Les circonstances le fixèrent dans le Périgord où il vécut, comme auparavant, du travail de ses mains (1). Quand l'âge et les infirmités ne lui permirent plus d'entretenir par son industrie seule une famille de neuf enfants, j'étais préfet de la Dordogne. On m'informa de sa détresse. Il y avait dans son infortune quelque chose de noble qui me toucha, et je le fis nommer percepteur d'une commune de l'arrondissement de Bergerac.

Depuis trois ans, il s'acquittait de cet emploi à la satisfaction générale, et 900 francs lui permettaient d'entretenir sa nombreuse famille, quand la loi du 12 janvier 1816 vint l'atteindre. Après avoir rendu ses comptes, il obéit à la loi, prit un passeport à Périgueux pour sortir

(1) Le baron Maurice, préfet de la Dordogne seulement en 1810, n'avait pu connaître Pointe que simple particulier. Celui-ci avait en effet cessé toutes fonctions publiques depuis 1800. V. notre article précité.

du royaume et se mit en marche le 5 février, à pied et sans ressources, laissant dans la misère sa femme et ses enfants. Mais, à quelques journées, vaincu par la fatigue, par le poids de ses maux, par la certitude de ne pas atteindre la frontière dans le temps assigné et d'être alors jeté dans quelque prison éloignée, peut-être aussi par le désespoir de quitter pour jamais des enfants, une compagne, qui étaient tous ses biens, il se décida à revenir sur ses pas et vécut près de deux ans caché dans les bois à portée de la cabane de sa famille.

La maladie de ses deux plus jeunes enfants lui fit, en dernier lieu, oublier les précautions de prudence qui jusqu'alors l'avaient sauvé. Il fut arrêté auprès du lit de ces enfants auxquels, malade lui-même, il prodiguait les soins de sa tendresse.

Il est en ce moment détenu à Périgueux, à la prison des Augustins. Ce malheureux père a écrit à V. E. le 13 janvier dernier ; il sollicite sa mise en liberté d'après une foule de motifs détaillés dans sa lettre et faits pour toucher un cœur comme le vôtre.

Mais, je le sens, Monseigneur, la loi est là, et votre humanité peut être arrêtée par ses dispositions.

Cependant, que peut-on faire de cet infortuné ? Le laissera-t-on finir ses jours dans les prisons ? Le conduira-t-on de brigade en brigade à la frontière ? Et quand il y serait, que deviendrait-il ? Tous nos voisins repoussent ces exilés. Comment donc, ne possédant pas un centime, atteindra-t-il les terres d'Autriche ou de Prusse, et, s'il les atteint, comment, infirme et âgé, pourra-t-il y subsister ?

Dans l'un et l'autre cas, que deviendront une femme et six enfants encore en bas âge, sans propriétés et dont il était l'unique soutien ?

V. E. daignera comprendre quel prix je mettrais à ce qu'Elle eût l'extrême bonté d'arrêter un instant sa pensée sur le sort d'une famille si malheureuse, et j'éprouverais une vive reconnaissance de la communication qu'elle voudrait bien me donner du parti qu'Elle croira devoir prendre. Je suis convaincu qu'il sera le plus humain et le plus généreux entre tous ceux qui peuvent se présenter à Son esprit.

Noël Pointe n'a vu dans son infortune que moi qui puisse le secourir, parce qu'autrefois je lui avais rendu un léger service. Il m'a écrit. Je serais heureux que la réponse de V. E. me permit de calmer en partie ses douleurs et ses cruelles inquiétudes.

Je suis avec respect, etc.

Le baron MAURICE,
*Ancien Préfet de la Dordogne,
Maître des Requêtes.*

Le signataire de cette lettre paraît avoir été un homme juste et humain. Nous savons bien qu'il était Suisse de nationalité et qu'il n'avait jamais servi les Bourbons, deux raisons pour lesquelles on conçoit qu'il pût se montrer indulgent envers un ex-régicide. Il n'empêche que les anciens révolutionnaires étaient alors honnis de tous ceux qui touchaient de près ou de loin au pouvoir et qu'il fallait un certain courage pour intercéder en haut lieu en faveur de l'un d'eux. Nous maintenons donc que le baron Maurice fit, en la circonstance, un beau geste.

Cette démarche ne fut pas la seule. Le dossier contient une lettre d'un sieur Robert père, qui signe ingénieur pensionné du Roi (1) et qui déclare avoir dû la vie à Pointe, dans les temps les plus orageux de la Terreur. Plusieurs anciens émigrés témoignèrent également lui avoir des obligations. Les pouvoirs publics, jugeant sans doute Pointe inoffensif, montraient de bonnes dispositions à son égard : la correspondance échangée à son sujet entre le Ministre de la Police générale et le Garde des Sceaux en fait foi (2). Mais on ne pouvait faire que les choses n'allassent leur train. C'était l'heure de la loi ; celle de la clémence sonnerait plus tard.

Pointe comparut le 21 avril devant la Cour d'assises de la Dordogne. Cette juridiction n'avait pas à apprécier les faits de la cause, mais simplement à reconnaître l'identité de l'inculpé et à appliquer la loi. Par arrêt du même jour, elle le condamna à la déportation.

Le malheureux épuisa les voies de recours qui s'offraient à lui. Vainement. Il fit appel de l'arrêt de mise en accusa-

(1) Sur ce M. Robert, v. l'article cité de M. J. Penaud (*La Révolution française*, t. VI, janv.-juin 1884, p. 1082 (n. 1) : « Noël Pointe revient souvent dans sa correspondance avec les siens sur ce M. Robert et n'en parle jamais que comme d'un ami sûr et chaud. Ces sentiments lui étaient bien rendus, et dans certaines circonstances difficiles, la bourse de M. Robert était grande ouverte. » Il avait été directeur de la manufacture d'armes de Nevers et, à ce titre, y avait collaboré avec Pointe, qui, nous croyons le comprendre, lui avait rendu sous la Révolution un important, peut être *capital*, service.

(2) M. J. Penaud a reproduit, d'après les papiers de Pointe (*op. et loc. cit.*, p. 1084) une lettre adressée par le procureur du Roi à Périgueux à Pointe « détenu », le 2 février 1818, et qui est pleine de bienveillance.

tion. La Cour royale de Bordeaux, où cet appel fut porté, l^e rejeta. Il se pourvut en cassation tant contre l'arrêt de mise en accusation que contre celui de la Cour d'assises de la Dordogne. La Cour de Cassation rejeta l'un et l'autre pourvois. Il ne restait désormais qu'une seule ressource, celle de la clémence royale. —

Les mêmes influences qui s'étaient employées en faveur de Pointe avant sa condamnation, s'exercèrent maintenant pour en effacer les effets. Le Garde des Sceaux, dès avant cette condamnation qui était inévitable, avait songé à proposer au Roi de commuer la peine de déportation en celle de bannissement ; mais le Ministre de la Police générale lui fit justement remarquer que, les mêmes obstacles qui s'étaient opposés au déplacement de Pointe subsistant entièrement, il serait aussi empêché que précédemment de satisfaire à la loi et de sortir du royaume. Il n'y avait donc de possible qu'une mesure de clémence : la grâce pleine et entière avec tous ses effets.

Elle ne devait pas se faire attendre. A la date du 16 juin 1818, le Garde des Sceaux, Pasquier, avisait son collègue le Ministre de la Police générale, comte Decazes, que, par lettres en date du 20 mai précédent, « S. M. a daigné faire grâce et remise de la déportation prononcée le 21 avril dernier contre le nommé Noël Pointe par la Cour d'assises de la Dordogne, comme réfractaire aux dispositions de la loi du 18 janvier 1816 ». Il ajoutait : « La décision de S. M. vous autorise au surplus à surseoir, à l'égard de Noël Pointe, à l'exécution de ladite loi du 12 janvier 1816 aussi longtemps que le mauvais état de sa santé l'exigera ». Cette clause finale n'était pas inutile, car Pointe, même grâcié de la déportation, demeurerait assujéti à la loi d'exil. Le 22 juin, le Ministre de la Police générale notifiait cette décision au préfet de la Dordogne et, concluait : : « D'après les ordres du Roi que j'ai pris ultérieurement, il est accordé au sieur Noël Pointe un sursis indéfini à l'exécution de la loi du 12 janvier. Je vous invite en conséquence à ne mettre aucun obstacle à son séjour dans votre département où il continuera à résider sous la surveillance des autorités locales. » Le préfet était invité à se concerter à

ce sujet avec le procureur du Roi près le tribunal civil de Périgueux.

Pointe avait été dirigé le 21 juin sur Bordeaux « en vertu d'un réquisitoire en date du 13 juin du procureur du Roi de Périgueux, qui, lui-même, en avait reçu l'ordre du procureur général en la Cour royale de Bordeaux, pour y assister à l'entérinement des lettres de grâce qui lui étaient accordées » ; mais il réintégra quelques jours après la prison des Augustins. Ce ne fut, cette fois, que pour en sortir presque aussitôt. La chemise du dossier porte qu'il fut « rappelé le 25 décembre 1818 ». Nous avons dit ailleurs (1) que Pointe resta en prison jusqu'à cette date. C'était une erreur. Un examen attentif des pièces nous incline aujourd'hui à penser qu'il fut élargi dès l'accomplissement des formalités requises en pareil cas. La mention : *rappelé le 25 décembre 1818* signifie simplement que Pointe fut compris dans le « Tableau collectif » arrêté à cette date « des noms des ex-conventionnels auxquels S. M. a daigné accorder un sursis indéfini aux dispositions pénales de l'article 7 de la loi du 12 janvier 1816 et en faveur desquels Elle veut bien déclarer que ce sursis s'étend pareillement aux effets civils dudit article ». Lamarque, ancien représentant de la Dordogne à la Convention où il avait siégé sur les mêmes bancs que Pointe, bénéficiait de la même mesure. Par une ingénieuse fiction, Noël Pointe était ainsi *rappelé* de l'exil où il n'était jamais allé. Il se retira, comme l'on sait, d'abord chez lui à La Bastide, commune de Monestier, puis à Sainte Foy-la-Grande, où il mourut le 9 avril 1825.

Devons-nous nous excuser de nous être tant appesanti sur la biographie d'un héros aussi mince que notre armurier ? Peut-être... Assurément Pointe n'a jamais joué un rôle de premier plan, ni même de second, à cette époque où il y eut tant de personnalités fortes et qui imprimèrent leur marque sur les événements. Mais il nous a paru que la douloureuse histoire de cet honnête homme, ne sortant pas de la commune mesure, mais qui fut cependant l'un des acteurs utiles du grand

(1) *Archives et Archivistes...*, loc. cit., p. 130 n. 1.

drame qui se joua entre 1792 et 1795 et qui s'en tira les mains nettes, valait d'être contée avec quelque détail. Autre chose : les rapports entre Pointe et le gouvernement de la Restauration, si pénibles qu'ils fussent pour le premier, attestent de la part du second un louable effort de modération, assez rare dans la politique, surtout en un temps où les passions étaient, comme en celui-là, attisées. Il nous a été agréable de le reconnaître et, après avoir loué l'ancien conventionnel, de rendre son dû à la monarchie des Bourbons. C'est d'un bon exemple de justice distributive !

R. VILLEPELET.

Le gérant responsable, H. ETourneau.

TABLE

ALPHABÉTIQUE ET ANALYTIQUE

DES PRINCIPAUX NOMS ET MATIÈRES

Contenus dans le Tome XLIX (1922)

DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

Par A. DE SAINT SAUD, membre de la Société.

SOMMAIRE

	Pages.
Statuts de la Société.....	5
Règlement intérieur.....	9
Membres de la Société morts pour la Patrie pendant la guerre 1914-1918	10
Liste des membres.....	11
Sociétés correspondantes.....	31
Séance mensuelle du jeudi 1 ^{er} décembre 1921.....	33
— du 5 janvier 1922.	40
— du 2 février.....	73
— du 2 mars.....	77
— du 6 avril.....	145
— du 4 mai... ..	154
Assemblée générale du 27 mai.....	193
Séance mensuelle du 6 juillet.....	199
— du 3 août.....	241
— du 7 septembre.....	248
— du 5 octobre.....	289
— du 9 novembre.....	295
Compte de gestion du trésorier (exercice de 1921) (M. FÉAUX).....	50
Le Périgord militaire : Gardes du corps du Roi au xviii ^e siècle (<i>suite et fin</i>) (Joseph DURIEUX).....	53

La Commanderie générale d'Aubeterre, de l'Ordre de Saint-Antoine en Périgord (1100-1838) (marquis DE CUMOND).....	85, 164, 209 et 258
Le prieuré du Chalarud de Ribérac (D ^r Emile DUSOLIER)...	94
L'ancien service paroissial dans le quartier de la Cité à Périgueux (Eugène Roux).....	108
Démographie à Beaumont au début de la Révolution : l'année 1789 et l'année 1792 (le professeur TESTUT)...	115
Archives et archivistes de la Dordogne : Notes et documents (R. VILLEPELET).....	118
Georges Foucaud (A. DUJARRIC-DESCOMBES).....	139
Le prieuré de la Daurade à Périgueux (Géraud LAVERGNE)	160
Note sur l'ancienne église de la Trinité de Ribérac (docteur Emile DUSOLIER).....	173
Bail à cheptel consenti par dom François Lebrun, syndic de l'abbaye cistercienne de Peyrouse, près de Saint-Saud, en 1733, en faveur de Pierre de Grandcoingt (l'abbé JARRY).....	182
Lettre du vicomte de Legé (1774) (A. DUJARRIC-DESCOMBES)	183
Un incident à propos de grains dans la commune de Saint-Michel-Lécluse pendant la Révolution française (A. DUBUT).....	186
Hôpitaux de la Cueilhe et de Sainte-Anne (le chanoine J. Roux).....	218
Dissentiments entre le comte et les chanoines de Ribérac (docteur E. DUSOLIER).....	221
Notice sur Jean Sauret, notaire, officier municipal de de Belvès et propriétaire (A. VIGIÉ).....	228
Introduction du maïs en Périgord (A. DUJARRIC-DESCOMBES)	233
Adresse de la « Société populaire » de Beaumont aux habitants du canton en faveur de ses volontaires (le professeur TESTUT).....	235
La confrérie de Madame Sainte Quitterie de Thiviers (xv ^e et xvi ^e siècles (Géraud LAVERGNE).	302
Notre-Dame de Ribérac. — La Collégiale et les Chanoines (docteur E. DUSOLIER).....	269 et 305
Délibérations de la municipalité de Ribérac à la fuite de Louis XVI (A. DUBUT).....	320

Un dernier mot sur Noël Pointe (R. VILLEPELET).....	323
~~Table alphabétique et analytique des principaux noms et~~ ~~matières contenus dans le tome XLIX (le comte DE~~ ~~SAINT-SAUD).....~~	~~333~~

VARIA

Un mémoire du traiteur Courtoy (Joseph DURIÉUX).. . . 142

BIBLIOGRAPHIE

Géraud Lavergne : *Un vieux texte périgourdin*. Statuts des
consuls de Sarlat sur l'entrée du vin (1292) (R. VILLE-
PELET)..... 142

NÉCROLOGIE

Le colonel marquis de Malet (le marquis DE FAYOLLE)...	68
M. le chanoine Brugière (l'archiprêtre PRIEUR).....	189

PLANCHES

↗ L'enclave de Saint-Privat.....	170
↘ Croquis de l'église Notre-Dame de Ribérac.....	270
↘ Plan intérieur de ladite église.....	270

A

Abbayes, couvents, prieurés, églises, etc. — Voir *Aubeterre, Chalard, Daurade, Faye, Périgueux, Peyrouse, Ribérac, Saint-Pey, Saint-Pierre, Sainte-Marie*.

• **Amadiéu** (Commandant). — Colombier à Saint-Pardoux-de-Faix, 42.

Anisson (Charles), 263-9.

Antonins (Ordre des). — Création, 171.

Archéologie. — Eglise de Ribérac, 270; — Voir *Saint-Jean-de-Côle, Saint-Front*.

Armée et questions militaires. — Garnisons périgourdines en 1580, 299; — Voir *Gardes du Corps* et les communications de M. Durieux.

Arnaud (Famille), 101, 180, 322.

Artenset (Famille d'), 57, 61.

Aubeterre. — Commanderie, 85, 164, 209, 258.

Aydie (Famille d'), 222, 242, 270 et suiv., 289.

Autographes, 242, 290, 297.

B

Balande, com. de Biron. — Verrerie, 204.

Banizette (Jean), 100.

Barrier (Famille de), 57.

Barrière (Claude), 151.

Bars (Famille de), 54.

Baudoin, famille de Ribérac, 280, 284, 226, 317.

Beaumont-de-Périgord. — Démographie, 115; — *Société Populaire*, 235.

Belvès, 196.

Belvès (Pierre). — Officier d'I. P., 248.

Bertholine (Elienne de), 215.

Bézoard, sorte d'amulette, 79.

Bibliographie périgourdine. — Opuscules de Faugière et de Chabans, 158; — *Etude sur La Boétie*, 299; — *Voyages de La-grange-Chancel*, 300.

Bonhore (Famille de), 60.

Bonneau (Famille de), 57.

Bonneval, verrerie, 204.

Bosard (Jean), 213.

Boucher (Famille), 285.

Boulle (Famille), 311.

Bourdeille (Marquis de). — Charte du xiii^e siècle, 44.

Bourdeille. — Félibrée, 36.

Buade (Famille de), 523.

Burguet (Famille du), 317.

Brugière (Chanoine). — Nécrologie, 189, 193.

C

Cachulet (Pierre), chanoine de Rib., 312.

Cadouin. — Donations de la Daurade, 161.

Campniac (F. de), 60.

Cartailhac (Emile). — Décès, 35.

Caudeville, com. de Douville, 163.

Caumont-La Force (Famille de), 81, 242.

Causserouge (Gratien), chanoine, 306, 307.

Chalard (Prieuré du), 94.

Chantegreilh (Famille). — Livre de Raison, 292.

Charroux (Hélie de), 160.

Chassaing (Famille du), 58.

Chapt de Rastignac (Famille), 43.

Chateau de Lestang (Léon), 106.

Cheyron (Famille du), 59.

Clergé. — Service paroissial à la Cité, 108.

Cluzeaux. — A Lage, 245 ; — à Montardy, 290.

Comte (Abbé). — Décès, 250.

Conros (Famille), 230.

Constantin (Famille de), 53, 310, 314.

Corneille Agrippa (Famille), 262.

Courtroy (François), traiteur, 142

Grémoux (Famille de), 82, 106, 107, 174.

Gueilhe (La) hôpital, 218.

Cumond (Marquis de). — Com-manderie d'Aubeterre, 85, 164, 209, 258.

D

Dalby (Arnaud), 306.

Daougst (Jean), chanoine de R, 307.

Daumesnil. Epitaphe, 83.

Daurade (La). — Prieuré près de Périgueux, 44, 160.

Deigion (Jean), 258.

Dessalles (Léon), 137.

Didon (Louis) — Poteries dans Saint-Pierre-de-Côle, 148 ; — id. venant d'Ecornebœuf, 291.

Dordogne. — Médecins nom-breux, 77 ; — Archives et archi-vistes, 118.

Dubut (A.). — Commun. diver-ses, 152 ; — incident à Saint-Mi-chel l'Ecluse, 186 ; — délib. de Ribérac, 320.

Dujarric-Descombes (Albert). Terrine et note sur le traiteur Foucaud, 39, 139 ; — commun. diverses, 76, 150 152, 158 ; — Pierre du Lau, év. de Saintes, 80 ; — A. de Rogard, 150 ; — introd. du maïs en Périgord, 233 ; — « Les Contemporains », 202 ; — Père Ch. de Foucauld, 205 ; — M. de Teillac, 251 ; — note sur la Boétie, 291 ; — note sur le chev. de Lagrange-Chan-cel, 301.

Dumaine (A. Chilhaud). — *La dernière Ambassade en Autri-che*, 76.

Dumas (Auguste), 138.

Dumouly (Famille), 174.

Durand (Charles). — Décès, 33.

Durieux (Joseph). — Commun. div. 45-48, 301 ; — Gardes du Corps, 53, 158 ; — Centenaire de la Fac. de Médec. de Montpellier, 77 ; — épitaphe de Daumesnil, 82 ; — le traiteur Courtoy, 142, 152 ; — poignard de Ravailac, 197 ; — Pasquet, légionnaires, 206 ; — officiers généraux, 256.

Dusolier (Docteur). — Auberges de R., 39 ; — inond. à Ribérac, 45 ; — église de R., 75, 269, 305 ; — l'abbé de Crémoux, 82 ; — prieuré du Chalard, 94 ; — église de la Trinité à Bibérac, 173 ; — dissentiments à R., 221.

Dusolier (Famille), 101, 275, 283, 301, 309, 310, 315, 318.

E-F

Eglises. — Voir *Ribérac, Périgueux*.

Excideuil (Commanderie d'), 165.

Eymard (Etienne), chanoine de R., 308.

Faguet (Dr Charles). — Cheval. de la Légion d'h., 248.

Fargeot (N.), chanoine de Rib., 320.

Faure (Pierré et Jean), 213, 214.

Faye (Prieuré de la), com. de Léguilhac de l'Auche, — Fondation, 251.

Fayolle (Famille de), 55.

Fayolle (Marquis de). — Délégué central de l'*Union hist. et arch. du S. O.*, 42 ; — le Marquis de Malet, 68 ; — Galet amulette, 79 ; — cintrages en bois, 146 ; — mémoire sur un tableau du Musée, 156 ; — congrès d'Agén, 243 ; — souterrain à Lage, 245 ; — tombeau à Saint-Front, 251 ; — lettres de Laster-nas, 297.

Féaux (Maurice). — Gestion, 48-52.

Feletz (D. de), 58.

Ferchat (Jean), chanoine de R., 309.

Fonteneuil (Jean de), 107.

Foucaud (Jean et Georges), 39, 139.

Foucauld (Père Charles de), 205.

Fourichon (Famille), 57.

Fournier de Laurière (Roger). — Monuments gallo-romains, 75 ; — plans anciens, 149 ; — livre de raison, 292.

G-J

Gaillardon (Antoine), chan de Ribérac, 279.

Gardes du Corps, 53, 158.

Gay (Léonard), chanoine de Rib., 315.

Grant de Teilbac (Etienne), 251.

Gravier (Jean), chan. de Rib., 308.

Gobert (Général), 301.
Goreau (Famille), 274.
Grenier (Famille de), 54.
Gros de Béler (Fr.), 61.
Guay (Famille), 286.
Guesdon (Famille de), 61.
Guillaumes (Jean des), 286.
Guiot (Jean et Jacques), chanoines, 224, 287, 306.
Hôpitaux, hospices. — A Périgueux, 218.
Huchet de Cintré (C. M.), préfet, 137.
Jehan (Famille de), 56, 58, 59.
Jouffrey (J.), chanoine de Rib., 314.
Joumard (Famille de), 184.
Jussayé (Poncet de), prieur du Chalar, 96 et suiv.

L

La Boétie (Etienne de). — Notes, 291.
Labroue (Famille de), 174-6.
La Brousse (Famille de), 54.
La Calprenède (G de Coste de), 76.
Ladoux (Jean), chan. de Rib., 308.
La Faye (Famille de), 184-6, 250.
La Faye (Géraud de). — Evêque inconnu de Bayonne, 250.
Lagrange-Chancel (Le chev. de). — Voyages inédits de ce marin, 300.

La Marthonie (Famille de), 61.
Lamaux (Jean). — Livre de raison, 254.
Langeac (François de), 216; — Louis de L., 258, 261, 265.
Lansade (Famille de), 58.
Larroque ou La Roque (Famille), 158.
Larroque de Lisle (A. de), 58.
La Salle (Famille de), 57, 63, 65.
Lascous (Famille de), 63, 64.
Lasternas (Paul). — Pierre tombale à Saint-Jean-de-Côle, 297.
Lau (Pierre du), év. de Saintes, 80.
Laulanie (Famille), 309, 315.
Lavaissière (F. de), chan. de Rib., 309.
La Valette-Montbrun (Abbé A. de). — *Science des Mœurs et Morale Impérative*, 47.
Lavergne (Géraud). — Prieuré de la Daurade, 44, 160; — archiviste, 138; — *Statut... de Sarlat*, 142; — chevauchées de Du Guesclin, 157; — confrérie de Sainte-Quitterie, 246, 302; — assassinat d'A. de Stapone, 251; — rentes de la Charité, 299.
Laxion, com. de Cognac. — Tapisseries, 43.
Le Blanc (Famille), 60.
Leboux (M^{re}), 109.
Lemoine (J.-B.), lettre, 243.
Lems (Michel de), 215.

Lespinasse (Claude de), 214.
Lespine (Abbé), 146, 151.
Lidonne (Famille de), 45, 55, 60, 63
Lissouleix, com. de Saint-Laurent-des-Bâtons, 163.
Livres de Raison. — Voir *Lamaux et Chantegreilh*.

MI

Maijounade (Pierre), chanoine de Rib., 310.
Maine de Biran (François), 124.
Maïs. — Son introd. en Périgord, 233.
Maisonneuve-Lacoste (André). — Coutumes de Turenne, 158; — anciens documents, 293; — tombe à Saint-Jean-de-Côle, 298.
Malatre (Charente). — Com-manderie, 166.
Malet (Colonel, Marquis de). — Nécrologie, 68.
Maleville (Antoine de), 56.
Mariel (Bernard), chanoine de Rib., 307.
Martin (Famille), 60, 63, 65.
Maurice (Baron), préf. de la Dord., 130, 327.
Maynard (S. Robert), 101, 103
Mazeaud (Jean du), prieur du Chalard, 107.
Mèredieu (Famille de), 54.
Mirand, com. de Cumond, 92 et suiv., 169; — voir *Aubeterre*.
Montardy (Famille de), 61,

Monteil (Frédéric du), 65.
Moutet (Famille), 276.
Montozon (Famille de), 59, 60.
Montifault (Madame de). — Décès, 35.
Montureux (F. J. Bourcier de), préfet de la Dord., 325.
Morel (Jean de), prieur, 105, 107.
Morillère (Louis de), chan. de Rib., 281.
Mormonties (Pierre), chan. de Rib., 307.
Moulinié (Madame). — Présent. d'objets divers, 299.

N-P

Noël du Cheyron (Jean), chan. de Rib., 307.
Objets divers. — Poteries, 148; — poids, 157; — poignard de Ravallac, 197; — dagues, jetons, etc., 299.
Parcoul, cant. de Sainte-Aulaye. — Livre de raison de J. Lamaux, curé, 254.
Pasquet (Famille), 206.
Pasquet de Savignac (Bertrand), 106.
Pépin de Bellisle (Louis), 135.
Périgueux. — Prieuré de la Daurade, 44, 160; — anciennes églises, 75; — service paroissial dans le quartier de la Cité, 108; — anciens plans, 150; — anciens hôpitaux, 195, 218; — voir *Saint-Front*.

Ferregon (Antoine), 103, 105.

Petit (Mr). — Don d'une liève de rentes à l'abbaye de Peyrouse, 45.

Peyricaud (Pierre), 102

Peyrouse, com. de Saint-Saud (Abbaye), 45, 182.

Planche (Famille), 180.

Poignard de Ravailiac, 197.

Pointe (Noël), 124 et suiv., 257, 323.

Pontac (Alexandre de), prieur du Chalard, 101, 103, 107.

Poulard (Famille), 282.

Pourquéry (Famille de), 63.

Pourteiron (Famille), 312.

Prévost du Repaire (Jean), 56.

Prieur (Chanoine). — Le chanoine Brugièrè, 189.

Protestantisme (Epoque du), 81, 258, 292.

Prunis (Joseph), 119 et suiv.

R

Renaud de La Rochette (Pierre), 61.

Révolution (Epoque de la). — Voir *Beaumont*, *Pointe*, *Prunis*, *Saint-Michel*, Ribérac, 320.

Ribérac, 39, 45, 75, 82, 94, 152 ; — église de la Trinité, 173 ; — dissentiments entre les chanoines et le seigneur, 221 ; — collégiale et chanoines, 269, 305 ; délibér. de la munic., 320.

Rivet (L. P.), préfet, 126.

Rivière (Emile). — Décès, 73.

Roche (Ph. H. de), 143.

Rochebeaucourt (La), cant. de Mareuil. — Anciens registres protestants, 292,

Rolphie (Jean), chan. de Ribérac, 277.

Roux (Chanoine). — Médaille de l'Acad. des Ins. et B. L., 37-39 ; — sacristies de Saint-Front, 195 ; — hôpitaux à Périgueux, id. et 219.

Roux (Eugène). — Anciennes églises à Périgueux ; — pont de la Fougère, 75 ; — service paroissial à la Cité, 108 ; — fusion des chapitres à Périgueux, 150.

Roux (Famille de), 56, 63.

Royard (Arnaud de), archev. ot évêque, 150.

S

Saigne (François), 102.

Sainte-Anne. — Hôpital, 218.

Saint-Antoine (Ordre de). — Voir *Aubeterre*.

Saint-Antoine. — Commanderies de ce nom (Pizou, Auberoche, le Breuil, etc.), 164 ; — voir *Cumond*.

Sainte-Aulaye. — Bastide, 253.

Saint-Front. — Sacristies, 195 ; — ancien tombeau, 251.

Saint-Jean-de-Côle, cant. de Thiviers. — Pierre tombale, 297.

Sainte-Marie. — Paroisse dans Périgueux, 112.

Saint-Michel-l'Ecluse, cant. de Sainte-Aulaye, 186.

Saint-Pardoux-de-Feix, com. de Brantôme, 42.

Saint-Pey-Lanez. — Eglise dans Périgueux, 111 et suiv.

Saint-Pierre-de-Côle, cant. de Brantôme. — Poteries, 148.

Saint-Pierre-ès-Liens. — Eglise dans Périgueux, 113.

Saint-Privat, cant. de Sainte-Aulaye. — Prieuré, 168 et suiv.

Saint-Saud (Comte de). — Verriers en Périgord, 203; — G. de La Faye, év. de Bayonne, 250; — famille de Buade, 253; — Ste-Aulaye, 253; — livre de raison de J. Lamaux, 254; — reg. protestants de la Rochebeaucourt, 292; — garnisons péri-gourdines en 1580, 299.

Saint-Sulpice-de-Mareuil, cant. de Mareuil, 255.

Sauret (Jean), Biographie, 228.

Sauveroché (J. Fr.), chan. de Rib., 319.

Scorailles (R. P.) de, 76.

Simon (Pierre), chan. de Ribérac, 278.

Société hist. et arch. du Périgord. — Gestion, 48 à 52.

Sociétés savantes. — Souhaits de celle du Tarn-et-Garonne, 40; — *Union historique et arch. du S.-O.*, 42, 154; — congrès de Marseille, 156; — congrès d'Agen, 243; — félibrée du Bugue, 296.

Solminihac (vénéral Alain). — Corresp. avec Saint-Vincent-de-Paul, 195.

Stapone (Arnaud de). — Assassinat de cet-abbé de Sarlat, 251.

Suchier (Laurent), 101.

T-Z

Tapisseries anciennes. — A Laxion, 43.

Tessières et Teyssières (Famille de), 53, 56, 58, 59, 62.

Testut (Dr). — Thiviers, 45; — démographie à Beaumont, 115; — Pontard à Beaumont, 152; — Société Populaire à id., 235.

Thiviers. — Confrérie de Sainte-Quitterie, 246, 302.

Tolosain (Antoine), 268.

Tournon (Cardinal de), 216.

Valbrune (Famille de), 55, 56.

Ventou (Famille), 293.

Verriers et verreries, 203

Vichy (Antoine de), 214.

Vigié (A.). — Notes sur Belvès, 196; — Jean Sauret, 228.

Villars (Jérôme de), 292.

Villefumade (J. H. de), chanoine de R., 318.

Villepelet (Ferdinand). archi-viste, 138.

Villepelet (Robert). — Les La Force et la Saint-Barthélemy, 81; — archives et archivistes de la Dordogne, 118; — bibliogr. 142; — abbé Lespine, 151; — N. Pointe, 257, 323.

Vinade (La). — Coutume, 74.

AVIS IMPORTANT

Messieurs les membres de la Société sont avisés que celle-ci a un compte-courant aux chèques postaux sous le n° 545, bureau de Bordeaux.

Chaque année, le premier numéro du *Bulletin* renfermera un mandat qui facilitera le paiement de la cotisation (15^f) et rendra inutile les frais de l'envoi d'une quittance. Cependant ceux qui désireront en recevoir une devront envoyer 0 fr. 50 en plus pour frais de timbre et de poste (0.75 pour l'étranger).

Ceux des membres de la Société qui auraient versé leur cotisation avant la réception de ce mandat ne devront pas, naturellement, en tenir compte.

Si, *fin avril*, la cotisation n'a pas été payée, le recouvrement en sera fait par la poste à partir du *1^{er} mai* et le montant en sera majoré de 0 fr. 60 pour les membres habitant Périgueux et de 1 fr. 10 pour les autres.

Dans le cas de retour de la quittance non payée, la taxe de 0 fr. 30 pour non recouvrement et les frais d'une deuxième présentation seront à la charge du **sociétaire**.

LE BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD paraît tous les deux mois, par livraisons de 64 pages, et forme un volume à la fin de l'année. Chaque livraison est accompagnée de deux dessins.

Le Bulletin est envoyé gratuitement à MM. les membres de la Société.

Il ne contient que des documents inédits.

TIRAGES A PART.

La Société autorise le tirage à part des articles, mémoires et documents insérés dans le *Bulletin*, sous la condition expresse qu'au verso du titre figurera cette mention : « Extrait du *Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord*. »

MM. les membres de la Société qui désireront profiter de cette faculté devront prévenir le Secrétaire Général au moment de la remise de leur manuscrit, ou, au plus tard, en rendant les épreuves du *bon à tirer*.

Nous croyons devoir donner ici le tarif de l'imprimeur pour ces tirages à part :

8 pages de texte réimprimées jusqu'à 50 exemplaires coûteront 12 fr.			
8	—	100	— 15
12 pages	—	50	— 16
12	—	100	— 23
16 pages	—	50	— 20
16	—	100	— 30

Chaque page de texte dépassant 8 pages jusqu'à 12 pages, ou dépassant 12 pages jusqu'à 16 pages, sera facturée 2 fr. par page en sus des prix établis ci-dessus.

La couverture imprimée, sorte de celle du *Bulletin*, comptera pour 4 pages.

La couverture non imprimée, sorte de celle du *Bulletin*, sera facturée 3 fr. 50 pour 50 exemplaires et 6 fr. 50 pour 100 exemplaires.

Il s'agit, bien entendu, d'extraits imprimés tels quels; en cas de corrections et de changements, corrections et changements seraient payés en sus.

Les Sociétés savantes auxquelles le BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD est adressé sont priées de vouloir bien nous faire parvenir leurs publications en échange

